FRANCE

LES ANNÉES TRAGIQUES

UN TÉMOIGNAGE DIRECT DE LA GUERRE, DE L'OCCUPATION ET DE LA LIBÉRATION

SISLEY HUDDLESTON

1939 - 1947

France : les années tragiques, 1939-1947

Récit d'un témoin de la guerre, de l'occupation et de la libération

Sisley HUDDLESTON

1955

Traduction française : 2019 par l'équipe du Saker francophone.
Relecture : JDB
Version : 2022-04-26 https://lesakerfrancophone.fr
Version anglaise : France : The tragic years, 1939-1947

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Table des matières

Table des matières 3

Table des illustrations 3

1 La France et la guerre 21

2 Drôle de guerre 41

3 L'armistice 59

4 La légalité de Vichy 76

5 Oran 88

6 Montoire 101

7 L'accord avec Churchill - l'opinion française 114

8 Laval est remercié 128

9 Darlan 140

10 L'occupation 156

11 Hitler attaque la Russie **167**

12 L'Italie en guerre **181**

13 L'Amérique entre en guerre **191**

14 Les erreurs tragiques en Afrique du Nord **210**

15 Vichy vue du ciel **230**

16 Conversation avec Pétain **245**

17 Alger **259**

18 Vraies et fausses Résistances **274**

19 Retour à Paris **289**

20 Contre-résistance **303**

21 Comment Paris fut épargnée **316**

22 La Libération et ses séquelles **336**

23 La Révolution et la Terreur - 1944-1946 **349**

24 La Quatrième République **381**

25 La mort du maréchal **403**

26 Annexes **410**

26.1 Lettre de Joachim von Ribbentrop au maréchal Pétain 410

Table des illustrations

1.1 Mobilisation générale 22
1.2 Conférence de Munich, 1938 34

2.1 Gouvernement de Paul Reynaud 43
2.2 Tract du PCF 47

3.1 Le gouvernement Pierre Laval 68
3.2 Charles De Gaulle au micro de la BBC 72

4.1 Nomination de Pétain comme chef de l'État 84

5.1 La boucherie de Mers el-Kébir 92

6.1 La poignée de main de Montoire 111

7.1 Les chefs de partis ayant contribué à la constitution de la Légion des Volontaires Français 124

8.1 L'aiglon aux Invalides 136
8.2 Révocation de Laval 137

9.1 Pétain et Pershing 141
9.2 Pétain et Leahy 142

9.3 Darlan aux côtés de Pétain 143
9.4 L'hôtel du Parc 147
9.5 Le général Henri Dentz 154

10.1 Tickets de rationnement, juin 1940 161

11.1 La rencontre Hitler-Molotov de novembre 1940 169
11.2 Les généraux Janvier et Février 178

12.1 L'usine Renault bombardée 190

14.1 Le général Giraud 213
14.2 Affiche des Chantiers de la jeunesse 224

16.1 Photographie du maréchal Pétain 247

17.1 Stalingrad - centre ville 264

18.1 Affiche promulguant la relève 286

19.1 La rue de Rivoli, photographiée par André Zucca 295

21.1 Le maréchal Pétain à Nancy le 26 mai 1944 325
21.2 Le maréchal Pétain lors de son procès 334

22.1 Scène de tonte 346

25.1 La forteresse de l'Île d'Yeu 404

Lettre dédicacée à William C Bullitt

À son EXCELLENCE WILLIAM C. BULLITT
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique.

Mon cher Bill : Plus de trente années se sont écoulées depuis la lecture que vous me fîtes à Paris de votre lettre de démission de la Délégation de Paix américaine, et depuis lors tout ce qui s'est produit a justifié votre contestation d'un Traité qui fut une trahison de nos espoirs, une répudiation de nos principes, et une frustration de l'objet pour lequel nous nous étions battus lors de la première guerre mondiale. Nous avons tous deux réalisé que les hommes d'États, à Versailles, avaient condamné l'humanité à une nouvelle épreuve de force à venir.

Notre amitié, qui n'a jamais flétri depuis ces jours lointains où vous tîntes ferme pour la vérité dans la diplomatie, est plus forte que jamais alors que nous entrons dans l'ère sombre où l'incompétence et les funestes contrevérités de la dernière décennie menacent d'accabler l'humanité.

Les légendes mensongères sont plus attrayantes que la folie et que les erreurs. Il serait possible de corriger les fautes, aussi graves qu'elles soient, si nous avions le courage de les reconnaître. Nous préférons nous en tenir aux mensonges confortables, aux expédients

fatals, à la propagande aveuglante, et les témoignages qui contredisent les visions conventionnelles nous dérangent.

Dans nos correspondances, vous notez qu'« *il ne reste que peu d'entre nous qui comprennent toute la bascule des événements depuis 1914* », à l'époque où Sir Edward Grey [1] observa tristement : « *Les lumières s'éteignent l'une après l'autre en Europe ; elles ne se rallumeront plus de notre vivant.* » Une paix ratée embraya sur une seconde guerre mondiale, et une seconde guerre mondiale mal menée nous emmène à présent vers une troisième guerre mondiale, avec la perspective d'un bolchevisme triomphant sur les ruines de notre civilisation.

Vous êtes assez bon pour me considérer comme « *un vieil ami qui a toujours eu raison* ». Hélas, j'ai souvent eu tort, mais j'aurai au moins tâché de toujours considérer la réalité des faits.

Ma naissance en Angleterre, mes vingt ans d'association avec l'Amérique, et presque toute ma vie passée en France, ont fait de moi ni un vrai Anglais, ni un Américain, ni un Français, mais une sorte de mélange des trois. De mon point de vue, j'ai pu, avec quarante années d'exercice en affaires diplomatiques, considérer non seulement les tentatives héroïques, mais aussi les bévues, incomprises à Washington ou à Londres, que nous avons commises dans notre lutte contre les forces maléfiques qui menacent de nous réduire en esclavage.

J'occupe une position unique : j'ai pu considérer les événements avec détachement, alors que bien souvent j'étais au cœur de ceux-ci ; et il relève de mon devoir de réfuter les étranges fictions qui obscurcissent toutes nos conceptions. Je suis un témoin de la guerre civile en France, et de la révolution, que nous refusons de nommer comme telles, et des résultantes des mauvaises évaluations des hommes d'État français, anglais, et américains.

1. Russell Grenfell analyse les postures de ce personnage dans son ouvrage Haine Inconditionnelle, NdT

Après avoir fait s'effondrer l'Europe, on nous explique à présent qu'il faut d'urgence créer l'Europe, mais l'Europe existait avant 1914, et je pouvais alors y évoluer partout sans passeport, sans autorisation, sans formalité. Même après 1918, l'Europe restait vivante, et je pouvais contempler le spectacle de pays heureux et prospères. Aujourd'hui, qu'en est-il de la vieille Europe ? Une partie non négligeable s'en retrouve derrière le rideau de fer, et reste hors de notre portée. Et ce qui en reste vit dans la peur, soumis à d'innombrables restrictions, et soumis au bon cœur d'autres parties.

Après avoir brisé chacune des barrières qui nous séparaient du communisme, après avoir divisé chaque pays, l'un après l'autre, après avoir aboli tout sentiment de justice ou de pitié, nous attendons, vulnérables, la promesse d'une nouvelle libération, après que le continent sera devenu un cimetière.

J'essaye de rendre un dernier service, et je me sens en cela renforcé de citer votre nom au fronton d'un travail qui aura été inspiré, non par la haine (plus mortelle encore que la bombe atomique), mais par l'amour pour nos semblables, qui seul peut nous sauver.

SISLEY HUDDLESTON
Troinex, 1952

Avant-propos de Louis Guitard

Quand, après en avoir surmonté la grande climatérique, Sisley Huddleston prit congé du monde, son visage aux traits fins avait gagné une beauté supplémentaire.

Les années écoulées ne lui avaient pas retiré cette touche de Bohème, qui pimenta toujours sa personnalité par son charme, mais avaient donné à son maintien une grande dignité. Sa haute taille semblait accrue encore par une perte d'embonpoint. Son front haut, ses cheveux légèrement grisonnants, ses traits désormais plus prononcés, sa moustache et son bouc blancs, impeccablement tenus, ses sourcils touffus, tout mettait en valeur la beauté de ses yeux. S'il parlait, ils s'allumaient tout à coup, vifs et intenses. L'éloquence de ses mains venait accompagner l'argument qu'il souhaitait développer, et comme pour mieux mesurer la réussite de son argument, il ajusterait son monocle à l'œil droit, en un geste trop instinctif pour être modifié.

Il était éminemment sociable, gai, cordial et franc, prodiguant à ses invités les trésors de sa culture, de son humour et de son imagination enchanteresse. L'intelligence et la bonté étaient peut-être ses premières qualités. Curieux d'informations, avide de comprendre. Par ailleurs, ses actions et ses écrits étaient inspirés par l'amour de ses semblables.

Son intelligence simulait une curiosité insatiable, une soif de connaissances, et faisait de lui un homme large d'esprit, indépendant, hostile à tout ce qui entraverait la pensée. Il tenait en abomination la dictature, le sectarisme et l'esprit de parti. « *Un homme libre ne peut pas être un partisan* », disait-il.

Sa gentillesse le rendait généreux, modeste, droit. Avec lui, l'humanité n'était pas juste un mot vide, un terme idéologique. Il y comptait la multitude de ses semblables ; et parce qu'il les aimait réellement, leurs folies l'attristaient. L'injustice le rendait malade, et il rejetait la guerre de toutes ses forces. Souffrant en 1914, il fut également exempté en 1939. Il était sensible, courageux, et un croyant fervent, si bien que tandis que la folie et la violence le rendaient malade, il poursuivit son combat pour que le monde retrouve la raison, dans l'espoir d'un avenir meilleur.

Sa nature ardente souffrait-elle du froid du climat sévère de la Grande-Bretagne, tombait-il malade facilement ?

Sur les rives de la mer d'Irlande, où il naquit en 1888, les marins avaient nourri ses rêves d'enfant. Il s'imaginait comme « *un passager de chaque navire qui voguait vers le soleil couchant* ». Il devait à Wordsworth son introduction « *vers le pays merveilleux de la poésie* » ; il partageait avec un ami le plaisir de lire Keats à l'ombre des arbres d'un parc et, à l'âge de dix ans, il écrivit un essai sur Milton.

Dans sa jeunesse, il occupa un poste modeste dans les services des armées. Généreusement et naïvement, il démissionna pour protester contre le licenciement d'un ami.

Le journalisme s'avéra constituer pour lui un refuge, et lui fit prendre conscience de sa vraie vocation. « *Mais* », dit-il, « *c'est sur les boulevards de Paris que ma vraie carrière se déroulait* ». Enfin embarqué dans quelque chose de réel, il quitta ses brumes natales pour le délicat soleil de l'Île-de-France.

Le sang français qui, selon une tradition familiale, coulait dans ses veines, avait triomphé.

Salvador de Madariaga, dans un livre devenu un classique, décrivit ce Britannique comme un homme de tête, épris d'action et de mouvement, alternant entre le travail et le sport, et pour qui être libre signifiait agir selon ses dispositions sans interférence extérieure, dans les limites d'un empire dont il faisait sa gloire ; cependant que ce Français, cet amoureux des idées, de la raison et de l'ordre, vit « *pour développer son intellect et les cinq sens qui sont les avenues qui y mènent, dont la conception de la liberté est le droit de penser comme il l'entend et de dire ce qu'il pense* ». Et il ajoute : « *Si les Français pouvaient façonner le monde à leur propre image, celui-ci tournerait avec une régularité d'horloge. Tous les hommes parleraient le français de Mirabeau, et écriraient celui de Racine. Âme et intelligence brilleraient sur terre comme une rivière scintillante : chaque minute de vie s'écoulerait telle une goutte lumineuse de plaisir exquis, et irriguerait l'âme de ses délices.* » Sans doute fût-ce l'aura de cette rivière de diamants qui fascina Huddleston et l'incita à aller vivre sur ses rives.

Son humanité l'amena au pays de l'humanisme. Instinctivement, il le comprenait et l'aimait. Son être prit l'empreinte de son histoire et de sa littérature, comme Voltaire avec Horace.

C'était comme déguster un vieux millésime, qui rajeunissait le sang jusqu'au cœur.

Ce pays qu'il avait fait sien, il le parcourut de long en large ; il appréciait les attractions simples d'une foire de village autant que les plus grandes reliques du passé. « *Ne méprisons pas les babioles, car elles sont objets des désirs et vanités humaines, qui relèvent de la poésie humaine.* »

Lorsqu'il s'installa à Paris, il élut domicile à proximité du quartier Latin, près de Montparnasse où, avec son chapeau à larges bords et sa cravate flottant au vent, il eut pour camarades James Joyce, D. H. Lawrence, Hemingway, et d'autres jeunes bohèmes, tous aussi doués que sans le sou.

Quand il quitta Paris pour s'installer à la campagne, c'est la Normandie qu'il choisit. Là-bas, entre Giverny, où Monet peignit

ses Nymphes, et Cocherel, où Aristide Briand embrassa ses rêves, il acheta un moulin vieux de trois cents ans, qu'il transforma en retraite paisible, égayée par les fleurs. « *À la France* », déclara-t-il, « *je dois ma culture et de même, l'Europe moderne toute entière est sa débitrice, car c'est elle l'héritière du patrimoine spirituel de la Grèce et de Rome. Elle constitue le facteur principal, l'élément indispensable de notre monde. . . . Je ne saurais imaginer un mode de vie plus intelligent, plus spirituel ou plus humain que celui de la vraie France.* » C'est bel et bien sa connaissance encyclopédique de la France qui lui permit de comprendre le mélange du reste de l'Europe, selon Paul Valéry, des races et des pays qui furent, les uns après les autres, romanisés, christianisés, et soumis à la discipline intellectuelle de la Grèce.

Journaliste international, directeur du *London Times* à Paris, correspondant européen du *Christian Science Monitor*, écrivant des articles pour toute une gamme de publications anglaises et américaines, écrivain et voyageur, il dévoua la plus grande partie de son talent et de son énergie à la cause de la France. Il croyait que le monde anglo-saxon ne savait pour ainsi dire rien d'elle. « *Même au meilleur de l'Entente Cordiale* », écrivit-il, « *la France ne fut jamais comprise comme il se devait* », et il essaya d'exposer les aspects multiples de son génie.

Ceux qui eurent le privilège d'assister à ses conférences ne les oublieront jamais. Il parlait sans préparation, s'appuyant sur des notes très succinctes, soulignant ses arguments par des exemples bien choisis dérivés de son expérience personnelle. Il n'appréciait rien de tel qu'un débat avec son auditoire, une fois la présentation achevée. Il contrait les objections avec beaucoup d'esprit : c'était un spectacle merveilleux, un peu comme regarder évoluer un maître d'armes expert.

Il était avant tout journaliste. De Versailles à Genève, il ne manqua jamais une rencontre internationale. Il devint familier avec les hommes politiques de premier plan, jouant un rôle sur la scène européenne entre les deux guerres. Considérant chaque problème d'un

point de vue purement humain, il s'employait surtout à comprendre ses semblables. Il avait ce don de savoir extraire une interview du plus réfractaire et du plus fermé de ses interlocuteurs. Il était également éloquent. « *Vous êtes un homme très dangereux* », dit une femme qui ne fut pas une mince opposante. « *Quiconque vous lit se trouve convaincu que vous avez raison, indépendamment du fait que vous ayez complètement tort.* » Il voyait clair. Dès 1919, il sentit que le Traité de Versailles portait les germes d'un futur conflit. Il ne tarda pas à dénoncer les sophismes de la Société des Nations. En 1935, il dénonça les soi-disant « *sanctions* » comme tant de préludes à la guerre. À la veille de la chute d'Alphonse XIII, il posa la question : « *La République espagnole tiendra-t-elle ?* »

À notre plaisir, il rassembla plusieurs de ses articles en compilations qui, ajoutées à ses autres livres, montrent la facilité et la diversité de son talent : au total environ trente volumes. Quoi qu'il écrivît, en anglais ou en français, il tapait directement, puis relisait et éditait le tapuscrit. Bien informé et versatile, il publia des ouvrages d'histoire, de topographie, de voyages, des autobiographies, ainsi que des essais et des nouvelles. Sa plume était toujours alerte, qu'il fût grave ou joyeux. Arnold Bennett avait usage de dire que Huddleston avait le don de rendre attractive même une page couverte de statistiques. Il était impulsif, chaleureux, humain. Il avait l'habitude de dire : « *J'écris parce que je ne peux m'en empêcher. Ce sont là mes vacances. C'est un appel auquel je ne pourrais m'empêcher de répondre même si je le voulais.* » Il écrivait, du fond du cœur. René Benjamin, qui savait de quoi il parlait, fit ainsi l'éloge de Huddleston : « *Quand tout est dit, plus l'âme façonne un travail, plus noble et raffiné est celui-ci. Votre travail est pur produit de l'âme.* »

La guerre civile espagnole marqua le point d'inflexion de la carrière journalistique de Huddleston, et constitua le test à l'acide de son intégrité intellectuelle et idéologique. Litvinov, à Genève, avait intelligemment vendu aux internationalistes et aux journalistes libéraux la fiction que le « *front populaire* » contre le totalitarisme se

résumait à l'opposition aux totalitarismes de Droite, en une amère hostilité envers l'Allemagne, l'Italie, et le régime de Franco en Espagne. L'esprit honnête et logique de Huddleston rejeta cette idée, fausse et perfide. Lui qui avait été toute sa vie un libertarien, il avait, comme Thomas Jefferson, « *juré une inimitié éternelle à toute forme de tyrannie envers l'esprit de l'homme,* » qu'elle qu'en fût la source. Il comprit que la Russie soviétique constituait une menace toute aussi importante pour la liberté de l'esprit et l'action humaines que le fascisme et le nazisme, et n'hésita pas à dire non.

Tout en reconnaissant l'existence d'un segment de républicanisme et de libéralisme honnêtes dans l'opposition tant à l'ancien régime espagnol qu'au général Franco, il comprit que la guerre civile espagnole constituait également une tentative d'établir un totalitarisme de la Gauche dans une zone essentielle d'Europe occidentale. Cette appréciation fut, aux yeux des interventionnistes libéraux bernés par le « *front populaire* », le « *pêché contre le Saint-Esprit* ». Huddleston savait que continuer à dire la vérité après 1937, comme il l'avait fait au cours du quart de siècle précédent, marquerait la fin de sa carrière de journaliste international réputé. Mais il ne fléchit pas, malgré le fait que ses pires craintes quant à sa carrière se révélassent plus que justifiées. Les scribes de l'illusion et de la déformation prirent le relais, et il se retrouva sans grand public jusqu'à la fin de sa vie. Cet ouvrage est un tribut ultime à son courage et à son intégrité intellectuels.

Ce n'est pas folie de prédire que, si la raison revient un jour sur la scène mondiale, Huddleston se verra plus honoré par les générations futures que les journalistes qui désinformèrent le public pendant plus d'une décennie, et contribuèrent tant aux désastres internationaux qui frappèrent le monde après 1937.

C'est pour faire apparaître à la lumière, à destination du public américain, le cadre et les détails d'une période particulièrement confuse de l'histoire récente de la France que Sisley Huddleston écrivit *France : Les années tragiques.*

Revendiquant avec Aristote que « *le drame le plus poignant est celui qui décrit la chute d'un homme d'éminente vertu et d'accomplissement exceptionnel, du plus haut pinacle de gloire aux profondeurs les plus obscures de la misère physique et mentale* », il se demanda si la révolution gaulliste devait, au beau milieu du XXème siècle, ainsi clouer au pilori le maréchal Pétain, sans s'attirer la réprobation du monde entier. Son étonnement fut d'autant plus justifié que, en la personne du maréchal, ce n'est rien d'autre que la réhabilitation de la France que ses accusateurs enrayaient.

Sisley Huddleston nous rappelle que les hommes politiques qui étaient en exercice quand arriva 1940, terrifiés par l'étendue d'une défaite qu'ils n'avaient en rien empêchée, appelèrent d'un besoin impérieux le plus glorieux de tous les Français.

Des décennies auparavant, d'éminents chefs d'États et penseurs avaient averti de manière répétée : « *La France s'est laissée prendre par une idéologie trompeuse, et évolue sur des sables mouvants. La Révolution de 1789 avait résulté d'un mensonge quant aux principes révolutionnaires* ». Sur ce mensonge, on avait bâti un système d'anarchie et d'impuissance qui, sur le plan matériel, favorisait quelques intérêts privés aux dépens du bien-être collectif, et qui, sur le plan moral, avait permis la tyrannie du matérialisme. Faute d'une radicale réforme politique, intellectuelle et morale, la France est vouée à s'effondrer sous les ruines de son régime.

Des hommes aussi différents de caractère et de vue politiques que Clemenceau, Léon Daudet, Joseph Caillaux, André Tardieu, Anatole de Monzie, Gaston Doumergue, républicains extrêmes au début de leur carrière, finirent par maudire le système qui faisait se désintégrer leur pays.

En poussant son dernier souffle, la Troisième République reconnut ses lacunes. À Vichy, le 10 juillet 1940, deux semaines après que l'armistice, nécessaire et salutaire, fut signé, le maréchal Pétain fut duement imploré d'établir une « *nouvelle constitution de l'État français* », garantissant les droits du travail, de la famille, et du pays.

Sans délai, le maréchal affirma l'urgence d'une révolution nationale, et précisa ses buts : « *Il nous faut un État fort, désireux d'établir les limites de ses propres pouvoirs en s'auto-incorporant les valeurs spirituelles ainsi que les unités fondamentales de la famille et de l'atelier. Nous demandons les libertés de renforcer la Famille, avec la réforme du système éducatif et des lois sur l'héritage ; de fortifier le travail en entreprise ; il nous faut des lois saines pour nous débarrasser du joug des hommes politiques et de la finance anonyme ; une réforme intellectuelle et morale, opposant l'énergie à la facilité, la dignité du Travail à la paresse, aux dissolutions de la jeunesse, sa bonne éducation dans l'espoir et la foi, et enfin, à la contagion de l'égoïsme, la dévotion au pays.* » Des acclamations assourdissantes vinrent saluer le vieil homme qui venait ainsi éveiller en ses compatriotes la mémoire de leurs traditions. La jeunesse de France, qui dépérissait sous la morose présidence de M. Lebrun, fut prise d'un sain enthousiasme. « *Je n'ai pas rencontré un seul Français qui pourrait trouver quoi que ce soit de bon à dire sur le gouvernement d'avant-guerre, qui est généralement tenu pour responsable de la défaite* », écrivit depuis Vichy l'amiral Leahy au président Roosevelt. Un grand espoir était né.

Mais il fallait s'occuper de complications journalières avant d'entreprendre les réformes fondamentales qui s'imposaient. Chaque jour, l'occupation soulevait des problèmes épineux qui devaient être résolus. Le maréchal Pétain avait pu proclamer et préparer la renaissance, mais il ne lui était pas acquis qu'il la menât à bien. Tant que le territoire français ne serait pas libéré, il ne pouvait pas promouvoir le texte constitutionnel qu'il avait rédigé sans y faire la moindre référence aux théories fascistes ou national-socialistes. Ses ennemis profitèrent au maximum de l'intervalle, des souffrances et de l'usure du peuple. Ils s'employèrent à troubler la gestation de la révolution nationale, pavée qu'elle était d'actions administratives concrètes et souvent douloureuses, rendues inévitables par l'occupation allemande, et ils réussirent en cette tâche.

Les ennemis de Pétain étaient les politiciens impuissants, res-

ponsables de la catastrophe, rassemblés par le général de Gaulle à Londres autour de sa personne, qui cherchait plus le pouvoir pour lui que les prouesses militaires. « *Le mouvement de De Gaulle n'est pas si populaire que les presses anglaise et américaine l'insinuent* », écrivit l'amiral Leahy en juillet 1941. « *Les Français à qui j'ai parlé, même ceux qui mettent leurs espoirs les plus ardents en une victoire anglaise, n'ont que peu de respect pour le général De Gaulle.* »

Pour renforcer son prestige, De Gaulle n'avait d'autre recours que d'invoquer à ses côtés ceux qu'une France réhabilitée aurait à tout jamais rejetés ; puisque les communistes constituaient des ennemis irréconciliables avec Pétain, il les choisit, ainsi que Staline, comme principal soutien. Il déclara à Alger le 23 juin 1943 : « *Non seulement j'espère, mais j'insiste pour la collusion avec les communistes.* » Hitler avait pris sa mesure. Quand il ordonna qu'on arrêtât et qu'on amenât en Allemagne le maréchal Pétain et Pierre Laval, il abandonna Paris à De Gaulle. Le fou savait ce qu'il faisait.

D'abord, nous assistâmes à la révolution de 1944-1945, la plus sanglante jamais connue par la France. Puis vint l'établissement de la quatrième république, qui n'est qu'une combinaison des pires aspects de la troisième. « *Si la paix consiste à revenir à la politique et aux conditions économiques et sociales d'avant-guerre, la France ne se relèvera jamais* », avait affirmé le maréchal Pétain. De Gaulle ne prêta pas l'oreille à cet avertissement. Vichy avait formulé une promesse. Pour satisfaire à ses ambitions, De Gaulle trahit cette promesse. En étranglant la « *révolution nationale* », il replongea la France dans l'obscène et délicieuse déliquescence qui avait horrifié Clemenceau.

« *La maladie du verbalisme* », écrivit Huddleston en 1941, « *a dévasté le monde. L'histoire des vingt dernières années est principalement une histoire de slogans acceptés par les masses et la soi-disant élite. Tant de mots creux, mais nocifs, tout en attisant les passions des peuples et en leur amollissant le cerveau, ont permis à des démagogues opportunistes et souvent ignorants de poursuivre leur carrière professionnelle, pétrie d'ambition personnelle et de*

corruption générale. » Il répondit par là à l'avance à la question par laquelle commence *France : les années tragiques.* Pourquoi le monde était-il resté passif à la vue de « *la plus grande tragédie personnelle de notre temps ?* » Parce que la presse et la radio avaient uni leurs forces pour le convaincre que De Gaulle était un héros et Pétain un traître. Le docteur Goebbels n'est pas mort. Le halo de De Gaulle et la turpitude de Pétain sont le triomphe de la propagande sur la vérité !

Sisley Huddleston fut un observateur proche de la période historique de Vichy. Il fait un récit des événements auxquels il assista, et dans lesquels il put parfois jouer un rôle. D'où la valeur de son livre.

On peut, ici et là, relever quelques erreurs dans son récit honnête, et questionner certains de ses jugements.

Huddleston aurait sans doute jugé Philippe Henriot avec plus de clémence s'il avait, avant d'écrire cette page qui le met en cause, lu les éditoriaux souvent prophétiques du ministre de l'information. Par ailleurs, Philippe Henriot fut abattu non pas « *par un groupe de résistants indignés* », mais sur injonction des autorités d'Alger, par un assassin qui fut lui-même abattu peu après, alors qu'il se préparait à faire sauter un coffre-fort.

L'appréciation sévère de Huddleston quant à l'amiral Darlan est encore plus surprenante. Mais il se montre plutôt juste envers Pierre Laval, qu'il n'aimait pas et à qui il ne faisait pas confiance. Cette disparité de traitements m'apparaît comme une conséquence de sa réceptivité aux contacts personnels. Il connaissait Laval personnellement, alors qu'il n'avait jamais rencontré l'amiral Darlan. Il est possible que la lecture des lettres et des notes privées de l'amiral, récemment publiée par M. Alain Darlan, aient pu fonder son opinion.

Ces points auront suffi à attirer l'attention du lecteur : loin de diminuer la valeur de son ouvrage, ils ne font que prouver l'indépendance de l'auteur. Sisley Huddleston considérait la politique de Pétain avec sympathie ; mais loin de lui l'idée d'approuver toutes

ses décisions ou celles de ses ministres. En outre, il déclare ne pas prétendre à poser le mot final de l'histoire, mais seulement d'apporter son témoignage direct de l'histoire. Il ne fait que nous communiquer les impressions d'un témoin honnête et bien informé.

Quand, en 1940, ses compatriotes anglais fuirent le continent, Huddleston ne les accompagna pas. « *Jamais n'avais-je été aussi touché qu'en ce moment où la France se tint prostrée dans la poussière. J'avais l'impression que ma vie parvenait à sa fin.* » Il déclara que partir serait équivalent à une désertion. Il s'installa à Monaco. Magnanime comme il le fut toujours, il répéta la célèbre posture de Savorgnan de Brazza, qui devint français après la chute désastreuse de Sedan. Il déposa un dossier de naturalisation, afin de pouvoir partager les destinées de la France, et de contribuer à son travail de réhabilitation.

Les amères récriminations de Churchill, l'« *erreur hideuse* » de Mers-el-Kebir, le soutien porté par Londres à la Résistance, excitèrent sa juste indignation. L'Angleterre avait-elle déjà oublié que son alliée avait enduré, presque seule, le plus gros de l'attaque brutale ? Qu'abandonnées si vite à leurs propres moyens, les forces françaises avaient héroïquement protégé la retraite britannique ? Il exhorta l'Angleterre à rester loyale pour l'instant, de crainte de compromettre l'avenir de l'Europe, dont il considérait qu'elle devrait fusionner sous la direction morale de la France ; tout ce qui affaiblissait la France de 1940 rejaillirait sur l'Europe après la fin de la guerre. Ainsi considérait-il les événements « *selon leurs effets possibles sur la France.* »

Le maréchal Pétain raviva l'espoir du peuple français, profondément démoralisé ; et pour cela Huddleston lui donna tout son soutien. Quand il entendit Pétain déclarer : « *La terre ne peut pas mentir...Il n'y a pas, il ne peut exister de liberté, théorique et chimérique face à la guerre générale et à l'indépendance de la nation...* », il applaudit. Dans son ouvrage sur Saint-Pierre, le village normand où il avait élu domicile, et qui lui manquait dans son exil monégasque, il tenta, comme dans un microcosme, de donner une

image générale de la France entière. Dans *the Myth of Liberty*, il dénonça les « *maîtres-mots* » qui, en cachant de pures abstractions, n'en régnaient pas moins sur le monde ; il enjoignit ses compatriotes de rejeter de tels mythes afin de retrouver leur spiritualité.

Son opinion était que le conflit De Gaulle-Pétain compromettait le bon travail de régénération poursuivi par Vichy, et faisait plus de mal à la France que l'occupation. Aux vrais patriotes du mouvement souterrain, il cita les mots d'Edith Cavell : « *Le patriotisme ne suffit pas !* »

En 1943, devenu « *le plus jeune de tous les Français* », il fut convoqué en présence du maréchal Pétain. Il nous a laissé un récit de cet entretien. Il nourrissait l'espoir qu'à Vichy serait née une paix humaine, basée sur des « *valeurs spirituelles si solides sous les bottes de l'envahisseur* » ; et que Pétain pourrait laisser à son successeur une nation « *unifiée comme un seul esprit* ». Une année plus tard, la haine des communistes et des gaullistes coalisés donna leur réponse. Il fut jeté en prison. Un journal de Monaco imprima l'extrait qui suit : « *Belle prise : le traître Huddleston a été arrêté.* » Quelques mois plus tard, libéré à la demande de l'Angleterre, il reprit la plume pour combattre la « *propagande désastreuse* » des « *résistancialistes.* » Ces derniers condamnèrent Pétain et essayèrent de lui voler sa popularité de général victorieux lors de la guerre précédente. Huddleston, atterré, protesta : « *Ce sont des Français, qui calomnient leur propre pays d'une manière aussi outrageuse. Non, il n'est pas vrai que la France est composée de millions de traîtres !* »

Il protesta, jaloux de l'honneur de son pays adoptif. Sa propre mésaventure le laissa de marbre. Il n'en garda pas de rancune. Apparemment, sa vieille gaieté ne l'avait pas quitté. « *Nous sommes, je crois, à l'approche de la fin du passage le plus sombre. . . . Je reste convaincu que, malgré tout, la corruption, résultat diabolique des années de guerre, plus destructrices que les bombes A, ne peut pas durer. Nous reviendrons aux principes sans lesquels aucune civilisation ne peut survivre : discipline, soumission à l'autorité légitime,*

au travail, respect de la personnalité humaine, ordre, inviolabilité du domicile, sens de la propriété, qui n'est autre qu'une extension de la personnalité, solidarité, pitié, justice, grandeur, noblesse, sensibilité, foi en Dieu et en l'âme, conception de notre destinée divine. Et c'est la France qui doit diriger cette croisade spirituelle. Son passé l'exige, ses traditions le rendent inévitable. L'Europe a besoin de la France. Le monde ne peut être sans elle. »

On ne saurait douter de la sincérité de tels mots, mais hélas, c'est de l'au-delà qu'ils nous viennent.

Huddleston était usé. Pourquoi essayer de soigner l'aveuglement de ceux qui ne veulent pas voir la lumière ? Il était presque seul. Nombre de ses amis n'étaient plus. Les autres vivaient loin de lui, ou, comme Bullitt, parcouraient le monde. Ils avaient oublié les gaies soirées de Montparnasse. Les Français gaullistes qui ne l'auraient pas évité se seraient vus considérés comme des criminels. Les loyaux adeptes du maréchal se cachaient ou étaient détenus dans les nombreuses prisons de la quatrième république. La haine, la persécution, ou la lâcheté régnaient.

Il se souvenait des lignes de Hilaire Belloc :

```
Je serai bien seul, je le crains
Quand j'arriverai proche de la fin.
Qui sera là pour me réconforter
Qui, alors, me donnera son amitié?
```

Il recevait, c'est vrai, des lettres de René Benjamin, débordantes d'affection mais également de désespoir : « *Nous sombrons en un terrible marécage sans vie. . .Pour des cœurs ardents, il s'agit d'une époque dégoûtante à vivre.* »

Ses yeux trahissaient son affliction croissante. Le 14 juillet 1952, il s'effondra comme un grand arbre, robuste en apparence, mais dont la force aurait été sapée par de mystérieuses influences. « *Nous mourrons* », avait-il écrit en 1941, « *parce que la vie ne vaut pas la peine d'être vécue. La guerre a révélé la triste vérité à beaucoup*

d'entre nous. Ils savaient qu'ils n'étaient plus en vie. Ils comprenaient que tout ce qu'ils avaient chéri était maudit. De là, pourquoi devraient-ils continuer de marcher, eux qui n'étaient rien de plus que des corps que l'on n'avait pas enterrés ? »

Cher Huddleston ! Pour William Bullitt, vous étiez « *le vieil ami qui a toujours eu raison.* » Vous étiez également, pour nous Français, l'ami qui ne peut pas mourir. Dans votre vieux moulin de Saint-Pierre, un dévouement vigilant a tout préparé pour votre retour. Là-bas, vous retrouverez vos livres et votre jardin, tels que vous les avez laissés avant votre dernier grand voyage. Dans la rue du village, vous rencontrerez la jeune fille radieuse qui dira en vous rencontrant : « *je savais que vous ne pouviez pas être mort, vous qui êtes la vie elle-même* ». Vous retrouverez également, intacts et plus ardents que jamais, notre amour et notre gratitude. C'est de nos traditions que vous avez tracé votre amour de la France, et c'est pour elles que vous vous êtes battu, les défendant contre les errants et les insensés, oublieux de leur héritage glorieux. Sur la route de la nécessaire « *révolution nationale* », vous brillez comme un projecteur pour nous indiquer la voie.

Louis GUITARD
Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Chapitre 1

La France et la guerre

J'étais rentré de Genève, où l'immense Palais des Nations, un mausolée magnifique, avait été érigé juste avant l'effondrement final de la Société des Nations, et, de mon moulin de Normandie, construit 350 années plus tôt et ayant quant à lui survécu à de nombreuses invasions, j'écoutai les annonces de la radio. La mobilisation avait été ordonnée, et les affiches blanches et inquiétantes ornaient tous les murs. Les Français, cependant, ne prenaient pas vraiment la mobilisation au sérieux. « *Ce sera comme l'an dernier.* » était le commentaire le plus répandu. En 1938, on avait connu la douche froide de Munich, et nombreux étaient ceux qui estimaient que cela recommencerait [1].

Il n'est jamais sage de crier au loup. Quand le vrai danger arrive, c'est l'incrédulité qui prédomine. En traversant Paris, j'entendis de tous côtés : « *Encore du bluff ! Il n'y aura pas la guerre.* » Dans mon village normand, le même scepticisme régnait, et sur le marché de

1. Les accords de Munich, signés fin septembre entre l'Allemagne, la France, le Royaume-Unie et l'Italie, avaient pour but de régler la crise des Sudètes, et laissèrent l'Allemagne annexer les régions tchécoslovaques peuplées d'Allemands, NdT

FIGURE 1.1 – Des Français lisant une affiche de mobilisation générale

Vernon, les femmes se rassuraient l'une l'autre : leur mari serait vite rentré.

Cette légèreté n'apparaissait pas injustifiée. Quand Hitler claqua la porte de la Société des Nations et déclara qu'avec l'échec de la conférence sur le désarmement, l'Allemagne ne se considérait plus comme liée par les termes du Traité de Versailles, il n'y avait pas eu la guerre. Quand, par un plébiscite mené dans la Sarre où, je m'en étais personnellement assuré, le vote était libre, ce territoire était retourné au Reich, il n'y avait pas eu la guerre. Quand Hitler avait réoccupé la Rhénanie, et que le premier ministre Sarraut avait tambour battant annoncé au monde qu'il ne laisserait pas Strasbourg se voir menacée par les canons allemands, il n'y avait pas eu la guerre. Quand l'Anschluss avec l'Autriche, en rupture des engagements pris par traités, avait été proclamé, il n'y avait

pas eu la guerre. Quand les populations allemandes de Tchécoslovaquie avaient été cédées à l'Allemagne, avec les territoires qu'elles occupaient, il n'y avait pas eu la guerre. Et quand, quelques mois plus tard, Prague elle-même s'était vue occupée et que le petit État-conglomérat avait cessé d'exister, il n'y avait pas eu la guerre. Pourquoi y aurait-il à présent la guerre ?

Tel était le sentiment de la grande majorité des Français début septembre 1939. La France, selon les termes d'un traité ancien, était engagée à voler au secours de la Pologne, mais l'enthousiasme pour ce faire ne se trouvait nulle part. Les Français n'avaient aucun sentiment pour la Pologne lointaine, et le slogan « *Mourir pour Dantzig ?* » faisait monter les hésitations dans l'esprit des Français.

On leur avait assuré que Dantzig était, en effet, une ville allemande, et que la création du couloir polonais avait constitué l'une des plus grandes bévues des négociateurs de paix à Paris. De bien plus grands sujets existaient, et ne les perturbaient pas plus, notamment la question de savoir si l'Allemagne allait marcher de victoire facile en victoire jusqu'à s'assurer l'hégémonie sur l'Europe. Depuis Munich, où la paix avait été promise à perpétuité, le ton en France avait été pacifique. La préparation morale de la guerre avait étrangement été négligée. La guerre était impopulaire en France.

Par ailleurs, les films absurdes montrant la cavalerie polonaise en action contre les tanks allemands faisaient se moquer le Français moyen du romantisme désuet des Polonais en un âge mécanique. La Pologne avait refusé de laisser les soldats russes traverser son territoire pour aider les pays menacés par l'Allemagne. La France et la Pologne étaient loin de constituer des amis, et la tâche de vaincre l'Allemagne pour sauver la Pologne constituait le projet le moins ragoûtant que les Britanniques auraient pu mettre sur pied pour motiver la France.

Que les raisons invoquées fussent des prétextes était évident aux yeux de l'homme ordinaire. Aujourd'hui, il sait que les grandes puissances se moquaient bien du destin de la Pologne, ou de celui des États baltes ou des Balkans.

Il est temps de mettre fin à une légende ridicule, qui prétend que les Français constituent un peuple militaire, toujours prêt pour des aventures glorieuses. Aux jours de Louis XIV, ils pouvaient dominer l'Europe rien que par leur nombre, et Napoléon put faire marcher ses armées à travers l'Europe à une époque où la France constitua la plus grande nation du continent (hormis la Russie). Mais tel est le passé historique. Depuis que je connais la France, c'est-à-dire, presque toute ma vie, je l'ai considérée comme fondamentalement antimilitariste, motivée par la seule menace directe de l'Allemagne. Elle n'est ni un croisé, ni un conquérant : elle a perdu son Empire à deux ou trois reprises, sans regret. La considérer comme un soldat d'Europe est une erreur qui est sans arrêt répétée. Elle fut vaincue en 1870 et, bien que la fierté française peine fortement à l'admettre, sans le concours de ses alliés, elle aurait amèrement perdu la guerre de 1914. Il était inéluctable qu'elle succomberait en 1940, sauf à recevoir de l'Angleterre une contribution substantielle aux forces terrestres, dès le début du conflit.

La France a une obsession, justifiée en partie, quant à l'Allemagne, parce qu'elle a, à notre époque, souffert de l'invasion allemande, et que l'Allemagne est (ou était) presque deux fois plus grande que la France, et bien plus développée industriellement. Mais la France n'attaquerait plus jamais l'Allemagne du simple fait de sa volonté, et la vérité brute est qu'elle n'entra en guerre qu'à reculons en 1939. Le ministre des affaires étrangères, Georges Bonnet, était notoirement opposé aux hostilités.

Quelle qu'en fût l'explication technique, les déclarations de guerre de l'Angleterre et de la France en 1939 ne furent pas émises de manière simultanée. Il y eut une différence de quelques heures à peine, mais suffisante à laisser l'impression à de nombreux Français que la France s'était fait forcer la main. Des erreurs de psychologie de ce type ne sont pas sans importance.

Il m'était impossible, assis à mon bureau, écoutant la radio, d'oublier qu'à peine quelques jours avant l'attaque sur la Pologne, la Russie était délibérément parvenue à un accord avec l'Allemagne

pour se partager les prises polonaises. L'Angleterre avait également mené des négociations avec la Russie, apparemment sans savoir que l'Allemagne et la Russie avaient scellé un accord secret.

L'Allemagne et la Russie avaient des systèmes idéologiques rivaux et constituaient des ennemis déclarés ; mais elles n'avaient pas eu de scrupules à faire la paix aux dépens de la Pologne. L'Angleterre était également anti-bolchevique, mais elle espérait faire de la Russie son alliée. Déçue, elle fut de nouveau anti-bolchevique pendant presque deux ans, puis, quand l'Allemagne et la Russie s'opposèrent, les bolcheviques furent décrits comme des alliés braves et dignes de confiance. Après la fin de la guerre, on constata que la Russie avait absorbé bien plus de territoires que l'Allemagne ne l'aurait fait, et une nouvelle campagne anti-bolchevique démarra. Pas surprenant que l'homme ordinaire soit perplexe face à ces changements de politiques.

Avant la guerre, selon mon estimation, il y avait au moins trente pourcents de Français prêts à adopter le communisme comme système politique. Quand la Russie fut supposée être anti-allemande, ces communistes et associés constituèrent un atout dans la guerre qui s'ouvrait contre l'Allemagne, mais quand la Russie s'associa avec l'Allemagne en août 1939, et que la Russie n'eut plus que fierté pour Hitler qui était assailli, à en croire les dires d'alors de Staline et de Molotov, par l'« *impérialisme* » français et britannique, une partie considérable de la population française accepta sans ciller la nouvelle doctrine, et les communistes français se transformèrent en un lourd fardeau. Ils mirent tout leur poids contre la guerre avec l'Allemagne, qui aurait été équivalente à une guerre contre la Russie, c'est-à-dire contre le communisme, et leur chef, Maurice Thorez, déserta après sa mobilisation et s'enfuit en Russie. Une lettre signée par les députés communistes, exigeant une conférence immédiate pour discuter des termes de la paix, fut envoyée à la chambre. Des professeurs, des écrivains, et d'autres « *intellectuels* » pacifistes signèrent un manifeste pour la paix.

Individuellement, les communistes partageaient chacun la mé-

fiance des Français envers l'Allemagne, et envers des mouvements tels que le nazisme et le fascisme, mais la volte-face de Staline, tendant la main à Hitler, ne pouvait qu'alimenter les doutes et les hésitations qui marquèrent le début de la guerre.

Il ne faut pas non plus oublier la forte propagande pacifiste, dont le sentiment était parfaitement respectable, qui avait été répandue en France pendant des années. À Genève, j'avais écouté avec surprise l'homme d'État responsable Léon Blum prêchant la doctrine du désarmement unilatéral [2] face à une Allemagne notoirement en cours de réarmement. Quasiment toute la littérature inspirée par la guerre de 1914-1918 insistait sur les horreurs et le carnage, et prédisait des souffrances encore plus grandes non seulement pour les combattants, mais pour les civils.

Il y eut des illusions perdues. On avait dit aux soldats de 1914 qu'ils se battaient pour mettre fin à toute guerre, et le mensonge apparaissait à présent au grand jour. On leur avait dit qu'ils sécuriseraient le monde pour la démocratie, mais ils avaient vu croître le bolchevisme, le fascisme et le nazisme. Leur existence, leur avait-on dit, serait facilitée ; leurs enfants ne connaîtraient plus la pauvreté ou l'esclavage social, ni la crainte de l'avenir : mais, depuis 1919, l'existence des hommes ordinaires s'était révélée plus pénible qu'avant, et de nombreuses libertés d'avant la guerre s'était vues abolies. En résumé, le scepticisme était grand, et les vieux slogans avaient perdu de leur efficacité. Il est difficile d'en vouloir aux Français, surtout quand nous constatons l'étendue de la misère en Europe et la perte de libertés encore bien plus importante en tout domaine qui a résulté de la dernière guerre.

2. Doctrine qui ne correspondait à rien d'autre qu'au respect — très tardif, il faut le dire — d'un engagement signé par la France. Rappelons que par le Traité de Versailles, signé en 1919, les puissances victorieuses de la première guerre mondiale s'étaient engagées à procéder à leur propre désarmement en plus de celui de l'Allemagne. Elles ont donc violé leurs engagements, en ne procédant à aucun désarmement. Cela a été largement oublié depuis et ne figure dans aucun de nos manuels d'histoire. NdT

Les gouvernements successifs étaient responsables de l'impréparation matérielle des Français. La démagogie avait triomphé. Les partis politiques n'incitaient plus le peuple à travailler mais, au contraire, à jouer. La semaine de quarante heures, les congés payés, les fêtes, commémorations et manifestations, les grèves, notablement les grèves d'occupation au cours desquelles les travailleurs prenaient virtuellement possession des usines, étaient à l'ordre du jour, et tous connaissaient l'abondance des loisirs. Loin de moi l'idée de condamner cette politique en soi, mais assurément, le moment n'était pas le bon pour prêcher l'indifférence ni l'oisiveté. La situation perturbée de l'Europe, avec l'avènement de Hitler, la guerre civile en Espagne, l'antagonisme croissant de l'Italie après les sanctions infructueuses, ainsi que de nombreux autres signes prémonitoires, auraient dû mettre les hommes politiques fortement sur leurs gardes. J'avais examiné les rapports s'intéressant à l'armée de terre et à l'armée de l'air françaises en 1938, et avais été consterné par l'insuffisance des préparations de la France. Je n'avais aucune raison de supposer qu'aucune tentative n'avait réellement été menée pour dépasser l'Allemagne en nombre de blindés ou d'avions. Quiconque s'intéressait aux faits ne pouvait que conclure que la France n'était pas en position de résister à une attaque.

Pire encore, peut-être, fut la propagation de la peur par les gouvernements. En 1914, il y avait eu, c'est vrai, des réfugiés : j'avais contribué moi-même à leur secours. Mais les populations n'avaient pas été exhortées à l'avance à fuir la fureur approchante. En 1939, on nous demanda à tous de migrer. Au lieu de rester où nous étions, tenant du mieux que nous le pourrions, nous fûmes encouragés à déserter avant même l'arrivée des envahisseurs. Pendant des mois, mon propre village avait été surpeuplé de réfugiés avant même que la guerre n'ait commencé ! L'évacuation était le nouveau commandement. Évacuez ! Évacuez ! Je ne peux imaginer pire politique que celle de la propagation officielle de la terreur.

On nous avait dit, également, que des gaz toxiques seraient employés ; on nous fournit à tous des masques à gaz, et des abris

furent creusés à la hâte. Voilà qui certainement n'était pas l'esprit avec lequel il fallait faire face au défi ; rien ne fut plus calculé pour déprimer la population que le sensationnalisme des gouvernements en 1939.

En Angleterre, M. Chamberlain avait déclaré que la guerre serait synonyme de la fin de la civilisation, et ce cri fut relayé en France. Drôle de manière de fortifier le courage des peuples ! Il ne faut pas s'attendre à voir les hommes se précipiter avec joie, ou même marcher gravement, vers la guerre, quand on les a prévenus que les conséquences seront des destructions profondes, et qu'il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus.

Ces pensées, jointes à d'autres tristes appréhensions, me vinrent à mon bureau. Il y avait là avec moi un Français d'âge moyen, un de mes proches, qui venait de Paris. Il fondit en larmes. « *C'est la fin de tout !* », s'exclama-t-il, et pour le consoler, je ne pus que lui assurer que les choses n'étaient jamais aussi mal en point qu'elles apparaissaient, ou que le gouvernement les dépeignait, et que peut-être la guerre ne démarrerait-elle jamais dans les faits. Que Dieu me pardonne ce mensonge ! Je savais que je mentais. Je savais qu'une fois que les roues du juggernaut ont commencé à tourner, rien ne peut les arrêter dans leur course qui nous plonge dans la poussière.

En 1919, je m'étais tenu dans la Galerie des Glaces de Versailles, regardant les plénipotentiaires appliquer leur signature au traité qui avait été conçu pour apporter la paix, mais qui avait apporté l'épée : Clemenceau, Lloyd George, Wilson, une longue procession d'hommes dont les intentions étaient honorables mais dont les performances furent condamnables. Il était évident que les conditions étaient ou bien trop sévères, ou bien pas assez, ou bien trop clémentes, ou bien pas assez clémentes : soit l'Allemagne devait être écrasée au-delà de tout espoir de résurrection, soit, plus sagement, une fois la guerre terminée, un accord aurait dû être trouvé pour permettre à l'Europe de vivre en paix.

Les historiens honnêtes et correctement informés s'accordent à présent pour dire que les principales responsabilités pour [la montée

d'] Hitler et pour la seconde guerre mondiale se trouvent dans les traités vindicatifs qui suivirent les traités de 1918, qui violèrent de manière patente l'Armistice ainsi que les quatorze points du président Wilson. La Société des Nations avait le pouvoir de réviser les traités et de promouvoir la paix, mais agit plutôt comme un instrument sous domination franco-britannique, visant à préserver le statu quo qui, en temps voulu, allait produire Hitler. Chaque tentative qu'il fit, de manière pacifique, pour assurer une révision du traité, fut rejetée de manière abrupte. Et donc, ayant promis de les réviser, il accomplit cette tâche par les intimidations et par la force, les seules méthodes qu'il lui restait pour accomplir ses promesses. Tout ceci a été présenté de façon tout à fait documentée par l'éminent historien diplomate américain, le Professeur Charles C. Tansill, dans l'introduction historique de son impressionnant ouvrage *Back Door to War*.

Je rencontrai, dans la cour du château de Versailles, l'un des plénipotentiaires allemands, l'obscur Herr Bell, ou s'agissait-il de l'obscur Herr Müller ? Je lui demandai ce qu'il pensait du traité, et il me répondit tristement : « *Ce sera tout à fait différent dans vingt ans d'ici* ». Foch, également, avec une sagesse prophétique, déclara que le traité déboucherait sur une autre guerre vingt ans plus tard.

Vingt ans plus tard exactement, nous préparions la guerre qui allait balayer de la carte neuf ou dix nations d'Europe, qui se retrouveraient sous domination de la Russie, qui allait ruiner sur des générations plusieurs puissances jadis grandes, dévaster des portions immenses de territoires, dénombrer les morts en dizaines de millions, et de mettre en captivité, incertains de leur destin, des millions d'autres. L'ancienne moralité fut décriée, on ne procéda pas même à une parodie de justice, la vie humaine fut considérée comme fort peu précieuse, et des camps de concentration, des colonies de travailleurs, des prisons indescriptibles furent établis à une échelle sans précédent. Les libertés ordinaires, sans lesquelles la vie ne vaut pas d'être vécue, furent refusées à une proportion

incroyable de la race humaine. Peut-on dire que la civilisation a survécu ? Et si en 1919 les pessimistes pouvaient prédire vingt ans de paix précaire, aujourd'hui, les optimistes eux-mêmes ne peuvent pas prédire une seule année de paix avec certitude, et ont été obligés d'inventer l'euphémisme « *guerre froide* » pour décrire la détresse du monde.

Que s'était-il produit au cours de ces vingt années ? Je ne répéterai pas l'histoire de mon livre *In My Time*, mais alors que j'évoluais de conférence en conférence, vivant dans les intervalles entre Paris et Genève, je peux résumer très brièvement les causes de la guerre de 1939 du point de vue français.

Il y avait tout d'abord des raisons démographiques. L'Allemagne, l'Italie, la Pologne et bien sûr le Japon étaient surpeuplés, alors que la France était relativement sous-peuplée, et pourtant, les dirigeants de ces pays encourageaient une natalité explosive. « *Nous devons nous étendre ou exploser* », déclara un dictateur, et un autre appela à un « *espace vital* » agrandi. Étrange que la France tombe à présent dans le même piège, et exige des naissances, achète par des allocations des naissances au prix fort, et croie que le salut réside dans la quantité plutôt que dans la qualité. Alors que la population allemande augmentait, Clemenceau fit cette remarque cynique : « *Il y a vingt millions d'Allemands de trop.* »

Dans les mêmes temps, il y eut un développement de l'industrie et du commerce, une compétition mortelle entre les nations en tous domaines. La pénétration économique de l'Allemagne dans les pays des Balkans, en particulier, alarma ses rivaux économiques. Une course mondiale aux matières premières, en particulier vers le charbon, le fer et le pétrole, créa de violents antagonismes. La chimie se vit contrôlée par d'immenses consortiums. La haute finance entra en lice, et les combinaisons les plus surprenantes en sortirent.

Le sentiment de grief sous lequel travailla l'Allemagne était réel, et je plaidais pour ma part dès 1919 en faveur d'une révision complète des traités d'après guerre, et non pas d'un micro-ajustement trahissant notre faiblesse tout en nous ne valant aucun remercie-

ment de la part de l'Allemagne. Plus encore que les pertes matérielles, l'injustice morale de la « *culpabilité de la guerre* », qui lui attribuait la pleine et entière responsabilité de la guerre de 1914 avait pesé sur le cœur du peuple allemand. Harry Elmer Barnes, Sidney Bradshaw Fay, et William L. Langer, des historiens américains, sont arrivés, après un examen minutieux des documents, à des conclusions très différentes.

L'obsession française envers la menace allemande crût encore quand elle se vit abandonnée par l'Angleterre et l'Amérique, qui lui avaient offert un pacte de sécurité contre l'abandon de son exigence d'une Rhénanie détachée, puis n'honorèrent pas leur promesse. L'Amérique refusa de rejoindre la Société des Nations qu'elle avait contribué à instaurer. S'appuyant sur le fait que des réparations insoutenables n'avaient pas été payées, la France occupa illégalement la Ruhr en dépit des protestations britanniques. Une inflation désastreuse en fut la conséquence en Allemagne.

Le plan de désarmement MacDonald, pour tardif qu'il fût, fut torpillé par les Français, et l'Allemagne finit par quitter la Société des Nations. La proposition ou le bluff de Hitler vers un désarmement drastique fut rejeté avec mépris. Barthou commença son projet d'encerclement de l'Allemagne et, pour le mener à bien, amena les Russes à Genève. J'étais à l'époque accrédité par la SdN, et j'assistai à sa dégénérescence rapide : l'institution se transforma en foyer d'intrigues, en une plateforme de propagande bien pratique qui, malgré les termes pacifiques qu'elle continuait d'employer, tendait à diviser le monde et œuvrait directement à la guerre.

La politique de l'Angleterre vacillait. Hitler sortit évidemment du chaos et de la confusion en Allemagne par le haut ; les Britanniques conclurent un pacte naval avec lui, et dans l'ensemble, semblèrent voir d'un bon œil sa montée au pouvoir, tel un échec et mat face à la Russie soviétique.

L'Italie, tout comme l'Allemagne, avait ses griefs. Ayant à faire face à sa surpopulation, elle considéra que les promesses d'expansion coloniale qu'on lui avait faites au cours de la première guerre

mondiale n'avaient pas été tenues. Les tentatives vigoureuses de Mussolini en vue d'établir un pacte de paix à quatre puissances furent rejetées par la Grande-Bretagne et la France. Lors de la conférence de Stresa en 1935, j'eus l'impression, comme la plupart des observateurs qui y assistèrent, qu'on lui avait laissé tacitement les mains libres en Éthiopie. L'application de sanctions qui suivit, mise en échec du fait que chaque pays voulait fournir du pétrole à l'Italie, fut un coup mortel pour la Société des Nations. Le refus qui suivit de la part de la France d'accepter un ambassadeur italien amena l'Italie dans le camp allemand, lui fit perdre la protection dont elle bénéficiait de la part de l'Autriche, et permit ainsi les entreprises agressives de la part de l'Allemagne.

À mon avis, l'une des principales erreurs des traités de 1919 fut de briser à la massue l'Autriche-Hongrie. Tous les États des Balkans devinrent vulnérables et devinrent des tentations juteuses pour les grandes puissances. Tôt ou tard, l'Allemagne ou la Russie devaient tenter de s'en emparer.

Avant de lancer son offensive économique dans les Balkans, l'Allemagne avança ses armées, en 1936, dans la zone démilitarisée de Rhénanie. Ce fut un pari immense de la part de Hitler. Dans les épisodes qui suivirent, il ne bluffait plus, comme nous étions pourtant trop inclinés à le penser, mais à cette occasion, il bluffa. Il ne disposait d'aucune puissance militaire substantielle derrière sa réoccupation de la Rhénanie. En fait, il ordonna à ses soldats, s'ils rencontraient de la résistance, de faire demi-tour. La France n'avait ni la vigueur, ni le courage d'agir seule : les Britanniques ne la soutiendraient pas. Les journaux français minimisèrent l'incident, l'un d'entre eux allant jusqu'à titrer : « *L'Allemagne envahit l'Allemagne.* » Il était exact que l'Allemagne entrait là sur son propre territoire, mais le fait est qu'elle le faisait en défiant le Traité de Versailles. Elle défia les alliés, et ceux-ci ne soutinrent pas le défi. Le prestige de Hitler monta en flèche.

Je passe outre la guerre civile espagnole, qui constitua une forme de répétition tiède d'une guerre européenne ; avec l'Allemagne et

l'Italie en soutien au général Franco, la Russie, l'Angleterre et la France s'opposant à lui : il s'agissait d'un alignement préliminaire à la lutte à venir. Choisir con camp fut vraiment difficile, et peut-être que la neutralité la plus stricte possible aurait été désirable. Il fut malheureux pour la France, cinq années plus tard, que presque un demi-million d'Espagnols rouges eussent été autorisés à rester sur son territoire. Il était devenu évident (et je n'eus de cesse de le rappeler à Genève) que la diplomatie russe n'était pas hostile à un déclenchement des hostilités en Europe de l'Ouest, un grand clash sous le signe de la « *sécurité collective* », c'est-à-dire un « *suicide collectif* » duquel elle garderait ses distances, dans l'espoir d'étendre le communisme sur les ruines de l'Europe.

En 1939, l'Allemagne incorpora l'Autriche. C'était l'Anschluss qui, pour désirable qu'il fût, était interdit par le Traité, mais la pauvre petite Autriche, réduite à une grande capitale sans corps, n'était pas, comme on le disait souvent, « *viable* », et elle n'était plus protégée par l'Italie. J'avais signalé les conséquences de pousser l'Italie dans les bras de l'Allemagne à un ministre britannique, mais quand je lui eus dit que l'équilibre de l'Europe serait perturbé, il haussa les épaules, et répondit : « *Nous ne franchirons pas de pont avant d'avoir atteint la rivière* ». Eh bien, nous étions arrivés à une rivière, et trop tard pour la traverser. Je me souviens de ma conversation avec les dirigeants de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie), dont la seule idée était d'empêcher le retour des Habsbourg en Autriche. « *Leur retour constituerait la meilleure garantie contre l'Anschluss* », objectai-je. « *Nous préférons l'Anschluss aux Habsbourg* », me répondit Titulescu, appuyé par Bencs. Mais l'Anschluss signifiait que, tôt ou tard, les pays de la Petite Entente seraient détruits, face à la grande Allemagne.

L'Autriche était à peine avalée, sans protestation concrète de la France et de l'Angleterre, que vint le tour de la Tchécoslovaquie, clé de l'Europe Centrale. J'avais toujours considéré la composition de cet État composite comme une absurdité. Hitler pouvait affirmer à raison que les trois millions et demi d'authentiques Allemands,

connus sous le nom de Sudètes, n'avaient aucune place dans ce méli-mélo de peuples dont sept sur quatorze millions seulement étaient tchèques. En exigeant leur retour en Allemagne, il se trouvait de nouveau, sous la doctrine proclamée haut et fort du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit dans ses bottes, comme Lord Runciman, envoyé en mission spéciale, en fit état dans son rapport.

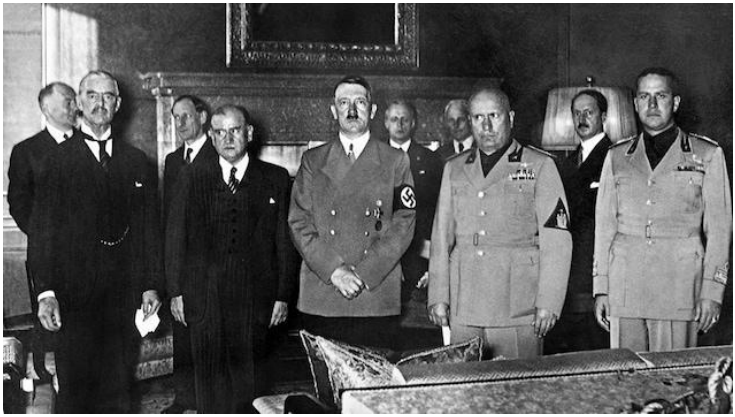

FIGURE 1.2 – Les chefs d'État Neville Chamberlain, Édouard Daladier, Adolf Hitler et Benito Mussolini accompagné de Galeazzo Ciano, le ministre italien des Affaires étrangères, lors de la conférence de Munich, le 30 septembre 1938

À ce moment-là, cette succession de conquêtes faciles menées par l'Allemagne, qui auraient facilement pu être évitées si l'on avait révisé les traités à temps, alarma la France et l'Angleterre. Chamberlain sembla décider que, si un bras de fer devait avoir lieu, ce devrait être sur des sujets plus importants, et il s'envola vers Berchtesgaden pour écouter docilement l'ultimatum de Hitler. Nous savons à présent que la reddition plutôt passive de Chamberlain à

Hitler en septembre 1938 constitue la responsabilité principale, et d'une importance grave, à la survenance de la deuxième guerre mondiale. Les livres traitant de la résistance allemande face à Hitler, surtout dans les cercles des armées, écrits par Hans Rothfels, Allen W. Dulles, et d'autres, indiquent que, si les Britanniques et les Français avaient alors agi de manière coordonnée, Hitler aurait probablement été renversé à l'automne 1938 s'il avait persisté à vouloir entrer en guerre pour le problème des Sudètes. Des missions secrètes d'agents allemands et de diplomates furent dépêchées à Londres et informèrent le gouvernement britannique de cet état de fait. Mais aucune action positive ne fut prise pour saisir cette opportunité pourtant essentielle. Chamberlain capitula à Berchtesgaden, Godesberg et Munich, la guerre fut évitée, et le complot des généraux allemands et de leurs soutiens fut réduit à néant. Hitler gagna en prestige et en pouvoir dans les mois qui suivirent, et quand la Grande-Bretagne le défia en août 1939, les forces anti-hitlériennes étaient quasiment réduites à l'impuissance.

Il est facile de critiquer aujourd'hui la reddition de Munich, mais celle-ci fut louée comme une victoire de la paix en 1938, et le parlement français approuva quasi-unanimement l'accord de Daladier avec Hitler à son retour.

LE FIGARO

UN ACCUEIL ENTHOUSIASTE
a été fait à Londres, à Rome et à Paris
AUX CHEFS DE GOUVERNEMENTS
qui rapportaient de Munich la Paix de l'Europe

HOMMAGE à Neville Chamberlain

L'OCCUPATION ALLEMANDE DES SUDETES COMMENCERA AUJOURD'HUI A 14 HEURES

Dans les couloirs de la Conférence

Le premier ministre Daladier était incertain de l'accueil qui lui serait réservé à Paris. La France se montrerait-elle chauvine, exprimerait-elle de la colère face à sa capitulation ? Il apparut pâle et apeuré face aux foules qui s'étaient assemblées. Mais très vite, il comprit que l'action qu'il avait réalisée était en fait extrêmement populaire, et que les Français n'étaient en aucune manière disposés à se battre contre Hitler pour les Sudètes. On l'acclama comme un héros conquérant. Voilà autant d'indications du vrai état d'esprit des Français. Que nous

déplorions leur attitude, ou que nous l'approuvions, le fait est limpide : ils étaient prêts à accueillir la paix à tout prix.

Ils connurent des tourments quand ils surent que Chamberlain, sans que Daladier le sût, s'était solennellement engagé à ne plus jamais combattre l'Allemagne. Cet engagement, qui se révélerait bien vite sans valeur, semblait laisser non seulement la Pologne, mais aussi la France elle-même hors des préoccupations britanniques. Il était donc nécessaire que la France, dès qu'elle le pourrait, signât à son tour un pacte de « *bon voisinage* » avec l'Allemagne, ce qui fut fait dans la Salle de l'Horloge, à Paris, en décembre 1938. Hélas, nous avons appris le peu de valeur qu'il faut porter aux engagements solennels en matière de diplomatie moderne. Dans cette même salle, j'avais suivi, quelques années auparavant, la signature du Pacte Briand-Kellogg, qui déclarait la guerre hors la loi en tant qu'instrument de politique nationale.

En mars 1939, Hitler commit sa première erreur de calcul : en violation de sa promesse de ne plus émettre de prétentions territoriales, il envahit la Tchécoslovaquie et dormit au Palais de Prague. Jadis, malgré son emploi de la force, il pouvait encore arguer être dans son droit : à présent il s'était mis pour de bon dans son tort. On aurait pu pardonner son impatience de recouvrir la Rhénanie, d'amener les Autrichiens dans le giron allemand, de protéger les Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie ; mais il ne disposait guère d'excuse pour son annexion virtuelle de la Bohême.

En Angleterre, il y avait eu dans certains cercles un désir marqué de comprendre et même d'entrer en collaboration avec l'Allemagne : mais soudainement, les attitudes se rigidifièrent. On réalisa que, sans doute, la force seule arrêterait Hitler. Si l'Angleterre avait saisi cette occasion, au moment où Hitler s'était si clairement parjuré et montré criminel, elle aurait été justifiée. Mais elle n'agit pas. Elle se contenta d'émettre un avertissement solennel : « *la prochaine fois* », elle agirait. Et, anticipant que le prochain coup frapperait la Pologne, elle exhorta inconsidérément la Pologne à tenir bon, et lui promit un soutien armé.

Les historiens verront comme une étrangeté le fait que la vraie déclaration de guerre, ou à tout le moins la décision d'entrer en guerre, fut basée sur la perspective d'une action allemande à Dantzig. Après avoir acquiescé à plusieurs agressions brutales commises par Hitler, la Grande-Bretagne et la France décidèrent d'entrer en guerre après l'exigence qui fut sans doute la plus raisonnable et la plus justifiée de toutes celles qu'il avait émises en matière internationale depuis 1933. Des hommes d'État britanniques de premier plan avaient critiqué la formation du couloir de Dantzig comme sans doute la pire erreur de tous les traités d'après-guerre, et certains d'entre eux avaient suggéré une révision bien plus profonde que les exigences de Hitler en 1939. Même Winston Churchill, en avril 1933, avait dit :

> *Nombreux sont ceux qui aimeraient voir, ou auraient aimé voir il y a quelque temps — j'étais l'un d'entre eux — la question du couloir de Dantzig révisée. Pour ma part, j'aurais certainement dû considérer cette question comme l'un des principaux objectifs pratiques de la diplomatie pour une paix européenne.*

La question de Dantzig était déjà réglée en pratique. Malgré l'existence de conditions anormales dans la Cité libre de Dantzig, celle-ci était gouvernée par un conseil allemand, couplé à un haut-commissaire de la Société des Nations, et elle aurait inévitablement fini par revenir complètement sous contrôle allemand. La Pologne était alors en bons termes avec l'Allemagne. À la Société des Nations, lorsqu'étaient soulevées des plaintes insignifiantes quant à des ingérences allemandes envers la Pologne, ou que les prérogatives de la Société des Nations étaient mises en avant, j'assistais à l'amusement cynique et plutôt méprisant du Colonel Beck (le premier ministre polonais).

L'Allemagne exprima son désir de disposer d'une route et d'une voie de chemin de fer extra-territoriaux traversant le couloir de

Dantzig[3], une requête en soi des plus raisonnables. En échange de l'incorporation de Dantzig au Reich, elle offrit à la Pologne un port libre, la conclusion d'un pacte de non-agression pour une durée de 25 ans, et la reconnaissance des frontières polonaises. D'autres sujets auraient pu se voir soumis à négociation, mais dans le cadre d'une large conférence européenne, marquée par la bonne volonté de l'ensemble des parties, cette question avait toutes les chances de trouver une sortie tout à fait positive. Le problème fut que l'Angleterre refusa désormais de croire en la bonne foi de l'Allemagne. L'Angleterre compta sur la France pour tenir jusqu'à ce qu'une coalition puisse être formée, afin de combattre. L'Allemagne était si certaine de pouvoir humilier la Pologne sans provoquer d'intervention effective de la France ni de l'Angleterre qu'elle pressa artificiellement les négociations avec la Pologne, émettant des exigences que la Pologne ne pouvait pas accepter, telles que l'envoi immédiat d'un plénipotentiaire qui devait accepter ou rejeter l'ensemble des termes qu'elle émettait.

Quant à la Russie, pendant que l'Angleterre comptait sur elle pour combattre l'Allemagne, elle préparait en secret un pacte avec l'Allemagne en vue de se partager le butin. Je ne saurais comprendre comment le Foreign Office et le Quai d'Orsay se trouvèrent surpris par son traité de dernière minute avec l'Allemagne, dont j'avais pour ma part entendu des rumeurs au printemps 1939[4]. Le jeu joué par la Russie était évident : elle serait tout à fait satisfaite d'une nouvelle guerre à l'Ouest, pourvu qu'elle en restât extérieure, car, comme l'un de ses diplomates le formula avec franchise : « *L'URSS était née de la première guerre, et une seconde guerre compléterait la soviétisation de l'Europe.* » Ainsi, une semaine avant l'invasion de la Pologne, la Russie balaya d'un coup l'Alliance en concluant un accord avec Hitler.

3. le couloir de Dantzig constituait une bande de terre polonaise, séparant la ville allemande de Dantzig du reste du territoire allemand, NdT

4. Le traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique fut signé le 23 août 1939, NdT

Les deux camps étaient bien trop impliqués pour opérer une retraite sans perdre la face. Mais la France hésita. Elle pria pour une intervention de Mussolini, comme en 1938, mais à la conférence qu'il proposa, la Grande-Bretagne et la France n'acceptèrent de prendre part que si l'Allemagne s'engageait à retirer les armées qui avaient déjà pénétré en Pologne. Il était couru d'avance que Hitler ne consentirait jamais à un tel retrait. Dès lors, l'Angleterre, qu'elle le voulût ou non, se retrouva totalement impliquée, et rien ne put arrêter une guerre qui n'avait été envisagée que sous des conditions très différentes.

La France était plus réticente. Georges Bonnet, le ministre des affaires étrangères, désirait sans aucun doute la paix. En privé, les députés s'opposaient à la guerre. Ils se plaignaient des lobbies. Le gouvernement hésita. Divers hommes d'État britanniques, parmi lesquels Churchill, les avertirent avec véhémence : si l'Entente ne tenait pas, la France se verrait privée du soutien britannique et se retrouverait seule face à l'Allemagne.

Des échos pathétiques de réunions de cabinet me parvinrent : on comprenait la responsabilité terrible de lancer la France dans un conflit au nom de la Pologne, mais la responsabilité terrible de déserter l'Angleterre n'était pas moindre. Certains ministres se consolaient en se disant que l'Allemagne, après tout, menait un nouveau bluff ; d'autres prévoyaient pour la France une série de défaites, et même la fuite du gouvernement hors de la métropole, mais que viendrait, d'une manière ou d'une autre, la victoire finale ; mais nombre d'entre eux avaient confiance en la force de la ligne Maginot, dont ils estimaient qu'elle pourrait tenir indéfiniment. Personne n'était persuadé d'un succès immédiat, mais quant à aider la si lointaine Pologne, c'était hors de question. La décision fut prise à reculons.

Il fallut demander des crédits au parlement. Ils furent demandés, non pas ouvertement pour la guerre, comme dans le premier brouillon, mais dans une nouvelle version « *dans le but de remplir les engagements résultant de nos alliances* », et finalement l'exi-

gence fut formulée avec euphémisme, « *nos engagements résultant de la situation internationale.* » On s'accorda à ne pas permettre de débat, et en fait seulement deux parlementaires essayèrent de parler. Certains maintiennent que la constitution fut violée et que le parlement aurait dû voter une déclaration officielle d'entrée en guerre de la France.

Ces équivoques sont aujourd'hui oubliées ; la guerre, la débâcle, l'occupation, la Libération, les années de destruction et de misère sont passées ; et si je rappelle ici ces éléments, c'est pour défendre le peuple français, qui entra la guerre avec des doutes, et dont la colère, à l'heure de l'effondrement de 1940, fut, non sans raisons, dirigée contre les ministres de la troisième république.

Chapitre 2

Drôle de guerre

Il y eut huit mois de répit, au cours desquels on ne put dire de la France ni de l'Angleterre qu'elles fussent activement engagées dans la guerre, et au cours desquels ni Pétain, un vieil homme de 84 ans, en retraite de tout service actif depuis de longues années, ni Weygand, de dix ans plus jeune seulement, et donc déjà largement retraité également, n'eurent pas la moindre responsabilité de ce qui se passa ou allait se passer.

C'est pour moi le sujet d'une stupéfaction absolue que les politiciens et généraux qui se montrèrent totalement inaptes à tout sujet pussent, par un remaniement de dernière minute, quand tout fut perdu, s'arranger pour jeter sur les épaules de ces deux hommes vieillissants, dont les carrières avaient été glorieuses, le fardeau de la défaite. Ils furent introduits par Paul Reynaud, qui à l'époque les décrivit comme capables de sauver une situation désespérée. Ils constituèrent les boucs émissaires tout trouvés pour les bévues de l'armée et du gouvernement, dont ils n'avaient pas le contrôle.

Les accusations que l'on porte contre eux font passer les qualités remarquables dont ils avaient fait preuve au cours de la guerre de 1914-1918 pour des défauts dans la guerre de 1930-1940. Il est

exact que Pétain, comme soldat (mais il avait cessé d'être soldat depuis de nombreuses années, et avait droit à sa retraite glorieuse), s'était toujours montré sagement prudent, pesant soigneusement toutes les possibilités, et avait constitué ce faisant un excellent pendant à Foch, dont l'audace téméraire avait coûté fort cher à la France à plusieurs reprises. Mais Pétain était également tenace, calculateur, et efficace, et il avait grâce à cela remporté la plus grande et la plus décisive des batailles, celle de Verdun, lors de la guerre de 1914-1918. Rien n'aurait pu être plus mesquin, plus de vingt ans plus tard, que de découvrir qu'il ne pouvait en fait pas réaliser de miracles et que, par conséquent, ses services passés n'étaient finalement pas si méritoires. Assurément, on peut laisser un octogénaire dormir sur ses lauriers. Lui attribuer l'ensemble des erreurs politiques et militaires entre 1920 et 1940, et en disculper les parlementaires et les généraux plus jeunes, cela constitue une manifestation de mauvaise foi des plus monstrueuses.

La description de Pétain et de Weygand comme fossiles est peut-être pertinente, et peut-être pas : là n'est pas le sujet. Reynaud n'avait aucune obligation de faire appel à eux, pas plus que M. Roosevelt ne fut obligé de rappeler le général Pershing. Il n'avait nulle obligation de les retirer à leur retraite bien méritée, pour qu'ils récupèrent ou essayent de récupérer les bévues commises par d'autres.

On a bien dit que les hommes d'armée tendent à préparer la prochaine guerre selon les termes de la dernière. Ainsi Foch, réfléchissant selon les termes des guerres napoléoniennes, considérait-il que la baïonnette était l'arme qui allait l'emporter en 1914, alors que Pétain croyait en un front continu défendu par l'artillerie. L'ensemble de la conception militaire française de 1939 était basée sur l'expérience de la guerre de tranchées. Ils construisirent la ligne Maginot, multiplièrent les fortifications défensives, alors même que Hitler s'appuyait sur la mobilité nouvelle, rendue possible par des armées mécanisées et motorisées. En France, il y avait un jeune colonel (Charles De Gaulle), un disciple de Pétain, qui souscrivit

FIGURE 2.1 – À gauche, Weygand ; au centre, Reynaud ; à droite, Pétain, le 10 juin 1940

à ces nouvelles idées, quoiqu'il les associât à l'usage d'une armée professionnelle. Il constitua, de fait, le meilleur défenseur de ces nouvelles théories, qui allaient faire de la pratique de la guerre un « *art* ». Mais c'était aux hommes politiques de lui donner sa chance, et ceux-ci, suivant l'usage, nommèrent Gamelin généralissime, un homme qui ne prêtait pas grande attention à l'aviation ni aux blindés, et restait convaincu par la notion de stabilisation du front.

Les ministres de la guerre successifs (Daladier occupa longtemps ce poste) auraient dû voir, en tous cas, que les usines fonctionnaient à plein régime outre-Rhin, du fait de l'immense accumulation de matériels militaires par l'Allemagne. L'armée avait été affaiblie par la loi établissant la durée du service militaire à un an ; elle était mal entraînée ; son moral était bas. Déclarer la guerre sans disposer

d'une chance raisonnable de l'emporter constitue une perspective terrible dans la destinée d'une nation.

En mai 1939, le général Gamelin s'était accordé avec le général polonais Kasprzycki : dans l'occurrence où surviendrait une guerre où la Pologne se verrait attaquée, l'armée française, trois jours après sa mobilisation, lancerait toute une suite d'attaques pour harceler l'Allemagne, et quinze jours plus tard lancerait une offensive de grande échelle.

Dans les faits, les premiers engagements ne furent que des escarmouches. Les armées françaises, derrière la ligne Maginot, ne rendirent aucun service à la Pologne, qui fut submergée en une quinzaine de jours sans recevoir aucune aide d'aucune sorte, pas même sous la forme des bombardements promis. Nous savons à présent que l'idée qui prévalait en 1939, voulant que l'armée de Hitler fût un monstre totalement mécanisé, était un mythe. Comme l'ont récemment établi les historiens américains Langer et Gleason, « *Des centaines de divisions qu'ils [les nazis] déployèrent contre la Pologne, trois seulement étaient mécanisées, et aucune n'était complètement motorisée.* » Mais même la Wehrmacht rudimentaire constitua un obstacle de taille pour l'équipement et la stratégie archaïques des Polonais. Le pays décrit par Molotov comme « *La hideuse invention de Versailles* » fut rayé de la carte, malgré ses brigades de cavalerie et ses treize divisions d'infanterie prêtes à marcher sur Berlin. Ni l'Angleterre, ni la France, qui entrèrent en guerre pour la Pologne, ne purent rien faire pour la sauver, et aujourd'hui, après la défaite de l'Allemagne, ni son indépendance politique, ni sa liberté religieuse, ni son intégrité territoriale n'ont été restaurées [1].

1. N'est-il pas troublant que l'intégrité territoriale de la Pologne ait constitué pour le Royaume-Uni le motif d'entrer en guerre, par ses garanties, et que le même pays qui entra en guerre pour la Pologne laissât ensuite Staline s'emparer à Yalta de portions immenses de son territoire ? Le lecteur pourra se reporter à l'excellent ouvrage Haine Inconditionnelle, écrit par le capitaine anglais Russell Grenfell, pour pénétrer l'abîme que constitua la vision politique de M. Winston Churchill, un croisé des temps modernes, NdT

Je passais quelques mois entre Paris et mon village normand, et me trouvais de plus en plus atterré. Les preuves du désordre étaient partout. Les soldats, en marchant, imitaient par jeu le cri du mouton, suggérant qu'on les envoyait à l'abattoir comme des agneaux. Certains contingents que je vis étaient totalement indisciplinés, et les officiers de réserve n'étaient pas en mesure de les contrôler. On connut des réquisitions inconsidérées d'automobiles, de camions et de chevaux, respectivement laissés ensuite à rouiller ou à crever de faim au bord des chemins. Les spécialistes furent retirés des usines, qui pourtant auraient dû fonctionner à plein régime, et envoyés en régiments, et les campagnes furent vidées de leur main d'œuvre. Bien que j'eusse abandonné le journalisme, j'avais gardé une petite chaire dans une revue, et je me souviens d'une lettre que j'écrivis à un journal important, pour lui faire part de mes impressions. On comptait cinq millions de Français sous les drapeaux, mais l'organisation connaissait de graves lacunes. Au village, surpeuplé de soldats, dont certains ne portaient pas même d'uniforme, les Parisiens, déjà réfugiés, se montraient excessivement tristes. Alors que le temps s'écoulait, et que rien de particulier n'arrivait, la vie reprit de sa normalité. La conception d'une guerre sans pertes prit corps. « *Drôle de guerre*[2] », disaient les Français ; « *Phony war* », disaient les Américains. La question de mettre en place un rationnement fut posée. « *Nous n'allons pas commencer une guerre avec des cartes de rationnement* », dit-on, bien qu'il fût tangible que les approvisionnements allaient manquer. La facilité mortelle qui avait marqué la politique française, la croyance que les choses allaient s'arranger d'elles-mêmes, se répandit dans tous les domaines.

Outre les escarmouches initiales, le front, à l'abri de la ligne Maginot, connaissait l'apathie. La plupart des soldats ne tirèrent pas un seul coup de feu au cours du premier hiver. Ils baptisèrent ce calme sous le nom de « *faux armistice* », et l'on connut quelque fraternisation entre les soldats français et allemands. Les Allemands

2. En français dans le texte, NdT

encouragèrent cet état de torpeur, en placardant des affiches qui disaient : « *Ne commencez pas la guerre. Nous ne tirerons pas les premiers. Pourquoi se faire tuer pour l'Angleterre ?* »

Les soldats grognaient. Les avait-on retirés à leur foyer, pour des mois, pour une guerre fictive ? L'effet psychologique de ces conditions fut désastreux. Il pouvait y avoir des raisons de faire la guerre, il pouvait y avoir des raisons de faire la paix, mais il n'existait aucune raison pour maintenir une situation qui n'était ni la guerre, ni la paix. Pour apaiser les mécontents, on leur fournit des jeux, des tournois de football, des spectacles, on fonda des « *foyers* », on installa des antennes d'émission radiophonique. Étrange guerre, en vérité ! J'entendais souvent répéter une phrase attribuée à Goering : « *Nous laisserons pourrir leur guerre.* » Le pourrissement est une forme de stagnation. Si aucun des deux camps ne bougeait, les soldats ne pourraient pas rester à l'envi en face les uns des autres, et tôt ou tard, il faudrait les renvoyer à leur foyer.

Après la déclaration germano-russe qui proclama la Pologne dissoute, toute obligation envers cet État cessa d'exister et, par conséquent, la France et l'Angleterre étaient seules responsables de la poursuite de la guerre. Commença alors une intensive propagande de paix en France. Nombreux étaient ceux à espérer que la guerre puisse prendre fin par un compromis. Je savais qu'il n'en serait rien : pour l'Angleterre et la France, démobiliser leurs armées serait se mettre à la merci de l'Allemagne, et rendre impossible toute résistance aux futures exigences des nazis. Moscou s'associa à la suggestion de Berlin, et les dirigeants communistes, par des tracts et des interviews clandestines, parlèrent de la guerre « *impérialiste* » imposée au gouvernement français, et de la « *trahison* » de Daladier. Les « *liens idéologiques* » entre nazisme et bolchevisme furent soulignés en fin de compte, chacun d'eux s'opposait au « *Capitalisme impérialiste !* » La Russie accepta de livrer du pétrole, du coton, des phosphates, du chrome, et d'autres matières premières à l'Allemagne, et d'acheter pour son compte divers produits dans des pays neutres, ce qui rendit le blocus inefficace. Des émissaires,

plus ou moins autorisés, furent dépêchés en Hollande et en Belgique pour faciliter un accord. En résumé, une atmosphère fut créée, qui rendit compliquée l'idée d'une poursuite vigoureuse de la guerre, et on laissa la situation dériver de manière lugubre.

Une diversion survint alors. On a oublié aujourd'hui à quel point l'Angleterre et la France furent proches de déclarer la guerre contre la Russie. La Russie avait établi un gouvernement finlandais dissident à la frontière, et attaqué le petit pays de trois millions d'habitants. La Russie, associée de l'Allemagne, se trouvait à présent détestée par deux tiers des Français, et la « *brave petite Finlande* » gagna toute notre sympathie.

FIGURE 2.2 – Tract édité par le PCF, appelant les soldats français à fraterniser avec les Allemands

La Société des Nations, pour condamner l'agression russe, expulsa de ses membres la Russie. Les Britanniques et les Français, à l'hiver 1939-1940, définirent un projet d'intervention armée contre la Russie au bénéfice de la Finlande. L'objectif était d'aider la Finlande, de contrer l'expansion russe, et de faire cesser les livraisons de minerai de fer qui parvenaient à l'Allemagne via la Suède et la Norvège. Les Français projetèrent même de bombarder les champs pétroliers russes du Caucase. L'expédition vers la Finlande devait être lancée en mars 1940, et le bombardement des champs pétroliers russes fut décidé pour le 15 mars. Mais les pays scandinaves protestèrent contre le projet, qui devait voir passer des armées franco-britanniques sur leur territoire, et l'expédition fut retardée ; la Finlande fut obligée de se rendre après une vaillante défense. Dans les faits, les Britanniques avaient déjà envoyé en Finlande une quantité

considérable d'armements et d'avions militaires.

Quelle échappée de justesse ! Comme le devoir des citoyens consciencieux aurait été différent, qui ne doivent pas former leurs propres opinions ni chérir des sentiments qui ne soient pas autorisés, si la Finlande n'avait pas été contrainte de se rendre une semaine ou deux avant que la France et l'Angleterre fussent prêtes à intervenir ! Il faut pardonner à l'homme ordinaire, qui ne dispose pas de la souplesse d'esprit pour retourner sa veste aussi vite que certains de ses ministres, de ne pas bien comprendre quand, en l'espace de quelques semaines, nous découvrons que la Finlande est une nation courageuse, puis devient un pays pro-nazi ; quand nous devons commencer par considérer la Russie comme un allié potentiel admirable, puis comme un ennemi potentiel des plus haïssables, puis de nouveau comme une noble nation défendant glorieusement notre cause, et finalement un pays peuplé de babouins sanguinaires [3] (pour reprendre l'expression de M. Churchill) ! L'opportunisme n'a jamais tant supplanté les principes aussi fréquemment ni aussi complètement que dans cette lutte commencée en 1939. En France, où les lois pourraient devenir rétroactives, il devint nécessaire non seulement d'harmoniser son esprit à l'orthodoxie du jour, mais également de se débrouiller pour être en accord avec l'orthodoxie du lendemain.

Les organisations communistes françaises, soupçonnées de sabotage, avaient été dissoutes, et voilà qu'à présent, les députés communistes qui n'avaient pas renoncé à leur credo politique se voyaient privés de leur mandat. Nombre d'entre eux furent jugés par des tribunaux militaires et condamnés à cinq ans de prison ; et les syndicalistes, les anarchistes et les pacifistes furent placés en camps d'internement.

La défaite de la Finlande fut celle de Daladier, qui avait vanté l'aide qu'il avait apportée, sans résultat. Quoi qu'il en soit, je ne me laisserai pas tenter par l'écriture d'une chronique scandaleuse,

3. En anglais, *bloody baboons*, NdT

mais il était notoire que Daladier et Reynaud ne pouvaient de longue date pas se sentir, et que leur rivalité se voyait stimulée par des dames ne manquant pas d'ambition. Daladier fut représenté comme faible, bien que son surnom fut le *Taureau*[4], tandis que Reynaud se fit l'avocat d'une *énergie accrue*[4]. On vit s'exprimer dans les cercles politiques de graves doutes quant à savoir si une « *énergie accrue* » était si désirable, et l'on prophétisa qu'après deux mois de Reynaud, Flandin se verrait appelé pour faire la paix. Les réticences quant à Reynaud furent exprimées au cours d'une division douteuse du parlement. Il obtint 268 voix pour sa politique d'*énergie accrue*, 156 voix contre, et 111 abstentions, une majorité (qui fut contestée) d'une seule voix. Pouvait-il réellement espérer gouverner, changer les méthodes militaires suivies jusque-là, avec la moitié de la Chambre opposée à lui, ou à tout le moins refusant de lui exprimer sa confiance ?

La première décision de Reynaud fut de rendre impossibles les ouvertures vers la paix, en émettant une déclaration anglo-française conjointe excluant toute négociation séparée. Voici que, pour la première fois de son histoire, la France s'engageait à poursuivre un conflit jusqu'à la fin.

On ne pouvait prévoir où le premier coup allait frapper. L'attitude de l'Italie restait incertaine. Ciano plaidait pour un pacte avec la France ; Mussolini, ruminant encore les sanctions imposées à l'instigation de l'Angleterre, restait loyal à l'Axe. On rêva d'une nouvelle Salonique, dont perduraient des mémoires de la dernière guerre. Les Alliés comptèrent le nombre de divisions en Turquie, en Yougoslavie, en Roumanie et en Grèce ; presque 100 divisions au total. Je fais une pause pour commenter la politique yougoslave, qui ressemble fortement sous certains aspects à celle de la France occupée, une politique qui fut approuvée pour la Yougoslavie, mais critiquée et même considérée comme une trahison dans le cas de la France. La Yougoslavie, fut-il décidé, devait rester amicale envers

4. En français dans le texte, NdT

l'Allemagne et l'Italie, et même leur vendre ce dont elles avaient besoin, jusqu'au moment favorable pour qu'elle se déclare en faveur des Alliés. Le haut commandement français envisagea une attaque sur la Russie depuis la Syrie, avec des avions qui auraient brûlé les puits de pétrole du Caucase et coulé les navires pétroliers en Mer Noire. On considéra un projet détruisant les puits roumains également. J'ajoute incidemment que j'ai pu lire de nombreuses statistiques qui tendaient à prouver que l'Allemagne ne pourrait pas rester longtemps en guerre si elle se trouvait privée de pétrole. Je me demande où les gouvernements trouvent les informations erronées dont ils se servent de base pour tirer leurs mauvaises déductions !

Mais ce fut au Nord que le nouveau théâtre de guerre s'ouvrit. Les Français et les Anglais se sentirent obligés d'empêcher les livraisons de minerais suédois via la Norvège, et, comme Lord Hankey l'a signalé, définirent le projet d'une expédition agressive avant même les nazis. Malheureusement, Hitler, bougeant plus rapidement, leur coupa l'herbe sous le pied : il occupa le Danemark et les ports norvégiens, avec l'accord de Staline. Après des combats futiles, les Britanniques et les Français furent forcés de se retirer. Ce fut un désastre, d'autant plus que Reynaud, dans un discours dont on se souvint longtemps, avait proclamé prématurément que la *route du fer*[5] était coupée pour toujours. Sa politique d'*énergie accrue* avait non seulement échoué lamentablement, mais le goût de l'aventure était, pour les Français, perdu pour de bon. Bien qu'une possibilité d'attaque allemande via la Hollande et la Belgique fût discernable, la France ne disposait d'aucun projet de coopération avec la Belgique et n'osa pas prendre des positions qui auraient pu provoquer l'éclair. Le 9 mai, Gamelin fut pratiquement révoqué par Reynaud, mais le 10, les armées allemandes, après un répit de huit mornes mois à ne rien faire, se mirent en marche, et comme on n'avait pas de successeur pour remplacer Gamelin, il eut le malheur

5. En français dans le texte, NdT

d'être appelé à rester en poste.

Certains commentateurs ont vu dans la révocation de Gamelin et l'attaque allemande une relation de cause à effet. Cela est en réalité improbable. Les projets allemands étaient préparés de longue date, et il est clair qu'une *Blitskrieg* d'envergure ne put pas être improvisée. J'attirerai l'attention sur les conditions étranges dans lesquelles il fut demandé à la France d'encaisser le choc : le moral était bas après une période de stagnation, la plus grande partie de l'armée, massée derrière la ligne Maginot, les sentiments étaient loin d'être unanimes, que ce fût au Parlement ou au sein du peuple : le premier ministre et le plus haut dirigeant de l'armée se trouvaient tous deux en disgrâce. Ces éléments ne constituent pas, bien entendu, les raisons principales de la catastrophe, mais ils y contribuèrent. Tout commença dans les pires conditions possibles pour la France.

Le conflit, dès le départ, s'en prit à la France. On connut des débats considérables quant au matériel de guerre à disposition des Français et des Britanniques. Durant la guerre, on supposa que les Allemands disposaient en 1940 d'une supériorité écrasante en matière aérienne et en matière d'équipements mécanisés. Si les nazis, grâce au génie du général Heinz Guderian, maîtrisaient effectivement les techniques de guerre mécanisée mieux que la France et la Grande-Bretagne, nous savons à présent qu'au printemps 1940, ils ne disposaient pas d'un avantage immense en matière d'équipements mécanisés, par rapport à leurs adversaires. De leur invasion de l'Ouest, ils furent les vainqueurs parce qu'ils surent, mieux que leurs ennemis, comment faire usage de tels équipements, et parce qu'ils fondèrent leur stratégie de percée sur cette sagesse et sur cette stratégie supérieures. En bref, les nazis vainquirent la Grande-Bretagne, la France et la Belgique de par une stratégie meilleure et plus à jour, pas en raison d'une quelconque supériorité en matière d'équipements mécanisés. Daladier en personne reconnut tardivement ce point.

Les premiers bombardements allemands réduisirent quasiment

à néant les aérodromes belges et hollandais. Les Allemands disposaient de tout un arsenal de nouveaux engins. Des soldats furent parachutés ou convoyés en planeurs. Des embarcations pneumatiques furent utilisées pour traverser les canaux, les rivières, ou les régions inondées. Les *stukas* plongèrent en piqué sur des colonnes terrorisées. Mais, plus que tout le reste, les divisions de Panzer, menées par le brillant général Guderian, semèrent la panique dans le cœur des soldats français. Un officier français, avant de se suicider, envoya une carte postale au premier ministre : « *Mes hommes sont vaillants, mais on ne devrait pas envoyer des hommes armés de fusils bloquer des blindés.* » En tenant compte de l'habitude française de trouver les traîtres, il est avéré que de nombreuses munitions françaises faisaient long feu. Rien n'est aussi contagieux que la peur, et les rangs français connurent un désordre considérable. J'ai discuté à de multiples reprises avec des officiers qui s'étaient battus courageusement, en particulier des artilleurs, et ils se montraient très amers quant à leurs collègues officiers, dont nombre étaient des réservistes. Dans une ville de garnison que je connais, personne ne se tint aux commandes quand les Allemands apparurent, balayant tout sur leur passage, et les hommes, après avoir vainement attendu les ordres, décidèrent de se disperser. Je ne pourrais pas trouver de mot pour refléter l'héroïsme du plus grand nombre de soldats français : de nombreux actes de bravoure furent commis, et de nombreuses positions désespérées furent tenues. Mais cela se fit sans cohésion, et le désespoir de résister face à une armée supérieure, mieux armée, et mieux dirigée gagna rapidement les esprits. Bientôt, ce fut la déroute générale.

Le 16 mai, *jour de la Grande Peur*[6], il fut reporté à Paris que l'armée française était détruite, et l'on fit un grand bûcher des archives du Quai d'Orsay. La route de Paris s'ouvrait devant les Allemands.

Mais les Allemands ne visaient pas Paris : ils avaient un objec-

6. En français dans le texte, NdT

tif bien plus important, qui n'était autre que d'encercler les armées britanniques et françaises, qui s'étaient imprudemment précipitées en Belgique. Elles auraient dû, de deux choses l'une : soit tenir des positions préparées avant le début de l'offensive allemande, soit reculer et préparer une contre-attaque. Hitler commit de nombreuses erreurs dans les opérations militaires ultérieures, mais il faut lui concéder que la stratégie allemande de 1940, dirigée par des généraux aussi admirables que Von Manstein et Guderian, fut extrêmement efficace.

Les Français considéraient la ligne Maginot comme imprenable et, par conséquent, allèrent à la rencontre des Allemands en Belgique, où ils tombèrent dans un piège.

L'idée de Hitler était de percer au centre, et du point de vue allemand, ce plan fut brillamment exécuté. Les Français virent l'armée de Von Bock en Hollande et en Belgique, l'armée de Von Leeb face à la ligne Maginot, et l'armée de Von Rundstedt et de Von Manstein prête à frapper par les Ardennes. Quoique Sedan et Longwy constituassent le véritable pivot de la défense française, ce secteur se vit relativement négligé. Von Rundstedt, Von Manstein et Guderian percèrent leur voie par là, et se retrouvèrent, avant même que les Français n'aient pu réaliser le danger, derrière les armées situées en Belgique.

Les Français commirent trois erreurs principales. La première fut d'avancer sur la Belgique, au lieu d'attendre le choc sur place ; la seconde fut d'immobiliser tant d'hommes dans le secteur Est ; et la troisième fut de ne pas anticiper la poussée allemande au Nord, qui allait mener à l'encerclement des Britanniques et des Français.

L'armée britannique, assez petite par rapport aux autres, fut isolée et, si elle n'avait pas pu atteindre la mer à temps, aurait été réduite à néant. Churchill prit le contrôle du gouvernement anglais, et Chamberlain disparut de la scène. La seule question pour l'Angleterre était de savoir si son armée pouvait s'en sortir. En somme, à moins d'un miracle, le 17 mai, la bataille de France était perdue.

Comment ce miracle put-il se produire ? Reynaud, se rappelant la première guerre, se souvenant de la vénération ressentie à l'égard du maréchal Pétain et de l'estime dans laquelle Weygand, l'admirable lieutenant de Foch, avait été tenu, les appela à ses côtés. Sans doute, si le prestige avait pu sauver la situation, si leur rappel avait pu inspirer une confiance suffisante pour rallier les troupes à un effort désespéré, ces noms étaient-ils enveloppés d'une aura magique. Mais la situation matérielle était trop désespérée pour se voir redressée par la simple invocation de noms magiques. Les sceptiques demandèrent ce que deux hommes âgés, le maréchal ayant déjà bien dépassé la barre des quatre-vingts ans, et le général celle des soixante-dix, pourraient bien trouver à improviser, dans des conditions desquelles ils n'étaient pas familiers, avec une armée encerclée ou en panique, et aucune réserve disponible.

Weygand, dans un esprit d'auto-sacrifice, accepta la tâche ingrate, rentra en hâte de Syrie, où ses services avaient été plus diplomatiques que militaires, et en l'espace d'une minute prit le relai de Gamelin. On aurait pu croire qu'indépendamment de sa réussite ou de son échec, la France se serait montrée profondément reconnaissante envers lui. Au lieu de quoi, après la Libération, le brillant soldat fut constitué prisonnier pendant des années, on tenta de le faire passer pour un traître, jusqu'à ce qu'en fin de compte toute accusation à son encontre fût abandonnée. Quant à Pétain, qui restait à l'époque, malgré son grand âge, ambassadeur de France en Espagne, où le général Franco semblait bien tenté de prendre le pli allemand, il répondit lui aussi à l'appel de Reynaud. Il était vieux et sourd, et il n'était pas raisonnable de croire qu'il pût, dans les faits, faire quoi que ce fût. Son rôle se résuma simplement à celui d'une sorte d'étendard. Si sa présence, à la vice-présidence du conseil, avait amené à l'amélioration de la situation, le gouvernement en aurait tiré une large part de crédit. Si le pire arrivait, comme c'était à présent probable (on considérait déjà un armistice), le vieux soldat pourrait négocier de meilleures conditions pour la France que le gouvernement qui avait combattu l'Allemagne.

En contraste total avec les calomnies et dénonciations qui suivirent à l'encontre du vainqueur de Verdun, on ne manqua pas d'éloges en 1940. Reynaud se montra dithyrambique. Avec Pétain et Weygand à ses côtés, ils devaient, selon lui, gagner : ils devaient gagner parce qu'ils étaient les plus forts.

Mes propres sentiments étaient doubles, je ne pouvais pas m'empêcher d'espérer en cette dernière chance, permise par une amélioration du moral, mais ma raison m'indiquait que le moral à lui seul ne repousserait pas les tanks ni les avions. Mais, dans le même temps, je ne pouvais pas m'empêcher de me sentir désolé, ou même de ressentir une sorte de honte, que les deux meilleurs soldats français de la première guerre mondiale se retrouvassent impliqués inutilement dans une débâcle dont ils n'étaient nullement responsables.

Pour mauvaise que fut la situation quand Weygand prit les commandes, elle empira encore du fait de son incapacité à imposer son commandement sur les Britanniques. Lord Gort et le général Ironside considéraient tous deux la bataille comme perdue ; les Britanniques se trouvaient déjà dos à la mer ; et ils étaient encerclés de tous les autres côtés. Ils devaient donc partir à tout prix, aussi vite que possible. L'armée était indispensable à la défense de la Grande-Bretagne, ainsi que les avions britanniques. On ne pouvait pas risquer de les perdre pour une chimère. Je considérai cette décision comme juste, mais pénible. Il était trop important de rester en vie pour pouvoir continuer le combat. Mais, en toute loyauté, il aurait fallu reconnaître que le retrait des Britanniques de la région d'Arras en direction de la côte priva Weygand de sa dernière base de contre-offensive possible, et rendit la chute de la France inévitable.

Hitler aurait facilement pu empêcher la fuite des Britanniques, mais il retint ses armées et ses avions, espérant que les Anglais, s'il les épargnait, accepteraient la paix[7]. La fuite depuis Dunkerque

7. Des témoignages de première main de généraux allemands, comme Blu-

constitua, pour autant, l'un des épisodes les plus dramatiques de la guerre. Ce qui semblait impossible fut accompli ; des milliers d'actions héroïques furent menées. Mais considérons les événements avec perspective. Le défaut britannique, pour justifié et nécessaire qu'il fût, constitua le coup de grâce pour la France et la Belgique.

On prétend parfois que la capitulation des armées belges influença la décision britannique, mais c'est le contraire qui arriva : la décision britannique fut prise avant celle des Belges, et les soldats britanniques se battaient déjà pour arriver au port. Il serait également généreux de se souvenir que les armées françaises, vouées à la captivité, couvrirent vaillamment la retraite des Britanniques.

En 1940, presque tout le monde s'abstint de critiquer les Britanniques ou les Belges. Humiliés, nous n'estimions pas avoir de pierre à jeter sur les autres. Le désastre était trop écrasant pour qu'on y ajoutât des récriminations ridicules. Mais Reynaud, dans l'hystérie du moment, qualifia le Roi des Belges, Léopold III, de « *félon* ». Pour la plupart d'entre nous, la capitulation de Léopold apparaissait inévitable. Ses ministres étaient les premiers à percevoir que tout était perdu, et annoncèrent leur intention de partir. Ils auraient aimé être couverts par le Roi, et proposèrent qu'il les accompagnât. À cela, Léopold répondit :

> *Mon devoir est de rester avec mon armée et avec mon peuple. Je peux leur être utile en leur épargnant certaines souffrances. Dans quelques jours, la France tombera. L'Angleterre tiendra le coup. Mais la Belgique va perdre pour longtemps son indépendance. Il serait plus facile pour moi de fuir . . .d'attendre la fin de la guerre en sécurité. Mon devoir m'impose de rester.*

---

mentritt, atterrés du positionnement de Hitler, en attestent. Il existe des éléments indiquant que Hitler voulut épargner l'armée britannique, retint volontairement ses blindés, et la laissa rentrer au pays. Le brillant ouvrage de Russell Grenfell, *Haine Inconditionnelle*, écrit en 1953, aborde ce point, NdT

Cette conversation se déroula le 25 mai, et l'armée belge tint encore plusieurs jours après cela.

La résolution de Léopold III de partager la détresse des Belges était infiniment plus difficile à prendre que celle de ses ministres d'aller passer le reste de la guerre en sécurité relative ; pourtant c'est le Roi qui fut noirci, et les politiciens qui furent acclamés. Nous allions assister au même drame en France où, une fois de plus, ceux qui, mus par un sentiment de pitié pour le peuple français, décidèrent de rester au pays plutôt que de décamper, furent ensuite traités avec reproches. Il y eut une étrange inversion de valeurs, qui vit mieux considérés ceux qui parvinrent à s'enfuir que ceux qui restèrent pour partager la détresse de leur pays.

Cela est d'autant plus pitoyable que nous devrions certainement essayer de nous considérer les uns les autres avec sympathie. Je suis certain qu'en 1940, les Français apprécièrent correctement la suite des événements. Ils comprirent la nécessité de l'évacuation de l'armée britannique à Dunkerque, et n'en tinrent par rigueur aux Britanniques. Ils furent fiers d'aider les Britanniques à s'échapper du piège allemand et, quoiqu'ils ne relayassent pas les termes britanniques de la « *victoire* » de Dunkerque, ils considérèrent l'opération comme un remarquable *tour de force*[8]. Ils comprirent que ce qui pouvait être sauvé devait l'être. Mais il en résulte que l'Angleterre, à son tour, après avoir été contrainte de quitter le champ de bataille, n'avait aucun reproche à émettre envers la France, qui se retrouvait seule, ses armées séparées, sans aucun moyen d'arrêter un adversaire triomphant. La chute de la France était certaine. Les Britanniques pouvaient espérer continuer le combat, mais les Français se retrouvaient condamnés à la défaite finale sur leur propre sol. Dans cette infortune extrême, nul n'était en position d'adresser des reproches à quiconque.

Un silence décent aurait dû être conservé en hauts lieux, à défaut de professer leur propre *mea culpa*. On n'aurait pas dû subir

8. En français dans le texte, NdT

de dénonciations, de récriminations, d'accusations injustes. L'heure n'était pas à la recherche de boucs émissaires, ni à faire passer quelque culpabilité d'une paire d'épaules à une autre. On s'en prit au général Gorap, au général Gamelin, puis au Roi des Belges, et ainsi s'ouvrit le pénible processus consistant à accuser, que cela soit mérité ou non, d'autres personnes, jusqu'à en arriver à Weygand et Pétain, qui avaient si peu à voir avec la débâcle, qui avaient été appelés pour faire cesser la déroute alors qu'il était déjà trop tard, et que l'on dénonça comme les auteurs des malheurs de la France.

Chapitre 3

L'armistice

Lorsqu'il fut devenu évident que la marée de la bataille viendrait battre mon coin de Normandie, qui l'avait déjà vue déferler à de nombreuses reprises au cours de l'histoire, je décidai que nous ne pouvions pas prendre le risque d'être faits prisonniers par les Allemands. Pour autant, je continuai de considérer que l'encouragement général à l'exode constituait la pire des folies de la guerre. L'invasion est un fléau, mais pire encore est la désertion de villes et de villages. Le travail des champs et des usines doit se poursuivre, la vie communale ne doit pas cesser. Nombre des misères subies par la France en reviennent à l'exode général.

Quelque chose comme dix millions d'habitants du Nord encombrèrent les routes. Le pillage était partout. Les réfugiés qui arrivaient dans des villages plus ou moins désertés y prélevaient ce qu'ils jugeaient pouvoir leur être utile, pour abandonner le plus gros de leur butin à quelques kilomètres. Nous devons faire preuve de compassion pour ces pauvres gens, sans toit, fatigués, harassés, n'ayant pas la moindre idée de leur destination finale, ne disposant souvent pas du nécessaire pour vivre, car la nourriture était rare ; mais la mentalité des réfugiés était asociale, et les dégâts qu'ils

causèrent restent incalculables.

Les réfugiés faisaient usage de tout moyen de transport, du landau et de la charrette à bras aux camions en panne tirés par des chevaux voire même des bœufs, en passant par les bus déglingués. Ils étaient obsédés par l'idée de transporter au moins leur lit, et au moins quelques pots et casseroles. Des milliers d'entre eux se déplaçaient à pied, et furent rapidement fourbus. Ils s'emmêlèrent avec les soldats, gênant leur passage, leur communicant leurs peurs, et leurs attribuant la cause des attaques aériennes des *Stukas*. Certains trouvèrent la mort au bord du chemin. Des femmes accouchèrent dans des fossés, et furent laissées sans les soins les plus élémentaires. La confusion qui régna sur de grandes parties du territoire français était sans doute sans précédent. Je n'avais jamais même imaginé de telles scènes de souffrances humaines.

L'administration française s'effondra complètement, et les immenses foules de citoyens, qui auraient été bien mieux avisées de rester chez eux quoiqu'il arrivât, furent abandonnées à leur propre sort sur les longues routes poussiéreuses.

Faut-il s'étonner, dans ces circonstances misérables, qui ne relevaient certainement pas du fait du maréchal Pétain, qui venait d'être appelé pour jouer un rôle purement ornemental et honorifique de vice-président, que tous les hommes dotés de compassion se mirent à se demander quelle fin on pourrait trouver à ces hostilités unilatérales ? Pour une armée tenant contre vents et marées, se laisser tuer jusqu'au dernier homme est une chose ; mais impliquer des populations entières dans la destruction en est une toute autre.

J'avais hésité entre me diriger vers la frontière suisse et à prendre une nouvelle fois résidence dans un pays où j'avais travaillé de nombreuses années et aller vers le Sud. Il se trouvait que je disposais d'un appartement à Monaco, qui semblait hors de portée des envahisseurs. Nous ressentions, mon épouse et moi-même, une solidarité avec les Français, une réticence à les quitter à l'heure de l'épreuve, et quoique techniquement Monaco ne soit pas la France, c'est une enclave dans le territoire français.

C'est donc de cette petite principauté que je contemplai le dernier acte de la tragédie. C'est de là-bas que je me tins au courant de la course des événements, tant sur le plan officiel que de manière plus privée. De nombreux livres ont été écrits depuis sur les derniers jours d'une France libre, et des années après, tous ceux qui jouèrent un rôle, même le plus petit, ont donné leur version de la démission de Reynaud, qui se fit renverser par ses collègues de cabinet, et de la transmission de pouvoirs, parfaitement légale et pour ainsi dire ordinaire, à Pétain, par le président Lebrun. On trouve dans les nombreux mémoires des parlementaires de petits incidents, à la fois pittoresques et sans doute exacts, et l'on se souvient de mots qui ont ou non été prononcés, ou dont l'interprétation qu'on en a fait est juste ou ne l'est pas. Tant de paroles furieuses et vaines sont prononcées en de telles circonstances, et tant de phrases peuvent être inventées huit ou dix ans plus tard ! Quoi qu'il en soit, j'affirme que toute l'affaire fut, en substance bien comprise à l'époque. Chacun écrivit sincèrement en 1940, avec une singulière indifférence à la présence des Allemands, qui de fait ne s'ingérèrent pas dans les activités du parlement. Il y eut, cela ne fait aucun doute, un désir de poursuivre le jeu politique, il y eut des intrigues, des combinaisons, des calculs personnels. Les parlementaires étaient bien conscients des réactions du public, la demande écrasante d'une cessation des hostilités, et, à peu d'exceptions près, le cabinet, les députés et les sénateurs étaient d'accord avec le peuple. Quiconque remet en cause aujourd'hui la défaite, ou prétend que la clameur universelle n'appelait pas à la reddition, dispose d'une mémoire courte et fausse.

Weygand, dont les forces s'étaient vues fortement diminuées, fut le premier Résistant, et il poussa sa résistance jusqu'à la limite du suicide. Il ne restait guère que quarante divisions opposées aux immenses armées allemandes, soutenues par des milliers de chars et d'innombrables avions.

Les ministres étaient si convaincus de la futilité de tout effort supplémentaire qu'ils allèrent à Notre Dame, Libre Penseurs qu'ils

étaient, prier pour un miracle. Le public, bien conscient du tempérament anti-religieux de la plupart des ministres, en fut réduit à penser qu'il n'y avait plus rien faire, avec un gouvernement en appelant à Dieu et à la Vierge Marie pour arrêter un ennemi que le gouvernement et l'armée avaient échoué à arrêter eux-mêmes.

Psychologiquement, la visite officielle de Reynaud et de ses collègues à Notre Dame fut une bévue. Malgré les assurances de Reynaud que le gouvernement resterait à Paris — en 1914, le départ du gouvernement avait fait l'objet de moqueries impitoyables —, l'évacuation des ministres fut décidée le 8 juin, après qu'ils eurent entendu un rapport de Weygand. Deux accusations contraires ont été formulées à l'encontre de Weygand : la première est qu'il conseilla cette évacuation, la seconde est qu'il conseilla aux principaux membres du gouvernement de rester à Paris, où ils seraient faits prisonniers comme les sénateurs romains capturés alors qu'ils siégeaient dans leur siège curule.

Le général Dentz, qui mourut dans une prison de la Libération, reçut l'ordre de rester au poste de gouverneur de Paris, quoique sans armée. On convint qu'il n'était pas nécessaire de défendre Paris.

Le 14 juin, les Allemands entrèrent dans la capitale sans combattre, et chacun convint qu'il était sage d'éviter la destruction de la ville magnifique. L'accueil fait aux Allemands ne fut pas hostile. Molotov, comme à l'accoutumée, envoya ses félicitations à Hitler.

Il est intéressant de noter qu'alors, le 5 juin, Reynaud réforma son cabinet. Il nomma le colonel De Gaulle à un poste mineur [1], lui accordant le grade temporaire de général.

Dès la fin mai, Weygand avait laissé entendre que, s'il ne pouvait pas tenir la ligne de l'Aisne et de la Somme, la question de la reddition devrait être examinée. Il avait, on le comprend, peu d'espoir de tenir cette ligne, et quand eurent lieu à Briare des consultations avec Churchill et Eden (les 11 et 12 juin), le problème d'un

1. Sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale, NdT

armistice fut discuté. Churchill suggéra bien une guérilla, mais il fut répondu que la guérilla dans un pays comme la France n'apporterait rien d'utile et amènerait principalement à la dévastation du pays. Weygand laissa clairement comprendre que la guerre était bel et bien perdue. Churchill n'avait aucune aide à proposer, que ce fût en hommes ou en avions. Le premier ministre britannique laissa entendre qu'aucune vaine récrimination ne serait émise si un armistice était recherché. Reynaud décida de demander de l'aide à l'Amérique avant d'en décider. La réponse du président Roosevelt fut bien entendu négative. La France était complètement isolée.

La proposition de Churchill de former un Commonwealth franco-britannique, voyant les citoyens des deux pays bénéficier d'un statut de double nationalité, fut surprenante, mais elle arriva trop tard ou trop tôt. J'espère qu'un jour cet idéal sera poursuivi à nouveau ; en 1940, cela ressemblait à un traquenard ; cela ressemblait à la remise par la France de son empire sous contrôle britannique, et même un anglophile comme Reynaud rejeta l'offre.

Weygand expliqua de nouveau sa position. Il était un soldat et obéirait aux ordres. Bien que ses hommes fussent exténués et débordés en nombre, il était prêt à poursuivre la lutte ou à cesser le feu. La responsabilité en revenait au gouvernement, pas à l'armée.

La querelle entre Reynaud et Weygand porta, et porte, sur les fonctions relatives de l'armée et du gouvernement. Le gouvernement ne voulait pas être tenu responsable : si les combats étaient devenus impossibles, alors l'armée devait capituler sur le champ de bataille, laissant le gouvernement libre de répudier l'action et de rester en poste, si nécessaire en dehors de la métropole. Un armistice, au contraire, impliquait le gouvernement : il constituerait un acte politique. La réponse de Weygand fut, bien entendu, que s'il capitulait, il passerait en cour martiale, et l'armée serait discréditée. De manière tout à fait singulière, les mêmes qui avaient dénoncé la capitulation de la Belgique considéraient à présent une capitulation de la France comme une solution convenable. La contradiction est flagrante. Weygand ne pensait qu'au prestige de l'armée,

Reynaud qu'à celui du gouvernement. Le résultat pratique, fondamentalement, était le même que le choix portât sur la capitulation ou sur l'armistice.

Mais non ; il y avait des avantages à un armistice : le gouvernement pourrait discuter des conditions qui, éventuellement, ne seraient pas défavorables ou inacceptables. Dans ce différend, je l'avoue, mes sympathies allaient du côté de Weygand. Le gouvernement avait démarré la guerre : il revenait au gouvernement d'y mettre fin. Et par ailleurs, l'armistice pourrait arrêter la progression allemande, laisserait se constituer, qui sait, un gouvernement qui s'interposerait entre l'envahisseur et la population, et pourrait empêcher une occupation complète et la nomination d'un *Gauleiter* en France. Par la suite, il s'avéra que l'une des bourdes les plus conséquentes de Hitler fut d'avoir consenti à un armistice avec la France. Il aurait bien mieux fait, de son point de vue, de poursuivre son avancée à travers le territoire français jusqu'à la Méditerranée.

Cette controverse quant à savoir si la capitulation aurait été préférable à un armistice apparaît aujourd'hui futile. Mais beaucoup de choses furent, sans aucun doute, sauvées en 1940, tant pour la France que pour l'Angleterre, de par cet armistice.

C'est à ce stade qu'intervint la première intervention importante de Pétain. L'honneur de l'armée lui était précieux. Que les politiciens aient le courage exigé par la situation. « *Quoi qu'il arrive* », déclara le nouveau vice-président du cabinet, « *je ne quitterai pas la France. Si la France se retrouvait sans gouvernement, elle connaîtrait le désordre. Nous ne pouvons pas livrer ainsi le peuple français à l'Allemagne. Nous ne devons pas tuer l'âme de la France.* »

Voilà sans aucun doute une attitude de décence : refuser de s'enfuir et d'aller constituer à l'étranger un faux gouvernement, en mesure de ne gouverner rien ni personne. Nombre de politiciens, effarés par la confusion, auraient aimé partir en exil, tout d'abord pour échapper à la colère du peuple, ensuite pour éviter le risque de se voir capturés par l'Allemagne, et enfin pour profiter du titre

sans avoir à remplir les devoirs de la fonction.

À Bordeaux, les ministres discutèrent à nouveau de la question de parvenir à un accord avec l'Allemagne avant que toute la France ne soit envahie.

Camille Chautemps, un parlementaire avisé, qui avait été premier ministre et qui était de nature conciliante, proposa qu'ils ne capitulassent, ni n'acceptassent d'armistice. Pourquoi ne pas simplement, pour commencer, demander à l'Allemagne quelles seraient ses conditions ? Ainsi, si les conditions étaient acceptables, on pourrait demander un armistice ; si elles ne l'étaient pas, ils n'étaient engagés à rien et pouvaient poursuivre la lutte. Mais il n'était pas tout à fait clair de savoir comme la lutte pourrait être poursuivie, l'armée française en tant que corps organisé étant devenue inexistante. L'idée d'accumuler quelques régiments en Bretagne n'avait aucun sens, tandis qu'aller établir un gouvernement en Afrique du Nord aurait certainement poussé les Allemands à les pourchasser.

L'une des pires absurdités avancées par les critiques de l'armistice français a été l'affirmation voulant que, si le gouvernement s'était déporté en Afrique du Nord, l'honneur et la gloire de la France en auraient été préservés, et, peut-être même, la victoire aurait été remportée. L'Afrique du Nord, à l'époque, ne disposait que d'une poignée de contingents armés médiocres, disposant d'équipements et de munitions inappropriés et désuets, les nazis auraient pu intercepter tout effort d'acheminement vers cette zone en hommes et en munitions, et ils auraient sans doute poursuivi les Français dans le sud de la France et en Espagne pour détruire toute armée ou tout gouvernement français situé en Afrique du Nord. Il est avéré qu'avant l'armistice, le gouvernement français envoya plusieurs experts français de premier plan sur la guerre aérienne en Afrique du Nord pour évaluer la perspective d'une poursuite de la guerre depuis la base africaine. Sans exception, leurs rapports signalèrent qu'un tel projet était sans espoir.

Quatorze ministres votèrent pour Chautemps, six contre ; c'est-à-dire que Reynaud se retrouva en minorité, sans issue. Il aurait pu,

s'il l'avait voulu, reconstruire son cabinet et essayer de continuer. Il décida, à mon avis, sagement, de jeter l'éponge.

En démissionnant, il lui appartenait de choisir son successeur. Le président Lebrun restait en poste, et aurait sans aucun doute accepté la recommandation de Reynaud. Il aurait pu désigner Chautemps. Il eut même été logique qu'il désignât Chautemps, puisque c'est la proposition de ce dernier qui avait été acceptée.

Mais Chautemps n'était pas une idole du public. C'était un politicien compétent, mais il se débrouillait mieux en réunions de comité et pour manœuvrer dans les allées du pouvoir que pour s'attirer les bonnes grâces de l'opinion publique. Ce n'était pas d'un homme tel que lui que l'on avait besoin à cette heure. En outre, il n'aurait pas fait forte impression sur les Allemands. Il fallait quelqu'un d'une stature plus large pour négocier avec eux les meilleures conditions possibles.

Et en outre, on peut douter qu'aucun politicien, pensant à son avenir, aurait accepté la tâche ingrate d'aller négocier avec les Allemands.

Il n'y avait qu'un seul homme disponible. Le maréchal. Certes, il était vieux, mais sa renommée aiderait le public français à avaler l'amère pilule de la défaite. Si le vaillant et vieux soldat, vénéré qu'il était, arrivait à la conclusion qu'un armistice était nécessaire, le public lui serait reconnaissant de plaider sa cause. On ne saurait nier que les conditions qu'il obtint furent bien plus légères que celles qui furent imposées à la Belgique. Les Allemands constituent une nation militaire et, en conséquence, font preuve d'un réel respect envers les militaires distingués, y compris dans les rangs de leurs adversaires. Ils acceptèrent de négocier plus généreusement avec le héros de Verdun qu'avec un civil.

Je désire ici affirmer clairement que Reynaud, en préférant Pétain à Chautemps, le fit avec la conviction que le premier devoir de Pétain, le devoir pour lequel il le choisissait spécifiquement, était de conclure un armistice.

Il n'aurait pu y avoir d'autre raison. Pétain avait, après le rap-

port fait par Weygand, truffé d'informations, exprimé l'opinion qu'un armistice était essentiel. De fait, il aurait certainement été bien mieux de demander un armistice avant que l'armée française (quelque deux millions de soldats avaient déjà été faits prisonniers, et d'autres avaient jeté leur fusil en s'enfuyant) ne fût totalement décimée. Une armée qui, même vaincue, continuait d'exister, se serait avérée précieuse comme levier de négociation. En l'état, il n'y avait plus d'armée. En désignant Pétain, Reynaud montra qu'il avait alors, quitte à ne plus l'avoir à présent, une complète compréhension de la vérité.

S'il en avait été différemment, s'il avait réellement considéré Pétain comme un traître potentiel, sachant que Pétain soutenait l'idée d'abréger la guerre, il aurait été à blâmer pour l'avoir désigné : en nommant le maréchal comme successeur, il aurait lui-même été coupable si l'armistice était criminel. Mettre Pétain à la tête du pouvoir, en connaissant ses intentions, faisait de Reynaud son complice. De toute évidence, il était donc absolument convaincu qu'il n'existait pas d'autre option.

Le président Lebrun demanda donc à Pétain de former un cabinet. On a suggéré que la production immédiate d'une liste de ministres démontre que le choix de Pétain n'était pas une surprise, et fut donc le résultat d'un complot. C'est le genre de bêtise toxique qui a été proférée. Dans les journées précédant la démission de Reynaud, il était devenu évident que c'est à Pétain que l'on demanderait de mener la plus pénible des tâches pour un vieux soldat dont la carrière avait été couronnée, plus de vingt ans auparavant, par la plus grande victoire de la guerre. Il eut été plus facile pour lui de décliner cet honneur discutable. Il fallut de sa part un rare esprit d'abnégation pour qu'il acceptât cette tâche. Et qu'il eut, à l'avance, sa liste prête (comme tout politicien appelé à l'Élysée dispose de la sienne) démontre le sérieux avec lequel il considérait la tâche qui serait sienne. Cette liste était provisoire et fut, de fait, fortement révisée. Elle avait été établie dans un esprit non partisan : elle comportait des monarchistes, des socialistes et

des chrétiens-démocrates, des hommes de droite et des hommes de gauche.

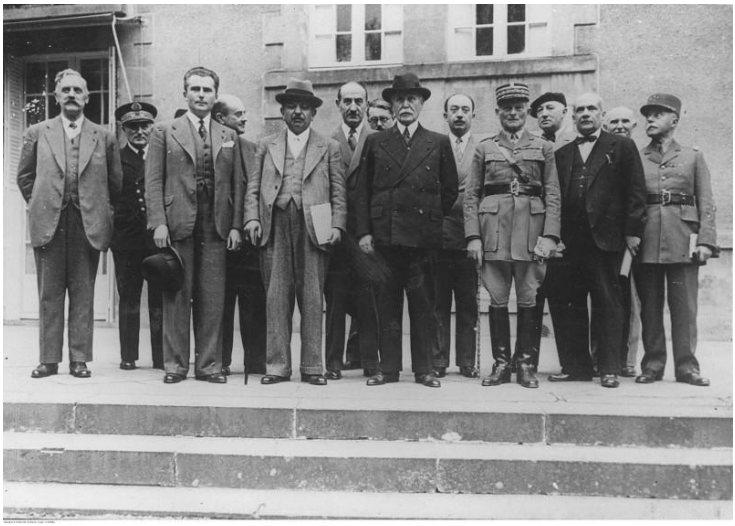

FIGURE 3.1 – Philippe Pétain, Pierre Laval et le premier gouvernement du régime de Vichy en juillet 1940. De gauche à droite : Pierre Caziot, François Darlan, Paul Baudouin, Raphaël Alibert, Pierre Laval, Adrien Marquet, Yves Bouthillier, Philippe Pétain, Émile Mireaux, Maxime Weygand, Jean Ybarnégaray, Henry Lémery, François Piétri, Louis Colson - Crédit photo : wikipédia

La France tint bon sur deux points : elle ne céderait pas ses colonies, mais les défendrait contre tout arrivant (certainement une résolution légitime), et elle n'autoriserait jamais que sa flotte fût utilisée contre l'Angleterre. Les représentants du maréchal n'eurent de cesse que de répéter ces deux points aux Britanniques. Des instructions furent immédiatement données pour que la flotte fût sabordée plutôt que d'être capturée par les Allemands. Pensez à la

différence que cela aurait constitué si les Allemands avaient additionné la flotte française à la leur ! Si la France avait abandonné sa flotte, les Allemands auraient été, de fait, formidablement équipés. D'un autre côté, la France ne pouvait pas livrer sa flotte aux Britanniques : cela aurait constitué un refus de négocier, et la colère des Allemands en serait retombée sur la France [2].

C'est à l'ambassadeur d'Espagne, De Lequerica (avec qui j'ai eu l'honneur de cultiver des relations amicales), un homme qui rendit discrètement d'immenses services à la France et aux Alliés, qu'il fut demandé d'approcher les Allemands. Le seul Français réellement prêt à se battre jusqu'à la fin était Georges Mandel, l'un des bras droits de Clemenceau, qui semble avoir envisagé un coup d'État, et cultivé, au moins pour un moment, l'idée d'arrêter Weygand et Pétain et d'établir un nouveau gouvernement en Afrique du Nord.

Le 17 juin, le maréchal prononça son fameux discours, informant le public qu'il faisait à la France don de sa personne pour atténuer son malheur. Il établissait sous quelles conditions les combats pourraient être arrêtés. Son cœur saignait pour les millions de réfugiés sur les routes. Il espérait que, après un franc dialogue entre soldats, l'Allemagne ne ferait pas preuve de sévérité et que la France conserverait son honneur.

J'écoutai ce discours, et à l'image de presque tout le monde en France, en ressentis une profonde détresse, mais je considérai également qu'un armistice était un mal moindre que l'annihilation. Pas un seul homme raisonnable, à aucun moment, ne discuta sa décision. Chaque jour, les Allemands avançaient, sans rencontrer d'opposition, de plus en plus profondément, en France. Le public s'indigna quand un groupe de parlementaires tâcha de s'échapper à bord du bateau *Massilia*. Laval, dans une phrase mémorable,

2. « *Accessoirement* », cela aurait également constitué une gravissime trahison envers le peuple de France, vu comme les Britanniques s'employèrent à utiliser tous leurs moyens de guerre pour bombarder des populations civiles, y compris françaises. Qui aurait jugé légitime que le peuple français ait payé une flotte, pour qu'elle servît ensuite à lui envoyer des bombes sur la tête ? NdT

déclara que l'on ne peut pas servir son pays en l'abandonnant à sa détresse, faisant ainsi écho, sans doute sans le savoir, aux mots de Renan après 1870. « *Vous ne transporterez pas votre pays sous la semelle de vos souliers* », avait-il rappelé à ceux qui désiraient fuir.

Les Français connaissent assez bien leur histoire pour éprouver de l'aversion envers les émigrés, que ceux-ci soient monarchistes ou républicains, car ils ont bien souffert par le passé de la rancœur d'émigrés revenus au pays dans des convois menés par l'étranger. Et la cruauté des émigrés rentrés en 1944 a pleinement démontré la justesse de leur instinct.

Herriot, président de la chambre ; Jeanneney, président du Sénat ; et même Reynaud, qui pourrait avoir souhaité devenir sous Pétain l'ambassadeur de France à Washington, ne s'opposèrent en aucun cas au maréchal de manière active. En 1940, la quasi-unanimité des parlementaires convint que personne n'avait la moindre chance de résister à Hitler après la défaite, hormis Pétain. Tous en France, et particulièrement les soldats (J'ai parlé avec nombre d'officiers qui avaient fait leur devoir, qui étaient très en colère, et se montraient prêts à abattre les « *traîtres* », terme qu'ils appliquaient à ceux qui avaient si mal conduit la guerre) mirent leur confiance en Pétain. Un immense soupir de soulagement s'éleva. Ce soupir contenait de la honte, de l'horreur, mais il s'agissait au premier chef d'un soupir de soulagement. Au cours des jours qui restaient avant que l'armistice ne prenne effet, la plainte constante était que les choses ne bougeaient pas assez vite. Il est vrai qu'une fois cette décision prise, son application n'aurait pu être trop rapide.

Le jour qui suivit, la voix du colonel (général à titre temporaire) De Gaulle fut entendue en France, en provenance de Londres. Qui était De Gaulle ? Il faut garder à l'esprit que fort peu de gens avaient jamais entendu parler de lui.

Occupant un poste mineur dans le gouvernement de Reynaud, il était parti pour Londres à bord de l'avion du général Spears, un officier de liaison britannique, et n'était à ce moment aucunement qualifié pour parler au nom de la France. Je ne critique pas son

action : son patriotisme est au-delà de tout reproche. Mais supposer que le peuple français allait l'écouter, précisément au moment où il avait le cœur soulagé de voir enfin la fin de son infortune (il ne pouvait pas prévoir les infortunes à venir), relevait de la pure folie. Nous devons nous mettre à la place des Français, et ne pas regarder les événements du point de vue de Londres ou de Washington. Des hommes de l'armée ne peuvent pas quitter leur pays, fulminer contre leur propre gouvernement, et s'attendre à recevoir quelque sympathie. Pétain avait été investi de l'autorité de l'État, de la manière la plus orthodoxe qui fût.

Plus tard, quand le nom de De Gaulle fut sur toutes les lèvres, il fut facile d'oublier qu'en 1940, il était un déserteur au même titre que Thorez. L'armistice n'avait pas encore été conclu, et le devoir de De Gaulle était de rejoindre son poste. Il n'était pas même membre du nouveau Cabinet. Il n'était pas, en tant que soldat, investi de l'autorité de faire des déclarations. Il pouvait ce faisant fortement perturber les négociations avec l'Allemagne, au détriment de la France.

On peut penser qu'il obéissait à la voix de sa conscience en brandissant l'étendard de la révolte et en se dressant, avec autour de lui ceux qui décidèrent de le suivre, dans un pays étranger, comme chef d'un gouvernement rival.

Je ne fais ici que signaler le caractère exceptionnel de l'appel de De Gaulle, depuis son refuge en lieu sûr, passant outre l'autorité du maréchal, l'autorité du parlement, l'autorité du peuple. À qui s'adressa-t-il ? Sans doute possible, à l'armée et à ses officiers. Mais quels que fussent ses motifs patriotiques, il était évident que l'insubordination de De Gaulle, permise par le gouvernement britannique dont il était dépendant financièrement, ne pouvait pas rester sans condamnation. De multiples questions étaient en jeu. Si chaque soldat a le droit de désobéir à ses supérieurs, si chaque homme doit consulter sa propre conscience, sa propre intelligence, ses propres intérêts, son propre sens du patriotisme même, c'est la fin de toute discipline et de tout gouvernement. Et, de fait, l'anar-

FIGURE 3.2 – Charles De Gaulle au micro de la BBC - Crédit photo : wikipédia

chie, le chaos, le non-droit de ces terribles années pour la France remontent à cette dissidence.

Quels furent les résultats, après quelques années, d'une propagande radiophonique menée depuis l'étranger, et d'une guérilla sur le sol français menée en violation des principes fondamentaux de la société, voilà une question difficile à résoudre. Il faut rappeler que la France ne reconnaît pas le droit à l'objection de conscience, et ceux qui se sentent obligés de refuser de pratiquer leur devoir militaire s'y font sévèrement punir. Et voici une « *objection de conscience* » d'une forme sans précédent. Il s'agissait de l'objection d'un officier, supposé constituer un exemple probant, à la décision, qu'elle fût juste ou non, prise par le président Lebrun et les présidents des deux chambres (car ils avaient approuvé la nomination de Pétain en sachant fort bien son opinion que la France ne pouvait pas rester

en guerre), et soutenue par l'écrasante majorité des Français.

Cet événement était si incroyable que le public essaya de l'expliquer par l'hypothèse d'un complot. Il fut dit par nombre de gens que Pétain et De Gaulle s'étaient en réalité accordés, et que, de même que le maréchal envoya Weygand en Afrique préparer une armée qui relancerait la guerre à un moment favorable, de même qu'il envoya l'amiral Darlan accueillir les Américains, de même qu'il envoya le général Giraud commander une armée qui était, quand les Américains débarquèrent, encore favorable à Pétain, il envoya aussi De Gaulle à Londres pour tromper les Allemands, pour jouer, pour ainsi dire, la carte britannique, tandis que lui-même jouait de finesse en France. Pétain était le bouclier et De Gaulle l'épée. Cette hypothèse fut acceptée pendant la plus grande partie de l'occupation. Plût à Dieu qu'elle eût été vraie ! En tous cas, il était impossible de considérer De Gaulle et les Émigrés, sans mandat, ne représentant qu'eux-mêmes, sans la moindre assise démocratique, comme un gouvernement auquel il fallait obéir.

En écoutant le message radio de De Gaulle le 18 juin, je n'y entendis aucune dénégation de la défaite totale. Au contraire, il essayait de l'expliquer. La France avait succombé à de considérables forces mécanisées ; les tactiques des Allemands avaient trouvé les dirigeants de l'armée endormis. Telle était la substance de son discours. Il déclara, exactement comme Pétain l'aurait pu dire, que le dernier mot n'en avait pas été dit, que perdre une bataille, quelle qu'en soit la portée, n'équivaut pas à perdre une guerre, et que l'empire français ainsi que l'allié britannique étaient toujours sur pied. Une opinion parfaitement pertinente, un sentiment admirable qui assurément ne différait pas de celui du maréchal, moins libre qu'il était de le proclamer que ne l'était De Gaulle. La seule justification que la plupart des Français de 1940 purent trouver à ce que De Gaulle fût délégué à prononcer ces discours émis depuis Londres fut que Pétain n'était pas en mesure de les prononcer, du fait de son bras de fer avec l'Allemagne.

La préservation de l'unité française, à l'époque comme de nos

jours, était et reste le devoir primordial face à l'ennemi.

Les termes de l'armistice (sans aucun doute bien plus généreux qu'une « *reddition sans condition*[3] ») étaient assez durs, mais auraient pu être pires. Hitler prit soin de ne pas traiter la France comme il avait traité la Pologne. Il adopta une vision à long terme. Il avait la vague idée d'attirer la France de son côté. Au départ, au moins, les soldats allemands, bien disciplinés, se comportèrent avec courtoisie. Mais Hitler ne put s'empêcher de mettre en scène de façon théâtrale la signature de l'armistice. Comme les Français (et leurs Alliés) avaient choisi la galerie des glaces au château de Versailles pour signer le Traité de 1919, en réponse au fait que le monarque allemand avait pris le titre d'Empereur en ce même lieu en 1871, Hitler insista pour que l'armistice fût signé dans la même voiture de chemin de fer que Rethondes, où avait été signé l'armistice de 1918. La morale en est lumineuse : la girouette du temps amène ses revanches : une victoire allemande en 1870 est suivie d'une défaite allemande en 1918, suivie à son tour d'une victoire allemande en 1940, suivie d'une nouvelle défaite allemande en 1945. Les défaites et victoires militaires sont des choses éphémères. Elles ne résolvent rien, et jusqu'à ce que le monde renonce à l'emploi des armes, il n'y aura pas de solution aux problèmes fondamentaux qui affligent l'humanité.

En contraste marqué de la conduite française en 1918, les Allemands essayèrent en fait d'adoucir leur victoire par des paroles flatteuses : ils louèrent la « *résistance héroïque* » des Français, leur « *vaillant adversaire* », et essayèrent de persuader les Français que leurs termes ne contenaient rien d'humiliant. Comme la guerre contre l'Angleterre se poursuivait[4], ils insistèrent pour occuper les

3. L'auteur fait référence à l'objectif de guerre de *victoire totale* officiellement poursuivi par Churchill et Roosevelt. Les guerres d'avant la période contemporaine avait des objets très limités et ne visaient jamais à l'extermination de l'ennemi. Voir l'ouvrage Haine Inconditionnelle qui développe très bien ce sujet, NdT

4. Pas du fait des Allemands, qui ont proposé la paix aux Britanniques

côtes françaises. Ils restèrent à Paris. Ils occupèrent la plupart des zones industrielles françaises. On établit une ligne de démarcation, qui ne pouvait être franchie sans leur permission. Mais ils laissèrent le Sud de la France au gouvernement français. Concession remarquable, les Français pouvaient conserver leur flotte et leurs colonies. Si cette concession n'avait pas été faite par les Allemands, le maréchal, conformément à sa promesse à l'Angleterre, aurait rejeté les termes de l'armistice. Il avait, estimait-il, sauvé l'honneur de la France.

Au vu de la falsification de l'histoire récente, je dois souligner que l'armistice n'était en réalité pas le travail de Pétain. Le président Lebrun était encore en exercice, et ce fut lors d'une réunion du conseil sous sa présidence que les termes allemands furent unanimement acceptés. Personne, pourtant, ne rêva d'inculper le président Lebrun. Toute la faute en retomba sur le vieux maréchal, dont la responsabilité pour les événements malheureux n'était en rien comparable à celle de ses prédécesseurs.

à plusieurs reprises, dont celle-ci, et se la sont systématiquement vus refuser, NdT

Chapitre 4

La légalité de Vichy

Nous nous étions entre-temps installés dans notre appartement de Monaco. C'est par pur accident que, quelques années avant la guerre, j'avais acheté le mobilier et les équipements pour un petit logement surplombant la Méditerranée bleue. J'appris à aimer les anachronismes de ce royaume miniature, à la fois français et non-français, se prétendant indépendant mais dépendant de la France de par son principal ministre, sa police, sa protection militaire et, en grande partie, de par sa population. Sur le rocher où l'on montait à grandes enjambées se trouvait l'ancien château des Grimaldi. Là-haut, nous retournions au Moyen Âge. La place devant le palais était défendue par un canon obsolète, et des amoncellements de vieux boulets rouillés constituaient un rappel des sièges et des assauts d'un temps révolu. J'étais en excellents termes avec le ministre (un Français), l'évêque (un Français), le commissaire de police (un Français), et avec d'autres notables de la principauté, parmi lesquels les dirigeants de la résidence princière. Sous le rocher s'étendait la ville moderne de Monte Carlo, fréquentée par une foule cosmopolite, et propre, nette, bien tenue, décorée de fleurs presque toute l'année. Les terrasses ensoleillées, les beaux immeubles, les

jardins lui donnaient une apparence singulièrement contrastée par rapport à la sévère citadelle. Dans le casino mondialement connu, dans les salles de jeux décorées de leurs tables vertes, les croupiers impassibles répétaient sans cesse aux parieurs que « *rien ne va plus*[1]. »

On comptait environ un millier d'électeurs monégasques, dont la plupart disposaient d'un poste ou d'un autre dans l'administration, ou au casino. Les autres habitants — dont je faisais partie — venaient de toutes les nations, avec une majorité de Français, les Italiens tenant surtout des commerces, les Anglais constituant une colonie de petite taille mais influente, les Américains encore moins nombreux. Les maisons y sont construites étage par étage, les unes sur les autres, et on y accédait par des rues très pentues ou par de larges escaliers. Malgré les apparences luxueuses et la richesse des visiteurs, la plupart des habitants n'y sont ni riches ni pauvres. Ils constituent, dans l'ensemble, une population vieillissante, sans occupation, enchantée des commodités de vie de ce lieu agréable à vivre. On pouvait vivre en dépensant beaucoup d'argent, ou très modestement. En 1940, on trouvait, jouxtant les établissements luxueux, une myriade de cafés où l'on pouvait se restaurer copieusement pour huit ou dix francs, vin compris. De nos jours, le même type de repas coûterait 400 ou 500 francs.

Quelque temps avant la guerre, l'éditeur d'un important journal vint me voir, et me conseilla de détenir en permanence une somme d'argent importante à disposition en liquide. Je suivis son conseil, comprenant que les comptes bancaires risquaient d'être bloqués, ou que je pourrais perdre tous mes revenus. Grâce à cette précaution, il me semblait que nous pouvions, en faisant attention à nos dépenses, vivre plusieurs années indépendamment des circonstances.

La Gestapo n'était pas autorisée à opérer à Monaco, sauf en de rares occasions ; l'idée d'Hitler était apparemment de faire de la petite enclave un centre international à l'issue de la guerre ; avec

1. En français dans le texte, NdT

cet objectif en vue, les Allemands tenaient à montrer leur meilleur visage. Ils contribuèrent à développer une station d'émission radio, et proposèrent d'y installer une banque internationale.

Les Juifs qui réussirent à parvenir à Monaco furent tolérés par les Allemands. Les Anglais et les Américains n'y subirent, en général, pas d'agression.

En résumé, Monaco constituait une sorte d'oasis, un territoire neutre. Mais au moment où j'arrivai, la ville connut la peur. On se prépara à évacuer. Je trouvais la politique d'évacuation particulièrement ridicule dans le sud. C'était déjà assez stupide dans le nord, mais au moins pouvait-on y dire que les réfugiés fuyaient devant l'ennemi, tandis qu'au sud, ils ne pouvaient que se jeter dans les bras de l'ennemi. Où donc auraient-ils pu trouver un endroit où ils se porteraient mieux ? On m'indiqua que nous devions rester prêts à partir en l'espace de quelques instants, on nous donna des étiquettes et des numéros, et on nous demanda de préparer des petits paquets contenant nos biens les plus indispensables. Quand le mot funeste serait passé, nous devrions monter dans le camion qui nous était attribué et nous laisser conduire vers une destination inconnue. Nos animaux domestiques ne seraient pas autorisés à nous accompagner, et nous devrions les laisser derrière nous, voués à mourir de faim ou de la piqûre d'un vétérinaire.

La peur se dissipa et nous n'eûmes finalement pas à évacuer. Mais une grande partie de la population décida de partir volontairement. Et, par une chaude après-midi, on entendit vibrer l'air d'une voix rauque, montant vers l'hystérie de manière criarde. J'écoutai, abasourdi. La France était complètement vaincue ; ses armées étaient en déroute ; l'ennemi triomphant envahissait le pays ; et, à ce moment tragique, où nos cœurs étaient lourds, Mussolini lança sa déclaration de guerre contre une nation impuissante. Rien ne me fit jamais plus profonde impression que cet appel aux armes.

J'avais été ami de l'Italie : mais le fascisme et la tyrannie exercée par ce nouveau régime me répugnaient. Je ne pouvais que reconnaître que Mussolini avait fait des merveilles dans un pays qui avait

été déchiré par les factions et ravagé par la corruption. Nous n'y étions certainement pas pour rien ; nous avions échoué à tenir nos promesses, faites à l'Italie au cours de la première guerre mondiale en échange de son soutien ; nous avions refusé la proposition de Mussolini d'un pacte à quatre puissances pour préserver la paix, proposition qui, avec Locarno, compte parmi les deux principales tentatives d'établir une paix européenne entre les deux guerres ; nous avions appliqué des sanctions et risqué une guerre mondiale par souci de l'Éthiopie, que nous nous étions apprêtés à couper en morceaux ; nous avions refusé d'entretenir des relations diplomatiques amicales avec l'Italie quand il devenait évident que nous nous dirigions rapidement vers une crise. Le peuple italien est artistique, laborieux, et patient : il était profondément désolant qu'il dût se voir plongé dans la guerre, pour laquelle il n'a pas d'aptitude.

Dans l'exercice de mon métier, j'avais rencontré Mussolini plusieurs fois. Tout en reconnaissant ses qualités remarquables, sa capacité à travailler dur, ses grandes réalisations pour l'Italie, son réalisme, sa force de volonté, son magnétisme, son éloquence théâtrale, je ne pouvais que déplorer son arrogance fréquemment exprimée et son exhibitionnisme. Je me souviens de sa rencontre avec Hitler à Venise. Il arriva à l'hôtel où Hitler était logé (et où j'étais moi-même descendu), par le canal, bombant le torse sur une vedette, l'image parfaite d'un orgueil grandiloquent, dans un contraste saisissant pour l'époque avec le Führer à l'allure timide, qui gardait la tête baissée et portait le plus miteux des imperméables.

Diverses raisons firent entrer Mussolini en guerre, malgré les apparences suggérant qu'il disposait de raisons écrasantes de rester hors du conflit. Presque toutes les classes, tous les groupes, tous les éléments en Italie estimaient en juin 1940 que l'Allemagne avait remporté la guerre. Le sentiment général y était que, si l'Italie n'y entrait pas avant la fin du conflit, elle perdrait tous les butins de guerre, et ne serait pas en mesure de disposer d'une position favorable dans les négociations de paix. En outre, alors que Hitler ne désirait pas que Mussolini entrât en guerre, il apparaissait à

ce dernier que, s'il ne prenait pas part au conflit, il perdrait tout statut et tout prestige en tant que membre de l'Axe.

L'opinion italienne ne connut aucun enthousiasme en 1939 ou en 1940 à l'idée d'entrer en guerre, et Mussolini lui-même non plus. Les dépenses de la guerre éthiopienne et l'intervention dans la guerre civile espagnole avaient été lourdes, les soldats étaient fatigués de combattre, et le pays se sentait usé par la guerre. Quand la seconde guerre mondiale éclata en 1939, Mussolini, après avoir vainement tenté d'empêcher qu'elle fût lancée, fut satisfait d'appliquer une politique non-belligérante. Il tenta également fortement de promouvoir la paix à l'issue de la guerre en Pologne. Des enquêtes d'opinion menées à l'époque sur l'opinion publique par la police italienne révélèrent un très fort sentiment populaire pour la non-entrée en guerre. Mussolini était tout à fait satisfait de cette attitude.

Au départ, les choses se passèrent bien pour une Italie isolée du conflit. Elle put profiter des ventes de matériels de guerre, et d'un accroissement de ses activités commerciales, rendu possible en partie par les encouragements britanniques à tenir l'Italie hors de la guerre, voire de l'attirer comme alliée. Mais, rapidement, les Britanniques établirent un embargo sur une grande partie du commerce italien, le pays ne réussit plus à s'approvisionner en matières premières, et au printemps 1940, la situation n'allait qu'empirant. Mais il n'y avait pas pour autant en Italie d'enthousiasme à l'idée de faire la guerre. Les intentions de guerre vinrent principalement en résultante des triomphes militaires rapides de l'Allemagne, et au sentiment général que, si l'Italie devait gagner quoi que ce fût de la guerre et conserver son statut de grande puissance, il fallait qu'elle entrât rapidement en guerre. Mais ni le Duce, le roi et sa Cour, ni le peuple n'envisagèrent une guerre de longue durée. Ils espéraient entrer, collecter le butin d'une France effondrée, et prendre une place de choix à la table des négociations de paix. La suite des événements allait sévèrement leur donner tort et les décevoir.

Aussi étrange que cela paraisse plus de dix ans après, en 1940,

les Français en voulurent beaucoup plus à l'Italie qu'à l'Allemagne. Ils pouvaient trouver des explications et mêmes des excuses pour leur défaite face à l'Allemagne ; mais que l'Italie les attaquât dans cette situation désastreuse les exaspéra au-delà du descriptible.

Depuis ma fenêtre, j'observai les phases de la bataille du Sud. Nous étions situés juste sous les grandes citadelles de Mont Agel et de la Tête de Chien, dont l'artillerie lourde tonnait sans arrêt. En même temps, un orage terrible se déclencha. On ne pouvait plus distinguer la canonnade du tonnerre, et l'on vécut jours et nuits dans un désordre et un bruit indescriptibles. Les Italiens lancèrent malgré la pluie une offensive sur Menton. Ils pensaient pouvoir entrer profondément en France, peut-être jusqu'à Nice, sans rencontrer de réelle opposition, puis bénéficier par un armistice de la possession de la zone de France qu'ils convoitaient. Mais ils se trompaient. Pour démoralisés que les Français fussent au Nord, ils furent parfaitement capables de résister et de repousser les Italiens. Bien que sachant que l'armistice était proche, bien que sachant que la guerre était perdue, ils donneraient tout de même une bonne leçon aux Italiens. Des milliers d'Italiens perdirent la vie en ces quelques jours de combats, alors que les Français ne perdirent que quelques hommes : et tout juste l'Italie pénétra-t-elle dans la jolie petite ville de Menton.

Il n'y a aucun doute à avoir sur le fait que Pétain fut non seulement le choix du peuple français, mais également du corps parlementaire. La France avait connu de nombreuses crises politiques ; on avait depuis longtemps appelé à réviser la constitution ; et plus d'une fois, avant la guerre, des hommes de tous les partis avaient clamé que Pétain était le seul homme en France qui pourrait rétablir l'ordre. Il s'était excusé lui-même en raison de son grand âge. À défaut de Pétain, le nom du maréchal Lyautey avait été suggéré, mais Lyautey, au cours de la première guerre mondiale, avait découvert qu'un soldat, pour éminent qu'il fût, ne pouvait pas travailler de concert avec le parlement français, et l'expérience en avait été fort insatisfaisante.

De temps en temps, quand les choses n'allaient pas, quand le parlement se trouvait particulièrement désavoué, quand des scandales menaçaient les fondations du gouvernement, quelque journaliste ou autre rappelait Verdun, rappelait la mystique de Pétain, louait son efficacité, sa probité, son calme et son courage face au danger. Ainsi, en 1935, Gustave Hervé, un pamphlétaire sans autorité, mais certainement désintéressé et sans aucun doute anti-allemand, réclama Pétain pour purifier la chambre. Léon Blum décrivit Pétain comme « *le plus noble et le plus humain de nos soldats* ». Même les communistes étaient « *pétainistes* », et Gabriel Péri décrivit dans l'Humanité son sens de la dignité. La gauche et la droite s'accordaient à le considérer comme patient, clairvoyant, agissant au bon moment ; et s'il était religieux, il n'était pas clérical. Sa gentillesse et sa sympathie avec ceux qui souffraient faisaient l'objet des plus hautes louanges. Les Français avaient, en général, un respect exceptionnel pour leurs aînés. En famille comme dans la vie de la nation, ils consultaient et obéissaient au Père. Rien ne pourrait être plus fallacieux que la tentative d'utiliser les éloges de Pétain, écrits par des dirigeants de la gauche comme Pierre Cot et par des dirigeants de la droite comme Charles Maurras comme preuve d'un complot.

Il suffit de considérer le calendrier des événements pour comprendre que l'armistice fut sans doute possible approuvé par le parlement. Les armistices furent signés, avec l'Allemagne le 22 juin, avec l'Italie le 24 juin. Pétain n'avait pas été nommé par le président Lebrun à d'autres fins. Le 9 juillet, c'est-à-dire, dix-sept jours plus tard, les députés et sénateurs, se rassemblèrent à Vichy, en zone non-occupée de la France. Ils avaient eu du temps pour réfléchir et pour critiquer Pétain s'ils étaient en désaccord avec lui. Pourtant, sachant que l'armistice avait été signé, que la troisième république s'était effondrée et était considérée comme morte par ses plus fervents soutiens (une défaite militaire implique invariablement un changement de régime), ils votèrent les pleins pouvoirs à Pétain, qui n'était pas présent à l'Assemblée Nationale. Avant la

session de l'Assemblée Nationale[2], la chambre [des députés], réunie à part, se prononça pour une révision de la constitution par Pétain par 593 voix contre 3, et il est à noter que l'ensemble des 115 socialistes furent favorables à cette mesure. Le Sénat, à son tour, passa une motion similaire par 229 voix contre 1. Le jour suivant, les deux chambres se rassemblèrent ensemble. Herriot avait plaidé pour qu'un rassemblement de l'ensemble de la nation autour du vénérable maréchal se produisît ; et Jeanneney, le président du Sénat, témoigna de sa vénération pour Pétain, qui avait fait « *don de sa personne* » avec une extraordinaire noblesse d'âme. Le texte proposa que les pleins pouvoirs fussent donnés au gouvernement de la République pour promouvoir des lois, sous la signature du maréchal, personnifiant une nouvelle constitution de l'État français. Les droits du travail, de la famille, et de la nation devaient être protégés. La constitution serait ratifiée ultérieurement (c'est-à-dire, après la guerre) par le peuple, et appliquée par les assemblées qu'elle définirait[3].

Il ne fait aucun doute que l'assemblée, en votant ce texte, abolissant l'ancienne république et habilitant le maréchal, comme chef de l'État, à définir une nouvelle constitution, interpréta correctement les souhaits de la France de l'époque. L'assemblée constituait un corps parfaitement légal : personne ne remit en question son autorité ; et il est difficile de voir comment la position suprême de Pétain aurait pu être explicitée plus clairement. Je répète que les députés et sénateurs, duement élus par le peuple, agissaient après la défaite et après l'armistice. Pas moins de 569 de ces élus votèrent

2. Sous la troisième république, l'Assemblée Nationale comprenait les deux chambres, à savoir le Sénat, chambre haute, et Chambre des députés, chambre basse. Nous conservons la terminologie de l'époque, NdT

3. En version originale, « *L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'État français. Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les assemblées qu'elle aura créées* », NdT

LE PETIT DAUPHINOIS

JEUDI 11 JUILLET 1940

LE GRAND QUOTIDIEN DES ALPES FRANÇAISES

Pour que renaisse une France forte

569 voix contre 80 sur 649 votants

C'est à cette imposante majorité que l'Assemblée nationale, réunie à Vichy, a accordé TOUS POUVOIRS AU MARÉCHAL PETAIN POUR REVISER LA CONSTITUTION

Cette nouvelle Constitution, qui devra garantir les droits de la Famille, du Travail et de la Patrie, sera soumise ultérieurement à la ratification de la Nation

LA SÉANCE

LE VOTE

M. Boivin-Champeaux conclut à l'adoption du projet

Le texte de la résolution adoptée

A l'Est de Malte

UNE ESCADRE ANGLAISE LIVRE COMBAT A DES UNITÉS ITALIENNES

FIGURE 4.1 – Première page du journal *Le Petit Dauphinois* en date du 11 juillet 1940

pour, 80 votèrent contre, et l'on compta 7 abstentions. Ces 80 ont découvert depuis qu'ils étaient opposés au maréchal. En réalité, nombre d'entre eux envisageaient une mesure encore plus radicale, accordant au maréchal la mission de conclure un traité de paix ! Ils s'opposèrent à la motion parce qu'ils estimaient que la résolution proposée n'allait pas assez loin. Ils pourraient ainsi prétendre à un patriotisme plus grand que les autres, c'est-à-dire, de la majorité écrasante. Chacun était bien content de s'abriter derrière l'autorité du maréchal.

Toute l'affaire que l'on reprocha à Pétain, telle qu'elle fut pré-

sentée plus tard, fut qu'il se comporta en usurpateur, que son gouvernement était illégal. L'affirmation est totalement sans fondement. Si un gouvernement fut jamais légitime, c'est celui de Pétain. Il disposait d'une base plus large que celui de Churchill, qui avait pris les rênes après Chamberlain. Il disposait d'une base plus large que celui de Roosevelt. Il disposait d'une base plus large que la plupart des gouvernements qui s'étaient succédés les uns aux autres sous la troisième république.

Il est également à rappeler que De Gaulle, qui n'avait aucun droit à représenter la France, avait déjà dressé la bannière de la dissidence à Londres. Pourtant, personne à Vichy ne mentionna De Gaulle, ou ne rêva que l'homme, autoproclamé, constituât le chef d'un gouvernement légal. Que l'on approuve ou non son action, il ne constituait en aucun cas un gouvernement. Personne ne lui devait aucune allégeance. Même parmi ceux qui fuirent la France, pour des raisons bonnes ou mauvaises, on comptait peu de gaullistes. Certains se rendirent en Amérique, où ils furent clairement anti-gaullistes. La colonie française de Londres était opposée à De Gaulle et se montrait ouvertement pétainiste. De Gaulle, après trois mois, réussit à rassembler 3000 adhérents, et leur nombre ne monta que très lentement jusqu'à ce que la victoire des Alliés fût en vue. L'armée d'Afrique du Nord, qui s'associa aux Américains quand ils eurent pris pied à terre, resta loyale à Pétain.

Le colonel Passy, l'un des principaux agents de De Gaulle, reconnaît que le mouvement de la Résistance en France n'existait pas jusque fin 1941. Je parle du mouvement de Résistance qui reconnaissait De Gaulle, car il y eut, bien avant, une Résistance qui attendait le bon moment et le commandement de Pétain pour se déclarer. Il n'aurait pas déplu aux gaullistes, ou au moins à certains d'entre eux, que la France fût forcée de rejoindre une alliance militaire avec l'Allemagne, pour constituer une preuve de culpabilité de Pétain et du gouvernement de Vichy, et de démontrer ainsi qu'eux-mêmes constituaient les seuls vrais Français. Quant aux sympathies pour l'Angleterre, elles étaient bien plus profondes

dans la France de Pétain que dans les rangs gaullistes de Londres. Il est notoire que Churchill et De Gaulle ne filèrent pas le grand amour. Il a été dit, de source crédible, que quand De Gaulle fut amené à Londres, Churchill fit la remarque plutôt irritée et méprisante à ceux qui avaient produit le général : « *Est-ce là tout ce que vous avez pu trouver ?* » La remarque spirituelle du premier ministre britannique fit le tour de la France : « *La croix la plus lourde que j'aie à porter est la croix de Lorraine* » — la croix de Lorraine, symbole du massacre de la Saint-Barthélemy, était le signe adopté par De Gaulle. Les généraux français refusèrent de se mettre sous ses ordres, et les marins français en stage en Angleterre refusèrent, pour la plupart, de le rejoindre.

L'esprit de la Résistance était, en 1940, mieux incarné par la Légion, purement pétainiste, qui fut formée par d'anciens combattants. Je connais particulièrement bien leurs sentiments pour m'être vu proposer par un colonel, qui ne cessa jamais de fulminer contre les Allemands, de tenir lieu de secrétaire à une section dans le Sud de la France. Je me sentis obligé de décliner son offre, car je ne me considérais pas comme légitime à opérer une quelconque position officielle, mais je fus en contact étroit avec de nombreux membres de la Légion, et puis témoigner que le pétainisme était compatible avec le patriotisme le plus fervent.

Savoir si le choix de Pétain était le bon ou non, s'il aurait mieux fait de refuser d'entretenir des relations avec l'envahisseur et de laisser un *Gauleiter* distribuer des ordres sans discussion, est ici hors de propos. Le seul propos qui est ici à considérer est celui que, dans les faits, l'Assemblée Nationale donna un mandat légal au maréchal. Ni lui-même, ni les généraux, amiraux, ou les hauts-fonctionnaires obéissant à ses ordres ne peuvent être considérés comme des traîtres ou jugés pour des actes qui étaient parfaitement légaux sur la période 1940-1944, puis furent rétroactivement requalifiés d'illégaux et criminels en 1944-1945 par un gouvernement sans base légale et auto-constitué. Que Pétain ait bien rempli son mandat ou non, il fut sans doute possible institué chef de l'État

d'une manière complètement légale.

La suite des événements enseigna aux Français que le manque de discipline et la désobéissance constituent souvent des vertus à double tranchant, et que ceux qui les pratiquent peuvent venir ensuite se poser comme juges des citoyens benêts restés disciplinés et obéissants. C'est là le chemin de l'anarchie.

Chapitre 5

Oran

Je n'ai pour dessein dans le présent ouvrage de critiquer personne, ni aucun pays. Alors que nous approchons de la série d'erreurs tragiques commises par les Alliés dans leur traitement de la France, je désire établir clairement que je ne compte proférer aucun blâme, mais uniquement expliquer. J'écris ce livre dans l'espoir de contribuer à la compréhension mutuelle et à la charité humaine. Il est évident que l'Angleterre, puis l'Amérique, prirent certaines décisions déplorables qu'il ne serait pas juste que j'ignore, mais celles-ci firent souvent suite à des informations erronées, et je ne doute pas qu'elles apparussent justifiées vues sous l'angle de Londres ou de Washington. Mais il n'est que justice d'étudier le cas français, complètement différent de la représentation qui en fut faite, et qui reste ignoré de manière déplorable. Dans la chaleur de la bataille, on peut trouver des excuses à l'ignorance de la vérité, mais aujourd'hui, il n'y a plus d'excuses pour refuser d'établir ou de reconnaître la vérité.

Rien ne peut être plus pénible, lorsqu'on est attaché également à des personnes ou à des nations, que de les voir s'affronter avec colère. Aussi grand que fût mon chagrin d'assister à l'effondrement

de la France, je fus encore plus consterné par le manque de compréhension de l'Angleterre.

Il n'est certainement pas injuste d'affirmer que, si le destin de la France avait dû être pressenti par tous comme il fut pressenti par moi-même, ce fut l'inévitable conséquence des fautes les plus graves en Angleterre au même titre qu'en France. Beaucoup de récits me sont parvenus de la nonchalance des autorités et du public britannique dans les premiers temps de la guerre. Quand les Britanniques réalisèrent leur remarquable échappée de Dunkerque, laissant les Français seuls face aux Allemands, il y eut des baigneurs sur les plages du Sud de l'Angleterre qui furent surpris de voir rentrer l'armée effondrée. Une telle impréparation, une telle sous-évaluation de la tâche dont ils s'étaient chargés, relève du tempérament britannique, qui est foncièrement incapable de regarder loin en avant. Mais le désastre de Dunkerque aurait dû provoquer une forte prise de conscience, non seulement du péril en lequel l'Angleterre se trouvait, mais également de la détresse qui affligeait les Français.

Au lieu de cela naquit le danger d'une violente poussée de colère à l'encontre des Français. En Angleterre, la France fut accusée d'avoir laissé tomber son alliée ; et aucune tentative d'évaluer la possibilité d'un sentiment comparable en France ne fut réalisée. Ce type de récrimination était déplorable : la vérité froide est que l'Allemagne était bien trop forte pour l'Angleterre et la France réunies en 1940.

Que l'Angleterre dût s'alarmer de la possibilité que la flotte française tombât sous le contrôle des Allemands était naturel. Si la flotte française s'était retrouvée au service de l'ennemi, les probabilités de voir l'Angleterre défaite auraient été fortement augmentées. Les porte-paroles britanniques, y compris l'ambassadeur en France, y compris Churchill en personne, n'eurent de cesse d'insister : ils accepteraient n'importe quelle décision, maintiendraient leur sympathie aux Français, ne leur tiendraient pas rigueur, à une condition : que la flotte française ne se rende pas à l'Allemagne.

Cette assurance fut répétée encore et encore. Je fis mon affaire,

en tant qu'ancien correspondant diplomatique, de m'assurer des sentiments du nouveau gouvernement, et je fus convaincu que la France ne trahirait jamais son alliée en livrant sa flotte de guerre. Je n'hésitai pas à exprimer ma conviction par des lettres et des articles, dont je m'arrangeai qu'ils soient envoyés via le Portugal. Il était insultant de douter de la parole d'honneur du vieux soldat qui avait été placé aux commandes de la France.

Le temps a montré que l'on pouvait faire confiance à sa parole. Son ordre catégorique aux plénipotentiaires fut de ne pas céder la flotte. Mais, malgré les promesses répétées, l'Angleterre resta suspicieuse. Je ne sais pas quel étalon elle utilisait pour juger le maréchal. Modérées ou sévères, les conditions de l'armistice, dans les faits, exclurent toute reddition de la flotte française. À raison ou à tort, les instructions de couler les bateaux, plutôt que de les forcer à se rendre ou de les laisser se faire capturer par les Allemands furent données. Sur ce point spécifique, considéré à juste titre comme de la plus haute importance, Vichy ne déçut pas.

Si Pétain avait été un tant soit peu hostile aux Britanniques, s'il avait souhaité « *collaborer* » avec l'Allemagne, s'il avait été un « *traître* » à la France, rien n'aurait été plus facile pour lui que d'obtenir de meilleurs termes de la part de Hitler en lui offrant en échange la reddition de la flotte française. Mais, ni en 1940, ni en 1942, cette idée ne lui traversa l'esprit. Il apparaît absurde d'avoir à le défendre d'une telle accusation.

Le problème se prête à peine à la spéculation a posteriori. Churchill et Hitler reconnurent tous deux ultérieurement la folie que constitua l'armistice du point de vue allemand. Hitler perdit une opportunité considérable en arrêtant la progression de ses soldats aux Pyrénées, et, dans l'ensemble, l'armistice se révéla extrêmement profitable aux Britanniques.

Pourtant, il existait en 1940 des forces qui semblaient désirer ardemment mettre la France en collusion avec l'Allemagne. Le maréchal fut forcé de se défendre face aux pressions de deux côtés : celles des ennemis de la France et celles des amis de la France. Il

était logique que l'Allemagne s'employât à courtiser les Français, mais il était incompréhensible que l'Angleterre (et les gaullistes) tentassent de pousser ceux-ci dans les bras de l'Allemagne. Une levée de boucliers se produisit, alléguant que Pétain envisageait l'option de rendre la flotte à l'Allemagne, alors qu'il était clair que tel n'était pas le cas.

La France ne s'était montrée coupable d'aucun acte hostile à l'encontre de l'Angleterre. La flotte française était impuissante, et restait hors de portée des Allemands à Oran ou, comme on l'appelait en France, Mers el-Kébir. Ancrés à Mers el-Kébir, on trouvait les deux cuirassés *Dunkerque* et *Strasbourg* de 26 000 tonnes, de vieux vaisseaux tels que le *Provence* et le *Bretagne*, un porte-avion, le *Commandant Teste* et une demi-douzaine de destroyers. Le 3 juillet, à 2 heures du matin, il leur fut ordonné de rejoindre la flotte britannique, de naviguer vers des bases britanniques, ou de se laisser conduire en Martinique ou aux États-Unis. S'ils refusaient ces propositions, ils devaient s'auto-saborder dans les six heures.

L'amiral Gensoul répondit qu'il ne pouvait pas accepter un tel ultimatum émis par une puissance étrangère : il avait déjà déclaré qu'en aucun cas, la flotte ne tomberait aux mains de l'ennemi. À quatre heures, l'amiral Sommerville, agissant sur ordres, ouvrit le feu. Les bateaux britanniques comprenaient le *Hood* de 42 000 tonnes, le *Valiant*, le *Resolution*, ainsi que le *Ark Royal*. Le *Bretagne* fut rapidement coulé et le *Dunkerque* endommagé. Le *Provence* fut immobilisé. Le *Strasbourg* réussit à rentrer à Toulon, avec trois destroyers. Plus d'un millier de marins français furent tués. Du côté britannique, on estima avoir tué jusque 2000 marins français. Le 5 juillet, le *Dunkerque* déjà endommagé subit une nouvelle attaque, et 200 marins furent tués. La justification militaire de cette boucherie de marins au service d'un allié malheureux est difficile à trouver. Je comprends que Sir Dudley Pound exprima ultérieurement l'opinion selon laquelle, sans cette agression, les vaisseaux français auraient pu, en temps voulu et sans contrainte, rejoindre les Britanniques. Mais quoi qu'il en fût, pour respectables que res-

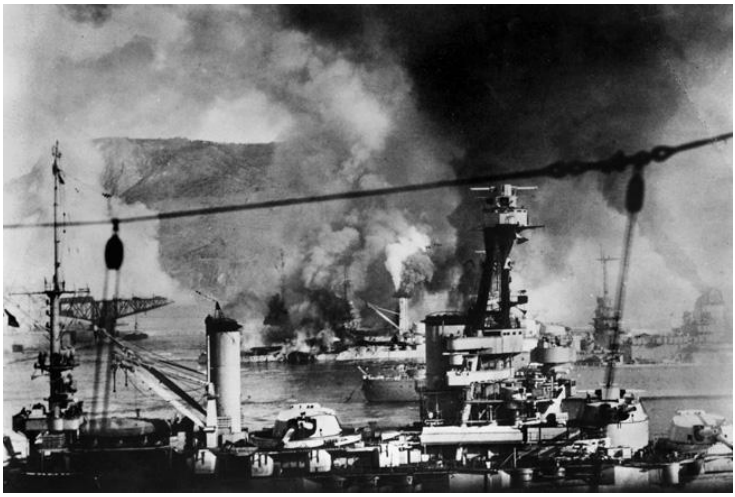

FIGURE 5.1 – 3 juillet 1940. Le vieux cuirassé *Provence* en feu au premier plan, pendant que le cuirassé neuf Strasbourg s'enfuit vers la mer du côté droit, et que le Bretagne, un autre cuirassé d'ancienne génération, est en proie à un violent incendie en arrière plan, durant l'attaque par la Royal Navy de la flotte française à Mers-el-Kebir

tassent les protestations de Pétain, le sentiment en France en fut un haut niveau d'indignation. Souffrir du fait des Allemands était une chose : souffrir des assauts britanniques en était une autre.

Mes correspondants m'informèrent que les opinions étaient divisées dans les cercles gouvernementaux. L'amiral François Darlan, particulièrement furieux des pertes navales, prônait des représailles. La marine n'avait jamais été vaincue comme l'armée ; la fierté française pour sa flotte était inébranlable ; et il était difficile de comprendre pourquoi les Anglais avaient infligé à la France cette blessure mortelle. Si l'affaire de Mers el-Kébir avait été planifiée par

les Allemands pour fêler l'alliance franco-britannique, on aurait pu la considérer comme une autre victoire pour l'Allemagne.

Il se peut que l'Angleterre ait été un temps mal informée des intentions françaises ; et le général De Gaulle était complètement déconnecté du sentiment français. Je considérai qu'il relevait de mon devoir d'exprimer ma conviction par plusieurs messages que la flotte n'aurait jamais été livrée aux Allemands. Naturellement, rien de ce que je pus dire ne porta aucun poids, mais je ne me trompais pas, et une confirmation officielle ne fut pas désirée.

Je vais me cantonner à quelques faits. Le 19 juin, le premier Lord de l'Amirauté, M. Alexander, et Sir Dudley Pound rendirent une dernière visite à l'amiral Darlan à Bordeaux. Ils exprimèrent leurs préoccupations quant au devenir de la flotte, comprenant néanmoins le besoin d'un armistice. Ils n'exigèrent pas que les bateaux français fussent livrés à l'Angleterre, mais ils se montrèrent alarmés de la possibilité que les Allemands aient des exigences qui puissent, peut-être, être fatales à l'Angleterre. Darlan déclara que, si les clauses de l'armistice contenaient une quelconque revendication quant à la flotte (comme les Alliés, en 1918, avaient exigé la reddition de la flotte allemande, et comme, dans la présente guerre, ils exigèrent la flotte italienne), les Français fermeraient toute discussion. Quoi que j'aie à dire plus loin quant à la conduite de Darlan, cet homme était un fier marin, qui considérait que, si l'armée s'était vue vaincue, la marine française s'était sortie de l'épreuve avec les honneurs. En aucun cas, assura-t-il aux Britanniques, les navires ne seraient mis à la disposition des Allemands ou employés contre les Britanniques. Il s'agissait d'un engagement sur l'honneur, qui fut répété par l'amiral Auphan. La flotte resterait française ou serait détruite. En fait, des instructions permanentes furent immédiatement dépêchées à la flotte, ordonnant de saborder tout bateau risquant de tomber entre les mains de l'ennemi.

Le président Lebrun était alors encore en exercice, et il envoya un télégramme de confirmation au Roi anglais : « *Je rappellerais à votre Majesté les assurances qui ont été données par mon gouver-*

nement au gouvernement britannique : la flotte française ne sera jamais utilisée contre la Grande-Bretagne. J'espère que ces assurances suffiront à conserver le gouvernement de votre Majesté sur le chemin de confiance sur lequel mon gouvernement espère cheminer. »

On aurait pensé qu'aucun doute ne pouvait subsister quant à la loyauté des Français, mais De Gaulle, à la radio de Londres, reprocha au gouvernement français de « *livrer intactes* » la flotte et l'aviation à l'ennemi pour qu'il les utilise contre les Britanniques. Après Mers el-Kébir, il affirma, en sachant que c'était faux, que le gouvernement français avait accepté de livrer sa flotte à l'ennemi, et que l'ennemi aurait utilisé les bateaux contre l'Angleterre ou contre l'Empire français. « *Je déclare, sans hésitation* », conclut-il, « *qu'il valait mieux que la flotte fût détruite.* »

Et il persista dans sa fausse représentation des intentions françaises, approuva la destruction des bateaux français par les Britanniques à Mers el-Kébir, et préféra que la flotte fût coulée au danger éloigné qu'elle fût capturée par les Allemands.

Il est tout à fait choquant, du point de vue français, qu'un soldat français à Londres annonçât publiquement sa satisfaction de l'action britannique. Et il est paradoxal qu'il ait laissé condamner les amiraux français après la Libération, pour avoir émis exactement les mêmes préférences que les siennes, et pour avoir ordonné la destruction de bateaux français en 1942 afin qu'ils ne fussent pas saisis par l'ennemi.

Je ne puis omettre la réponse du maréchal dans son message du 10 juillet 1940 :

> *La France se trouve confrontée à une nouvelle épreuve. L'Angleterre, rompant une longue alliance, a attaqué sans prévenir et détruit des navires français immobilisés dans un port et partiellement désarmés. Rien ne laissait présager une telle agression. Rien ne la justifie. Le gouvernement britannique croyait-il que nous allions livrer*

> *nos navires de guerre aux Italiens et aux Allemands ? S'il croyait une telle chose, elle était fausse. . .La France, vaincue après des combats héroïques, désertée hier, attaquée aujourd'hui, se retrouve seule face à son destin. Elle trouvera de nouvelles raisons de raffermir son courage, et de préserver sa foi en l'avenir.*

Je ne vois pas comment le maréchal aurait pu en dire moins : nous devrions lui être reconnaissants de ne pas en avoir dit plus. L'attaque contre la flotte française fut, je le crois, une terrible erreur, et à présent que l'excitation naturelle liée à la guerre est retombée, il ne faut sans doute pas un si grand effort d'imagination pour comprendre la position tragique de la France. Elle avait souffert le pire destin possible qu'une nation peut subir, elle avait été battue sur le champ de bataille, elle avait été forcée de conclure un armistice, elle était occupée par l'ennemi, et à présent, pour remplir sa coupe amère, sa marine restée intacte, qu'elle avait refusé de céder à son adversaire, était attaquée par son alliée, en dépit de toutes les assurances possibles qu'elle avait pu donner. En outre, l'attaque, elle ne pouvait manquer de le supposer, avait été encouragée par des fausses informations distillées par l'un de ses propres généraux.

Comment ne pas voir l'attaque comme autre chose qu'un acte d'hostilité ? Comment cela aurait-il pu gagner le soutien de la France à De Gaulle ? Comment cela pouvait-il ne pas fournir des moyens de propagande à l'Allemagne, ni encourager les rares mais actifs Français qui se montraient prêts à se ranger du côté allemand dans l'espoir d'obtenir des conditions plus avantageuses ? Il n'est pas surprenant que le maréchal et les hommes autour de lui, il n'est pas surprenant que les Français ordinaires, aient senti que la France était vraiment abandonnée, quand ses amis même la traitaient comme un adversaire potentiel à attaquer et démolir. Pourtant, en ces tristes circonstances, le maréchal prit un ton de tristesse plutôt qu'un ton de colère, et, usant de cette modération,

ne fit rien pour exciter l'opinion française. Il continuait d'appeler les Français à avoir foi en l'avenir de leur pays, à poursuivre leurs propres efforts vers leur libération finale. Je pense qu'il fut heureux pour la France que ce fût Pétain qui tint les commandes. Soutenu par son ministre des affaires étrangères, Baudouin, il garda la tête froide, déterminé à ce qu'aucune provocation ne pousse la France vers un renversement d'alliances.

Pour moi, dont les sympathies allaient à la fois à la France et à l'Angleterre, la querelle franco-britannique au début d'une guerre dont l'issue était incertaine, et dont le pouvoir destructeur n'était que trop certain, constituait un problème déchirant. Je me sentais comme un enfant dont les parents, qu'il aime autant l'un que l'autre, divorcent. La loyauté à l'un n'implique aucune déloyauté à l'autre. J'avais passé ma vie d'adulte en France, et mes racines étaient en France. Ma maison était en France, ma compagne de vie était française, la plupart de mes amis étaient français, mes habitudes étaient françaises. La plupart de mes ouvrages traitaient de la France et des Français, et par des milliers d'articles, j'avais plaidé pour une réelle Entente, à laquelle on accordait de belles paroles, mais qui ne fut jamais une réalité. La vérité est que les deux nations sont de tempéraments totalement différents, mais, paradoxalement, c'est sur leur union, leur coopération sans réserve, que la sûreté et la prospérité de l'Europe peut dépendre en fin de compte.

Au cours des mois qui suivirent la débâcle, ce furent les constants appels de mères qui avaient perdu leurs enfants durant l'exode, de maris qui avaient perdu leur épouse, d'épouses qui avaient perdu leur mari, de grands-parents qui avaient été séparés de leurs familles, de milliers et milliers de gens sans toit, coupés de leurs proches et qui dans de nombreux cas ne les reverraient jamais, qui me touchèrent le plus. Jour après jour, de longues listes de proches disparus se virent diffusées sur les ondes, et, si je pensais à cette considérable accumulation de misère humaine, mes yeux se remplissaient de larmes. C'est alors que je réalisais de la manière la

plus poignante ce que signifiait la déroute. Nous avons tendance à lire de sang froid les statistiques de décompte des morts. Le sens profond des tragédies humaines et individuelles ne nous touche pas. Mais, alors que j'écoutais à la radio la litanie quotidienne de ces afflictions personnelles, je me sentais déprimé par l'horreur profonde qui en émanait.

Dans les messages de Pétain, prononcés d'une voix vibrante d'émotion, c'étaient les références aux prisonniers en Allemagne et aux réfugiés en France qui étaient, de loin, les plus touchantes. Je sentais que ces paroles étaient prononcées par un soldat, un homme d'État, qui ne pensait pas par abstraction, qui n'essayait pas de se détacher des misères de son peuple, dont le cœur saignait pour les victimes innocentes des rivalités internationales. Il fallait sauver l'âme de la France, mais le corps de la France devait également être protégé. À quoi servirait-il de proclamer que la France vivait encore si les êtres humains qui la peuplaient étaient conduits au désespoir ? Soulager leurs souffrances, les aider par tout moyen possible, telle était à présent la première des missions.

Cet aspect humain de la question n'apparaissait pas toujours à nombre des Français qui avaient pu s'échapper. Ils s'indignaient à raison du destin de l'abstraction qu'ils appelaient la France ; mais ils n'accordaient guère de pensées à la vraie France, c'est-à-dire, à leurs compatriotes retenus en captivité, ou irrémédiablement perdus au bord des longues et mornes routes. Je me souviens d'une émigrée, arrivée saine et sauve aux États-Unis, dont je suis certain qu'en temps normal elle était profondément compatissante, qui appelait les Britanniques à resserrer le blocus sur la France, du fait qu'un pourcentage des denrées entrant en France pourrait revenir aux Allemands. Je pouvais comprendre la haine envers les Allemands, il me fallait faire quelque effort d'imagination pour me souvenir que les Allemands aussi, nos ennemis, n'étaient que de pauvres êtres humains aussi malavisés que nous, mais exiger le sacrifice de l'innocent peuple français pour souscrire à cette haine m'apparaissait inhumain.

Je sais que ce genre de sentiments étaient ressentis en France, et causaient beaucoup de tort à la cause des émigrés vivant en sécurité et dans un relatif confort matériel, sans doute sans appréhender les difficultés des Français à ce moment-là.

Pour ce qui me concerne, je ne pouvais m'empêcher de ressentir qu'il était honteux de quitter le pays où j'avais passé les années les plus heureuses de ma vie, à présent que la France était en souffrance. Si j'avais été plus jeune, si j'avais été capable d'aider depuis l'Angleterre ou l'Amérique, j'aurais sans doute décidé autrement. Il était possible que je trouvasse en France des manières de me rendre utile, matériellement ou à défaut moralement.

Je pris immédiatement des mesures pour mettre ma maison, une assez grande demeure, à la disposition du maire de mon village normand : je l'invitai à y loger autant de réfugiés que possible. Des centaines de réfugiés purent ainsi trouver un toit et, bien que ma demeure fût complètement saccagée et pillée, bien qu'après la guerre je fus forcé de la réparer et de la remeubler, bien que mes papiers furent dispersés au vent et la plupart de mes souvenirs les plus précieux détruits, je considérai ces pertes comme d'importance mineure dans l'immense holocauste de la guerre.

Incidemment, je pourrais comparer le destin de ma demeure, offerte aux besoins des Français, à celui de l'une des plus belles demeures de Paris, dont le propriétaire était une riche américaine, qui avait été une grande amie de la France au cours de la première guerre mondiale. Bien qu'occupée par des officiers nazis pendant toute la durée de l'occupation, sa maison lui fut rendue dans un état quasiment impeccable lorsque les Allemands évacuèrent la ville.

Je ne vis jamais si clairement révélé le meilleur côté des Français, qui sont sujets à de nombreuses humeurs, qu'en 1940. Ils tenaient à tout partager les uns avec les autres. Ils retrouvaient le sens de leur solidarité. Si seulement ils avaient pu garder cette humeur jusqu'au bout, leur épreuve aurait été plus légère que ce qu'elle devint. Peut-être était-ce trop d'espérer que leurs meilleures qualités restassent au plus haut. Dans mon cas personnel, un misérable per-

sonnage, après avoir profité de l'hospitalité de ma demeure, finit par la dénoncer aux Allemands comme propriété « *ennemie* », si bien qu'elle fut confisquée et saccagée de nouveau, et que le maire se vit accusé par les Allemands d'avoir dissimulé une propriété « *ennemie* », une accusation odieuse.

J'aimerais pouvoir transmettre une image plus convaincante de l'amour bienveillant du peuple français dans les mois qui suivirent la défaite. Jamais on ne les vit plus aimables et attentifs les uns envers les autres que dans leur humiliation. Ils se montraient patients, ingénieux, emplis de gentillesse, unis, libres du poison de la politique.

Je me sentais attaché aux Français plus que jamais. Tous leurs défauts, que je connais bien, se trouvaient alors plus que compensés par leurs vertus. Il me semblait que les fuir constituerait une forme de désertion, que je devais partager les mauvais jours comme j'avais pris part aux bons jours de la France. On m'avait procuré des papiers, cachetés et signés, paraissant plus officiels que n'importe quel document officiel que j'avais jamais possédé, et il m'aurait été facile de passer par l'Espagne. Mais je ne voulais pas le faire : je ressentais que mon devoir était de rester.

Des navires de transport de charbon vinrent embarquer ceux qui voulaient partir et, dans les conditions les plus inconfortables qui fussent, dans la crasse et la misère, privés des commodités les plus élémentaires, nombreux partirent pour un voyage long et périlleux. Sur le quai, ils abandonnèrent de coûteuses automobiles. Ils laissèrent derrière eux les biens qu'ils avaient accumulés au cours de nombreuses années passées en France.

Il y en eut cependant quelques-uns qui, comme moi, refusèrent de partir, ou ne partirent qu'après des avertissements répétés. Comme nous ne semblions pas subir le risque d'un danger immédiat, je leur adressai une lettre circulaire, proposant la formation d'une société d'anglo-américains, pour marquer notre affection pour la France, notre sympathie ininterrompue, notre fidélité immuable. Les réponses que je reçus ne furent guère encourageantes. Certains

m'écrivirent qu'ils avaient bien assez de leurs problèmes personnels à résoudre sans avoir à s'associer avec ceux de la France. J'écrivis une lettre qui fut publiée dans les journaux français, insistant sur la double loyauté de ceux qui avaient profité de l'hospitalité de la France. Et mes affinités avec les Français, en ces heures d'émotions inimaginables, se révélèrent de plus en plus au fil des difficultés.

Si nous devions rester, dans le vague espoir d'aider la France, comme nous avions décidé de le faire depuis le début, il était évident que nous devions, si possible, obtenir une protection française. Il n'aurait eu aucun sens que nous nous laissassions nous faire traiter comme des étrangers, et peut-être interner pour la durée de la guerre.

J'eus par conséquent une longue conversation avec le consul général français, monsieur Jeannequin, dont je fis un ami ; nous lûmes ensemble les accords qui définissaient les relations entre Monaco et la France. Il convint immédiatement de me prendre sous son aile, et de m'éviter ainsi les nombreux inconforts que j'aurais subis sans cela. À défaut, j'aurais été sans protection, car les représentants officiels avaient pour la plupart pris le chemin de l'exode.

Chapitre 6

Montoire

Bien que je souhaite transmettre l'impression qu'eurent sur moi les événements en France, mon principal dessein est de reporter ici les réactions des Français. Je pus les juger de par ma connaissance et mon expérience spéciales de correspondant diplomatique ; mais ce qui m'intéressait tout particulièrement était le jugement spontané et non dicté des Français ordinaires. On pourra se demander si le Français ordinaire existe et comment l'identifier. Je réponds qu'il n'est jamais difficile de faire la différence entre les sentiments naturels de la majorité et les opinions artificielles et exagérées des partisans, car la plupart des gens pensent et ressentent les mêmes choses.

Il y avait à Paris une petite minorité qui prenait des positions particulièrement pro-allemandes. Dès le début de la guerre, ils furent en opposition totale à Vichy. Ce serait une très grave erreur que de confondre les deux capitales. Le maréchal et son gouvernement se voyaient critiqués bien plus amèrement par les cliques collaboratrices de Paris, protégées par les Allemands, que par Londres, ou plus tard par Alger.

On ne peut pas comprendre la France si l'on ne distingue pas

clairement Paris de Vichy. De manière sans doute inévitable, les Français fraîchement partisans de l'Allemagne étaient plus allemands que les Allemands, soit qu'ils fussent des mercenaires, des fanatiques, ou des victimes de leurs propres vœux pieux. Il serait vain de nier qu'il y eut en France des hommes à qui le mot traître, en son sens conventionnel, pût se voir correctement appliqué, des hommes qui ne se contentèrent pas d'accepter, avec plus ou moins de résignation, la présence de l'occupant, mais qui offrirent consciemment à celui-ci leur soutien, parfois pour des raisons politiques erronées, mais le plus souvent pour des motifs somme toute indignes. Mais il y en eut peu, une petite poignée, quoiqu'ils se montrassent très loquaces, et dans le Sud de la France, où l'on ressentait moins la pression allemande, ils existaient à peine.

Le Français ordinaire était assommé par la catastrophe. Il ne pouvait rien faire d'autre que d'essayer de se relever et de poursuivre sa vie tant bien que mal. Trouver un abri, gagner de quoi vivre, ne pas chercher plus que nécessaire à comprendre les éléments hors de sa portée, telles étaient ses préoccupations. Mais il était profondément irrité par les politiciens qu'il tenait pour responsables du désastre. Sa colère, quoique contenue, était forte contre ceux qui avaient été aux commandes, et s'il les avait tenus à sa portée, cela se serait sans doute mal passé avec les ministres, et mêmes les députés, dont les noms avaient plastronné dans la presse. Il en voulait encore plus à ceux qui avaient tenté de fuir, que ce fût vers l'Angleterre, l'Amérique ou l'Afrique. Quitter le pays au pire de sa désolation lui apparaissait comme un acte de couardise, une fuite de leurs responsabilités.

Le même Français ordinaire se rallia à Pétain, non seulement parce que celui-ci constituait une figure vénérable, mais surtout parce qu'il avait gardé l'espoir de protéger les Français. Après tout, quarante millions de Français ne pouvaient pas partir pour Londres, ni l'Amérique, ni même pour l'Afrique : ils devaient rester, et l'idée de rester, de garder ses pieds ancrés dans la terre de France, de s'accrocher à tout prix à la patrie, se vit transformée en devoir, en

idéal, la plus haute forme de patriotisme. Pour ma part, j'avoue que je partageais cette conviction, et sympathisais avec l'amour physique de la Patrie, si typiquement caractéristique des Français.

La France peut, certes, être composée d'éléments idéaux en matière de conceptions historiques, littéraires, spirituelles, mais la France est avant tout le village où l'on est né, la ville où l'on travaille, la terre même qui colle aux semelles de nos chaussures et ne peut pas être transportée. L'immense, la déferlante popularité de Pétain émana principalement de son incarnation du sentiment profond du Français ordinaire.

Il fut regrettable que de Londres, des attaques fussent constamment lancées contre le maréchal, qui n'avait absolument rien fait pour contrarier l'Angleterre. Il était évident que la France ne pouvait pas, pour l'instant, adopter d'action ouverte contre l'Allemagne. Elle s'employait, dans l'état qu'elle subissait, à s'en sortir. Même si elle avait été organisée, si elle avait pu penser à quoi que ce fût outre la restauration de l'ordre en partant du chaos, les représailles allemandes auraient été terribles en cas de révolte prématurée. La plus grande prudence était requise.

Pourtant, il ne faut pas supposer que, dès les premiers jours mêmes, aucune résistance ne se constitua. La Légion dont j'ai parlé, regroupant d'anciens combattants sous l'autorité du maréchal, avait pour objet de constituer le noyau d'une nouvelle armée. Des officiers étaient recrutés pour cette nouvelle armée, avec pour instruction de ne jamais laisser connaître leur existence jusqu'à ce que l'heure en ait sonné. Des munitions furent cachées. On développa des campements de jeunes, dont l'objectif final était clair. Je fus surpris par l'aveuglement des Allemands, car j'étais familier de ces secrets et d'autres, et car de nombreuses autres personnes en connaissaient évidemment aussi l'existence.

Le général Weygand se rendit en Afrique du Nord pour y préparer une armée qui un jour reviendrait au combat, une armée qui se considéra toujours comme l'armée du maréchal. Loin de se résigner à la défaite, loin d'attendre l'appel de De Gaulle, il y eut

immédiatement en France un mouvement de résistance clandestin soutenu par Vichy.

J'ai dit que le Français ordinaire ne pouvait pas considérer la retraite britannique de Dunkerque de la même manière que celle-ci était considérée en Angleterre. Elle laissa la France totalement ouverte à l'envahisseur, sans assistance britannique, sans autre perspective qu'une lointaine possibilité d'aide américaine. On ne se doutait pas alors que, plus tard, Hitler serait assez fou pour s'en prendre à la Russie, alors son alliée, qui le félicitait chaudement à chacun de ses succès sur la France. Les attaques envers le maréchal furent ressenties avec douleur et, à mon avis, constituèrent autant de gaffes. L'information me parvint que certaines de mes lettres exprimant mon point de vue étaient arrivées jusqu'au cabinet britannique, et qu'il fut décidé de modifier la teneur des émissions radiophoniques, car on ne pouvait pas douter que le maréchal représentait, dans les faits, la France. Cela fut reconnu par les États-Unis, par le Vatican, par la Russie, qui envoyèrent des ambassadeurs à Vichy, ainsi que par tous les pays qui ne s'étaient pas engagés dans la guerre.

Puis arriva Mers el-Kébir, la reine des bévues, qui provoqua beaucoup d'aigreur en France, et aurait pu porter aux plus graves conséquences quant à l'avenir des relations anglo-françaises si le maréchal ne s'était pas employé à apaiser les esprits blessés et, par sa sagesse, tout en émettant des protestations en termes mesurés, à éviter tout antagonisme irréparable avec l'Angleterre.

Mais je suis heureux d'écrire que toute amertume fut oubliée, et qu'une fraîche admiration de l'Angleterre se manifesta partout quand il apparut que l'Angleterre ne succomberait jamais face à la menace d'une invasion allemande. Au début, l'homme ordinaire avait, un bref instant, estimé probable que l'Angleterre tomberait. Il voyait à présent qu'elle restait indomptable. Il voyait qu'elle ne céderait jamais et que, quelles que fussent les circonstances, elle n'écouterait aucune proposition de paix, qui n'aurait pu se faire qu'aux dépens de la France. L'ancienne conception de l'Angleterre,

déterminée et invincible, malgré les armes modernes, malgré les avions, se confirma, et alors que les jours passaient, et que l'Angleterre s'éveillait tardivement aux réalités de la guerre, je n'entendis rien d'autre que des éloges enthousiastes du courage britannique. En cette heure, l'Angleterre regagna les sympathies qu'elle avait été si proche de perdre.

On connut des spéculations sans fin quant aux raisons pour lesquelles les Allemands retardaient leur offensive sur la petite île isolée. Les Français, après leur propre effondrement, avaient peut-être une vision exagérée de la puissance allemande mais, exagérée ou non, il ne faisait aucun doute que cette puissance était considérable. Hitler n'était pas prêt à étendre sa victoire : il s'accrocha à l'espoir de négociations ; il y eut, de fait, des tentatives de négociations en Espagne et en Suède. Les Français croyaient que Hitler retenait ses forces jusqu'à l'arrivée du mauvais temps ; mais, dans leur ignorance de ce qui se produisait vraiment, ils acquirent la conviction que non seulement l'Angleterre refuserait de se rendre ou de négocier la paix, mais que l'Allemagne, par ses hésitations, avait perdu son opportunité de soumettre l'Angleterre. À la fin de l'automne 1940, le prestige de l'Angleterre était en France plus grand que jamais.

Des récits extraordinaires circulèrent. Il serait intéressant d'enquêter sur les rumeurs sauvages qui se propagèrent. L'une des plus surprenantes me fut communiquée par un ami qui opérait un service de courrier clandestin, et me jura qu'elle était vraie. Il me décrivit avec abondance de détails des milliers de barges de débarquement, pour la plupart des embarcations pneumatiques, parties pour l'Angleterre. Elles étaient en vue des côtes ; les Anglais restaient étrangement inactifs ; quand soudain la mer toute entière s'enflamma et dévora par un immense holocauste l'armée allemande. En vain, j'objectai qu'un tel événement n'aurait pu rester caché ; que la radio en parlerait. Il resta sûr de son fait ; n'en avait-il pas entendu parler dans les messages qu'il avait interceptés en provenance de l'Angleterre ? Je n'ai trouvé aucune référence à ce récit depuis cette

époque ; et mon ami partit peu après en mission pour l'armée britannique.

Nous observâmes avec les plus hautes préoccupations la bataille aérienne sur l'Angleterre, sur laquelle Churchill a écrit avec éloquence. L'Angleterre avait rapatrié de France tous les avions de chasse dont elle disposait, refusant le risque de les perdre dans les dernières phases de la bataille, où ils se seraient sans doute avérés inefficaces, incapables d'entraver la marée irrésistible de la conquête allemande, et ils auraient manqué pour la nouvelle bataille qui allait s'ouvrir pour la Grande-Bretagne. Les Français, malgré leur propre détresse, considérèrent en majorité comme sage la décision britannique. Il y eut fort peu de récriminations. S'il y avait eu un épanchement de sentiment anti-anglais, à Vichy ou ailleurs, on aurait fait grand cas de ce manque de solidarité à un moment charnière. Plus je repense aux événements des années d'occupation, plus je suis persuadé que, hormis des accès spasmodiques de colère en des circonstances particulières, l'amitié anglo-française résista aux épreuves de manière remarquable.

Alors que se déroulait la bataille d'Angleterre, la population française s'installait après son errance, les travailleurs cherchant à gagner leur pain, les employeurs essayant de remettre l'industrie sur pied, le gouvernement travaillant à la résolution de problèmes immédiats, telle la distribution des denrées alimentaires. Sans doute le niveau d'attention accordé à ce côté humain de la débâcle sans précédent n'a-t-il pas été suffisant. Le sujet le plus essentiel de 1940 et des années qui suivirent fut de nourrir la multitude affamée. Nous sommes beaucoup trop enclins à penser en termes politiques, quand nous devrions raisonner en termes de simple humanité. Une civilisation était tombée. La tâche primordiale était de sortir de la confusion.

Les Allemands n'y contribuaient pas. Ils confisquaient tout ce qui était nécessaire à l'entretien de leurs immenses armées. La répartition de la population avait changé : des millions de personnes déplacées relevaient de la juridiction de Vichy, qu'il fallut bien loger

et nourrir dans des régions qui, même en des conditions normales, n'auraient pas pu subvenir à leurs besoins : et aucun moyen de transport n'était disponible. La ligne de démarcation entre le Nord et le Sud était difficile à traverser, même pour les fonctionnaires. Les départements du nord, comme le Pas-de-Calais, furent attachés à l'administration allemande de Bruxelles. La France était en danger de démembrement, et alors que l'on espérait avec ferveur la libération de la France dans un avenir indéfini, les émigrés oubliaient trop souvent que libérer un cimetière aurait été pure perte. La première affaire des Français était de rester en vie, et lorsque j'entends aujourd'hui toutes sortes de déclarations courageuses, je ne peux m'empêcher de me souvenir que la vaste majorité des Français était forcée de travailler dans des usines qui contribuaient aux besoins des Allemands en plus de ceux des Français. S'il fallait mettre en prison tous ceux qui « *collaborèrent* » contre leur gré avec l'Allemagne, bien peu resteraient libres, et la France constituerait un immense camp de concentration.

Je recevais continuellement des nouvelles de Vichy. Rarement dans ma carrière ai-je été mieux informé. Je connaissais très bien certains des hommes qui entouraient Pétain. Le maréchal ne se fatiguait jamais de répéter que la France ne se retournerait jamais contre l'Angleterre, tout en professant la plus chaude amitié avec l'Amérique. Mais il y avait avec lui Pierre Laval [1], qui était un avocat sans le sou quand je le rencontrai pour la première fois lors de la première guerre mondiale. Il appartenait alors à l'extrême gauche. Il s'était enrichi et, menant une carrière politique réussie, il se tourna vers la droite. Ses expériences avec l'Angleterre l'avaient rendu amer. Il privilégiait une victoire allemande, ou au moins un compromis dans lequel il aurait pu jouer le rôle de Talleyrand. Alibert, ministre de la justice, était anti-parlementariste,

1. Vice-président du Conseil, des débuts du gouvernement de Pétain jusqu'en décembre 1940, NdT

antisémite, nerveux et impulsif. Du Moulin de Labarthète [2] était profondément anti-allemand mais associé à l'Action française, le journal royaliste. Bouthillier constituait un excellent ministre des finances. Lucien Romier était un de mes vieux amis, un journaliste très compétent, dont les articles, publié dans *Le Figaro* figurèrent parmi les plus sages que j'aie jamais lus : le maréchal fit rapidement de lui son plus proche conseiller. Il y avait Bergery, qui deviendrait ambassadeur, remarquablement intelligent et progressiste, profondément intéressé par une réforme sociale. René Gillouin était un ancien professeur de philosophie, jamais à court d'idée. Henri Massis, un homme lettré, conseiller loyal, pro-anglais et intensément anti-allemand. Il y avait le docteur Ménétrel, à la fois jeune protégé, secrétaire, et accompagnateur médical du maréchal. Vichy m'apparaissait plus comme un méli-mélo de penseurs que comme un groupe de politiciens d'action ou pratiques, et leurs idées contradictoires avaient tendance à se neutraliser les unes les autres.

En outre, il y avait des généraux et des amiraux, dont je connaissais la plupart. S'ils ne constituaient pas une équipe très compétente, ils n'étaient pas pires que la plupart des équipes que je pus voir à l'œuvre, mais leur tâche était plus importante ; et s'il n'y avait pas plus de politiciens expérimentés à Vichy, c'était parce que les politiciens français, pour la plupart, se terraient.

Une autre bévue fut commise quand, le 23 septembre 1940, De Gaulle, escorté par des navires britanniques, se présenta devant Dakar et appela le gouverneur-général Boisson à lui livrer la colonie. Apparemment, De Gaulle avait amené les Britanniques à croire qu'il pourrait s'emparer de Dakar sans tirer un seul coup de feu. Il fut repoussé et les Britanniques ne donnèrent pas de suites à cet échec. Cela fut une action irréfléchie, qui n'avait pu être décidée que par ignorance des conséquences possibles. Boisson, indiscutablement, malgré le rude traitement qu'on lui fit subir plus tard, était un patriote bon et courageux. Mais il aurait pu être fatal à

2. Directeur de Cabinet du maréchal Pétain, NdT

la France, et bien sûr à l'Angleterre, si peu de temps après l'armistice, de laisser paraître que les Français ne défendraient et ne garderaient pas leurs possessions et bases africaines. Les Allemands n'étaient déjà pas certains d'avoir agi avec sagesse en concluant un armistice : ils étaient tentés de le dénoncer, pour occuper Marseille, le grand port français sur la Méditerranée, et la grande base navale française de Toulon, et de là se ruer sur la défense des colonies et protectorats africains, si les Français n'étaient pas en mesure de les tenir. L'édifice de l'armistice tout entier, avantageux pour l'Angleterre ainsi que pour la France, en aurait été brisé. « *Si vous ne voulez ou ne pouvez protéger l'Afrique, nous le ferons* » étaient en substance les mots allemands.

Il y avait bien plus en jeu : les Allemands négociaient avec l'Espagne : l'un de leurs projets était de traverser l'Espagne, de prendre Gibraltar, possession britannique mal préparée face à une attaque, et si proche de la Méditerranée. Franco, en dépit des sympathies qu'il pouvait avoir (et dans l'ensemble, il s'alarmait à l'idée d'une alliance avec Hitler), bloqua Hitler dans son entretien avec le Führer le 23 octobre 1940, en lui demandant en échange ce qu'il savait constituer des contreparties extravagantes. Il n'exigea rien d'autre que le Maroc français, ainsi que Gibraltar, ainsi qu'Oran. Je considérais alors, et je continue de considérer, que Franco fit preuve d'astuce en exigeant des conditions qui ruinaient les projets de Hitler. Car les demandes espagnoles alarmèrent évidemment l'Italie, dont les prétentions en Afrique du Nord étaient exorbitantes. S'il souscrivait aux exigences de l'un des deux rivaux, Hitler devrait rompre irrévocablement avec la France, et tant bien que mal il se persuada que la France pourrait encore constituer une associée valable s'il ne la traitait pas trop mal.

C'est à la lumière de ces considérations que nous devrions considérer la fameuse rencontre entre Hitler et le maréchal à Montoire. Cette rencontre a été présentée comme indigne, et ce fut en partie sur la poignée de main, immortalisée par les photographes, entre Pétain et le dictateur allemand, la plus simple formalité de tout pro-

tocole politique, qu'une accusation de trahison fut montée contre le maréchal. Il est évidemment absurde de suggérer que, vu les relations entre la France et l'Allemagne, aucune communication n'aurait dû exister entre vainqueur et vaincu. Suivant une doctrine aussi grotesque, chaque dirigeant allemand ayant tenu quelque discussion avec un chef anglais, américain ou français, sans parler des Russes, après la défaite de l'Allemagne mais pendant la poursuite officielle de l'état de guerre, serait coupable de trahison. Il est trop évident, sans discussion possible, que dès lors qu'un pays est vaincu, sa seule arme est celle de la négociation.

Je ne suis pas prêt à affirmer que Pétain avait conscience de toutes les implications de la rencontre de Montoire, mais je suis certain que cette rencontre constitua une décision intelligente. C'est l'impression qu'elle me laissa, et seule la propagande absurde qui fut répandue à foison sur l'événement put le faire apparaître différemment.

Le maréchal avait cherché à obtenir cette rencontre. Elle se produisit le lendemain de l'échec des discussions de Hitler avec Franco, sur son trajet retour, perplexe et déçu. Que lui importait-il le plus ? Des relations tolérables avec la France ? Ou une alliance avec Franco qui aurait pu lui donner le contrôle de la Méditerranée, mais aurait tout à fait détruit l'alliance italienne ?

Aux yeux d'un homme tel que moi, qui suivis la diplomatie la plus grande partie de ma vie, la signification de Montoire était presque incalculable. Je m'assis à mon bureau pour réfléchir au sens de cette rencontre, en supposant un degré normal d'intelligence diplomatique de la part du maréchal et de ses conseillers. Comme mes pensées furent alors différentes de ce qu'une opinion inculte attribuerait à l'événement, qui ne serait vu que comme une tentative de réconciliation entre vainqueur et vaincu, et approuverait ou condamnerait cette tentative de réconciliation, selon les visées et sentiments politiques les plus étroits !

La tragédie de notre époque m'est toujours apparue être la suivante : que l'opinion publique, dans la gamme de nos prétendus

FIGURE 6.1 – La célèbre poignée de main de Montoire entre Philippe Pétain et Adolf Hitler le 24 octobre 1940 à Montoire. À l'arrière plan, le Dr. Schmidt, interprète de Hitler et sur la droite, von Ribbentrop, ministre allemand des Affaires étrangères. Source : Wikipédia

principes démocratiques, soit supposée exercer un réel contrôle sur la diplomatie, balayée qu'elle est de sentiments dominés par l'émotion qui, à leur tour, dominent les sentiments de ceux dont le travail est de guider les destinées des nations ; car il est tout à fait impossible que le public fasse siens les préceptes élémentaires, et encore moins les subtilités, des affaires diplomatiques.

Rien ne causa plus de tort au maréchal aux yeux des masses sous-informées, que ce fût en Angleterre, puis par la suite en France, que la rencontre de Montoire. Elle fut totalement incomprise. Cette rencontre ne fut rien de ce qu'un peuple futile crut. Elle fut quasiment l'opposée de ce qui en fut décrit.

Tout ce que put faire le maréchal fut de lâcher le mot de *Tilsit*, doublé d'un regard entendu, dans la conversation avec ses intimes, sachant que leur connaissance de l'histoire suffirait à leur permettre de voir l'analogie entre sa position et celle d'Alexandre Ier, qui fit semblant d'accepter l'amitié de Napoléon, avec des résultats désastreux pour ce dernier !

Dans les faits, aucune conclusion d'aucune sorte ne sortit de Montoire. Dans les communiqués et les commentaires, on employa certes le mot « *collaboration* », un mot qui par la suite allait recouvrer un sens sinistre. Voici un excellent exemple d'un mot parfaitement innocent et élastique, pouvant porter une multitude de sens, des plus vagues aux plus criminels, qui, du fait de ses fausses associations doit à présent être banni à tout prix de France !

Quelle sorte de collaboration fut-elle envisagée ? Aucune, réellement. On a souvent accusé les Français de se laisser berner par des mots vains, mais en cette occasion, les Allemands furent satisfaits d'une expression qui ne signifiait absolument rien de plus que les relations existantes et obligatoires entre un pays conquis et son occupant. Pétain accepte le « *principe* » de la collaboration. Rien de plus. En fait il fallait qu'il y ait, et il y avait déjà, une forme de *modus vivendi* entre les Allemands et les Français, et pour tout développement, Pétain déclara qu'il ne pouvait pas franchir une étape importante sans consulter son gouvernement et la Chambre qui, pour des raisons évidentes [3], ne pouvait pas se rassembler.

Pourtant, pour ce résultat purement négatif, Hitler en vint à hésiter entre sa politique d'acheter l'Espagne aux dépens de la France, et sa politique alternative de traiter la France avec une relative libéralité.

---

3. Il n'était légalement pas possible de rassembler l'Assemblée Nationale d'un pays divisé en deux, ni d'y organiser des élections. Les Allemands, en outre, on le voit dans la lettre portée en annexe 26.1, considéraient l'Assemblée Nationale constituée avant la guerre comme illégitime du fait qu'elle avait validé la déclaration de guerre de la France envers l'Allemagne ; ils n'auraient jamais accepté qu'elle se rassemblât, NdT

L'objectif du maréchal, et sans doute de ses conseillers, était de garder l'Allemagne hors d'Espagne à tout prix, loin de la Méditerranée, hors d'Afrique du Nord ; et dans ce dessein il fut considérablement aidé par les réticences du général Franco à entrer en négociations avec l'Allemagne. Ceci est vraiment très simple, et je ne peux pas supposer qu'un quelconque diplomate s'y trompa. Mais Hitler s'y trompa, et découvrit bientôt qu'il s'était fait berner.

À la suggestion que l'Allemagne vienne en aide à la France en Afrique, le maréchal répondit que la France se défendrait d'elle-même, et n'avait pas besoin d'aide allemande.

Je m'étonne de ce que Hitler fut assez naïf pour se laisser prendre par des assurances dont le seul objet était de conserver l'Allemagne dans les termes de l'armistice. La vérité est que Hitler n'était pas homme de grande perspicacité, et si parfois il put agir avec une vitesse remarquable, il fut souvent extrêmement hésitant, comme lors des premiers mois — si critiques — de la campagne de Russie. Il fut flatté et impressionné par la rencontre avec le maréchal, dont le prestige comme soldat était au plus haut, et dont la présence en imposait de par sa dignité et son air de noblesse. Dans toutes les relations qu'il eut avec la France, Hitler fut mal inspiré, comme en témoignent l'armistice puis de nouveau la rencontre de Montoire. La guerre avait tourné à son avantage, mais elle n'était pas encore gagnée ; et s'il était habité d'une vanité considérable, il avait également les doutes et les timidités de l'arriviste.

Voilà ce que fut Montoire, un triomphe pour le maréchal, qui joua le jeu avec une parfaite maîtrise, et une défaite diplomatique pour Hitler, qui ne pouvait se décider entre débouler en Espagne et occuper toute la France pour verrouiller la Méditerranée. Peut-être est-ce à ce moment qu'il décida de se retourner contre la Russie. C'est en tous cas ce que pense l'un des plus ingénieux des défenseurs de Pétain, Louis-Dominique Girard, qui décrit avec audace Montoire comme un « *Verdun diplomatique* » pour les nazis.

Chapitre 7

L'accord avec Churchill - l'opinion française

Toutes les guerres ont leurs soi-disant « *secrets* ». Mais à ma connaissance, tant en 1914-1918 qu'en 1939-1945, il y eut incroyablement peu de vrais secrets, même « *top secrets* », qui furent impénétrables.

J'eus connaissance d'un tel secret, qui accompagna l'entrevue de Montoire, et qui semble n'avoir été communiqué ni aux Allemands, ni aux gaullistes. Même à ce jour, il n'est pas reconnu. Les Britanniques n'auraient pu que difficilement le révéler quand De Gaulle fut au pouvoir en 1945, puisqu'un accord fut conclu avec Pétain derrière le dos du général, mais ce n'est pas une raison de ne pas le laisser connaître à présent.

Au moment même où le Maréchal rencontra Hitler à Montoire, pour l'empêcher, si possible d'entrer en Espagne, son émissaire secret, le professeur Louis Rougier, rencontra Churchill à Londres. Un accord franco-britannique, qui balaya absolument toute vague suggestion de collusion entre Pétain et Hitler, fut consigné. On peut objecter qu'il ne fût pas duement signé, mais il fut exécuté. On peut

prétendre qu'aucun pacte officiel n'existe, mais un document comportant les annotations de Churchill existe. Il peut être difficile de définir un nom approprié pour le document, mais il s'agissait en tous cas d'un « *gentleman's agreement* ».

Figuraient parmi mes informateurs deux jeunes hommes qui se rendaient souvent à Vichy et m'apportaient les derniers « *secrets* ». Il y avait également un écrivain français distingué, qui avait foi en le maréchal et confiance en moi. Il y avait, en outre, un correspondant diplomatique d'un journal publié à Lyon, qui était l'un de mes meilleurs amis. En outre, un homme affilié à un journal américain avait pris ma succession sur un poste que j'avais tenu, et vivait dans le Sud. Il y avait un abbé belge qui jouait un rôle politique important et un économiste belge devenu de nos jours l'un des principaux conseillers du gouvernement belge. Il ne s'agit là que de quelques personnes qui me faisaient parvenir ou m'écrivaient des informations confidentielles.

Je suis dans l'incapacité de dater de manière exacte les connaissances qui me parvenaient. L'information était parcellaire. Au vu de l'importance du « *secret* », il fuitait dans les cercles intimes. Sans essayer de reconstruire les diverses versions et les différentes étapes de ce qui fut peut-être l'histoire la plus frappante de la guerre, je rappellerai qu'au cœur de mes notes les plus anciennes, j'ai retrouvé un aide-mémoire intitulé : « *la réponse à Montoire* ».

« *Savez-vous que Pétain négocie actuellement avec Londres ?* », demanda un de mes visiteurs.

« *J'ai entendu dire que des conversations officieuses étaient tenues, mais je ne sais pas ce qui en est sorti.* »

« *Eh bien, il y a une sorte de* gentleman's agreement. *Londres fera cesser les attaques envers Pétain, et ne maintiendra plus son sévère blocus envers la France. Les navires de cabotage en provenance des ports français en Afrique du Nord et de l'Ouest seront autorisés à amener des denrées alimentaires à la France non-*

occupée. »

Cette concession anglaise était déjà opérationnelle. Un de mes amis, opérateur radio sur un navire trans-méditerranéen, que je voyais de temps à autre, me mit l'eau à la bouche par ses récits de l'abondance de denrées alimentaires à bas prix qui transitaient désormais par voie maritime. Car avant cela, le blocus avait été total, et nous l'avions subi en plus des réquisitions allemandes ; cette levée du blocus constituait en soi une preuve que quelque chose avait changé. Les Britanniques avaient de bonnes raisons d'appliquer des restrictions. Ils craignaient que les Allemands, en plus des Français, pour ne pas dire plus que les Français, ne tirassent parti d'un trou dans le blocus.

« *Et que doivent faire les Français en échange de la relâche du blocus ?* »

« *Surtout ce dont ils ont déjà convenu : ne pas livrer leur flotte, et faire entrer l'empire français dans la guerre dès lors qu'il pourra frapper efficacement.* »

« *Ramener l'empire dans la guerre.* » Voilà ce que le gouvernement de Vichy promit en 1940, et il travailla sans relâche à cet effet. Weygand, qui organisait l'armée nord-africaine, opta pour la vision raisonnable : provoquer les Allemands prématurément constituerait une folie, cela déclencherait une bataille qui n'amènerait qu'à la destruction, du fait du manque d'armes et de munitions en Afrique du Nord. Attirer les Allemands dans les dépendances françaises serait ouvrir la porte à la défaite, gâterait les fruits de l'armistice, et bloquerait l'accès de la Méditerranée aux Britanniques. Il résuma son opinion par cette phrase : « *Si nos alliés nous approchent avec deux ou trois divisions, j'ouvrirai le feu sur eux ; s'ils en amènent vingt, je les accueillerai à bras ouverts.* »

Les Français, avant de pouvoir contribuer réellement aux opérations, ne devaient pas révéler leurs intentions, mais quand ils seraient certains de disposer du soutien nécessaire, ils « *ramèneraient*

l'empire dans la guerre. » Cela relevait purement et simplement du sens commun.

Le professeur Rougier a décrit en détail la mission qui était la sienne, mais cela mérite que nous y revenions ici. Il y avait eu des contacts à Madrid entre Sir Samuel Hoare (Lord Templewood) et François Pietri ; il y avait des conversations avec Pierre Dupuis, l'envoyé canadien à Vichy, agissant comme intermédiaire, et Jacques Chevalier, le célèbre philosophe, avec son ami universitaire, Lord Halifax. Mais, principalement, René Gillouin, l'un des confidents du maréchal (comme il me le dit ultérieurement), introduisit Rougier à Pétain dans l'idée de faire appel à ses services comme émissaire secret à Londres. Ni les gaullistes, ni les Allemands ne devaient être avertis de sa mission, et le maréchal lui offrit, pour lettre de créances, une simple feuille de papier comportant une recommandation rédigée en main propre par le maréchal.

Rougier arriva à Londres quelques jours avant l'entrevue de Montoire, rencontra Sir Alexander Cadogan et, je crois, Lord Halifax ; et finalement, le jour de l'entrevue de Montoire, Rougier fut reçu par Churchill. Les négociations se virent presque gâchées par un faux article, paru dans un journal américain, qui faisait état de la conclusion d'une paix séparée entre la France et l'Allemagne. L'Alsace et la Lorraine avaient été cédées à l'Allemagne, et Nice à l'Italie, selon le câble, dont il serait intéressant de découvrir l'origine. Il n'est pas surprenant que Churchill s'enflammât furieusement quand Rougier fut introduit. Il n'est pas surprenant qu'il y eut un échange de reproches acrimonieux. Pourquoi les soldats nord-africains n'étaient-ils pas entrés dans le conflit ? Pour quelle raison, répondit Rougier, devraient-ils être envoyés à la boucherie ? La Pologne, le Danemark, la Hollande, la Belgique, la Norvège et la France n'avaient-elles pas toutes été jetées dans le brasier sans effet ? Pourquoi, dès lors, l'Afrique du Nord ? Pourquoi faire sortir du rang une nouvelle victime, et assurer ainsi la présence allemande sur les deux bords de la Méditerranée ? Rougier ne parvint à expliquer les propositions françaises qu'une fois que le caractère faux

de l'article en provenance d'Amérique fut établi.

Ces propositions françaises finirent par être mises à plat dans un compte-rendu des conversations, annoté par le premier ministre britannique. Quelle qu'en soit la valeur, au sens légal, ce document fut acté. Il produit, pour l'esprit, une preuve indiscutable des dispositions du maréchal, et il aurait été généreux de les reconnaître, une fois le moment venu.

Il fut alors convenu que l'Angleterre contribuerait au rétablissement de la France, à condition que celle-ci n'offre aucune aide à l'Allemagne et, en particulier, qu'elle ne lui cède pas ses bases aériennes ni navales. La « *résistance passive* » de la France fut reconnue comme une forme d'assistance à l'Angleterre. L'atténuation du blocus fut promise. Les récriminations sur les ondes radio seraient contrôlées. La France ne céderait aucun port d'Afrique du Nord ou de l'Ouest. Les armées de l'empire français reprendraient la poursuite de la guerre une fois les alliés en nombre suffisant pour débarquer, et une fois ces armées équipées par eux. Quant à la flotte française, elle se saborderait si le moindre danger de tomber en des mains allemandes ou italiennes se présentait, et des ordres furent envoyés pour que cette disposition annule d'avance tout ordre ultérieur.

Certainement dans l'esprit, et de fait dans la lettre, quelles que fussent les petites infractions que l'on put découvrir au cours des quatre années qui suivirent, la France remplit loyalement ses engagements ; et il est vain d'objecter que le préambule verbal ne porte pas formellement les signatures de Pétain et de Churchill. La France et l'Angleterre ne maintenaient pas officiellement de relations : pour des raisons évidentes, ni Pétain ni Churchill ne pouvaient annoncer cet accord, mais la bonne foi du maréchal en est tout à fait attestée, et le doute n'est pas permis quant à ses efforts continus, sous une forte pression allemande, en vue de souscrire à ses promesses.

L'un des malheurs de la guerre est que Churchill se méfiait de Pétain et se méfiait de De Gaulle. Car ces deux hommes, avec leurs différences personnelles, mais leur accord fondamental sur le futur

de la France, représentaient réellement la France ainsi que les deux phases de l'esprit français : l'un appelant à une action immédiate et irréfléchie, l'autre appelant à un effort discret et patient, mais toujours convaincu ; on peut en conclure qu'il y avait bien peu de compréhension de la France dans les cercles gouvernementaux britanniques.

Dans l'un de mes livres sur la France, je me suis attardé en détail sur les paradoxes du tempérament français : leur romantisme, leur réalisme ; leur spiritualité, leur matérialisme ; leur témérité, leur prudence ; leur désir d'égalité, leur respect de la hiérarchie, leurs actions théâtrales et leur capacité pour une sobre persévérance. Meredith [1], avec sa vision exceptionnelle, a écrit un brillant passage quant aux contradictions des Français, qui sont à la fois sentimentaux et logiques, se comportent souvent de manière impulsive, et gardent pourtant les pieds sur terre, flamboyants mais tenaces.

Le double tempérament des Français ne fut jamais mieux illustré que par l'opposition Pétain-De Gaulle, même si de nombreux autres exemples en attestent, comme l'opposition Thiers-Gambetta. Invariablement, dans toutes les situations périlleuses, les Français affichent instinctivement les deux faces de leur nature.

En chaque Français réside un mélange de concret et d'idéal, du téméraire et du prudent. Ces qualités contrastantes forment une heureuse synthèse. Il n'y eut, par exemple, lors de la première guerre mondiale, pas de plus grande antithèse qu'entre l'imperturbable Joffre et l'audacieux Foch, et les Français apprécièrent les mérites des deux hommes. En période de paix, on connut un autre contraste frappant, entre un Poincaré précis et un Briand inconsidéré, et dont Clemenceau affirma (non sans exagération) que Poincaré, sachant tout, ne comprenait rien, alors que Briand comprenait tout mais ne savait rien.

1. Sans doute George Meredith, poète et romancier britannique, NdT

Pétain appartenait à la catégorie patiente et prudente des Français, et sans doute patience et prudence furent-elles des qualités plus nécessaires que jamais au cours des années d'occupation allemande. Mais il n'était pas aveugle aux vertus de De Gaulle. À en croire le colonel Rémy, l'agent secret de De Gaulle, ce dernier, depuis Londres, percevait et approuvait l'objectif de Pétain, son ancien chef, malgré ses dénonciations fougueuses.

Je pense qu'il était quasiment impossible pour l'Anglais moyen de vraiment comprendre De Gaulle ou Pétain, qui représentaient les deux pôles du tempérament français. Churchill, malgré son imagination, ne comprenait pas que De Gaulle comme Pétain fissent systématiquement passer la France en premier, malgré les différences entre leurs méthodes.

Il faut ajouter que, dans l'arrangement de Londres, qu'importe le nom qu'on lui donne, on s'accorda à ce que les territoires loyaux à Vichy ne fussent pas attaqués, et qu'ils auraient toute justification à repousser une invasion, d'où qu'elle vînt, afin de ne donner aux Allemands aucune excuse pour justifier quelque intervention de leur part. Car sans cette résistance, les Français (c'est-à-dire, le gouvernement de Vichy) comprenaient que les Britanniques ou les gaullistes auraient constitué non seulement une abdication de l'autorité qui restait dans le Sud de la France et dans ses possessions hors métropole, mais auraient même provoqué l'occupation par les Allemands de l'Afrique du Nord, qu'il était important d'empêcher. Toute invasion par les Britanniques, ou par les gaullistes avec un soutien britannique, aurait constitué un acte d'hostilité, une attaque injustifiable d'un allié malheureux. La défense des territoires, d'un autre côté, n'aurait pas constitué un acte d'hostilité : on ne peut pas, même en temps de guerre, renverser les rôles ni abolir la logique habituelle. Et si la nécessité militaire était assez pressante pour abolir toute autre considération, la nécessité militaire elle-même exigeait que les territoires français fussent respectés, sauf à voir les Allemands se substituer aux Français et peut-être attirer les Français contre leur volonté dans une querelle ouverte avec les

Britanniques.

Bien sûr, on pourrait prétendre que les Allemands, quoi qu'il dût arriver, finiraient par intervenir. C'est la raison qui fut donnée pour l'attaque sur Dakar. Elle s'avéra être fausse. Il était convenu que Vichy, pour sa part, ne devrait pas s'employer à reconquérir les territoires africains, à Brazzaville et en Afrique Centrale, qui s'étaient déclarés en faveur de De Gaulle.

Il faut également rappeler que, dans son accord avec Churchill, De Gaulle avait stipulé, ou peut-être est-ce les Anglais qui l'avaient exigé, que les soldats qu'il pourrait rassembler par la suite ne pourraient pas être utilisés pour se battre contre les Français. La possibilité que cela arrive apparaissait lointaine. Il était inconcevable qu'une nouvelle guerre, une guerre franco-française, pût se greffer sur l'autre. S'il fallait, quel qu'en fût le prétexte, se battre contre les Français (plut à Dieu que cela n'arrive jamais !), que la tâche sacrilège en revienne aux Anglais, mais pas aux Français. L'horreur des horreurs est sans aucun doute la guerre civile.

Quant à lutter contre les Britanniques, le maréchal continua de protester : jamais, en aucune occurrence, il ne permettrait que la France se laissât entraîner dans un renversement d'alliances. Il dépêcha un message via l'envoyé portugais à Vichy ; et il chargea également De Lequerica, l'ambassadeur d'Espagne à Vichy, homme compétent et fidèle, d'affirmer clairement sa position, plus qu'amicale, au gouvernement britannique. De Lequerica m'affirma à plusieurs occasions de la volonté ferme du maréchal de résister à toute tentative qui pourrait être faite de l'amener dans une direction fatale. Je pense pouvoir ajouter que l'ambassadeur d'Espagne était tout également déterminé à ce que l'Espagne ne soit pas entraînée dans le camp allemand contre l'Angleterre.

À la lumière de ces faits irréfutables, et du témoignage de l'ambassadeur américain, l'amiral Leahy, qui ne fit jamais mystère de sa sympathie ni de son admiration pour Pétain, la présentation faussée des divers incidents de la guerre, attribuant au maréchal des sentiments anti-anglais et une certaine disposition à coopérer

avec Hitler, ne résistera pas à l'examen.

Je ne m'emploierai pas à distinguer toutes les nuances de pensée qui se manifestèrent à Vichy et à Paris. Mais une ou deux observations sont incontournables. Marcel Déat, à Paris, qui avait été un Socialiste très intelligent, qui avait « *évolué* » et s'était fait l'avocat d'un parti unique, et désirait collaborer avec l'Allemagne pour la construction d'une Europe unifiée, était un polémiste hors du commun. Son journal n'était pas distribué en zone non-occupée, mais de temps à autre, je tombai sur un exemplaire égaré.

Ses attaques envers Vichy étaient plus virulentes que celles des gaullistes de Londres, bien que provenant d'un autre angle : il considérait Pétain comme un obstacle au grand dessein de Hitler. Il allait bien plus loin que Laval, surveillé par le maréchal et par son propre tempérament, qui l'empêchait le plus souvent d'adopter une position claire. Le danger de voir un jour Déat, soutenu par les Allemands, supplanter Pétain et gouverner la France, au moins officiellement, vers le but désiré par l'Allemagne, était omniprésent. Il se faisait l'implacable adversaire de l'attentisme, du « *wait and see* ». Déat rejetait tout ce que Pétain soutenait. Certaines de ses critiques envers le personnel de Vichy étaient légitimement fondées ; mais c'eut été un jour triste pour la France s'il avait pris le pouvoir, ce qui constituait une possibilité permanente. Tout ce qui tendait à affaiblir l'autorité de Pétain, avec une telle opposition, constituait une politique erronée. S'il fallait une seule raison — et il en existait bien d'autres — pour que le maréchal restât au poste que lui avait assigné l'Assemblée Nationale, la voilà. Car s'il s'était retiré, la France se serait retrouvée aux mains d'un *Gauleiter* ou d'un Déat.

On trouvait un autre candidat à sa succession, totalement au service de l'Allemagne, en la personne de Jacques Doriot. Doriot était un homme d'une énergie considérable. Il avait été communiste, meneur d'hommes et, à son heure, avait été aussi populaire que Thorez aujourd'hui. Puis il était devenu anti-communiste, avait fondé un parti pour lutter contre le communisme, qui comptait de

nombreux adhérents. Il était inévitable qu'au moment où le fossé séparant la Russie et l'Allemagne se creuserait, Doriot s'engagerait en bloc du côté de l'Allemagne dans la croisade contre le bolchevisme. Il avait été plutôt patriote avant l'invasion allemande, et la plupart de ses fidèles étaient indubitablement sincères en s'engageant sous sa bannière anti-communiste. Ils furent fortement compromis quand leur chef devint plus hitlérien que les nazis, et nombre d'entre eux payèrent à la Libération le fait d'avoir été membres de son parti, des années auparavant.

Cette guerre était vraiment étrange, de par son caractère idéologique, qui persuada des Français normalement patriotes de tendre la main à l'ennemi qui occupait leur pays, du fait que cet ennemi, dans le cadre des combats, était devenu celui des bolcheviques !

Parmi les personnages que j'avais connus quand j'avais été correspondant à Paris figurait Fernand de Brinon, qui fut nommé par Laval comme une sorte d'ambassadeur représentant le gouvernement de Vichy à Paris. Malheureusement pour lui, il avait la réputation d'être le champion en entente franco-allemande. De nombreux autres Français respectables se sont prononcés en faveur d'une entente franco-allemande, parmi lesquels Caillaux, Briand, et même (à certaines conditions) Poincaré, sans parler de Flandin et de Robert Schuman. Il n'y avait aucun mal à l'idée d'un rapprochement franco-allemand en temps de paix. Mais du simple fait qu'il [Fernand de Brinon] fut la figure d'une politique désirable en soi, il aurait dû prendre ses distances avec ses fonctions quand la France fut vaincue. C'était aussi sa propre politique qui avait été vaincue, bien qu'il ne parût pas s'en rendre compte. En matière politique, les idées fixes, ne tenant pas compte des circonstances, mettent leurs victimes dans des positions intenables.

Les Français ont toujours été friands de sociétés secrètes et, quelque temps avant la guerre, on parlait beaucoup de la Cagoule et des cagoulards. Il serait difficile d'exposer leurs objectifs, mis à part qu'ils relevaient à la fois de l'anti-bolchevisme et de l'anti-parlementarisme. Je ne pus jamais considérer leurs complots avec

LES CHEFS DE PARTI
SE REUNISSENT POUR COORDONNER LEURS
EFFORTS ET RENFORCER LEUR ACTIVITÉ

De gauche à droite : MM. Costantini, Déat, Deloncle Doriot.
Photos Archives « Le Matin »

Les chefs des différents groupements politiques soussignés, qui ont pour but essentiel d'assurer la renaissance française dans le cadre de la nouvelle Europe socialiste, rendue possible par l'écrasement du bolchevisme et l'élimination de la ploutocratie anglo-juive, ont décidé, afin de coordonner leurs efforts et de renforcer leur action, de se réunir périodiquement, comme ils l'ont fait avec succès pour la constitution de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme.

Pierre Costantini, *chef de la Ligue Française.*
Marcel Déat, *chef du Rassemblement National Populaire.*
Eugène Deloncle, *chef du Mouvement Social Révolutionnaire.*
Jacques Doriot, *chef du Parti Populaire Français.*

Vers l'unité

FIGURE 7.1 – De gauche à droite : M. Costantini, Marcel Déat, Eugène Deloncle, Jacques Doriot. Source : Wikipédia

sérieux. Les cagoulards ne constituèrent jamais plus qu'une poignée d'hommes se plaisant à conspirer dans l'ombre, et les gouvernements, quand les difficultés surgissaient, adoraient déterrer un complot plus ou moins inoffensif. C'était une coutume de la part des politiciens d'accuser un adversaire politique d'être associé avec la Cagoule. Comme les organisations manquaient d'hommes et d'armes, c'était surtout les flatter que de découvrir qu'elles s'étaient assemblées, sous couvert de la nuit, dans quelque demeure désertée

sur une lande isolée, pour échanger à voix basse des hypothèses de renversement du régime. Leur romantisme tardif ne servait qu'à permettre aux autorités de créer une diversion un peu sensationnelle. Eugène Deloncle fut le cagoulard le plus connu qui resta en France, et il associa sa voix à celle des Allemands.

La presse de Paris était très différente de celle de Vichy ou de Lyon. Dans l'ensemble, les journaux d'information nationaux étaient restés dans la capitale et ne fermaient pas leurs colonnes à la propagande allemande. S'y ajoutèrent rapidement des journaux spécifiquement subventionnés par les Allemands, avec des directeurs ou des contributeurs qui avaient par le passé constitué des avocats de premier plan de l'entente franco-allemande. J'en avais connu certains et ne pouvais que déplorer que, dévoyés par leurs ambitions, par leurs convictions singulièrement déformées depuis que la paix n'était plus, par leurs relations, par leur goût du lucre, ils échouassent à voir la différence entre la collaboration avec les Allemands en temps de guerre dans la réalisation de la guerre et la collaboration avec les Allemands, et d'autres nations européennes, en temps de paix et pour la préservation de la paix.

Les journaux d'opinion, pour la plupart, migrèrent vers la zone non-occupée, où leur liberté était bien plus importante. Ils étaient naturellement contraints de publier les communiqués officiels, et il existait une censure à Vichy, comme dans tous les pays belligérants. Pourtant, ils profitaient d'une certaine indépendance, pourvu qu'ils l'exerçassent avec discrétion, et il était souvent facile de lire entre les lignes. *Le Temps*, *Le Figaro* et *Action française* figuraient parmi les journaux qui avaient déménagé au Sud et qui soutenaient le maréchal. Quand vint la purge à la Libération, il fut statué qu'aucun reproche n'était à faire aux journaux qui avaient quitté Paris, pourvu qu'ils aient cessé de publier [à Paris, NdT] à une date arbitrairement fixée à la fin 1942.

Quant aux journaux de Paris, ils furent automatiquement condamnés, bien que le jugement impliquât que les Parisiens auraient dû rester totalement sans presse sous l'occupation. La plupart des jour-

naux de province dans la zone non-occupée furent, indépendamment de leurs tentatives de conserver leur indépendance, fermés à la Libération, et leurs bureaux et leurs matériels furent saisis, principalement par les communistes.

Pour comprendre le cas de l'organe de presse communiste, *l'Humanité*, il faut rappeler que la Russie, encore alliée de l'Allemagne, fulminait contre les « *impérialistes* » français et anglais alors même qu'elle annexait les malheureux pays d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, que la politique britannique s'était employée à maintenir et qui étaient à présent abandonnés par les Allemands. Staline avait, de même, annexé un morceau de la Finlande et, bien sûr, la moitié de la Pologne, dont l'autre moitié finirait par tomber entre ses griffes comme État satellite. Il prit également la Bessarabie et l'Est de la Bucovine, et Molotov, lors de sa visite à Berlin en novembre 1940, annonça les intentions russes en Bulgarie et ses desseins dans les Détroits pour sécuriser ses accès à la Méditerranée. Il y avait également la question du pétrole roumain, très précieux aux yeux des Allemands, mais convoité par la Russie. Il existe des raisons de croire qu'alarmé par la voracité de la Russie, qui accumulait les prises sans combattre, et dont l'objet était de pousser les puissances de l'Ouest dans une guerre d'extermination [entre elles, NdT] qui aurait laissé la Russie comme véritable maître de l'Europe, Hitler se faisait à l'idée de démolir son partenaire vorace par une campagne soudaine et courte au printemps suivant, cependant que Goering, plus sage, continuait de plaider pour une descente jusque Gibraltar à travers l'Espagne, puis Casablanca et Dakar. On comprendra en quoi la diplomatie de Pétain, et, je pense celle de Franco, tendirent à pousser Hitler à épargner la France et à retourner ses armes contre la Russie ; naturellement, les communistes ne purent pardonner au maréchal d'avoir ainsi contribué, consciemment ou non, à perturber le dessein russe.

Dans l'intervalle, l'amitié apparente entre Hitler et Staline se poursuivit. Hitler avait de nouvelles complications à traiter ; Mussolini, contre l'avis de ses généraux, ne voulant pas se laisser sup-

planter par Hitler, lança sa guerre stupide contre la Grèce et fut promptement renvoyé par les Grecs en Albanie. En Afrique du Nord également, les Italiens faisaient montre de leurs talents de soldats d'opérette et furent pourchassés par les Britanniques dans le désert sur 800 à 1000 kilomètres. Les communistes, avec l'adaptation aux circonstances qui les distingue, tout en professant leur sympathie pour les Allemands en France, demandèrent l'autorisation de republier *l'Humanité*, ce à quoi les Allemands ne virent pas d'objection, au contraire de Vichy. Les communistes français, qui plus tard se proclameraient seuls vrais patriotes, s'opposaient à l'« *impérialisme* » britannique, à De Gaulle, au « *capitalisme* » (et ils semblaient croire que Hitler s'y opposait également), et, naturellement, à Pétain. Le précédent de Brest-Litovsk fut invoqué. Je ne saurais dire si les Allemands seraient entrés dans un tel schéma, mais je sais qu'il existait une phobie anti-communiste en France qui, avec de vagues rappels à la Commune sanglante de 1870, persuada des hommes intelligents de la possibilité d'une révolution rouge.

J'en ai à présent suffisamment révélé pour poser la question : qui d'autre que le maréchal aurait pu affronter cette situation avec la moindre chance de succès ? Qui, hormis Pétain, aurait maintenu l'équilibre, menacé de toutes parts ? Car il était impensable que la France jetât l'éponge. Laisser qui le voudrait prendre le pouvoir, sous l'œil cynique de l'envahisseur, aurait été criminel. Cesser toute forme de négociation avec l'Allemagne, livrer la France entière à un *Gauleiter* impitoyable aurait pu apparaître héroïque à Londres ; en France, cela aurait constitué une abdication nationale. Et bien peu de politiciens restaient qui auraient osé faire face aux Allemands. Les politiciens s'étaient terrés. Ils étaient terrés dans leur trou, prêchant l'obéissance à l'occupant, jusqu'à ce que le temps vienne où ils pourraient reprendre le pouvoir en abusant de l'homme qui les avait sauvés.

Chapitre 8

Laval est remercié

Nous devons soigneusement distinguer la politique de Pétain de celle de Laval. Il était parfaitement approprié, et certainement admirable de rester en France et de tenir face aux Allemands. Il était juste de négocier, de temporiser, d'œuvrer à protéger le peuple français. Il fut fautif de faire preuve du moindre zèle au service de l'ennemi, d'obéir volontairement au moindre de ses ordres. Il aurait, bien souvent, été fou de s'opposer aux Allemands frontalement, sans armes : il était sage de manœuvrer, de jouer la montre, d'éluder les exigences de l'occupant quand des intérêts vitaux étaient en jeu. Mais la ligne séparant le collabo (disant oui à tout) du patriote (obligé de lâcher du lest face à la pression, de reculer face à une force irrésistible) était étroite, et extrêmement difficile à définir.

Aux yeux des Français, le maréchal représentait l'esprit d'une résistance prudente, alors que Laval, à raison ou à tort, représentait l'esprit de conciliation.

Le choc des deux conceptions devait provoquer une crise. À plusieurs occasions, Pétain exprima son intention de se débarrasser de Laval dès que possible. Certaines de ses remarques avaient été diffusées largement, Vichy étant devenue une caisse de résonance.

Il avait même, m'assura-t-on, fait part aux Britanniques de son manque de confiance envers son premier ministre. Il n'éprouvait aucune gratitude envers l'homme qui avait conduit les débats devant l'Assemblée avec une compétence technique avérée. Au contraire, le maréchal était irrité, sentant que Laval s'était imposé au gouvernement, comme il s'était imposé à Caillaux, à Briand [1], à Tardieu. S'il avait eu les mains libres, le maréchal n'eut jamais choisi l'auvergnat, dont l'image souffrait encore de la rebuffade britannique dans l'affaire abyssine.

Peut-être Laval aurait-il eu d'autres explications plus ou moins satisfaisantes pour expliquer ses intentions, sinon sa conduite, si on l'avait autorisé à se défendre en 1945. Il suffit de dire qu'alors que le maréchal se voyait presque unanimement approuvé dans les premiers mois de Vichy, Laval était extrêmement impopulaire, l'homme le plus impopulaire de France, comme il le reconnut lui-même.

La coopération entre les deux hommes était d'autant plus difficile que les différences pullulaient non seulement dans leurs politiques, mais également dans leurs tempéraments. Ils avaient des expériences totalement dissemblables. Le maréchal était, avant tout et presque exclusivement, un soldat, doté d'un sens aigu de la hiérarchie. Il avait pour habitude de communiquer ses ordres à ses subordonnés immédiats, qui les feraient suivre le long de la chaîne de commandement jusqu'au stade de l'exécution. Laval avait fait ses armes dans l'atmosphère détendue de la Chambre, où presque tout se joue par hochements de tête, clins d'œil, tapes dans le dos, et relations désinvoltes entre familiers, avec des retours d'ascenseurs, des concessions réciproques, des compromis, des cadeaux. Le maréchal était cultivé, précis, méthodique, alors que Laval était grossier dans ses manières comme dans son apparence. Le maréchal demandait des rapports établis avec soin, alors que Laval était

1. Il s'agit bien d'Aristide Briand, mort en 1932. Laval l'a côtoyé au cours des dernières années de sa vie, NdT

brouillon, opportuniste, préférant laisser peu de traces de ses activités, et faisait emploi d'un panel étonnant d'agents personnels. Quand le maréchal demandait qu'une décision fût consignée par écrit, Laval se plaignait : les papiers finissaient toujours mystérieusement à Londres. Le maréchal proposa de consigner les documents secrets dans son coffre-fort privé : Laval continua d'insister que, d'une manière ou d'une autre, leur contenu fuiterait à travers la porte d'acier. Le maréchal obéissait à des habitudes de vie propres et méticuleuses ; Laval portait une cravate blanche sale, il n'avait pas de style. Le maréchal détestait fumer, mais Laval avait perpétuellement, comme Briand, une cigarette à demi fumée pendue à la lèvre inférieure. Le maréchal parlait résolument, en pesant ses mots mais en usant d'un langage épuré : Laval, bien qu'ayant la langue bien pendue, affectait un discours négligent. Le maréchal, en résumé, se montrait aristocratique dans son comportement, et Laval était ce qu'on considérait démocratique. Jamais il n'y eut paire aussi mal assortie. Le prodige était que, s'étant assemblés du fait des vicissitudes de la guerre, ils aient pu rester ensemble aussi longtemps.

Les messages du maréchal, quoi que l'on puisse penser de leurs contenus, étaient phrasés de manière harmonieuse. Ils étaient peut-être écrits pour lui par des hommes lettrés. De fait, j'ai connu certains de ses « *fantômes* », mais ils portaient sa marque unique. Ils contrastaient fortement des énoncés plus relâchés de Laval. On peut juger étrange que l'aspect littéraire du maréchal suscite un meilleur intérêt de la part des masses que la démagogie divagante et souvent maladroite de son premier ministre, mais il y a à cela plusieurs raisons, dont la première réside dans la parfaite clarté des annonces du maréchal, et la seconde en une certaine qualité de sincérité émotionnelle. Il faut se souvenir, également, que même les Français les plus humbles portent une oreille sympathique à la langue française. Laval trébuchait sur des erreurs choquantes, commettait des fautes d'élocution. Je n'ai pas besoin d'aller chercher d'autre exemple que sa célèbre bévue (2 années plus tard) : « *Je souhaite la victoire*

de l'Allemagne, parce que... » Mais personne ne tint compte de son explication, arguant que si l'Allemagne était vaincue, le communisme dominerait l'Europe. Il est probable qu'il n'essayait pas de signifier que son espoir concernait une victoire allemande sur la France et l'Angleterre, et qu'il ne pensait en prononçant ces mots qu'à la lutte entre l'Allemagne et la Russie, mais l'effet en fut catastrophique. Cette bévue impressionnante ne pouvait pas, bien sûr, être prévue dès 1940, mais on appréhendait déjà sa maladresse. Chacun ressentait l'inaptitude de l'homme à seconder le maréchal, mais l'élite lui fut particulièrement hostile dès le début. Il était un politicien, ne semblant pas se rendre compte que nous n'étions pas engagés dans un jeu politique, mais dans une lutte à mort. Je n'avais jamais considéré Laval comme très intelligent, malgré son ascension vers les sommets politiques ; il m'arrivait parfois de le trouver vraiment inintelligent, même à de bas niveaux, comme l'électoralisme, par exemple ; sa réduction stupide de 10% sur les salaires et les versements payés par le gouvernement, à la veille d'un appel au pays. Il avait en lui, peut-être, un bon sens paysan : guère plus. Et le secret de son ascension au pouvoir résidait en sa capacité à se protéger derrière des hommes plus grands, auprès desquels il était prêt à jouer le rôle de singe suiveur. Même alors, c'est derrière le dos du maréchal qu'il se camouflait. La meilleure chose que l'on puisse dire sur Laval, c'est qu'en matière internationale, avant 1939, il présentait un réalisme et une flexibilité plus développés pour œuvrer à la résolution pacifique des problèmes d'alors qu'aucun autre dirigeant français de l'époque.

Le maréchal s'inquiétait des fausses interprétations qui avaient été données de l'entrevue de Montoire. C'était une chose de tromper l'ennemi, c'en était une autre de diriger le peuple français sur un chemin qui ne pouvait mener qu'à la soumission à l'Allemagne. Il décida de rompre avec Laval et, en même temps, de rompre la promesse, réelle ou assumée, de « *collaboration.* »

Il avait autour de lui des hommes qui jouissaient de sa confiance, et déploraient ce qu'ils décrivaient comme la servilité de Laval dans

ses rapports avec les Allemands. Il aurait sans doute été plus exact d'accuser Laval de ne pas tenir le maréchal et ses camarades ministres informés de ses promesses et demi-promesses, et d'engager la France sur des trajectoires que le gouvernement de Vichy ne pouvait pas cautionner. Il était considéré comme anti-britannique par un cabinet dans l'ensemble pro-britannique. Alors qu'il était déjà désigné comme successeur du maréchal, qui prévoyait la possibilité de sa propre fin, il était humain, bien trop humain, qu'il suscitât les jalousies. N'était-il pas en train de progresser, non seulement sur le dos du maréchal, mais aussi sur celui des Allemands, vers une forme de dictature, ou plutôt de se rendre indispensable, par la grâce de Hitler et de Mussolini ? Sous le prétexte de discuter le retour des prisonniers de guerre français, le retour des départements du Nord à l'administration de Paris en lieu et place de celle de Bruxelles, la relégation du problème de l'Alsace-Lorraine à la fin de la guerre, la réduction de l'indemnité allemande quotidienne à 400 millions de francs à moins de la moitié de ce montant qui, à l'époque, était considérable, et finalement, des communications plus libres entre le Nord et le Sud, entre les zones occupée et non-occupée ; sous prétexte de discuter ces questions, ne se faisait-il pas un agent de l'ennemi ? Et quelles nouvelles concessions offrait-il en échange d'engagements allemands sur ces points ? Le maréchal se plaignit d'être laissé dans le noir, et malgré les protestations de Laval déclarant qu'il ne dissimulait rien, les soupçons de Pétain crûrent et n'eurent bientôt plus guère besoin d'être catalysés par Bouthillier, Peyrouton, Baudouin, Alibert, l'amiral Platon et le général Huntziger. L'amiral Darlan, le rival le plus proche de Laval, préféra rester hors du cercle qui se réduisait peu à peu autour de Laval.

Hitler était intéressé à magnifier la politique, jusqu'alors nébuleuse, de collaboration franco-allemande. La politique devait être consolidée et couronnée par l'une de ces manifestations spectaculaires qu'aimait le Führer. Je ne sais pas qui émit la proposition de transporter solennellement les cendres du Duc de Reichstadt, le fils

de Napoléon, l'« *Aiglon* », de Vienne aux Invalides à Paris, mais le caractère grandiose de la cérémonie, telle qu'elle était prévue, faisait appel au sens théâtral de Hitler. Cette cérémonie devait être tenue avec toute la pompe wagnérienne. À minuit, le cercueil du petit « *Roi de Rome* », après que des pièces romantiques le mettant en scène avaient été jouées, au sujet duquel toute une littérature fut montée, devait être transporté à la lueur sombre des torches jusqu'à l'immense nécropole dont le dôme est si familier aux Parisiens. Arrivés sur les lieux de la tombe, Hitler et Pétain devaient se rencontrer et s'étreindre les mains en silence alors que le cercueil descendait dans sa dernière demeure. Là et alors serait scellée la réconciliation entre la France et l'Allemagne.

Le dénouement dramatique de la querelle ancestrale qui avait coûté si cher à l'Allemagne, ainsi qu'à la France, était fixé au 13 décembre. Un refus du maréchal aurait été considéré comme hostile. Mais qu'il l'acceptât eut constitué une trahison de la France.

Il fallait faire quelque chose, et rapidement. Les adversaires de Laval trouvèrent une oreille ouverte et réceptive : le maréchal avait déjà décidé que Laval devait être remplacé. Ils n'eurent aucune difficulté à convaincre Pétain que Laval avait proposé le déplacement des restes de l'Aiglon, afin de soumettre la France définitivement, irrévocablement, à la politique d'une alliance franco-allemande, et afin de faire du maréchal le prisonnier des Allemands à Versailles, tandis qu'un nouveau gouvernement, dirigé par Laval et composé de De Brinon, Luchaire, Déat, Doriot, et d'autres, tous pro-allemands, serait constitué à Paris.

Que le lecteur me laisse remarquer, au passage, qu'indépendamment de l'existence d'un tel complot au mois de décembre 1940, le danger était toujours réel qu'un gouvernement pro-allemand supplantât le gouvernement du maréchal. Quoi que l'on puisse supposer quant aux possibles sentiments personnels du maréchal, sa conviction que lui seul pouvait protéger la population française, sa colère à la tentative supposée de le remplacer, son attitude m'apparaît comme une preuve convaincante de son total manque de sym-

pathie pour l'envahisseur, une preuve de sa résolution à défendre la France, quitte à prendre tous les risques pour lui-même ou pour le pays, contre l'établissement d'un *Quisling*, c'est-à-dire d'un gouvernement désigné par les Allemands. Il fallait faire preuve d'un courage considérable pour défier le Führer, pour ruiner son dessein de réconciliation spectaculaire à Paris, et pour arrêter le favori des Allemands.

Nous pouvons, alors, nous figurer la scène incroyable de la Chambre du Conseil à Vichy, à la veille de la cérémonie prévue à Paris. Le maréchal, blanc d'indignation, de sa voix la plus froide et la plus tranchante, demande la démission de tous ses ministres. En silence, ils obéissent. Certains d'entre eux savaient ce qui allait se produire ; d'autres furent éberlués. Quand le maréchal eut devant lui les démissions, il annonça qu'il n'en acceptait que deux : celles de Laval et celle de Ripert, le ministre de l'éducation. Laval, qui ne s'y attendait pas, balbutia de consternation. Il émit ses reproches, rappelant au maréchal la dette qui était la sienne, l'avertissant des conséquences d'une insulte faite à Hitler. Le maréchal répondit que les propositions allemandes, dont il avait systématiquement été tenu dans l'ignorance, avaient été examinées par Laval. Laval protesta : le maréchal avait été tenu informé de toutes les transactions, Pétain se révélait comme un ennemi implacable, et engageait la France dans une aventure dont la fin n'était pas prévisible. Le maréchal se montra intransigeant, et Laval sortit, découragé et craignant le pire.

Ce coup de théâtre prouve la différence fondamentale entre le maréchal et Laval dans leurs approches du terrible problème des relations franco-allemandes. Il est vrai que Pétain, en l'annonçant de sa voix glacée, qui résonnait à la radio comme le couperet de la guillotine, fut obligé d'attribuer la révocation de Laval à des motifs de politique intérieure. Il ne pouvait pas faire autrement, sauf à se préparer à annoncer une désobéissance ouverte à l'occupant, et à se faire balayer par une invasion torrentielle dans la zone Sud. Mais les faits sont limpides ; et certainement, même considé-

rés seuls, ils exonèrent le maréchal de l'accusation, incroyable en soi, de complicité avec les desseins de l'Allemagne. Sa vision de la « *collaboration* » était devenue parfaitement claire après qu'il prit cette position audacieuse et même aventureuse. Il fit preuve, une fois de plus de l'esprit de Verdun. Jusqu'ici, mais pas plus loin !

En lieu et place de l'inhumation wagnérienne de l'Aiglon aux Invalides à la lueur sombre des torches, en présence du maréchal et du Führer, s'étreignant les mains dans une image d'Épinal, pour célébrer l'alliance entre la France et l'Allemagne, il n'y eut qu'une cérémonie dépouillée, les principaux acteurs brillant par leur absence, et les restes du pauvre Prince furent enterrés à la hâte dans le caveau des Invalides.

Et cependant, le premier ministre déconfit dînait inconsolable au Chanteclair, le restaurant fréquenté par les diplomates et les journalistes, incertain de son devenir. Il comptait peut-être sur la timidité du gouvernement du maréchal. Mais il ne pouvait en être certain. Des choses étranges se produisent dans les jours de révolution, et nous vivions vraiment une immense révolution qui avait commencé avec la défaite, continué avec la Libération, et ne s'est peut-être toujours pas terminée. Il y eut, de fait, ceux qui conseillèrent une cour martiale à minuit, avant que les Allemands n'aient le temps d'intervenir, une exécution rapide de Laval, rappelant celle du Duc d'Enghien par Napoléon. Ou, peut-être, un coup de feu opportun pour empêcher un prisonnier de s'évader ?...

Vichy connaissait littéralement un état de siège. La police avait été mobilisée par Peyrouton. L'armée était sous les ordres de Huntziger. Aucun train n'était autorisé à quitter la capitale provisoire de France. Chaque soir, Laval s'était rendu à son domicile à Chateldon, à quelques kilomètres de Vichy, revenant au matin, comme un homme d'affaires retournant au bureau. À présent, il apprenait que son chauffeur s'était fait arrêter. Les secrétaires de Laval furent enfermés dans leurs bureaux et on leur interdit de bouger. Les sténo-dactylos avaient été envoyées au lit. Et à présent, Laval se retrouvait lui-même sous escorte, conduit à Chateldon, sa mai-

Le Petit Parisien

50 cent. EDITION DE PARIS 50 cent.

DIMANCHE 15 DÉCEMBRE 1940

CENT ANS, JOUR POUR JOUR, APRÈS LE RETOUR DE L'AIGLE

LE CERCUEIL DE L'AIGLON

remis à la France par le Führer

EST DEPOSE AUX INVALIDES

LA VEILLÉE PATHÉTIQUE

Amené de Vienne à la gare de l'Est dans un wagon transformé en chapelle ardente, il a été transporté de nuit, sous la neige, jusqu'au dôme de Mansard, sur un plateau tiré par un tracteur, escorté d'autos militaires et de motocyclettes

LA SUPRÊME ÉTAPE

DE LA GARE DE L'EST A L'HOTEL DES INVALIDES

"SECOURS NATIONAL-ENTRAIDE D'HIVER DU MARÉCHAL"

L'INDUSTRIE LOURDE BRITANNIQUE gravement éprouvée par les bombardements

REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE "PETIT PARISIEN"

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

FIGURE 8.1 – Première page du journal *le petit parisien* du 15 décembre 1940. Source : BNF

son occupée par des soldats et des policiers, où il se vit assigné à résidence jusqu'à nouvelle décision.

Deux jours plus tard, Otto Abetz[2] arrivait à Vichy escorté d'hommes armés, pour exiger la libération de Laval et la révocation

2. ambassadeur d'Allemagne à Paris, NdT

LE PETIT DAUPHINOIS

LE GRAND QUOTIDIEN DES ALPES FRANÇAISES

DIMANCHE 15 DÉCEMBRE 1940

CINQUANTE CENTIMES

POUR DE HAUTES RAISONS DE POLITIQUE INTERIEURE

M. Pierre Laval ne fait plus partie du gouvernement

M. Pierre-Etienne Flandin devient ministre des Affaires étrangères et M. Jacques Chevalier remplace M. Ripert à l'Instruction publique

Les actes constitutionnels qui désignaient le successeur éventuel du Chef de l'Etat sont annulés et la vice-présidence du Conseil est supprimée

Rien n'est changé dans nos rapports avec l'Allemagne

«Je demeure à la barre. La révolution nationale se poursuit...»

déclare le Maréchal PETAIN

LA COMPOSITION du GOUVERNEMENT

Un dialogue amène l'arrestation de gens du monde trafiquants de savon et spéculateurs à la hausse

LES TEMPS NOUVEAUX

L'autre collaboration nécessaire

CAPITAL - DIRECTION - TRAVAIL

DANS UNE LETTRE AU MARECHAL PETAIN LE CHANCELIER HITLER ANNONCE

FIGURE 8.2 – Première page du journal *le petit dauphinois* du 15 décembre 1940.

de tous ceux qui avaient pris une part manifeste à sa chute.

Bien sûr, il fallut libérer Laval. À son retour à Vichy, il ne manqua pas d'insultes envers le maréchal : « *une vessie explosée* », « *une marionnette* », « *un vieil imbécile arrivé à la sénilité* », et d'autres. Le maréchal tint bon : il ne rendrait pas à Laval la direction de son cabinet. Pour lui, la politique de la subordination à l'Allemagne, la politique des concessions répétées, la supposée politique de Montoire était terminée, et la révocation de Laval constituait le signe et le symbole d'une nouvelle résistance aux empiétements allemands. Il n'est pas possible d'expliquer pourquoi les Allemands n'insistèrent pas pour que Pétain se retirât, là et à cet instant. Son attitude était tout aussi provocatrice que celle de De Gaulle, et il était en France, alors que De Gaulle était en Angleterre.

Les Allemands espéraient peut-être encore que la France leur

deviendrait plus favorable s'ils lui appliquaient une certaine tolérance, une certaine marque d'amitié, s'ils laissaient un simulacre d'indépendance aux Français, en contraste avec les méthodes dures employées par eux dans d'autres pays. Ils reconnaissaient que la France ne se laisserait pas gagner par la contrainte, mais n'abandonnèrent jamais l'arme de la coercition, et en firent moult usages. Ils auraient préféré que la France entrât dans leur projet de son plein gré. Sans doute réalisaient-ils que l'expulsion, voire la suppression du maréchal, produiraient un tel esprit de révolte qu'il était préférable de temporiser. Les baïonnettes permettent de faire beaucoup de choses, mais on ne peut s'asseoir dessus, et avec toute sa brutalité, Hitler n'était pas aveugle : il lui fallait une France conciliante pour bâtir la nouvelle Europe qu'il appelait de ses vœux.

Rien de ce qui a été révélé depuis les journées vibrantes de décembre 1940, quand je sus tout ce qui se produisait à Vichy, ne m'a amené à changer de point de vue : premièrement, Pétain était un vrai résistant ; deuxièmement, Hitler ne voulait pas, malgré sa grande méfiance envers le maréchal, céder à l'emploi de méthodes purement violentes et perdre l'opportunité d'arriver à un accord avec les Français.

Peut-être les tactiques des Allemands envers la France étaient-elles, sous certains aspects, plus dangereuses que la franche nomination d'un *Gauleiter*. Car l'Allemagne restait aux commandes. La création d'illusions en France, pour éphémères qu'elles fussent, séduisit bien trop d'excellents Français, les amena à une trahison involontaire des plus hauts intérêts de la France, et prépara la guerre civile dont les effets restent palpables à ce jour. La « *correction* », une relative considération, les gains et concessions immédiats, contribuèrent plus à corrompre l'âme de la France que la domination la plus totale. L'erreur de Laval fut de croire qu'il pourrait sauver la France par des négociations à la petite semaine. Ceux qui partagèrent son point de vue étaient sortis de la réalité, et se laissèrent leurrer par de faux espoirs. On peut dire que, par un paradoxe aussi grand que déplorable, c'est la brutalité et la

violence, conséquences dégénératives de la longue occupation que subit la France, qui sauvèrent cette dernière.

Chapitre 9

Darlan

La nomination de l'amiral Leahy comme ambassadeur des États-Unis à Vichy, début 1941, raviva l'espoir et la joie en France. Il s'agissait d'une preuve que l'Amérique n'abandonnait pas la France, et qu'une assistance pourrait en fin de compte en venir. Cette nouvelle reconnaissance du maréchal Pétain comme seul chef de l'État légitime, après l'armistice, après Mers el-Kébir, après Montoire, après la révocation de Laval, cautionnait le verdict de l'Assemblée Nationale et du peuple français.

Mon vieil ami, l'ambassadeur William C. Bullitt, avait été rappelé pour livrer son rapport sur la débâcle française. Il avait une très haute opinion des aptitudes du maréchal face à la tâche terrible qui lui était dévolue. Pétain était le seul Français à pouvoir tenir tête aux Allemands avec un prestige intact et un passif de patriotisme inégalé.

Il n'est pas anodin que le successeur de Bullitt fût l'un des soldats les plus distingués des États-Unis. Les soldats se comprennent entre eux. Si cela avait été possible, ils auraient dépêché le général Pershing, son vieux camarade de guerre, mais le général, héros national au même titre que le maréchal, n'aurait pu consoler ni

rassurer le maréchal par sa présence : le poids des ans était trop élevé sur sa personne. Il ne put qu'exprimer son estime intacte et sa sympathie avec son camarade de France. À défaut de Pershing, le choix de Leahy était le meilleur et le plus flatteur pour les Français et le dirigeant qu'ils avaient élu.

L'association entre Pétain et Leahy ne pouvait que porter des fruits. Tant que l'amiral resta et que son séjour ne fut endeuillé que par le deuil dont il fut affligé après le décès de son épouse, il n'y eut jamais l'ombre d'une divergence de vues entre eux sur les sujets vitaux, ni aucune question quant à la dévotion du maréchal aux intérêts permanents de la France et des Alliés. L'amiral Leahy n'adopta jamais la vision voulant qu'en prenant ses fonctions au moment le plus bas des fortunes de la France, le maréchal trahissait son pays. Il fut parfaitement convenu qu'en faisant usage de la seule arme à la portée d'une nation vaincue, celle des négociations avec l'ennemi, Pétain protégeait le peuple français, maintenait son unité pour autant que les occupants et les émigrés le permettaient, cherchait un nécessaire *modus vivendi*, organisait les services collectifs dont les Allemands n'avaient cure, et préparait clandestinement une révolte finale mais non prématurée. Les relations de l'Amérique avec la France officielle furent cordiales et confiantes, et chacun vit l'encouragement du gouvernement de Vichy comme une promesse de sympathie américaine, qui fut extrêmement précieuse en cette époque d'accablement.

FIGURE 9.1 – Le Maréchal Pétain et le Général US Pershing, en 1931

Il ne m'appartient pas de commenter en détail les actions remarquables conduites par l'ambassadeur Leahy. Il en a relaté lui-même assez fidèlement les grandes lignes, et son récit fait le plus grand cas de Pétain et de son profond patriotisme. J'aurais cru que son témoignage serait décisif. Nous étions persuadés que la puis-

sante République d'outre-Atlantique viendrait à notre secours tôt ou tard.

Robert Murphy, le chargé d'affaires en poste, signait des accords avec Weygand et positionnait ses consuls, en nombre extraordinaires, en Afrique du Nord, où s'organisait une nouvelle armée, avec l'aval total du maréchal, afin de préparer le débarquement de 1942. Aucun doute ne peut exister quant à la connivence du maréchal, de Weygand, de Leahy et de Murphy dans les mesures qui amenèrent enfin à la déconfiture des Allemands. Pourquoi des Français honnêtes, dont le seul crime fut de partager la confiance américaine envers le maréchal, furent-ils traités rudement trois années plus tard par les émigrés rentrés au pays, qui avaient occupé ce temps à parler devant un micro depuis un lieu sûr ?

FIGURE 9.2 – Le Maréchal Philippe Pétain et l'ambassadeur des USA, William Leahy

Mais, dans l'intervalle, l'amiral Darlan avait succédé à Laval en tant que « *Dauphin* » en France, et le changement n'était pas aussi satisfaisant qu'on aurait pu l'espérer. Comme l'observa un dirigeant nazi : « *Quand nous [les Allemands] demandions un poulet, Laval, après de longues disputes, nous donnait un œuf. Quand nous demandions un œuf à Darlan, il s'empressait de nous remettre un poulet.* »

Il ne faut pas prendre cette phrase au pied de la lettre. Elle est sans doute exacte en ce qui concerne Laval, ce qui constitue à la fois une défense et une critique de son système. Elle est exagérée quant à Darlan. Il n'offrait pas plus qu'un œuf dès lors qu'un œuf était demandé, mais il était moins incliné que son prédécesseur à marchander avec l'occupant. Le problème de toutes ces négociations était que, que ce fût un œuf ou un poulet qui fût cédé, c'était

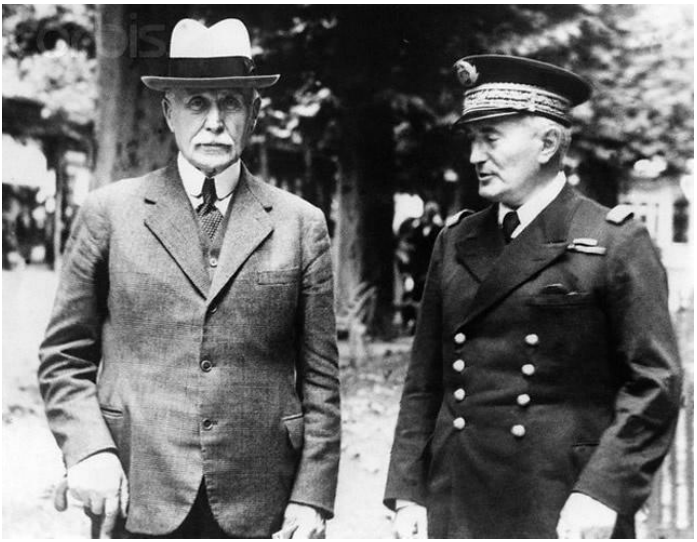

FIGURE 9.3 – L'amiral Darlan aux côtés du maréchal Pétain - date indéterminée - Source memoiredeguerre.com

toujours aux dépens de la France. Si les Allemands prenaient œufs ou poulets de force, aucun Français n'était à blâmer ; mais consentir à des concessions qui dépassaient les termes de l'armistice, déjà en soi un Diktat, constituait une faute que le degré d'importance de la concession ne suffit pas à estimer.

Laval s'était imposé au maréchal ; Darlan lui fut imposé par les Allemands. Pétain avait jugé Laval avec sévérité ; longtemps il considéra Darlan avec plus d'indulgence. Il était naturel qu'il préférât l'officier au politicien, car il avait de bonnes raisons d'abhorrer les politiciens qui tenaient une si grande responsabilité dans la ruine de la France. Habitué qu'il était à diriger des hommes de l'armée par des méthodes plus directes, qu'ils relevassent de l'armée ou de la marine, il fit confiance à Darlan autant qu'il s'était méfié de

Laval.

Je ne m'emploie pas ici à représenter Pétain comme n'ayant commis aucune erreur. Qui ne commit aucune erreur en France, en Angleterre, ou en Amérique ? Il était vieux et, quoique parfaitement lucide et extrêmement bien préservé physiquement et mentalement, on ne pouvait attendre de lui qu'il déployât une énergie surhumaine. Il comptait sur d'autres pour le soulager d'une part de la charge qu'il ne pouvait porter seul.

Louis XIV, dans ses années de déclin, alors que les malheurs tombaient sur la France, recevant un maréchal vieillissant qui avait échoué, le consola avec une réflexion triste mais clémente : « *Monsieur le Maréchal, nous ne sommes pas très bien lotis à nos âges* ».

Les démocraties ne se montrent pas aussi compréhensives et compatissantes à l'égard des serviteurs ayant connu l'échec que les anciennes monarchies. Darlan ne fut pas plus populaire que Laval. Il resta quasiment inconnu du public. Il avait connu de francs succès, mais son histoire n'était pas marquée d'exploits qui auraient pu frapper l'imagination du public. Il était, de fait, ce que les Français désignent dédaigneusement comme un « *homme de carrière* ». Ses qualités techniques étaient fort respectées. Mais il était plus monté en grade de part ses activités à terre qu'en mer. C'était plus un bureaucrate qu'un marin. Il avait passé la plus grande partie de sa vie au Ministère de la Marine, dans les bureaux de la rue Royale. Il avait été le favori de deux ou trois ministres de la Troisième République. Son amitié pour un dirigeant socialiste de premier plan était moins notoire. Les radicaux le considéraient comme ayant de solides inclinaisons politiques.

Peut-être le maréchal était-il dans l'erreur en pensant qu'il avait remplacé un politicien par un expert, car, malgré son titre, Darlan était un politicien.

Je l'avais rencontré occasionnellement, à l'époque où j'étais parisien. Il affectait les airs éventés du marin, fumait la pipe, employait des expressions grossières. Il avait la réputation d'un homme avide d'honneurs. Je comprenais qu'il était bien vu dans la marine,

et il ne fait aucun doute qu'il avait une haute opinion de la marine française. Une rivalité professionnelle existait entre les flottes française et britannique : les Français se considéraient comme supérieurs aux Britanniques, et les Anglais étaient tout prêts à renvoyer le compliment. Nous ne devons pas regretter un esprit de corps qui n'avait rien de malsain en soi. Il se peut que la colère latente de la marine française à l'égard de son homologue britannique, tenue responsable du massacre de Mers el-Kébir, ait incité les Allemands à donner leur soutien à la candidature de Darlan. Si tel fut le cas, les conséquences de cet épisode franco-britannique sanglant, qui introduisit une première fausse note dans le concert de la guerre, furent vraiment pernicieuses. Elles n'allaient faire que s'accumuler jusqu'à la fin.

Darlan était un homme ambitieux, mais n'avait pas la substance nécessaire à habiller ses ambitions. Il ne visait à rien d'autre qu'au pouvoir suprême sur la France. C'est lui, et non Pétain, qui fut la vraie contrepartie à De Gaulle.

Parmi la multitude d'accusations infondées ciblant Pétain, les accusations sur base de simples erreurs d'appréciations, de décisions malheureuses telles que chacun en prend, ou les accusations reposant sur des mensonges flagrants et terribles, il n'y a qu'une seule omission. Je la donnerai ici. J'accuse Pétain, non pas d'avoir trahi son pays, mais d'avoir commis une grave erreur de jugement et même de procédure politique, une usurpation d'autorité, en s'employant à nommer ses successeurs. Il nomma deux hommes comme ses successeurs, d'abord Laval, puis Darlan.

Quand bien même ces hommes se fussent-ils révélés meilleurs qu'ils ne le furent, quand bien même eussent-ils été plus aptes au poste de dirigeant après la disparition du maréchal, il n'avait aucun droit de les désigner comme ses héritiers politiques. L'Assemblée Nationale avait appelé Pétain aux commandes, au moment de la faillite totale du Parlement. Mais elle n'avait désigné, et n'aurait désigné, ni Laval, ni Darlan. Aucun de ces deux hommes n'atteignait le niveau du maréchal. Aucun d'eux n'était, au moindre de-

gré, qualifié pour diriger les Français. Le choix de Pétain avait été pratiquement unanime : le choix de Laval, puis de Darlan, n'était désiré par personne d'autre qu'eux-mêmes.

L'erreur du maréchal en désignant des successeurs, pour patriotique et bien intentionné qu'il fût, était particulièrement grave à la lumière du fait qu'il avait supprimé les freins et contre-pouvoirs du gouvernement parlementaire, et avait établi une dictature virtuelle, dans laquelle la loi était ce que le chef de l'État souhaitait qu'elle fût. La situation pouvait n'être pas trop dangereuse tant qu'elle restait temporaire, tant que le dirigeant était un patriote chrétien à l'esprit élevé tel que Pétain. Mais elle induisait des risques considérables si un tel homme devait être supplanté par un maquignon politique, comme Laval, ou par un bureaucrate militaire ambitieux comme Darlan.

Les motivations du maréchal à nommer ses successeurs étaient certainement compréhensibles et honorables. Il avait depuis longtemps dépassé la durée de vie humaine définie par les Psaumes. Il y avait toutes les chances qu'il mourût avant la fin de la guerre. Quand il fut élu, on pensait que son travail serait rapidement accompli, et qu'avec la cessation des hostilités, le Parlement serait libre de choisir un homme plus jeune. Mais il était à présent devenu évident que des mois, des années, s'écouleraient avant le retour de conditions normales et, dans l'intervalle, la France avait comme dirigeant un vénérable soldat qui, à chaque instant, pouvait tomber dans l'incapacité d'honorer ses devoirs.

Pétain n'était pas un octogénaire refusant d'envisager le sort de tous les mortels. Il était obsédé par l'inévitabilité de sa propre fin, et il pensait à la confusion dans laquelle la France tomberait s'il mourait politiquement *intestat*. Rappeler le Parlement était impossible ; laisser l'équipe complètement divisée de Vichy se battre quant au problème de son remplacement n'était pas désirable. Personne ne pouvait prévoir, dans ce foyer d'intrigues, dans lequel les Allemands se seraient mobilisés pour la cause de tel ou tel aspirant au pouvoir, quelles influences prédomineraient. Il était probable

que les Allemands nommeraient un *Gauleiter*, et les bénéfices de l'armistice (désormais reconnus par tout observateur impartial) seraient balayés. Pire encore, les Allemands pourraient désigner un *Quisling*.

Ainsi, pour couper court à toute controverse, Pétain fit son testament, sous la forme d'un décret, désignant Laval, qu'il considérait comme le plus apte à poursuivre sa tâche, comme successeur. Quand Laval eut perdu sa confiance, il abrogea son testament, et lui en substitua un nouveau, désignant Darlan, qu'il estimait être le moins marqué de sectarisme ou d'ambition vulgaire.

Ainsi Darlan fut-il promu, pour adopter le langage des Français, au rang de Dauphin, par la grâce de Pétain. Nous pouvons en vouloir au maréchal pour deux motifs : d'abord parce que sa désignation d'un successeur outrepassait ses prérogatives morales et, je le crois, légales ; ensuite du fait que ces désignations n'étaient pas appropriées.

FIGURE 9.4 – L'hôtel du parc à Vichy - date indéterminée. Source : http://en-noir-et-blanc.com

Selon les rumeurs, Pétain fut rapidement détrompé. Il voyait Darlan pour ce qu'il était : un homme prêt à lui prendre sa place, non du fait d'un sens du devoir désintéressé, mais d'une conviction vaniteuse de ses propres mérites. Les émoluments de Vichy, à com-

mencer par ceux du maréchal, étaient peu élevés ; ils apparaissent presque indignes aujourd'hui ; et le maréchal, tant à des fins privées que publiques, était satisfait de toucher un revenu des plus modestes. Sa vie était simple : il vivait sans ostentation dans les chambres d'un hôtel [1], et attendait de son personnel qu'il vive selon des conditions quasiment spartiates. Darlan exigeait plus, tant à Vichy qu'à Toulon.

La voix de Darlan, à la radio, n'avait rien d'impressionnant. Elle montait dans les aigus, et n'était pas distinguée. Sans doute est-il absurde de juger un ministre par l'accident de sa voix, mais tout de même, la radio reste le principal véhicule de communication entre les dirigeants et les masses, et il est certes handicapant d'être « *a-radiophonique* ». Le tempérament est transporté par la parole, par l'énonciation, par le ton. Dans le cas de Darlan, l'effet en était peu agréable.

Darlan amena au cabinet plusieurs amiraux. Pétain était déjà entouré de généraux, dont la plupart n'avaient guère de quoi se vanter au vu de la campagne récente, et à présent apparaissaient des amiraux, à Vichy et comme gouverneurs des colonies, des amiraux qui n'avaient pas subi la défaite, du fait peut-être qu'ils n'avaient guère eu d'opportunités de se battre. Ils ne furent pas couverts d'applaudissements.

Il y avait parmi les civils Pierre Pucheu, un technicien brillant qui avait été associé avec les industries lourdes ; il rejoignit ultérieurement les forces du général Giraud en Afrique du Nord, sur l'assurance que ses services pour la Résistance seraient les bienvenus. Il y découvrit que son action contre les communistes en France constituait un crime impardonnable, pour lequel il fut plus tard fusillé. Il y avait Benoist-Méchin, un germaniste de talent, qui avait écrit une remarquable histoire de l'armée allemande, et envisageait sérieusement la fusion des peuples dans le style du XVIIIème siècle.

1. Il occupait trois chambres et un bureau, à l'hôtel du Parc, NdT

Et par-dessus tout, il y avait Pierre-Étienne Flandin, nommé par le maréchal, un ami de l'Angleterre. Il fut appelé pour rétablir l'équilibre. En Angleterre, son acceptation au sein du gouvernement de Vichy fut considérée du meilleur œil. Flandin dirigeait le bureau des affaires étrangères. Il disposait de bonnes relations personnelles avec des Anglais influents ; il leur avait souvent rendu visite, et ses sentiments étaient bien connus. Il était donc anticipé que sa principale préoccupation serait de rassurer le gouvernement britannique quant à la poursuite de l'Entente.

On lui reprocha cependant son télégramme de félicitations à Hitler après Munich, au moment où, pendant une brève période, on crut que la paix pourrait être préservée, non pas pour une année, mais pour une génération. Le télégramme était imprudent, d'autant plus que Flandin n'occupait à ce moment-là aucun poste officiel ; mais il correspondait au sentiment général de 1938. Quand, après la Libération, Flandin fut jugé, après avoir passé des années en prison en Afrique du Nord et en France, Randolph Churchill, le fils du premier ministre britannique, apporta des preuves au nom de son père, et rappela au tribunal que Roosevelt avait envoyé un télégramme de félicitations similaire à Hitler. Rien ne saurait être plus déloyal que de ratisser des incidents politiques, souvent très innocents au moment de leur occurrence, à une date ultérieure, où ils apparaissent répréhensibles. Le tribunal fut forcé d'acquitter Flandin mais, du fait de sa courte association avec Vichy, Flandin subit non seulement une longue détention, mais fut également privé de son droit à réintégrer le Parlement, à un moment où des hommes d'État expérimentés manquèrent sévèrement pour procéder à la reconstruction de la France.

Des messages secrets en provenance d'Angleterre encourageaient Vichy dans sa résistance à l'Allemagne. Flandin avait à présent l'occasion de contacter l'amiral Leahy. Mon informateur étasunien à Vichy me relata en termes élogieux leur bonne entente.

Otto Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne, refusa de manière persistante de reconnaître le nouveau ministre des affaires étrangères

et, passés quelques mois, la position de Flandin devint intenable.

Aussi court que fut son mandat, il contribua à supprimer les incompréhensions. Dans l'espoir de contrer les éléments indésirables et de promouvoir les réformes nécessaires, Pétain établit en janvier 1941 un Conseil National de représentants français, pour le conseiller et le soutenir. Malgré nombre d'obstructions et de frustrations, le Conseil National joua un rôle important dans les activités du gouvernement de Vichy. Au travers de comités sélectionnés à partir du Conseil, des conseils et des orientations furent livrés pour piloter les diverses réformes politiques, économiques et sociales au cours du régime de Vichy, sur lesquelles nous reviendrons brièvement sur la fin du chapitre quinze.

L'année 1941 constitua une année pénible. L'hiver rigoureux, dans une France qui manquait de nourriture, de charbon, de tous les biens élémentaires, et qui restait privée de moyens de transports, nous fit particulièrement souffrir. Nous nous trouvions par ailleurs contraints d'assister impuissants aux triomphes allemands répétés, en Yougoslavie, en Grèce, en Crète, et en Afrique du Nord, où le célèbre général Erwin Rommel était arrivé pour aider les Italiens en mauvais posture : ils avaient pour mission de tracer leur route jusqu'au Caire, mais avaient lamentablement échoué, comme ils échouèrent en chacune de leurs opérations militaires. Darlan, jouant surtout l'opportunisme, s'employa à s'attirer les faveurs des Allemands en leur offrant de plus en plus de concessions.

Il ignorait, en se rendant à Berchtesgaden pour rencontrer Hitler, en mai 1941, qu'une nouvelle phase de la guerre s'ouvrait, avec le vol rocambolesque de Rudolph Hess jusqu'en Angleterre. On entendit circuler plusieurs versions de l'événement en France. L'une d'entre elles, qui se répandit après l'attaque de la Russie par Hitler, relatait que Hess s'était alarmé à la vue des projets du Führer, et que, voyant venir la chute de son pays, il avait décidé de se séparer de Hitler avant la catastrophe. Une autre était que l'homme était devenu fou. Aucune de ces explications ne me convenait. J'avais rencontré Hess, un personnage de haute taille aux sourcils sombres,

quelques années auparavant, et, me remémorant notre conversation, j'étais convaincu de son intelligence, de ses capacités d'organisateur, et de sa loyauté envers Hitler. Je l'avais perçu comme appartenant au type d'Allemand présentant une admiration sans borne pour les Britanniques, et j'étais tout prêt à croire qu'à ses yeux, la perspective d'une guerre à mort contre l'Angleterre était calamiteuse. Je dois supposer qu'il se rendit en Angleterre avec le consentement de Hitler, dans une dernière tentative d'amener les Anglais à parvenir à un compromis avant que les Allemands ne retournassent leurs armes contre la Russie. Il est impossible que Hitler ait lancé une nouvelle guerre sans essayer de s'adjoindre les Britanniques dans sa prochaine campagne contre le bolchevisme. L'échec du projet, la répudiation de Hess, ne prêchent en rien contre cette thèse. Les émissaires envoyés en mission dangereuse doivent s'attendre à se voir répudier en cas d'échec.

Quoi qu'il en fût, Darlan, le 10 mai 1941, commit l'action la plus imprudente, voire la plus impudente : il accepta d'aider les Allemands en leur accordant les installations des bases militaires d'outre-mer, celles-là mêmes que le maréchal avait promis aux Anglais que la France ne céderait jamais.

La révolte couvait au Proche-Orient ; l'Irak s'était soulevé contre les Anglais, et des avions allemands avaient été envoyés à son aide, se posant sur les aérodromes syriens, et les Britanniques avaient bombardé Beyrouth, Palmyre, et d'autres villes. L'affaire n'était pas sérieuse : Hitler était trop engagé sur d'autres préparatifs pour se laisser divertir au Proche-Orient ; mais le cours de la guerre risquait de se voir modifié selon que la Turquie se laisserait persuader de se ranger du côté de l'Angleterre, ou de l'Allemagne. Résultant des négociations menées par Darlan, les Protocoles de Paris furent rédigés, et ces Protocoles eurent les plus graves conséquences. Il ne s'agissait plus de laisser passer quelques avions, se posant ci et là sur des aérodromes français, avec ou sans l'accord des Français : il s'agissait d'une affaire d'accord formel en vertu duquel la France promettait définitivement d'aider l'Allemagne, en violation de l'ac-

cord Churchill-Rougier. Le matériel de guerre pour la Syrie devait être expédié en Irak ; la Luftwaffe allemande s'apprêtait à recevoir l'autorisation de se ravitailler sur les aérodromes syriens ; et les Allemands s'apprêtaient à exploiter les voies ferrées syriennes. Il était également prévu que des accords similaires seraient établis dans le port de Bizerte en Afrique du Nord. Dakar devait se transformer en port pour sous-marins allemands.

La violation flagrante qui venait grêver l'accord avec l'Angleterre était indiscutable ; la collusion avec l'Allemagne était indéniable. La France venait de s'engager sur un chemin qui ne pouvait mener qu'à l'alliance avec son ancien ennemi.

Je me hâte d'ajouter que les Protocoles ne furent jamais ratifiés, et furent immédiatement désavoués par le gouvernement de Vichy. Mais le maréchal, qui n'était pour rien dans les accords passés derrière son dos, s'était fait prendre à dormir. Sa vigilance s'était laissé tromper. Il avait des moments d'inattentions, au cours desquels il laissait trop de marge de manœuvre à son entourage. Weygand, heureusement, était plus alerte. Il distingua immédiatement le péril, et à peine eut-il appris la teneur de ces négociations qu'il se dépêcha de rentrer à Vichy et d'y dénoncer l'amiral. Quoique son attitude générale s'opposât à une rébellion prématurée des Français avant que les Anglo-Américains fussent prêts, Weygand déclara sans ménagement que, si les Allemands essayaient de profiter de la permission de qui que ce fût pour utiliser les bases françaises, quelles qu'en fussent les conséquences, il donnerait l'ordre d'ouvrir le feu sur eux. Le maréchal refusa d'accorder son consentement et sa signature aux négociations. Les Protocoles étaient morts.

Les relations franco-britanniques montèrent d'un degré de tension avec la saisie des navires français suspectés de transporter des produits de contrebande, et Darlan menaça de faire escorter les navires français par des vaisseaux de guerre. Quant à la Syrie, De Gaulle jeta de l'huile sur le feu, alors qu'il eut été préférable pour les intérêts français comme britanniques qu'il jouât les faiseurs de paix entre Vichy et Londres. Je n'ai pas besoin de rappeler au lec-

teur que, surtout après la première guerre mondiale, la France et l'Angleterre constituaient des puissances rivales au Proche-Orient. Les Britanniques y étaient jaloux de l'influence française sur les régions riches en pétrole, ou nécessaires au transport du pétrole par des oléoducs. Telle est la malheureuse réalité ; et quels que fussent les griefs des Français dissidents, ils auraient bien fait de se rappeler que, du point de vue français, ils ne pouvaient que causer du tort à leur propre pays en poussant les Anglais à attaquer la Syrie.

Je ne prétends pas que c'est ce que déclara le général Catroux, un lieutenant de De Gaulle, à Wavel, mais il est possible que vint aux oreilles de Wavel une intention supposée de Vichy d'abandonner la Syrie, en bloc, à l'Allemagne. L'histoire était si peu probable que Wavel se montra franchement sceptique. L'hostilité qui animait les émigrés dut être vraiment violente pour que ceux-ci soient amenés à diriger les armées britanniques contre un territoire que les Britanniques voulaient détacher de la France. Le chemin était pris de perdre la Syrie, et cette perte ne serait pas celle de Vichy, mais celle de la France. Sans nul doute, De Gaulle et Pétain auraient dû faire preuve de solidarité sur les affaires ne concernant pas uniquement un côté ou l'autre, mais leur pays à tous deux. La question n'aurait pas dû être de savoir lequel de De Gaulle et de Pétain pourrait faire valoir sa décision en Syrie, mais si le drapeau français devait y flotter, comme tel avait été le cas traditionnellement. Je pense que les Britanniques jouèrent un jeu juste, confrontés qu'ils étaient à un défi franco-français éberluant.

En tous cas, les dissidents français auraient dû refuser de participer à l'attaque. L'amiral Muselier et le général Leclerc conseillèrent sans détours l'emploi de soldats français contre les Français en Syrie. De Gaulle s'était rangé à l'idée que les Français ne devraient jamais combattre d'autres Français. Il avait déjà commis une erreur avec Dakar, croyant que Dakar (où l'on ne trouvait pas le moindre Allemand, ni la moindre trace d'un Allemand) l'accueillerait. Le général Dentz, qui en avait la direction, ne pouvait pas, avec honneur, livrer la Syrie aux Anglais et aux dissidents français. Il était forcé

de tenter de repousser l'envahisseur. Si les Hindous et les Australiens étaient venus sans être accompagnés par des Français, il aurait sans aucun doute fait preuve d'un pur simulacre de résistance, car il était dépassé en nombre et en force. Ce fut une grande tragédie que des Français durent se battre contre d'autres Français, et les contingents du général dissident Gentilhomme ajoutèrent leur lot d'amertume aux combats rapidement menés. En France, la nouvelle que De Gaulle avait envoyé ses partisans dans un combat fratricide fut reçue avec la plus grande indignation. Je suis convaincu que la cause de De Gaulle souffrit de cette action inconsidérée. Il suffisait déjà, dans l'esprit des Français, que les Britanniques voulussent les expulser du Proche-Orient ; il était intolérable que des Français contribuassent à cette entreprise.

FIGURE 9.5 – Le général Henri Dentz

Un armistice fut signé à Saint Jean d'Acre, entre les Britanniques et l'armée de Vichy, et les honneurs de guerre furent accordés au général Dentz, qui n'avait rien fait de plus que son devoir. Il fut précisé que Dentz et ses hommes ne devraient pas être poursuivis ultérieurement. Les Britanniques ne les considérèrent pas comme des traîtres. Les hommes souhaitant rejoindre les armées françaises dissidentes purent le faire, sans contrainte. Peu d'entre eux le firent. La plupart des soldats préférèrent rentrer en France. Quant au général Dentz, malgré les termes de l'armistice, il fut arrêté à la Libération, condamné à mort, et, bien qu'il ne fût pas exécuté, il passa de nombreux mois les fers aux pieds, et mourut en prison dans des conditions indignes.

Le général Catroux avait promis l'indépendance au Levant, et les Syriens exigèrent que la promesse fût tenue. Ainsi la Syrie fut-

elle perdue pour la France, pas pour les gaullistes, pas pour les pétainistes, mais pour les Français. Il s'agit là de l'une des plus tristes périodes de la guerre.

Chapitre 10

L'occupation

Quand Palmyre (Syrie) tomba, je me trouvais avec un petit groupe de résidents de Monaco, et l'un d'entre nous proposa que nous sabrions le champagne pour célébrer l'événement. J'essayais toujours de dissimuler mes pensées à la curieuse foule cosmopolite, qui vivait dans la principauté ensoleillée en relative sécurité. L'idée de trinquer à l'événement le plus bouleversant depuis la chute de la France, la lutte de Français contre des Français, la guerre (pour mineure qu'elle fût) entre la France et l'Angleterre, me heurta au plus haut point. Je me levai en silence pour quitter le groupe.

« *Qu'y a-t-il ? N'es-tu pas heureux ?* » demanda quelqu'un.

Je ne pus m'empêcher de répondre que j'étais triste, triste à la pensée que deux pays amis, qui avaient commencé la guerre côte à côte, en viennent aux coups, triste de penser que des Français avaient tiré sur des Français ; quel que fût celui qui avait raison et celui qui avait tort, je ne trouvai en mon cœur aucune raison de me réjouir.

Et j'ajoutai, sur une impulsion subite : « *Je n'accepterai plus d'invitations à des cocktails ou à des fêtes tant que des hommes se battront et mourront.* »

J'offensai ainsi gravement ces gens, dont la faute principale était de manquer totalement de réalisme et d'imagination. Ils n'étaient différents en rien de la majorité des gens qui assistent à une guerre depuis un coin tranquille, insouciants des souffrances, de l'angoisse morale de ceux qui, moins heureux, n'ont pas les moyens de considérer le cœur léger ce jeu excitant qui ne les concerne pas personnellement. Par cette déclaration, sans essayer de me poser en moraliste ou d'apprendre quoi que ce fût aux indifférents, je me fis, comme chacun est voué à s'en faire à la guerre, plusieurs ennemis.

Sous certains aspects, la vie était plus difficile dans le Sud de la France que dans le Nord. La région ne produisait guère de nourriture : nous dépendions presque entièrement des approvisionnements extérieurs. Les restrictions étaient, je crois, plus sévères qu'ailleurs. Et pourtant coexistaient un état de semi-famine pour les uns et une atmosphère de banquet pour les autres. Le marché noir s'organisa rapidement ; des soldats italiens faisaient rentrer du riz d'Italie ; de la viande de qualité douteuse était acheminée dans les valises de voyageurs depuis le Centre de la France ; des portiers d'hôtels, et même des lycéennes, colportaient des tickets de pain ; les pêcheurs pouvaient gagner plus en une semaine qu'ils n'auraient gagné en un an en temps de paix ; les cultivateurs d'huile d'olive réussissaient à prélever un pourcentage de leur récolte, et l'huile détournée était vendue à des personnes privilégiées ; longtemps après que le lait frais fut devenu un souvenir pour la plupart d'entre nous, je vis d'énormes bidons ouvertement affichés à certaines portes ; et l'on me communiqua les adresses de plusieurs restaurants où l'on pouvait bien manger en échange de sommes alors prodigieuses.

Mon sens des responsabilités civiques m'interdit toute transaction sur le marché noir jusque début 1943, quand je compris qu'il était irréaliste de connaître la famine alors que d'autres festoyaient. J'ignore comment s'y prenaient nombre de mes connaissances. Leurs moyens semblaient limités mais, d'une manière ou d'une autre, nombre d'entre eux se débrouillaient pour vivre dans les hôtels chers et pour « *se distraire* » avec des marques certaines

d'opulence. Il est vrai que de l'argent était prêté (à des taux d'intérêts élevés), à rembourser à la fin de la guerre, aux personnes qui étaient connues pour être fortunées. Même les pauvres trouvaient moyen d'augmenter leurs ressources en élevant des lapins dans leur chambre et des volailles sur leur balcon. Ils pouvaient également revendre leurs rations de tabac ou de cigarettes à un prix plusieurs fois supérieur à celui qu'ils les avaient payés. Ils privaient parfois leurs enfants de la nourriture nécessaire pour gagner de l'argent. Je vis une fois une femme pauvre entrer dans une épicerie avec des coupons, de quoi acheter dix boîtes de lait concentré, alloués à sa famille et, une fois qu'elle les eut obtenues à un prix avoisinant les 12 francs la boîte, elle proposa froidement à l'épicier de lui racheter les mêmes boîtes à 300 francs la pièce.

Devant le casino, juste avant l'heure d'ouverture, les parieurs invétérés, qu'un tremblement de terre n'aurait pas dérangés, se préparaient à foncer vers leurs tables avec une envie et une ponctualité bien supérieures à celles qu'ils mettaient à aller travailler. Nous flânions dans les jardins bien tenus, inchangés mis à part les hordes de chats abandonnés qui y avaient élu domicile. Nous restions assis sur la terrasse ensoleillée en face du *Tir Aux Pigeons*, contemplant la mer Méditerranée. Nous nous rencontrions sur l'avenue principale, échangions nos commentaires, ou errions sur le quai orné de lauriers-roses. La musique résonnait toujours dans l'espace derrière l'opéra, où étaient éparpillées les chaises et les tables du *Café de Paris*. La nuit, quelques cabarets étaient ouverts et, dans l'un d'entre eux, on pouvait entendre les accents sans cesse répétés d'un disque nouvellement amené d'Amérique :

> *Oh, Mister Paganini*
> *Now don't you be a ninny...* [1]

On connut quelques incursions de la Gestapo, mais le plus souvent, il s'agissait d'hommes qui se faisaient passer pour tels, de

1. Une version enregistrée par Ella Fitzgerald en 1961 s'écoute ici, NdT

faux policiers, parfois français, qui rançonnaient ainsi les habitants les plus fortunés.

Les résidents italiens constituaient les éléments les plus dérangeants. Ils ne pouvaient s'empêcher d'exposer leurs opinions politiques, avec pour résultat qu'avant l'armistice avec l'Italie, les fascistes se trouvaient faire groupe à part, et qu'après l'armistice, ce furent les anti-fascistes qui furent ainsi rassemblés.

Notre vie était emplie des ombres les plus sombres. Les restrictions de toutes sortes nous pesaient fortement. Nous étions privés de toute communication de ceux que nous avions laissés derrière nous en zone occupée. Je dispose devant moi de diverses cartes postales imprimées, toutes plus formelles les unes que les autres, qui constituaient le seul média que nous étions autorisés à échanger entre une zone et l'autre. Elles m'étaient revenues parce que j'avais écrit de ma main des messages anodins, mais qui n'étaient pas couverts par les autorisations : tels que « *Avec nos meilleures pensées* », « *Dans l'espoir de vous revoir bientôt* », et d'autres phrases suspectes du même acabit. Le problème était que, pour innocents que pussent être ces ajouts interdits, nous n'étions jamais certain qu'un visiteur terrifiant ne viendrait pas en demander compte.

Après un temps, nous apprîmes à duper les Allemands. Je connaissais un homme qui fit sa profession de traverser la ligne de démarcation en esquivant la police allemande. Il transportait des lettres. Il ne fut pris qu'une fois, et passa quelques jours en prison.

Je suis assez convaincu que le jeu de traverser la ligne clandestinement constitua le tout début de la Résistance, qui se développa par la suite en partant de là. L'une des erreurs des Allemands fut d'imaginer qu'ils pouvaient séparer les Français sans éveiller cet esprit d'inventivité qui les caractérise. Une fois que les Français eurent ainsi appris qu'il n'était pas si difficile, après tout, de leurrer les Allemands, qu'ils pouvaient traverser la ligne la mieux gardée, ils se mirent à développer des méthodes bien plus dangereuses pour tromper l'occupant. Le Maquis, comme on l'appela, connut ses débuts comme simple sport de traversée des frontières

interdites...

Le petit restaurant où nous prenions nos repas, où, me mêlant aux travailleurs, j'écoutais leurs histoires de privations, celles de leurs proches captifs en Allemagne, et où je sentais mon cœur basculer vers ces humbles personnes, nous fut bientôt fermé. Le « *patron* » ne parvenait plus à s'approvisionner.

Finies, les joyeuses piles de légumes multicolores du petit marché pittoresque. Mais, dans les campagnes environnantes, on pouvait se procurer des légumes verts, en payant cher. Il fallait partir en expédition de recherche de nourriture, chose dont il n'était pas question pour nous.

Un voisin, croupier au casino, entreprit de nous amener ce qu'il pouvait trouver. Lui, et nombre d'autres, allaient ci et là, à bicyclette ou à pied, munis de grands sacs à main, et pour un temps ils furent satisfaits de leurs trouvailles. Mais bientôt, sans que j'eusse jamais su qui avait émis ce décret, il fut interdit de réaliser tout achat de gré à gré à la campagne, et les chasseurs de trésor, au moment où, fatigués, ils rentraient le soir, se faisaient arrêter par la police et la gendarmerie, et leurs denrées se voyaient confisquées.

Les coupons, qu'officiellement on nous remettait afin d'assurer une distribution juste, ne constituaient pas le nécessaire pour joindre les deux bouts. Et ils n'offraient, par ailleurs, que l'*ersatz* le plus abominable, le soi-disant *miel colonial*, les sucreries à base de dattes écrasées et pourries, le café fabriqué avec de l'orge brûlée, les substances nettoyantes dans la composition desquelles on ne trouvait pas une once de gras, et une variété de composés nocifs sur lesquels nous nous jetions avidement, jusqu'à ce qu'à leur tour ils disparussent des rayons. Ma femme et mois, pendant des mois, vécûmes de « *rutabagas* », navets suédois propres uniquement à nourrir le bétail, et de « *topinambours* », artichauts de Jérusalem, quasiment immangeables, indigestes et d'une valeur nutritive très faible. Je me demandais pourquoi les exploitants agricoles s'étaient soudainement mis à faire pousser des produits aussi impropres en aussi grande quantité, et pourquoi toute autre production avait

apparemment été arrêtée. La France possède, dans nombre de ses régions, une terre riche et fertile et, bien que les Allemands vécussent de nourriture française, on comptait plus de Français en Allemagne que d'Allemands en France, et la pénurie drastique ne trouvait pas d'explication.

Nous ne pouvions que penser à une mauvaise gestion épouvantable. Le phénomène se poursuivit longtemps après les années de guerre, longtemps après la Libération, et ce ne fut qu'après 1950 que les rationnements et le contrôle gouvernemental prirent fin. La morale m'en apparaît clairement : en France, le rationnement et le contrôle gouvernemental, pour nécessaires qu'ils puissent être en période d'exception, s'avèrent inefficaces au point de devenir positivement néfastes. Le système peut s'avérer plus fonctionnel dans des pays très disciplinés, mais ses effets sur la moralité publique et le bien-être social tendent à être abominables.

FIGURE 10.1 – Tickets de rationnement, juin 1940

Les restrictions étaient mentales et morales autant que matérielles. On sentait que l'on ne pouvait pas s'exprimer librement, sauf en présence de quelques compagnons choisis, que s'exprimer en public mettait en danger sa liberté. Plus d'une fois, malgré ma résolution de garder le silence, je me retrouvai attiré dans des discussions que j'aurais bien mieux fait d'éviter. On trouve toujours une vaste majorité de gens stupides pour comprendre de travers et déformer ses remarques ; mais, dans les temps normaux, ils n'ont que peu d'opportunités d'exercer leur malice. Les relations sociales deviennent impossibles dès lors que l'on ne peut plus échanger librement, laisser sortir les remarques même idiotes qui nous montent aux lèvres, laisser les mots dépasser sa pensée au cœur d'une dispute, sans craindre les conséquences d'une mauvaise interprétation.

Sous l'occupation, on était toujours à la merci des informateurs, qui n'hésitaient pas à faire passer des nouvelles aux Allemands ou aux Italiens, ou à accumuler les rumeurs pour quelque revanche à venir. Les passions réveillées par la guerre étaient privées comme publiques. On nous demandait de détester l'ennemi, mais l'ennemi, par un simple processus mental, s'identifiait comme notre voisin, notre épouse, notre époux, ou notre employeur. Pour compléter l'identification, nous nous scrutions les uns les autres, à la recherche de symptômes de sympathie envers les Allemands, ou les Russes, ou les Américains, ou les Anglais, ou quiconque entrait dans notre conception de l'ennemi, qui variait selon nos opinions politiques. En France, c'est là que s'ouvrit la perspective d'une revanche sans limite des gaullistes sur les pétainistes, des communistes sur les « *fascistes* », des anglophiles sur les anglophobes. Un simple mot, prononcé ou inventé à tout moment au cours de la longue lutte durant laquelle presque chacun en France changea d'opinion quatre ou cinq fois, constituerait le prétexte d'une telle revanche, justifiant, à nos yeux, notre aversion pour nos proches, nos connaissances, ou notre « *patron* ». Telle est la définition même de la guerre civile, et la France, assommée par la vraie guerre, sombrait peu à peu dans un état de guerre civile, au début étouffée, mais qui allait se

transformer en brasier ardent sur la fin.

De ce fait, la pire restriction que nous subissions était celle, toujours croissante, qui nous empêchait d'aimer nos compagnons. Prenez garde ! Cet homme ou cette femme que vous saluez chaque jour dans la rue, ou au restaurant, que vous recevez chez vous, que vous côtoyez dans le cadre de votre travail, pense un tant soit peu différemment de vous, et donc, vous déteste, et fera valoir avec délectation chaque mot imprudent que vous aurez prononcé, le jour des règlements de comptes !

Pascal a défini l'homme comme un mélange entre l'ange et la bête. De fait, il était désormais de bon ton de sa targuer d'être la bête. Ceux qui auraient frémi quelques années plus tôt à voir couler le sang se trouvaient à présent transportés de joie face aux énormes sacrifices consentis au Moloch. Les soldats doivent occire afin de ne se point faire tuer, mais je trouvais écœurant que dans des salons somptuaires, loin du front, des hommes et des femmes vivant confortablement puissent complaisamment exulter d'horreurs apocalyptiques et appeler de leurs vœux à ce qu'elles se poursuivissent, sans la moindre pensée pour la souffrance humaine, sans un vestige de pitié...Les restrictions sur notre culture, sur notre intelligence, sur nos idéaux, sur notre imaginaire altruiste...Des restrictions sur l'ange, finalement détrôné par la bête...

Je dois relater ici, car c'est ici qu'il prend sa place dans le calendrier, bien que je n'en aie appris l'existence que plus tard, un incident qui apporte quelque couleur à la croyance, encore répandue dans certains cercles en France, qu'il y eut une forme d'accord entre Pétain et De Gaulle. Cette croyance avait une justification : en juin 1941, le colonel Groussard, qui avait été en poste sous les ordres de Vichy, se rendit à Londres pour rencontrer Churchill et, espérait-il, De Gaulle, avec l'accord entier du maréchal et du général Huntziger (qui allait bientôt trouver la mort dans un accident aérien). Sa mission était de demander aux Britanniques de ne pas traiter la France comme un ennemi potentiel et, en poursuivant son soutien pour le comité de De Gaulle à Londres, de considérer

le gouvernement de Vichy comme l'ami et l'allié futur de l'Angleterre.

De Churchill, qu'il rencontra, on rapporte qu'il répondit reconnaître la « *tâche surhumaine de vos dirigeants, en protégeant la France et les Français. Je leur demanderai de se souvenir que l'Angleterre est encore en guerre, et d'avoir foi en l'avenir. . .Si je gouvernais la France, je ne dirais pas aux Allemands que je les déteste. Le pire doit être conjuré. J'essayerais de gagner du temps. Dites à Vichy que j'ai un profond respect pour la personne du maréchal. Je n'ai jamais pensé qu'il voulait une victoire des Allemands.* »

Voilà des énoncés sages et dignes d'un chef d'État. Je crois qu'ils furent effectivement prononcés par Churchill.

Il était meilleur pour l'Angleterre, poursuit le rapport relatant les réponses de Churchill, que Pétain gouvernât, plutôt que Doriot. Le premier ministre reconnaissait que Pétain pouvait servir la France autant que De Gaulle « *s'il usait des ressources restant à la France à l'avantage de nos deux nations.* »

L'appréciation de Churchill du maréchal me semble correspondre à une observation avisée. Groussard excusa les manquements du maréchal du fait de son grand âge. Mais non, il n'était pas question d'âge, il était question de ses capacités, répond Churchill. Toute sa vie, il avait été soldat, obéi aux ordres. À présent, on lui demandait de résoudre des problèmes dont il ne connaissait rien, en usant des idées et de l'entraînement classiques d'un chef militaire. Telle est exactement la vision que j'avais constituée.

Churchill fut assez compréhensif pour déclarer que les attaques de la presse française ne lui importaient pas, et qu'il comprenait qu'elles étaient calculées pour tromper l'Allemagne. C'était affaire de mesure et d'intention. Quand, par exemple, des bombes britanniques tombèrent sur des villes françaises, apparemment sans justification militaire, je ne pourrais pas reprocher leurs protestations solennelles à ceux qui en furent les auteurs. Mais il était répréhensible que les campagnes de presses exaltassent systématiquement l'action allemande et dénonçassent tout ce qui était britannique.

La subornation de la France à l'Angleterre n'était pas désirée : entendre des Français faire l'éloge des Anglais pour Mers el-Kébir, pour ne prendre qu'un seul exemple, aurait été indignement antifrançais. On ne pouvait refuser aux Français, dans leur défaite, le droit de juger les politiques britanniques, russes ou américaines qui apparaissaient préjudiciables aux intérêts français. C'était en accord avec les traditions du *fair play* et de la démocratie que la victime de bévues pouvait tâcher de faire entendre sa voix ; il relevait de fait des vrais intérêts des Alliés que les réactions spontanées des Français trouvassent leurs expressions.

Il reste exact qu'une hostilité artificielle entre l'Angleterre et la France n'était pas complètement indésirable : elle pourrait constituer un excellent élément stratégique, une ruse de guerre efficace, si on en usait judicieusement, et Churchill fit preuve de bon sens en en convenant. Une entente ouverte avec l'Angleterre aurait immédiatement fait voler en éclats l'armistice et ses bénéfices, partagés entre l'Angleterre et la France.

Et Churchill n'avait pas tort non plus de déclarer qu'il y avait des traîtres jusque parmi les ministres de Vichy. Ils ne pouvaient être neutralisés que par les éléments plus raisonnables, les patriotes qui restaient résolus à ne rien céder sauf sous la contrainte, et qui considéraient l'amitié anglaise et étasunienne comme un moyen de salut ultime.

Ces négociations avec Churchill se tinrent derrière le dos de Darlan, et Groussard fit appel aux agents secrets des gaullistes pour cacher sa visite au *Dauphin*.

Je rapporte cet épisode, car il fait la lumière sur le caractère compliqué des relations entre Vichy et Londres. Groussard, ancien directeur de cabinet de Dentz, n'était pas un traître. Huntziger, ministre de la guerre à Vichy, n'était pas un traître, et Pétain, qui apporta sa bénédiction à ces discussions, n'était pas un traître. Ils auraient été heureux de parvenir à un accord avec De Gaulle, de travailler en harmonie avec lui. Malheureusement, la personne de De Gaulle était alors absente de Londres, mais Huntziger autorisa

Groussard, à son retour, à organiser une liaison entre le ministère de la guerre et les gaullistes en France. Groussard fut peu après arrêté par Darlan ; et, incapable d'œuvrer efficacement en France, il s'enfuit en Suisse, d'où il dirigea un bureau d'information. Combien l'histoire de France aurait été différente s'il avait réussi à élaborer un pacte secret entre Pétain et De Gaulle !

Quant à moi, je ne pouvais rester inactif. J'écrivis un livre, qui se voulait un cri d'admiration pour la France que j'avais connue et chérie si longtemps, un livre (Le Livre de Saint-Pierre [2]) qui me valut des centaines de lettres, touchantes à l'extrême, d'académiciens, de ministres, de Français distingués de toutes les professions, dont le patriotisme brûlait plus vivement que jamais. Et je commençai à écrire, pour publication dans la zone libre, sans censure allemande, un livre qui résumerait la correspondance que j'avais entretenue avec des penseurs d'Europe, décrivant ma philosophie politique et sociale, et intégrant le dessein d'une Union Atlantique et d'une coopération internationale après la guerre, dont on discute beaucoup de nos jours.

2. En français dans le texte, NdT

Chapitre 11

Hitler attaque la Russie

Le 21 juin 1941, nous nous étions apparemment installés dans une longue période de relative stagnation. La France ne pouvait qu'observer et attendre. Elle n'avait aucun levier pour modifier la course des événements. Elle ne pouvait qu'espérer. Le mot *collaborationniste*, que l'on a tant entendu depuis la Libération, était peu usité en France. Le mot d'alors était *attentiste*[1]. Dans la bouche des impatients, des gaullistes, il s'agissait d'un reproche, comme si quelque autre politique était possible en France. L'Angleterre attendait également, comme Micawber[2], qui guettait quelque événement. La Russie attendait, mais sans négliger de s'emparer de son butin. L'Amérique attendait, se demandant si et quand elle interviendrait en Europe, et les opinions à ce sujet y étaient divergentes[3]. L'Allemagne attendait, car les conséquences de l'ef-

1. En français dans le texte, NdT

2. un personnage de Charles Dickens, traditionnellement associé dans la culture anglaise au positionnement optimiste consistant à attendre que quelque chose se passe

3. Divergentes entre le peuple, très majoritairement non-interventionniste, et l'élite, président en tête, interventionniste. Au demeurant, des éléments, dévoilés par Robert Stinnett dans son livre *Day of Deceit*, laissent à penser que

fondrement de la France sur l'équilibre des forces, sans être négligeables, ne s'avéraient pas décisives. Le moment favorable pour envahir l'Angleterre était passé à jamais. Les combats en Afrique, quoiqu'assez mouvementés, n'engageaient pas profondément l'Allemagne, et aux yeux de la France, les avancées et les reculades dans le désert avaient principalement relevé de la propagande. Rommel, un personnage pittoresque qui captivait les masses, ne disposait là-bas, après tout, que d'une poignée d'hommes. Les succès de l'Allemagne dans les Balkans ne pouvaient amener à aucun résultat décisif, et la vraie lutte, si elle devait se produire, n'avait pas encore commencé. À moins que quelque chose de plus important ne se produisît, et jusque-là, la guerre se dirigeait vers une impasse.

Ma thèse, voulant que Hitler ait cherché à limiter le conflit, cependant que le projet de Churchill était d'étendre la guerre, de combattre à la périphérie pour jeter autant de nations que possible dans la lutte et ainsi étirer et affaiblir les lignes allemandes [4], trouvait confirmation, même si la folie des alliés italiens de l'Allemagne avait contribué à la stratégie churchillienne en forçant Hitler à quitter son positionnement au centre. La force de Hitler résidait dans son positionnement central, mais il ne pouvait gagner la guerre en se contentant d'y rester. La force de Churchill résidait dans ses plus grandes capacités de communication ; paradoxalement, chaque bataille remportée par l'Allemagne loin de son centre lui était défavorable. Je pensais à deux boxeurs, le plus faible faisant usage de l'ensemble de l'espace du ring, et, par un jeu de jambes adroit, sapant les forces de son adversaire. Mais si l'Allemagne ne pouvait pas gagner la guerre en se battant hors de sa portée efficace, l'An-

---

l'incident de Pearl Harbor fut encouragé par le président étasunien lui-même, pour donner à son pays l'impulsion d'aller à la guerre. On peut également consulter La guerre perpétuelle pour une paix perpétuelle, de Harry Elmer Barnes, NdT.

4. L'auteur confirme bien ici une thèse intéressante, c'est du fait de la politique de Churchill que cette guerre fut mondiale, NdT. Voir l'ouvrage *Guerre Inconditionnelle* de Russell Grenfell pour développer ce point, NdT

gleterre non plus ne le pouvait pas. Il s'ensuivait que quelque chose devait se produire. Quelqu'un devait lancer une initiative sérieuse. Ce fut Hitler qui le fit.

Jusqu'à ce jour de juin 1941, l'immense majorité des Français n'étaient que des spectateurs.

L'orage éclata le 22 juin. L'Allemagne était en guerre contre la Russie ! C'était incroyable. La Russie n'avait-elle pas signé un pacte avec l'Allemagne, qui leur profitait à toutes deux ? Il profitait à la Russie, qui avait gagné, sans tirer un coup de feu, les territoires qu'elle avait convoités. Il profitait à l'Allemagne, qui avait reçu des quantités considérables de matières premières dont elle avait besoin. Le blocus appliqué par l'Angleterre était tout à fait inefficace tant que l'Allemagne pouvait tirer des vastes zones de l'Est tout ce qu'il lui fallait pour sa consommation et pour la poursuite de la guerre.

FIGURE 11.1 – La rencontre Hitler-Molotov de novembre 1940

La question est souvent posée : quand et pourquoi Hitler décida-t-il de faire la guerre à la Russie, et la responsabilité de l'attaque allemande était-elle celle de Hitler ou celle de Staline ? À cette question énigmatique en 1941, on peut répondre aujourd'hui avec quelque assurance. On crut que Staline fut surpris et pris de court par l'attaque, dont la responsabilité était entièrement celle de Hitler. On ne pourrait que difficilement maintenir cette thèse aujourd'hui. L'épisode critique fut l'entrevue de Molotov avec Hitler à Berlin le 13 novembre 1940. Son objet était le partage du Vieux Monde entre l'Allemagne et la Russie. Hitler, bien qu'il se crût déjà victorieux, fit à la Russie des concessions quasiment incroyables, alors qu'elle n'avait pas eu à souffrir sérieusement de la guerre : elle s'était emparée de la

Pologne sans résistance, et n'avait perdu que quelques hommes en Finlande. La Russie allait pouvoir conserver l'Est de la Pologne et les provinces baltes, disposer de droits illimités sur les détroits de sortie de la Mer Noire — donner aux vaisseaux de guerre russes ces passages constitua l'une des principales raisons de la première guerre mondiale — et pourrait occuper les vastes territoires au Sud de l'URSS, jusqu'à l'Océan Indien, y compris un port en eaux chaudes dans le Golfe Persique. En outre, Hitler avait accepté de jouer la médiation avec le Japon pour promouvoir les visées russes en Extrême-Orient.

Malgré ces concessions presque apocalyptiques, Molotov répondit en ajoutant des demandes supplémentaires exorbitantes en Europe Centrale et dans les Balkans, et insista pour obtenir une réponse immédiate. Le contenu des demandes, et la manière dont elles furent formulées, mirent Hitler dans une rage folle. James Byrnes, dans son ouvrage *Speaking Frankly* (pages 289-290), estime à raison que cet événement constitue le « *moment décisif* » où Hitler décida d'attaquer la Russie. Si tel est le cas, comme c'est probable, la cause immédiate de l'attaque nazie du 22 juin 1941 fut la conduite de Molotov à Berlin ce jour fatidique de novembre 1940. Il est bien entendu exact que Hitler avait caressé l'idée d'attaquer la Russie avant cette date, mais il ne fait guère de doute que les exigences de Molotov l'incitèrent à avancer son calendrier de plusieurs mois, voire de plusieurs années.

La question qui suit est de savoir ce qui se cachait là-derrière. S'agissait-il purement d'un manque de finesse diplomatique et de bon sens de la part de Molotov et de Staline, qui ne voulaient pas pousser Hitler à la guerre et furent surpris quand cela arriva ? Cela semble constituer l'opinion de M. Byrnes et de certains historiens des relations russo-nazies, mais cette interprétation ne s'accorde que très mal avec de nombreux autres éléments dont nous disposons. Staline se vit offrir plus de butins qu'il n'aurait pu en attendre dans ses rêves les plus fous. S'il en voulait encore plus, il aurait pu se permettre de patienter jusqu'à disposer d'un moment plus avan-

tageux.

La vraie explication semble relever de l'étrange perspicacité et prévoyance du dirigeant du Kremlin, qui prévit la guerre ultime contre le Führer et réalisa qu'il serait bien mieux de mener cette guerre en pouvant compter avec une quasi-certitude sur l'aide britannique, et en pouvant compter avec une certitude raisonnable sur l'intervention américaine, plutôt qu'à quelque date ultérieure où il devrait s'attaquer seul à une Allemagne bien plus forte. Il apparaît des plus raisonnables de supposer que Staline dépêcha explicitement Molotov pour professer des exigences exagérées à Hitler, et dans une forme que la seule réaction probable de Hitler serait de décider de faire la guerre à la Russie. Il n'est guère à douter que Staline ait pu se trouver surpris et alarmé de la vitesse à laquelle Hitler décida d'entrer en guerre, et nombre d'écrivains semblent avoir confondu sa contrariété à ce sujet avec un désir d'éviter la guerre pour de bon.

On trouve d'autres preuves s'opposant à la thèse d'un Staline naïf, profondément choqué et surpris en juin 1941, lorsqu'on considère les fortes concentrations de troupes russes auprès des frontières orientales de l'Allemagne, et le fait qu'il y eut de grands mouvements de troupes et de matériels allemands vers l'Est à l'hiver et au printemps 1941. Les services de renseignements russes, qui furent plus tard considérés comme supérieurement intelligents et efficaces, eussent alors été bien benêts s'ils avaient occulté en 1941, à un moment où ils avaient même les capacités d'opérer sur les zones de leur allié, l'existence et l'ampleur de ces mouvements allemands.

Dans tous les cas, que Staline ait délibérément provoqué la guerre ou qu'il en fût surpris et consterné, on ne peut douter que Hitler fut bel et bien amené à entreprendre le pari désespéré d'une guerre sur deux fronts, qu'il avait vigoureusement condamnée dans *Mein Kampf*, du fait de l'avidité et des mauvaises manières de Molotov en novembre 1940. Les concessions accordées alors par Hitler à la Russie, à la lumière de l'aide négligeable que la Russie apporta à Hitler, frôlaient le fantastique par leur ampleur et leur niveau

de générosité. Si Staline ne voulut pas provoquer Hitler à faire la guerre à la Russie avant que l'Angleterre fût assommée par la guerre, alors l'idée de la perspicacité de Staline doit être écartée. Quelque gênantes, exaspérantes et menaçantes qu'aient pu être les exigences de Molotov envers Hitler, elles étaient, du point de vue des intérêts et de l'appât du gain logique de la Russie, absolument insignifiantes par rapport à ce que Hitler offrit à Staline : à l'Est la grande masse continentale de l'Eurasie, au Proche-Orient les ressources illimitées en pétrole et minières, le port en eaux chaudes si longtemps convoité, et même une bonne opportunité de s'emparer de l'Inde. Mais tout ceci ne représentait peut-être que bien peu, si Staline, plus tard, se retrouvait à affronter Hitler seul. Mieux valait parier sur la guerre quand une aide était assurée, puis grapiller ce qu'il pourrait dans le Vieux Monde une fois Hitler sorti de l'équation. Que le pari de pousser Hitler à la guerre fût désespéré, on peut facilement l'admettre, mais Staline gagna. Hitler fut anéanti, et Staline devint le maître de plus de la moitié de l'Europe et d'une grande partie de l'Asie, et la suite n'en est pas encore écrite.

L'attaque de Hitler contre la Russie, en revanche, était une imbécillité flagrante, à laquelle étaient opposés Goering et tous les dirigeants militaires compétents d'Allemagne. Pour exaspérantes qu'aient pu être les exigences de Molotov, il n'était guère probable que Staline attaquât Hitler. Les généraux allemands ont désormais reconnu que les probabilités étaient bien faibles que Hitler pût battre la Russie de manière décisive et de l'éliminer du conflit, quand bien même eut-il réussi à lancer son attaque le 15 mai, telle que planifiée au départ. Mais les perspectives, au contraire, étaient bonnes, si l'Allemagne avait bouclé le chemin de l'Espagne, de la Méditerranée, et du Moyen-Orient, que les Britanniques eussent été forcés à faire la paix.

Hitler peut fort bien avoir cru que sa guerre contre la Russie ne le contraindrait pas à tenir une guerre sur deux fronts très longtemps, même s'il lui fallait du temps pour vaincre la puissance soviétique. L'Angleterre, sa seule ennemie restante en Europe oc-

cidentale, avait naguère encouragé Hitler comme barrière contre l'expansion et les ambitions russes, et il y avait de bonnes raisons d'espérer qu'une attaque de la Russie pût amener l'Angleterre à abandonner la guerre et par conséquent prévînt l'intervention américaine.

Il est possible que Hitler ait compté sur la mission de Hess pour influencer l'Angleterre ; il est possible qu'il ait misé, en tous cas, sur le sentiment anti-communiste en Angleterre et en Amérique pour changer la nature de la guerre. Hitler serait-il consacré champion de l'Occident ? Staline serait-il considéré comme le véritable ennemi ? La Russie s'était moquée des principes pour lesquels l'Angleterre était entrée en guerre, s'était moquée des Alliés à Moscou, avait prouvé constituer un péril pour le *statu quo* en Europe. L'Angleterre n'encouragerait-elle pas l'Allemagne, à défaut de l'aider, à en finir avec le danger bolchevique que Churchill avait si constamment et si vigoureusement dénoncé ?

Si tels étaient les espoirs de Hitler, ils furent vite douchés. Sans hésitation, malgré sa description antérieure des dirigeants soviétiques comme des « *babouins immondes* », Churchill déclara que l'Allemagne restait la première (et, pour l'instant, la seule) ennemie de l'Angleterre, et que tout pays qui combattrait l'Allemagne serait le bienvenu dans le camp allié.

Rétrospectivement, les critiques du président Roosevelt en Amérique ainsi que les soutiens de Churchill en Angleterre ont pris pour habitude de dénoncer les concessions de Roosevelt envers Staline à Téhéran et à Yalta, souvent réalisées malgré les protestations de Churchill.

Pourtant, il n'y a guère à douter que les erreurs de Roosevelt, même à Yalta, ne furent pas aussi graves, ne contribuèrent pas autant à la montée de la domination russe sur l'Ancien Monde, que le refus intransigeant de Churchill de se retirer d'une participation concrète aux faits de guerre après le 22 juin 1941, laquelle aurait laissé Hitler et Staline se réduire mutuellement à l'impuissance et aurait éliminé le totalitarisme et ses impérialismes des dangers que

courait l'Europe. La liquidation de l'Empire britannique, que Churchill déplora tant en paroles, commença en pratique le 22 juin 1941 (l'Empire ne fut jamais menacé par Hitler, qui en fut plutôt un admirateur servile), et le processus de liquidation se poursuit à ce jour.

La meilleure analyse des effets de la décision de Hitler en France me revient au souvenir d'une conversation que j'eus, après la guerre, avec un Français que j'estime représenter typiquement une grande part de la population. Il était sans aucun doute patriote, à sa manière, mais sa haine de la Russie et du communisme éclipsait totalement sa haine de l'Allemagne et du nazisme, tout comme pour d'autres la détestation de l'Allemagne et du nazisme oblitérait la répulsion envers la Russie et le bolchevisme. Il avait adhéré à quelque association qui professait des visions anti-communistes ; et il eut de la chance, à la Libération, de s'en sortir avec une peine d'indignité nationale, une punition jusqu'alors inconnue, et assez sévère, puisqu'elle l'empêcha de gérer la société qu'il avait montée, et lui avait soustrait ses droits civiques.

« *Jusqu'au 21 juin 1941* », me dit-il, « *je fus, comme la plupart des Français, âprement anti-allemand. La peur et la haine de l'Allemagne sont enracinées en nous. Mon père m'avait parlé de 1870. Je m'étais battu de 1914 à 1918. J'avais été rappelé en 1939. Comment aurions-nous pu pardonner à cet adversaire implacable ? Je n'avais jamais prêté l'oreille aux flagorneries de Briand. Je n'avais pas cru possible une sincère réconciliation de nos deux nations. Je ne pouvais pas pardonner notre défaite à l'Allemagne. La propagande de Goebbels ne pouvait pas me toucher. J'étais pour le maréchal, mais contre toute forme de collaboration. En résumé, mes sentiments étaient ceux du Français ordinaire.* »

« *Mais le 22 Juin* », poursuivit-il, « *nous avons considéré la guerre contre l'Allemagne comme terminée ; une nouvelle guerre avait commencé. Il ne s'agissait plus d'une guerre franco-allemande. J'avais vu les ravages du communisme en France, et notre défaite était due en partie au communisme qui était arrivé au milieu de*

nous. Pour moi, c'était le communisme qui constituait la menace principale contre notre pays, notre civilisation. Bien sûr, cela ne changea pas mon attitude envers l'Allemagne. Au contraire, l'Allemagne était doublement ennemie : elle s'était rendue complice de la Russie. Rien ne m'aurait fait changer d'avis, sauf cette nouvelle guerre, non pas contre la France, car celle-là était terminée et perdue, mais contre le communisme. Je considérais cette guerre comme une croisade, dans laquelle nous pourrions temporairement oublier nos différences. »

Il ne s'agissait pas d'une guerre comme les autres, pays contre pays, où le sentiment de patriotisme était simple et le devoir de défendre sa nation était clair. « *C'était* », argua-t-il, « *une guerre d'idéologies, dans laquelle nos pensées étaient obscurcies, nos loyautés rendues compliquées. Considérez les communistes français eux-mêmes : ils n'hésitèrent pas à s'en prendre à leur propre pays quand la Russie appela à la guerre contre ce qu'elle appelait l'impérialisme ; et patriote, si l'on peut dire, uniquement quand la Russie se trouva opposée à l'Allemagne. Le choix que j'avais à faire était entre l'Allemagne et la Russie, entre le nazisme et le bolchevisme, la France constituant une spectatrice impuissante, mais pas impartiale.* »

Je ne saurais mieux décrire cette attitude que mon interlocuteur ne le fit, une attitude mentale adoptée par de très nombreux Français, qui ne renonçaient pas à leur opposition à l'Allemagne en tant qu'envahisseur, qui n'étaient hostiles ni à l'Angleterre, ni aux USA ; il fut trahi par son « *idéologie* ». Comme les Anglais et les Américains purent fermer certains compartiments de leur esprit au cours de la guerre, les Français trouvèrent le moyen d'en faire autant. L'homme ordinaire, s'il veut pouvoir parvenir à quelque conclusion, est voué à penser avec des œillères.

La date du 22 juin 1941 fut également celle à partir de laquelle les communistes, ou les sympathisants du communisme, se retrouvèrent libérés d'une position équivoque. Ils retrouvaient la liberté de servir la Russie tout en servant accessoirement la France. Pour

la plupart, il s'agissait de Français ordinaires, qui avaient pu souffrir en leur for intérieur quand leur « *idéologie* » les avait obligés à fulminer contre les « *impérialismes* » français et étrangers, et de soutenir l'Allemagne, alliée de la Russie, contre leur propre pays. À partir de ce 22 juin, ils pouvaient vanter leur « *patriotisme* » d'autant plus fort qu'il avait été contraint de rester sous le boisseau pendant presque deux ans. Ils passèrent à De Gaulle, qui les reçut au nom de l'union des résistants français contre l'oppresseur, et ils purent à partir de la Libération se poser comme les seuls vrais résistants, le parti qui, entre tous, pouvait dénombrer le plus grand nombre de ses membres abattus par les Allemands (*le parti des fusillés*[5]).

Ainsi la politique entra-t-elle dans la Résistance, ainsi qu'à Vichy. Ainsi fut embrouillé tout le sens de l'union des Français contre l'envahisseur, et comme il fallait s'y attendre, les communistes et les anti-communistes entrèrent dans une forme de guerre civile qui, après la Libération, consista à qualifier les adversaires du communisme de vichystes, de pétainistes, de collaborationnistes, et de traîtres, et de procéder en conséquence à leur « *liquidation* ».

Surgirent dès lors deux mouvements contradictoires en France, du fait de la « *nouvelle guerre* » : un mouvement de sympathie envers l'Allemagne parce qu'elle combattait le bolchevisme, et un mouvement d'hostilité envers l'Allemagne pour la même raison. Dans les deux cas, le changement d'attitude fut opportuniste, et n'affecta ni le patriotisme fondamental du premier groupe, ni l'a-patriotisme fondamental de l'autre.

La majorité des Français resta ce qu'elle avait été : positionnée comme spectatrice, et dans l'ensemble assez reconnaissante que la France ne soit pas impliquée dans cette guerre et n'ait pas à prendre parti.

Il ne fait nul doute que Hitler avait confiance, avec une Angleterre neutre ou neutralisée, en sa capacité de gagner sa nou-

5. En français dans le texte, NdT

velle guerre en dix semaines. Ses armées étaient considérables ; elles étaient mieux équipées que nulle autre auparavant ; elles n'avaient subi que des pertes marginales dans les campagnes précédentes ; et comme rien ne réussit mieux que la réussite, les armées avaient confiance en leur capacité à enchaîner de nouvelles conquêtes. Il est possible, quoique peu probable, qu'elles auraient pu y parvenir, si leur entrée en Russie n'avait pas été retardée par des opérations de nettoyage dans des pays comme la Yougoslavie, et si Hitler avait prêté l'oreille à ses meilleurs généraux. Les Allemands arrivèrent à un jet de pierre de Moscou, et firent le siège de Leningrad. Ils pénétrèrent irrésistiblement les lignes ennemies en usant de leurs blindés, s'enfonçant profondément derrière celles-ci, puis revenant en arrière pour prendre les Russes entre deux feux. Les Russes, désorientés, se retrouvaient encerclés, et ils se rendirent par centaines de milliers. Pendant ce temps, l'aviation allemande bombardait les armées et les villes. Des milliers et des milliers de canons et de blindés russes furent capturés au cours des premières semaines. Il fut officiellement annoncé que l'Allemagne avait gagné une fois de plus. Et quelle victoire ! Une victoire bien plus importante que celle connue en France !

Ce cri de victoire constitua une erreur colossale. Aussi brutale qu'ait été l'offensive allemande, aussi rapidement que les Allemands aient progressé, ni leur ardeur ni leur vitesse n'avaient suffi. Hitler se fit surprendre par l'hiver, comme Staline s'était fait surprendre par Hitler. J'ai dans ma bibliothèque des copies reliées de *Punch*, et jusqu'à la célèbre caricature[6] de la guerre de Crimée, au cours de laquelle le général Hiver, implacable et impitoyable, enserre ses ennemis de ses mains glacées. Napoléon avait fait mieux que Hitler : il était entré dans Moscou. Il était facile d'entrer en Russie ; il n'était pas si simple de repartir de Russie. Pénétrer ? Jusqu'où ? Où s'arrêter ? La Russie aspirait l'Allemagne, la coupant de sa main d'œuvre et de ses approvisionnements. À moins d'une véri-

6. Reproduite en figure 11.2, NdT

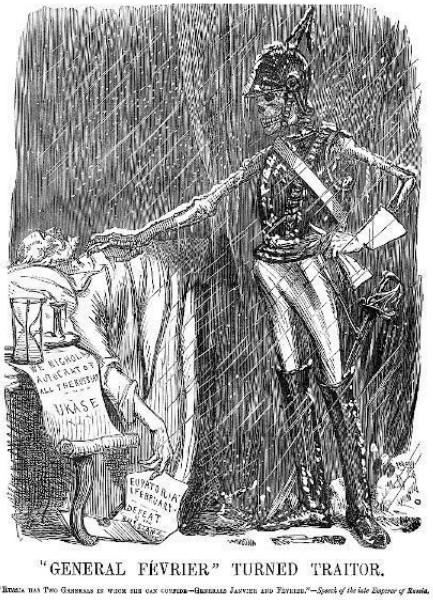

FIGURE 11.2 – Caricature Punch - *La Russie a deux généraux auxquels elle peut s'en remettre - Les généraux Janvier et Février - Discours de feu l'Empereur de Russie*

table contre-révolution en Russie, les efforts de l'Allemagne seraient vains. Bien sûr, on nous exposa toutes sortes d'arguments scientifiques, comme l'élimination du facteur distance dans la guerre moderne, le développement de la motorisation, les inventions merveilleuses du génie militaire qui pouvait tracer des routes aussi vite que vous alliez rouler dessus, l'efficacité de l'organisation logistique, et ainsi de suite. Sur tous ces points, Hitler se montra incomparablement meilleur que Napoléon, mais la force des éléments restait

du côté de la Russie.

La Russie disposait de tout l'espace nécessaire, un espace illimité. Elle pouvait également employer, comme elle l'employa auparavant, l'arme barbare de la *terre brûlée*[7], brûlant tout sur son passage en faisant reculer ses armées. Je ne discuterai pas la valeur de la tactique de la terre brûlée d'un point de vue militaire ; il est possible que l'auto-destruction systématique ait sauvé la Russie, comme cette pratique sauva la Russie un siècle auparavant, lorsque Moscou même fut brûlée. Peut-être la Russie peut-elle se permettre de se dévaster elle-même. Mais l'arme n'en est pas moins barbare, et son introduction dans les territoires de l'Ouest, en particulier en France, la large diffusion du recours au sabotage à des occasions politiques ainsi que militaires, et toute forme de suicide national, constituent une négation de la civilisation.

L'échec des Allemands en Russie face à l'hiver de 1941 me convainquit : à moins de se retirer de leurs positions avancées et de faire la paix avec la Russie — chose qu'ils auraient pu négocier, ils avaient perdu la guerre. Sans doute les Allemands firent-ils preuve de miracles d'improvisation ; on prodigua des fourrures aux soldats ; la machine militaire fonctionna à merveille. Mais de projets solides et complets, de vision à longue portée, il n'était plus question : il ne restait que tâtonnements, hésitations, doutes, qui détruisirent la confiance des officiers de l'armée allemande envers l'infaillibilité de leur chef. Un homme fort eut acté ses pertes : Hitler ne sut que patauger sur place...

Une latte de bois peinte pour paraître de fer ! Ni l'audace négative qui ordonne la retraite, ni l'audace positive qui ne s'arrête nulle part ! Les demi-mesures, les remords, les vacillations, les bravades en lieu et place de courage, l'hystérie au lieu de la fermeté, l'obstination au lieu de la persévérance, l'incapacité à faire la guerre couplée à celle de faire la paix ! Hitler se voyait enfin jugé, jugé par

7. En français dans le texte, NdT

Staline, jugé par ses propres officiers, même si le mythe de Hitler s'attarda plus longtemps dans l'esprit des masses.

Quant à la réaction en France, l'idée faisait son chemin dans de nombreux esprits, que les succès mêmes de Hitler finiraient par affaiblir les Allemands, à l'avantage de la France, et qu'en se montrant simplement patiente, la France, relativement, gagnerait en force. Dans toutes mes conversations qui reflétaient la vision de Vichy, je vis poindre un nouvel espoir : la France pourrait encore constituer l'arbitre de la situation européenne, un espoir apparemment farfelu et injustifié, basé sur la prise de conscience que toutes les cartes n'avaient pas encore été jouées, que des ruses fortuites pourraient être exercées. L'Allemagne, tout en continuant d'épargner la France, s'en méfiait fortement. Hitler et Goebbels se montraient particulièrement soupçonneux des objectifs ultimes de la France, et s'opposaient aux arguments des optimistes en Allemagne, qui voyaient dans la vague d'anti-communisme une promesse d'assistance future de la part de la France. Une assistance ? à l'Allemagne ? Hitler raillait cette idée. Quelle assistance la France pouvait-elle offrir à qui que ce fût ? Et si, vraiment, l'Allemagne avait jamais supposé que la France pût être armée sans risque, de quelles garanties pourrait-elle à présent disposer qu'elle utiliserait ces armes au bénéfice de l'Allemagne ?

Chapitre 12

L'Italie en guerre

Nous vivions si près de la frontière italienne — les Italiens avaient annexé Menton, à quelques kilomètres à peine — que de nombreux ragots nous parvenaient de Rome. On voyait les officiers italiens, habillés de manière trop voyante, et se pavanant trop fièrement. Ils se montraient amicaux, et ne demandaient rien d'autre que d'entrer en relations cordiales avec la population. Nous les évitions, mais j'avais deux amis qui avaient passé de nombreuses années à Rome, ou plutôt à la Cité du Vatican, s'intéressant à l'histoire des Papes ; ils étaient donc bien connus des autorités italiennes, et ne semblèrent pas montrer d'hésitation à discuter avec les officiers. Nous eûmes de la sorte des aperçus remarquables de la mentalité des maîtres par intérim du Sud de la France.

On s'étonna de constater que les officiers, dont certains de haut rang, fussent tout prêts à s'exprimer sans la moindre réserve face à des étrangers. Le contenu de leurs confidences fut encore plus saisissant.

Nous apprîmes, dès le début de l'occupation italienne, les vrais sentiments des Italiens. Les épithètes dont ils affublaient les Allemands étaient grossiers. La méfiance française envers les Allemands

paraissait peu de chose face au mépris italien. La fierté italienne était blessée par ce qui fut considéré comme une occupation allemande de l'Italie, presque aussi réelle que l'occupation allemande de la France. Il ne me fallut guère de temps pour me convaincre que, si le vent se retournait contre les Allemands, les Italiens les abandonneraient. Les Italiens, tout descendants des Romains qu'ils fussent, constituaient de bien piètres combattants : je ne leur tiens point rigueur de préférer les arts de la paix, plus plaisants, mais il était étrange de trouver des officiers de haut rang, ainsi que des soldats de base, utiliser face à de simples connaissances, dans un pays occupé, des mots traduisant leur totale détestation de leurs alliés.

Il était facile de prédire qu'un jour ou l'autre, les Italiens confirmeraient leur réputation : ne jamais terminer une guerre du même côté que celui où ils l'avaient commencée, sauf si la guerre durait assez longtemps pour qu'ils changeassent de côté deux fois !

L'influence corruptrice du fascisme ne constitua pas la cause d'une « *dégénérescence* » militaire des Italiens : leur réticence à se battre pour tout autre motif que l'auto-préservation existait longtemps avant le fascisme, et la plus grande erreur de Mussolini fut de croire qu'il avait modifié le tempérament italien.

Le succès militaire de la campagne d'Éthiopie, menée contre un opposant mal équipé, peu entraîné, et quasiment sauvage, pouvait lui avoir laissé la fausse impression que les Italiens étaient revenus à la virilité et à la vigueur militaires des jours de Garibaldi. Si tel était le cas, il allait être mortellement déçu. Il n'y eut jamais de spectacle plus pitoyable en matière de guerre moderne que celui que donna l'armée italienne au Sud de la France et en Afrique du Nord au cours de la seconde guerre mondiale. Les Italiens disposaient d'une raison particulière de se battre avec enthousiasme dans la guerre d'Éthiopie, puisqu'il s'agissait d'une guerre de revanche, une guerre visant à laver une tache sur l'honneur national, et à compenser le traitement brutal infligé à des soldats italiens. En mars 1865, le roi Menelik 1er d'Éthiopie avait sévèrement battu l'armée italienne à

Adowa, et avait fait subir les pires tortures et barbaries aux soldats italiens qu'il avait capturés. La guerre menée contre la France et la Grande-Bretagne à partir de 1940 ne présentait aucun fondement émotionnel de ce genre.

L'Italie fut un fardeau pour l'Allemagne, pas un atout. J'aime le peuple italien, qui constitue peut-être le peuple le plus charmant d'Europe. On aime un peuple, en faisant fi de ses erreurs, pour ses qualités de gentillesse, et les qualités de gentillesse des Italiens ont fait l'objet d'assez d'éloges. Il apparut clairement que l'Italie, tôt ou tard, ferait défection, et si son jeu diplomatique avait été plus sage, elle aurait fait défection bien plus tôt qu'elle ne le fit.

Mussolini lui-même émit les critiques les plus virulentes à l'égard de Hitler. Lorsque, par exemple, le Führer réveilla le Duce au milieu de la nuit pour lui faire part de l'invasion de la Russie (au sujet de laquelle il ne l'avait pas consulté), les commentaires privés de Mussolini furent édifiants. « *J'espère qu'il perdra ses plumes en Russie* », déclara-t-il. « *Espérons une victoire britannique. Je suis heureux d'apprendre que les Anglais bombardent l'Allemagne nuit et jour...* » Et beaucoup d'autres du même acabit, qui filtraient évidemment hors de Rome et étaient répétés avec délectation par les officiers italiens en France. Je m'interroge quant à savoir si ces commentaires atteignirent jamais les oreilles de Berlin. Ils parvinrent aux miennes, en tous cas.

Ces officiers loquaces, comme inconscients du fait que la guerre se poursuivait, s'habillaient élégamment, discutaient librement, ne tenaient rien comme secret, et se montraient fort satisfaits d'être tenus à l'écart des zones de combats.

On trouvait dans le Sud de la France, où les Italiens et habitants d'origines italiennes étaient nombreux, des clubs italiens, où les Italiens pouvaient s'approvisionner en cigarettes. La plupart d'entre eux, oubliant la guerre, ou peut-être à cause de la guerre, allaient y chercher leurs cigarettes, un motif plutôt anodin de fréquentation de la Casa. Après la Libération, la liste de ceux qui s'approvisionnèrent en cigarettes à la Casa fut trouvée, et les fu-

meurs, qui n'avaient sans doute aucun intérêt pour la politique ni de forts sentiments patriotiques, furent considérés comme des traîtres à la France ; ils subirent de ce fait, eux et leurs familles, des conséquences dramatiques.

Permettez-moi de m'abstraire de l'ordre chronologique pour noter que l'attitude ultérieure des Italiens, telle que je pus en juger depuis ma fenêtre de Monaco, était la même que celle décrite par mes amis de Rome. Lorsque les Allemands eurent pris le contrôle du Sud de la France, les trains remplis de soldats italiens se succédèrent pour les ramener au pays ; ils poussaient des cris joyeux et chantaient gaiement. La voie de chemin de fer passait entre le port et ma maison, en surplomb d'une rue-escalier. Les soldats imaginaient rentrer dans un pays vaincu. En fait la guerre en Italie restait à venir, mais ils l'ignoraient. À leurs yeux, la guerre était terminée. Terminée comme un désastre.

Je ne pouvais que me rappeler la douleur avec laquelle les Français avaient accepté la débâcle. Ils demandaient l'armistice avec insistance, presque à l'unanimité, et se montrèrent soulagés quand il fut enfin conclu. Mais leurs cœurs étaient lourds. Ils le considéraient comme une triste nécessité. C'était comme si une personne très chère à nos yeux était passée de vie à trépas après de terribles souffrances ; et nous étions à la fois heureux que les souffrances fussent interrompues, et affligés par le départ de l'être cher. Personne en France n'aurait ri ou chanté. Nos visages étaient ceux du malheur. Nous étions effondrés du fait de cette défaite tragique, et nous pensions ne jamais sourire à nouveau. Nous avons, heureusement, de par notre nature, une capacité admirable à l'oubli et à l'adaptation, et nous reprîmes dans une certaine mesure nos esprits et, selon nos divers caractères, le cours de nos vies, qui avec résignation, qui avec indifférence, qui avec le vœu solennel de se venger de la défaite. Quelle que fût notre réaction, aucun Français ne se réjouit de la calamité qui l'avait emportée sur son pays.

Les soldats italiens, quant à eux, rentraient dans un pays qui, pour ce qu'ils en savaient, était en ruines, mais on aurait dit des

écoliers de retour de colonie de vacances. Les trains bondés de soldats étaient décorés de branches d'arbres et constellés de fleurs. Les soldats étaient assis jusque sur les marches, ou debout dans les portes, jubilant, exultant, agitant les bras ; et jouaient sur des instruments de musique, des harmonicas et des accordéons, les airs les plus entraînants. On ne voyait aucun signe de lassitude. Partout, c'était jubilation. Dans leur représentation, la guerre appartenait au passé, et ils se voyaient déjà démobilisés. Quelle importance qu'ils eussent gagné ou perdu ? Ils quitteraient bientôt l'uniforme, redeviendraient des hommes libres. Voilà pourquoi ils étaient si gais.

Je ne dirai pas que les Italiens ne se seraient pas comportés différemment dans une guerre qui aurait été indubitablement la leur. Cette guerre n'était pas la leur, et ne l'avait jamais été. Les ambitions du Duce les avaient forcés à y entrer, et leur dirigeant avait été animé par le ressentiment envers les Français et les Anglais, couplé au mépris qu'il ressentait pour le dictateur rival allemand, qu'il considérait comme un arriviste dépourvu de tout talent politique. C'étaient également les va-t-en-guerre de la Cour, les cercles politiques fascistes, et une part significative du grand public, qui les avaient amenés à la guerre, pensant que les combats resteraient très limités, car on estimait en juin 1940 que Hitler avait plus ou moins gagné la guerre. Les Italiens avaient pour beaucoup été sous les armes depuis de nombreuses années. Ils avaient connu la campagne d'Éthiopie. Ils avaient été tenus en alerte, ou s'étaient battus dans le conflit d'Espagne. Ils n'avaient pas été libérés aux moments où l'Europe manœuvrait, contre-manœuvrait, marchait au pas dans une direction puis dans une autre. Ils étaient fatigués, ils n'avaient jamais eu à cœur de mener un combat qui ne les concernait qu'indirectement.

Mes amis avaient l'habitude, déplacée selon moi, de discuter avec les soldats italiens, et quand la Sicile fut occupée, ils tinrent cette conversation avec un soldat italien :

« *N'êtes vous pas angoissé quant au sort de l'Italie ?* »

« *Pourquoi devrais-je l'être ? je ne suis pas italien.* »
« *Vous n'êtes pas italien ? De quel pays venez-vous ?* »
« *Je suis américain. On ne vous a pas dit que la Sicile est américaine à présent ?* »

Il ne se montrait pas le moins du monde attristé que la Sicile fût « *américaine* ». Au contraire, il semblait ravi de croire que sa nationalité ait pu changer du jour au lendemain.

Quand les Italiens changèrent de camp en 1943, ce ne fut du fait d'aucune nouvelle conviction politique. Le roi avait donné à Badoglio la tâche de capituler, non pas du fait d'un important changement dans le sentiment général, mais plutôt du fait de la lassitude croissante d'être en guerre.

Le maréchal Lord Alexander nous a confié que Badoglio et le roi s'étaient trompés aussi lourdement dans leurs calculs en 1943 qu'eux-mêmes et Mussolini l'avaient fait en 1940. Mussolini avait cru la guerre quasiment terminée quand il avait frappé la France. Badoglio et ses appuis pensaient que les armées alliées étaient assez puissantes pour balayer les Allemands hors d'Italie sans réels combats. Mais avant que les alliés ne les rejoignissent, ils furent contraints de s'enfuir de Rome. Quant à la « *résistance* » italienne, au sens où ce mot fut utilisé en France, les forces clandestines s'en prenant aux Allemands, elles furent inopérantes jusqu'à ce que les alliés eussent vaincu les Allemands en Italie. Ce fut alors que, sous direction communiste, fut mené le même programme de terreur et d'assassinat que nous décrirons en détail lorsque nous traiterons de la Libération et de la Révolution en France en 1944-1945.

En revenant ainsi sur la conduite de l'Italie dans la guerre, je ne me permettrais pas de la considérer de manière défavorable. Nous devons accepter les pays tels qu'ils sont, et non point les critiquer pour ce qu'ils ne sont pas. Certains observateurs prétendent que les nations se ressemblent les unes aux autres, que leurs tempéraments propres sont des objets de l'imagination, ou uniquement le résultat d'une éducation et de conditions politiques particulières, de la

religion peut-être, et, dans leur zèle pour une vague forme d'internationalisme, veulent nous réduire à un modèle uniforme, tout de gris constitué. Ils sont dans l'erreur. Au lieu de standardiser les nations et d'oblitérer leurs marques distinctives, nous devrions cultiver les traits saillants de chaque nationalité et, tout en visant l'unité, en préserver jalousement la diversité. Nous ne devrions pas cultiver une seule variété de fleur dans notre jardin : c'est dans la richesse de leur diversité que nous les apprécions, et c'est leur ensemble qui ravit nos sens de ses charmes et de ses fragrances.

À la Saint-Florent, en décembre 1941, Pétain rencontra Goering et exhorta les Allemands à ne pas mettre trop de pression sur la France. Si les deux pays ne connaissaient pas d'égalité parfaite, il ne saurait s'ensuivre de collaboration. Il s'agissait là d'un argument légitime à faire valoir face à l'oppresseur. Le maréchal conditionnait ainsi l'attitude de la France à un traitement que les Allemands ne lui accorderaient probablement pas. En réalité, il s'employait, sans la refuser brusquement, à esquiver la collaboration. Il produisit une longue liste de promesses allemandes restées lettres mortes. Il protesta contre la réquisition exorbitante en France du tiers des provisions, qui selon lui nourriraient 500 000 soldats allemands, les quarante millions de Français devant se contenter des deux tiers restants. Il poursuivit dans la même veine quelque temps jusqu'à ce qu'enfin, Goering le coupât par l'exclamation : « *Dites donc, monsieur le maréchal, est-ce vous qui avez gagné la guerre, ou est-ce nous ?* »

Dans ses vœux de nouvelle année 1942, Pétain exaspéra Darlan et les Allemands en faisant mention publiquement de son « *exil partiel* » et de sa « *demi liberté* ». Le sens profond de ces mots fut bien compris de ceux qui habitaient la France. Ils constituaient un désaveu tranché des mesures auxquelles il n'avait pas librement consenti. Darlan exigea que ces mots fussent effacés du disque. Le maréchal tint bon, et le rappel, selon lequel aucune collaboration n'avait lieu, mais uniquement un *Diktat* allemand, fut diffusé sur les ondes.

Otto Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne au langage bien travaillé, persuada Benoist-Méchin qu'une bonne approche de la collaboration franco-allemande pourrait être mise en place dans la défense des colonies françaises. La France était engagée par l'armistice à garder ses colonies pour elle-même, et ne pas permettre leur prise par les gaullistes ou par l'Angleterre. Si elle les livrait, si celles-ci se voyaient sérieusement menacées, l'Allemagne aurait toute latitude à dénoncer l'armistice et à agir comme bon lui semblerait en pays conquis. Ne serait-il pas mieux, demandait insidieusement Abetz, que l'Allemagne prêtât assistance à la France contre une possible agression ?

On a raconté qu'un conseil de ministres fut réuni et décida qu'il n'aurait pu être question de guerre contre l'Angleterre, avec ou sans aide allemande. Mais que, si certaines conditions préalables étaient souscrites, telles que la libération des prisonniers de guerre français, l'évacuation de l'Alsace-Lorraine par les Allemands, et la garantie que Rommel respecterait l'intégrité de la Tunisie, la France pourrait voir ! C'est la version qu'Abetz aurait accréditée. Au pire, je suis frappé, après ma longue expérience en matière de diplomatie, de voir là une pratique excellente de la diplomatie, n'engageant la France à rien et posant des conditions intenables. Mais cette version même est refusée. Il n'est pas reconnu qu'un tel conseil fût tenu, ni que le problème fût jamais officiellement examiné.

Le maréchal avait décidé qu'en aucune circonstance il n'accepterait la moindre aide militaire allemande. Le général Juin, successeur de Weygand en Afrique, se rendit à Berlin pour discuter les problèmes soulevés, et Benoist-Méchin demanda la libération du général Giraud, alors tenu prisonnier, pour la défense de la Tunisie, fût-ce contre les Britanniques ou les Allemands, ou les deux, on ne sait pas. Nous savions que Goering voulait utiliser la ville tunisienne de Bizerte pour que Rommel s'y ravitaillât ; et nous savions que, dans le même temps, des ordres furent donnés par les Français au général Noguès au Maroc, au général Koeltz en Algérie, ainsi qu'au général Barré en Tunisie pour qu'ils s'opposassent

à l'entrée de Rommel sur leurs territoires. Nous savions également que Goebbels, à cette époque, dénonçait Pétain comme le véritable inspirateur de l'attentisme, en d'autres mots, de manœuvrer et de leurrer les Allemands par des tactiques dilatoires. Sa vision était que le maréchal, tout en n'espérant pas une victoire des Russes, n'appelait pas de ses vœux une victoire allemande non plus, et espérait que les deux ennemis s'épuiseraient mutuellement. Goebbels comprit mieux que beaucoup la politique de Pétain, et cette politique constituait indubitablement la seule qui fût raisonnable du point de vue de la France.

Hitler non plus ne tenait guère à coopérer avec les Français. En mars 1942, les négociations traînaient. Goebbels posa la question : l'Allemagne devait-elle offrir une paix acceptable à la France, afin de l'inciter à abandonner sa « *neutralité* », et à prendre une part active dans la guerre — une part active qui ne pouvait être envisagée par les Allemands que comme favorable à leurs vues ? Et il révéla que Hitler ne voulait pas en entendre parler. « *La France sera toujours notre adversaire* », conclut-il, « *et nous devons nous débarrasser de sa puissance militaire et politique* ». En avril, Goebbels fit la remarque que, si la position française pouvait légèrement évoluer, il n'y avait aucun espoir d'un changement profond.

Goebbels constituait un juge avisé et, avec l'opportunité exceptionnelle de forger ma propre opinion, je pense que sa lecture de l'attitude française était correcte à 100%. Je n'en ai jamais douté. Il était impensable que la France, fût-ce la France de Pétain ou toute autre France, jetât son poids dans la balance aux côtés des Allemands, d'autant plus que la politique de l'attentisme avait porté des fruits. L'Amérique était entrée en guerre, Rommel connaissait des difficultés, et l'avancée allemande en Russie donnait des signes clairs de perdition de l'Allemagne.

Il ne restait qu'une seule ombre au tableau : le bombardement britannique des usines Renault près de Paris suscita un torrent d'indignation contre l'Angleterre. Pétain protesta, comme il se devait, mais il ordonna l'enterrement immédiat et presque secret des

FIGURE 12.1 – Bombardement britannique de l'usine Renault à Boulogne-Billancourt en mars 1942 - On comptera 600 morts dans et aux abords de l'usine.

victimes, sans cérémonie publique, afin de supprimer toute cause d'agitation ou de propagande prolongée. Pour ma part, je considérai les bombardements britanniques sur la France à ce stade comme complétement absurdes, sans parler des considérations humanitaires, et je fis de mon mieux pour faire passer le message à mes amis en Angleterre que les bombardements inconsidérés, sans nécessité militaire, constituaient une faute politique, qui compliquait le travail de Pétain, et compromettait l'équilibre délicat qu'il essayait d'établir en attendant le moment d'entrer en action.

Chapitre 13

L'Amérique entre en guerre

Le 9 décembre 1941, l'amiral Leahy annonçait à Vichy l'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique.

La nouvelle fut frappante, mais pas à mes yeux. Je me souvenais des phases par lesquelles l'Amérique était passée avant d'entrer dans la première guerre mondiale, après de nombreuses déclarations du président Wilson qu'elle ne se mêlerait pas des querelles européennes. J'ai assez observé l'histoire pour comprendre qu'elle se répète souvent, ou plutôt que les hommes répètent les actions de leurs prédécesseurs. Dès le début, je fus certain que, en dépit des assurances du président Roosevelt au peuple américain qu'il ne serait pas entraîné dans la guerre, le résultat de tout cela était inévitable, et donc prévisible.

L'administration du « *New Deal* » du président Roosevelt semblait courir au naufrage après l'été 1937. Un processus d'armement, et une possible guerre, semblaient constituer le chemin le plus probable pour garder son mandat et promouvoir le New Deal, un programme provocant, soigneusement analysé par l'universitaire, avocat international, et journaliste Frederic R. Sanborn dans son ouvrage *Design for War*.

La sagesse humaine ne voit pas bien loin dans l'avenir : cependant, on entendit des deux côtés de l'Atlantique des voix pour mettre en garde contre les résultats d'un combat à mort. La mort de quoi ? De notre civilisation ? Je tombais par hasard sur la déclaration d'un grand expert militaire anglais, le capitaine Liddell Hart, en juin 1940, pour qui une longue guerre ne peut aboutir qu'à une mauvaise paix : « *Vous pouvez me considérer comme défaitiste, mais j'insiste : la victoire a moins à offrir qu'une guerre indécise débouchant sur une paix négociée. L'idée de victoire complète et totale constitue la folie la pire de la terre ; de telles victoires ne débouchent que sur des faillites, morales tant qu'économiques*[1] ». Et Wilfred Wellcock, l'écrivain pacifiste, déclara : « *Il relève de notre pouvoir de tirer le peuple allemand de [l'emprise de] Hitler, s'il décide de poursuivre la guerre malgré notre offre d'une paix raisonnable*[2] ». William Gallacher, dans son discours présidentiel au Congrès des Coopératives de Glasgow à Whitsuntide, en 1940, affirma : « *Je suis profondément convaincu d'une chose : les Alliés devraient immédiatement et sans équivoque déclarer leurs objectifs de paix. Faire savoir au monde, aux puissances neutres ainsi qu'au peuple allemand, que nous ne recherchons pas une paix punitive...qu'il y a place dans la nouvelle Europe d'après guerre pour* 80 000 000 *Allemands pour vivre en paix et en harmonie avec leurs camarades européens*[3]. » En d'autres termes, il défendait ce que

1. Sages paroles. Dommage que tous les conflits menés par l'Occident « *libérateur* » n'aient systématique visé qu'à la « *victoire totale* » sur un ennemi détruit et absolument diabolisé : guerres mondiales, guerre de Corée, guerre du Vietnam, guerres en Irak, en Libye, en Syrie...NdT

2. Les alliés ne firent dans les faits « *évidemment* » aucune proposition de paix à Hitler, c'est tout le contraire, ils refusèrent toutes les siennes, NdT

3. Voilà un objectif de paix en contradiction totale avec les objectifs de guerre énoncés par M. Winston Churchill, qui énonça comme « *objectif de guerre* » :« *Les deux racines de tous nos maux, la tyrannie nazie et le militarisme prussien, doivent être expurgés. Et dans nos actions, aucun sacrifice ne sera trop grand, ni aucune violence exagérée, tant que nous n'y serons pas parvenus* », NdT

moi-même, et de nombreux autres, avions défendu au cours des vingt années précédant la guerre, à savoir, une conférence de paix étendue, qui tâcherait de résoudre les différends les plus vitaux en Europe sans recourir aux hostilités.

Je m'étais tout spécialement fait l'avocat d'une conférence étendue dans mon petit livre *War Unless*. . .Dans un autre ouvrage, sorti des presses mort-né au mois fatal de mai 1940, sous le titre *Peace Through Federation*, j'ai cité divers dirigeants politiques, dont certains occupent aujourd'hui des postes de pouvoir importants, qui prêchaient la même solution, hélas, trop tard ! Je ne citerai que Clement Attlee, qui deviendrait premier ministre de l'Angleterre, qui déclara en mars 1940 : « *La plus grande crainte dans l'esprit du peuple allemand de nos jours est que s'il abandonne Hitler, il connaîtra ce qu'il a connu à la fin de la dernière guerre.* » Les objections à tout compromis, une fois la guerre démarrée, furent que celui-ci donnerait à Hitler une seconde vie, et qu'une nouvelle guerre éclaterait quelques années plus tard. À cela, Alfred Salter, distingué membre du Parlement, répondit : « *Je suis certain que si la guerre se poursuit pendant deux ans, et se conclut par un épuisement et un affamement économique de l'Allemagne, une autre guerre est garantie au cours de la vie de la prochaine génération.* »

J'ai rappelé ces expressions d'opinion en Angleterre parce qu'elles eurent des échos en Amérique. Lorsque Sumner Welles fit son tour d'Europe, en mission d'enquête, le peuple américain espérait évidemment rester à distance de la guerre, ou plutôt exercer l'influence considérable et la puissance économique dont il disposait dans la direction d'un accord européen. Ses conclusions furent négatives, mais pendant un certain temps, elles ont suscité l'espoir en France que, d'une manière ou d'une autre, une épreuve de force serait encore épargnée à l'Europe. L'opportunité d'une Amérique en tant qu'arbitre était sans précédent dans l'histoire.

Et les amoureux de la paix en Europe et ceux qui estimaient que rien ne devait être autorisé à arrêter un conflit qu'ils estimaient nécessaire se tournèrent vers les États-Unis : les premiers espéraient

une intervention en faveur de la paix, les seconds les moyens nécessaires à la poursuite du conflit. Aussi étrange que cela apparaisse, l'Europe, ou à tout le moins les Alliés, malgré les rodomontades de M. Churchill, n'avaient pas les moyens de mener ce conflit. Cela n'était possible qu'avec l'aide étasunienne. Et l'Europe ne pouvait pas non plus faire la paix sans l'Amérique. Roosevelt disposait, devant lui, des deux alternatives, claires et nettes : il estima apparemment ne pas pouvoir rester neutre [4].

Je n'avais rencontré Roosevelt qu'une seule fois, à la Maison-Blanche, et sur la base des informations insuffisantes que cela m'avait apportées (complétées tout de même par des entretiens avec certains membres du parti démocrate), je m'étais fait une idée du personnage. Je le voyais comme un homme d'État sympathique, présentant des vues larges mais hésitantes en matière de justice sociale. Son penchant était évident. Il était opposé à toute forme de fascisme ou de nazisme ; et pourtant, sa haine de ces entraves aux libertés fondamentales de l'humanité l'aveuglèrent quant à l'existence d'une autre forme extrême de totalitarisme en Russie. Il semblait penser, au moins à partir de juin 1941, que la Russie traçait un nouveau chemin vers une plus grande liberté.

Lorsque Churchill, oubliant ses propres diatribes peu amènes contre le bolchevisme, opta goulûment pour la Russie dans le camp anti-allemand, affublant l'Allemagne du statut d'Ennemi n°1, à écraser à tout prix, même au prix d'étendre l'emprise du bolche-

4. Russell Grenfell, dans son ouvrage *Haine Inconditionnelle*, fait état des raisons officielles pour le moins loufoques énoncées par le président Roosevelt pour justifier l'entrée de son pays dans le conflit : « *au cours de la dernière guerre, le président Roosevelt déclara que la participation à la guerre était essentielle pour sauvegarder l'Amérique de l'invasion, en empêchant les Allemands d'atteindre l'Afrique de l'Ouest. S'ils devaient y parvenir, déclara-t-il, ils pourraient sauter sur le Brésil ou le Mexique, et marcher sur les États-Unis par le Sud. Alors que le contrôle de l'Atlantique résidait fermement dans les mains étasuniennes, l'estimation du président de tels événements était ridicule, et aurait valu de piètres notes à un aspirant de marine passant des examens.* », NdT

visme, il trouva un *alter ego* en Roosevelt. Les deux hommes, représentant pour l'un l'Empire britannique, sur lequel le soleil ne se couchait jamais, mais à présent en danger de désintégration, le second représentant de grandes étendues de territoires voisins entre eux, bien plus avancés dans l'application des sciences matérielles que toute autre nation, s'entendirent sur ce point dès le départ, alors que leurs antécédents et que leurs motivations étaient très différents. L'un d'eux représentait la puissance traditionnelle d'un passé en péril ; l'autre, se rappelant les origines européennes de l'Amérique et opposé au colonialisme européen, représentait, par sa rhétorique tout au moins, l'avenir triomphant. J'estimais que Roosevelt constituait un mélange unique d'émotivité et de finesse politique, un politicien-né qui savait s'y prendre pour gérer les masses.

Churchill et Roosevelt s'accordèrent donc sur ceci, bien qu'ils fussent par ailleurs en accord sur bien peu d'autres points : l'objectif immédiat d'écraser l'Allemagne. Ils décidèrent de laisser de côté toute autre considération dans la poursuite de cet objectif et de laisser les lendemains se dessiner par eux-mêmes. On voit fort bien comment les lendemains se sont définis par eux-mêmes : l'Empire britannique s'est effondré, le continent, à part la Russie, est plongé dans le chaos politique, la Russie occupe une position dominante dans l'ancien monde, et nous subissons chaque jour la menace d'une troisième guerre mondiale.

En France, nous considérions l'Amérique comme un sauveur pouvant nous arracher aux griffes de l'Allemagne. Mais comment ? Par la force des armes, par la pression économique, ou par une domination d'autorité, imposant une nouvelle conception d'un monde unifié aux nations belligérantes ?

Après que l'Allemagne attaqua la Russie, on affirma que l'Amérique ne pouvait pas défendre la démocratie en se battant pour et avec la Russie : si la Russie gagnait, la bolchevisation de l'Europe s'ensuivrait. Aussi grande que fût la détestation de l'Allemagne, c'est-à-dire du nazisme, on pensait, dans divers quartiers généraux

étasuniens, qu'il était illogique de soutenir la Russie, c'est-à-dire le bolchevisme, détesté tout autant, voire plus, que le nazisme. Et cette confusion n'était guère éclaircie par les Américains qui déclarèrent que deux systèmes totalitaires étaient en guerre ; le seul ennemi était le totalitarisme, pas le nazisme, pas le bolchevisme en tant que tels, mais le totalitarisme quelle que fût sa forme. Aider l'Allemagne contre la Russie, ou la Russie contre l'Allemagne revenait à aider le totalitarisme. Le dilemme fit pleurer nombre d'Américains : Que les deux s'effondrent ! laissons-les se détruire mutuellement ! C'est le point de vue que le sénateur (et plus tard, président) Truman défendit avec vigueur au moment de l'attaque de Hitler contre la Russie. Les événements qui suivirent ont largement démontré qu'il s'agissait là d'un positionnement bien plus digne d'un chef d'État et bien plus clairvoyant que celui partagé en la matière par Churchill et Roosevelt.

Il est bien connu aujourd'hui, et le général Marshall l'a confirmé dans son rapport final sur la guerre, que Hitler n'avait pas le moindre projet, même lointain, d'attaquer les États-Unis ; mais le parti soutenant la guerre dans ce pays fit circuler des racontars affirmant que l'Allemagne voulait occuper les États-Unis dès que l'Europe de l'Ouest serait tombée. Le président Roosevelt mentionna vaguement le projet d'Hitler d'envahir le Middle West étasunien en passant par Dakar et l'Amérique du Sud, malgré le fait que la distance séparant le Brésil de l'Iowa était plus importante que celle séparant Berlin de l'Iowa. Après la chute des Pays-Bas et de la France en 1940, les interventionnistes se renforcèrent aux États-Unis et, à partir de ce moment, la question ne fut plus de savoir *si*, mais *quand* les États-Unis prendraient part au conflit. Le président Roosevelt envoya Harry Hopkins assurer Churchill du soutien étasunien pour la guerre[5]. Le 11 janvier 1941, Hopkins dit à Churchill : « *Le président est déterminé à ce que nous remportions la guerre ensemble.*

5. En contradiction totale avec ses propres promesses au peuple de son propre pays, donc, NdT

Ne vous y trompez pas. » Des conférences d'États-Majors anglo-américaines secrètes commencèrent dès ce mois de janvier 1941, et furent tenues jusqu'en mars. À leur clôture, le commandant naval américain, l'amiral Stark, écrivit à ses commandants de flottes : « *La question de notre entrée en guerre apparaît à présent porter sur* quand*, et non pas* si ».

Nombre de conseillers du président l'incitèrent à faire la guerre à l'Allemagne dès que la France fut tombée ; mais le sentiment non-interventionniste aux États-Unis resta écrasant jusqu'au jour de Pearl Harbor. En outre, malgré une longue liste d'actions belligérantes contre l'Allemagne et l'Italie : envoi d'armes légères en gros volumes en Grande-Bretagne juste après Dunkerque ; suppression de défenses aériennes étasuniennes pour les déplacer sur les sols britannique, russe et chinois (chose qui amena à la démission du Secrétaire d'État à la guerre Woodring) ; l'accord *Destroyers for Bases Agreement* de septembre 1940 ; l'aide matérielle étendue « *urgence de guerre* » à la Grande-Bretagne après le programme *prêt-bail* ; les escortes aux navires étasuniens et britanniques transportant du matériel de guerre vers la Grande-Bretagne (et ultérieurement vers la Russie) ; et l'ordre de « *tirer à vue* » sur les sous-marins allemands essayant de couler ces navires, ni l'Allemagne, ni l'Italie ne désiraient s'engager dans une telle bataille, contrairement aux espérances de Roosevelt et Churchill. Ce dernier devait donc chercher un moyen d'entrer en guerre en passant par une porte dérobée : ce serait le Japon et le Pacifique. C'est à ce dessein que Churchill et Roosevelt se rencontrèrent sur la côte de Newfoundland en août 1941. La décision prise là amena directement à Pearl Harbor ; car le chemin jusque Pearl Harbor avait été décidé le mois précédent par l'embargo drastique imposé au Japon.

Ce furent surtout quatre événements qui annoncèrent l'entrée en guerre de l'Amérique. Le premier fut sa détermination à aider l'Angleterre jusqu'aux limites, dût-ce signifier la guerre, en envoyant des cargaisons d'armes et d'avions en Grande-Bretagne, l'accord de la base de destroyers, le programme prêt-bail, et, enfin,

la décision d'escorter les cargos traversant l'Atlantique et de mettre les livraisons de matériel pour l'Angleterre sous protection étasunienne. La politique étasunienne me faisait penser à l'attitude d'un boxeur présentant le menton. Tôt ou tard, il serait frappé, sauf si l'Allemagne abandonnait ses attaques sur les cargos et laissait l'Atlantique libre. Le second événement fut la signature de la Charte Atlantique, qui définissait ostensiblement les objectifs communs de Churchill et de Roosevelt, le 14 août 1941. Le troisième élément était le blocus pratique mené contre le Japon. Le quatrième signe prémonitoire fut la préparation intense de l'Afrique du Nord par le gouvernement de Vichy à recevoir des soldats étasuniens.

Nul n'aurait pu se tromper sur le sens de ces préliminaires, pourvu qu'il suivît les événements avec intelligence. L'entrevue Churchill-Roosevelt à bord d'un navire de guerre « *quelque part en Atlantique* » constitua une étrange réunion entre le premier ministre d'un pays belligérant et le président d'un pays non belligérant à cette date. Cet événement tomba singulièrement à plat, du point de vue français, en dépit de sa mise en scène théâtrale. En Europe, la Charte ne produisit pas l'impression qu'elle aurait pu donner si elle avait été rédigée en des termes plus vigoureux. Elle frappa les esprits par son caractère superficiel. Elle ne présentait pas le pouvoir des Quatorze points de Wilson, qui contribuèrent tant à l'effondrement de l'Allemagne en 1918.

La Charte, qu'il est cyniquement et douloureusement intéressant d'aller relire, exprimait l'espoir d'un avenir meilleur pour le monde par la conjonction des politiques nationales de l'Angleterre et de l'Amérique. Elle ne soutenait aucune modification territoriale sans l'expression de la volonté des peuples intéressés, librement exprimée.

Ce vœu pieux ne fut pas exaucé, de grandes portions de l'Allemagne furent cédées à la Pologne, de vastes portions de la Pologne furent cédées à la Russie[6], et l'ensemble des États baltes devinrent

6. « *Détail* » « *croustillant* », la raison même de l'entrée du Royaume-Uni

russes, sans aucune consultation des peuples intéressés, sans parler du Proche-Orient, où de nouveaux États furent créés, où d'anciens États furent étendus, ni de l'Extrême-Orient, où l'expansion du bolchevisme a été considérable, pour ne pas dire écrasante.

Le droit des peuples à choisir leur propre forme de gouvernement était également proclamé par la Charte ; est-il bien nécessaire que je commente ce point quant aux décisions prises depuis 1944 [7] ?

Quant à la participation de tous les États, grands et petits, vainqueurs et vaincus, sur la base de l'égalité, dans la mise en commun des matières premières dont chacun a besoin pour sa prospérité économique, cela reste à concéder. La même remarque s'applique à la promesse d'une collaboration internationale, afin d'assurer de meilleures conditions de travail, de progrès économique et de sécurité sociale.

Après la « *destruction finale de la tyrannie nazie* », la paix devait être établie, et toutes les nations devaient vivre en sécurité, enfin libérées de toute envie et de toute peur. Hélas, neuf ans après la défaite du nazisme, le monde n'est libéré ni de l'envie, ni de la peur ; en vérité jamais la paix n'a été si précaire, la peur si ardente, ni l'envie si répandue ; et les emprisonnements, déportations, mises en esclavage et mises à mort sont bien souvent les peines subies par ceux qui dévient de l'opinion officielle.

La Charte comprend, bien entendu, une clause quant à la liberté des mers. Et enfin, l'usage de la force est désapprouvé, et le désarmement général des nations est mis en avant. La charge écrasante de l'armement, dit la Charte, doit être levée des épaules des

---

en guerre était que ce pays avait accordé des garanties d'intégrité territoriale à la Pologne. Voici que six années plus tard, le premier ministre du même pays ne formula aucune objection à ce que la Russie s'y serve, NdT

7. On peut remonter avant 1944, puisqu'au moment précis où la Charte fut établie par Churchill, les Allemands avaient élu Hitler au pouvoir, ce qui n'empêcha pas Churchill de proclamer, en même temps que le droit des peuples à choisir leur propre gouvernement, sa volonté d'« *extirper la tyrannie nazie par tous les moyens* », NdT

nations éprises de paix. Malheureusement, la charge des armements est à présent largement plus importante que jamais, et des armes dont la puissance destructrice dépasse tout ce que nous pouvions imaginer dans nos pires cauchemars d'avant 1941 sont désormais fabriquées dans une hâte fiévreuse.

Loin de moi l'idée de répudier ces sentiments aimables : la Charte, destinée à établir une base morale pour la guerre, est irréprochable, mais elle constitue un exemple frappant du niveau de vanité des souhaits humains et de l'hypocrisie de la propagande officielle.

Pour ce qui concerne les négociations avec le Japon, conduites principalement par le Secrétaire Cordell Hull jusqu'en juillet 1941, il était facile de voir qu'elles échoueraient. J'ai souvent médité avec regrets sur le fait que le Japon avait constitué un allié de valeur lors de la première guerre mondiale et qu'avec sa démolition, c'est la dernière barrière contre le bolchevisme qui disparaissait à l'Est. L'Angleterre avait longtemps préservé son amitié avec le Japon, comprenant qu'il s'agissait du seul pays compétent en Orient ; mais le Japon fut tenté de s'étendre aux dépens de la Chine, et certaines factions en Amérique s'exaspérèrent de sa guerre de conquêtes contre un pays perturbé [8]. Le Secrétaire d'État Henry L. Stimson désirait imposer des sanctions et, peut-être, la guerre au Japon dès 1932, mais il en avait été sévèrement empêché par le président Hoover, un solide ami de la paix. Le président Roosevelt était un romantique mais ardent partisan de la Chine, du fait que, comme il l'admettait lui-même, ses ancêtres s'étaient enrichis grâce au commerce avec les Chinois une génération plus tôt. La Société des Nations restait impuissante, et je vis le Japon quitter de son propre chef la Société des Nations plutôt qu'en être banni.

Mais en 1941, les États-Unis exigeaient le retrait de Chine du

8. La guerre civile chinoise opposa le Kuomintang (KMT, parti nationaliste) et le Parti communiste chinois (PCC) ou Gongchandang entre 1927 et 1950, NdT

Japon ; des navires japonais furent saisis ; le Canal de Panama vit sa navigation interdite au Japon ; il fut interdit de lui vendre pétrole et matériel de guerre. La diplomatie étasunienne se trouvait dans une impasse ; le Japon ne pouvait pas se retirer sans perdre en prestige. Les tentatives du Japon pour parvenir à un accord diplomatique, intégrant des concessions étendues au Moyen-Orient, ainsi qu'une rencontre entre le premier ministre Konoye et le président Roosevelt, se virent rejetées par le Secrétaire d'État Hull, avec l'accord de Roosevelt. Le sombre péril se dessinait mais, quoiqu'il en fût, les navires étasuniens à Pearl Harbor furent surpris par une attaque aérienne le 7 décembre 1941.

Ce n'est pas mon rôle d'enquêter sur qui est responsable de Pearl Harbor[9], au cours duquel six des plus grands navires de guerre étasuniens furent coulés ou rendus inutilisables, sans parler d'un grand nombre de croiseurs et de destroyers. Cette affaire a été explorée de manière très complète et très précise par l'écrivain américain George Morgenstern, dans son ouvrage *Pearl Harbor: The Story of the Secret War*, dont les conclusions se virent confirmées ultérieurement par le plus grand historien américain de l'époque, Charles Austin Beard dans son livre *President Roosevelt and the Coming of the War, 1941*. L'Amérique toute entière était enfiévrée. Il s'agissait dès lors d'un combat à mort. L'Angleterre, à son tour, déclara immédiatement la guerre au Japon. L'Allemagne et l'Italie déclarèrent la guerre aux États-Unis. La guerre européenne était devenue, presque du jour au lendemain, une guerre mondiale.

Nous autres, en France, en constituions des spectateurs très intéressés. Nous ne pouvions jouer d'autre rôle que celui-là ; mais nous étions vivement conscients qu'au moins, de réelles perspectives de délivrance de la France existaient. Nous avions maintenu notre foi, nous avions entretenu des espoirs, mais jusqu'alors ceux-ci n'avaient été fondés sur aucune réalité. Quand l'Angleterre se

9. D'autres l'ont fait, et c'est édifiant. Le lecteur pourra prendre connaissance de `https://lesakerfrancophone.fr/pearl-harbor-demasque`, NdT

tenait seule face à l'Allemagne, il n'y avait, quels que fussent les envois d'armes étasuniennes, aucune raison solide d'attendre une défaite allemande. Il est insensé de suggérer que De Gaulle et ses soutiens, peu nombreux et totalement dépendants de l'Angleterre, changèrent quoi que ce fût à quelque degré que ce fût. La résistance de la Russie, après les premières défaites immenses, se raidissait peu à peu, mais à l'époque, aucun parieur censé, considérant les choses d'un œil froid, n'aurait risqué d'argent sur une victoire russe sur l'Allemagne. Mais à présent, avec l'Amérique engagée dans la bataille, l'équilibre avait basculé contre l'Allemagne. Toutes les perspectives avaient changé.

Avant Pearl Harbor, la position était : d'un côté l'Angleterre, avec des soldats, du matériel, et de l'argent en quantités insuffisantes, avec une logistique suffisant à peine à se fournir les produits nécessaires, et la Russie, disposant d'une main d'œuvre inépuisable mais des armées en retraite ; de l'autre côté une Allemagne apparemment invincible, armée telle nulle autre nation, disposant d'un prestige entier, bien qu'elle n'eût gagné ni dans les steppes de Russie, ni dans les sables d'Afrique, soutenue par une Italie faible, un handicap mais pas un ennemi. Si les positions s'étaient stabilisées sur ces lignes, les perspectives n'auraient guère été encourageantes.

La nouvelle composition des forces en présence transforma complètement la situation. L'Amérique pourrait avoir besoin d'années pour développer toute sa force, mais il était certain qu'à la fin, elle surpasserait l'Allemagne, du fait de sa population plus nombreuse et de son potentiel industriel incomparablement plus fort. Le Japon, dans une certaine mesure, contrebalançait l'effort américain, mais la supériorité des alliés restait considérable, et ne ferait que croître. Si l'année 1942 continuait de montrer la puissance considérable de l'Allemagne, dès l'heure où le Japon commit ce faux pas fatal, le résultat final devint discernable. La guerre pourrait être longue, mais son issue était devenue certaine.

Ainsi raisonnaient tous les Français dont les passions n'aveuglaient pas le jugement. Jusqu'en 1942, on pouvait excuser leur

scepticisme ; mais après cette année, ceux qui ne pouvaient pas, ou ne voulaient pas comprendre cet avènement étaient aveuglés par leurs convictions ou leurs engagements politiques.

Et il y en eut, des aveugles. Le principal défaut des Français est leur amour pour la politique. Il en a toujours été ainsi, depuis que les Romains notèrent leur incorrigible manque de discipline, leur tendance à la dispute, leurs divisions sans espoir. L'histoire récente de France est l'histoire d'une nation dans laquelle le sens de l'unité nationale n'a que rarement prévalu sur les considérations partisanes. Souvent, la France a été sauvée de la ruine absolue uniquement du fait d'un rassemblement de dernière minute autour d'un homme Providentiel. La grande Révolution, qui vit, alors que l'Europe les menaçait, les Français s'occuper activement de se couper la tête les uns des autres, jusqu'à ce que Napoléon vienne imposer son autorité sur les clans rivaux, constitue une illustration flagrante du tempérament français, et l'ensemble du XIXème siècle, avec son renversement répété de monarques, ses oscillations entre droite et gauche, ses records en révolutions et contre-révolutions violentes, souligne le trait saillant de l'agitation qui est celle des Français. En 1872, la débâcle culmina en guerre civile, sous l'œil sardonique des Prussiens. Seule une minorité des présidents de la troisième république purent partir en retraite indemnes à la fin de leur mandat. Les ministres sont nommés et démissionnés à la vitesse de la lumière. Les gouvernements durent rarement plus de six mois. Le nombre de partis ou de groupuscules que j'ai connus de mon vivant est presque incalculable. Hors du parlement, il y avait toujours une opposition au régime en place, que ce fussent les boulangistes, les partisans de De La Roque, ou les Doriotistes, ou les Monarchistes, ou les Communistes ; et De Gaulle s'est vu dénoncé par la quatrième république comme dirigeant d'une faction.

Qu'un Pétain vieillissant fût l'homme qu'il fallait choisir à l'heure de l'agonie en 1940, on peut poser la question, mais il offrit quelque

promesse d'une *Union Sacrée*[10], comme on disait en 1914. En 1942, l'union était brisée. Sans parler de la dissidence suscitée par les Émigrés, on comptait à Vichy pléthore d'organisations, vivant sur ces fonds secrets qui constituent un des mauvais côtés de la vie publique française, chacun poursuivant ses propres objectifs ; anti-sémites, anti-maçonniques, anti-ceci et anti-cela, des organisations pour une chose ou pour une autre, chacune d'entre elle sectaire, aucune d'entre elles franchement et foncièrement française. À Paris, les nombreuses cliques et les nombreux clans relevaient de l'indénombrable. Certains soutenaient la collaboration, d'autres s'y opposaient, mais chacune connaissait des rivalités internes, et souvent il était impossible de déterminer de quel côté elles se positionnaient, ou si elles étaient des deux côtés à la fois. Comme dans tout pays où pullulent les partis, il y avait partout des groupes de polices en compétition et opposés les uns aux autres. Ce que l'on peut dire de la France occupée, on peut le dire, en ce qui concerne les partis et la police, de la France d'avant-guerre, et également de la France d'après la Libération.

Il devient de plus en plus difficile pour moi, à partir de 1942, de faire part d'une opinion française comme si elle constituait un bloc. Aussi, lorsque j'affirme que l'assurance de l'intervention militaire américaine fut reçue avec une joie extrême en France, et que la fin de la domination hitlérienne sur l'Europe était à prévoir, il faut comprendre l'importante réserve qui suit : divers groupes ne partageaient pas l'allégresse générale. Tant à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite, la perspective d'une domination étasunienne sur l'Europe était considérée comme un malheur.

Pour les communistes, la méfiance envers l'Amérique s'explique assez par leur soutien fanatique de l'impérialisme russe, menacé par la participation américaine à la guerre. Déjà, au-delà de la guerre étasunienne contre l'Allemagne, ils pressentaient la lutte à venir entre l'Amérique et la Russie, et tout en acceptant l'aide

10. En français dans le texte, NdT

américaine, nécessaire qu'elle était, ils minimisaient son rôle et présentaient la Russie comme seul combattant efficace sur le terrain contre le nazisme.

La réticence des ultra-conservateurs à voir l'Amérique triompher en Europe était fondée sur la crainte que la civilisation américaine, après tout très différente de la culture traditionnelle européenne, ne changeât complétement la mentalité européenne [11]. On peut trouver étrange que, avant même que les protagonistes aient pris leurs positions respectives, avant que le problème ne se présente, les Français discutassent d'un avenir qui restait indéfini. Pourtant, cela relève du goût des Français pour les débats abstraits. La France était, à l'époque, à la fois dans et hors de la guerre. Par une curieuse tournure psychologique, elle employa ses loisirs, oubliant sa détresse du moment, pour se livrer à d'ardentes polémiques. En supposant qu'en fin de compte, l'Allemagne tomberait, il resterait face à face, deux grandes puissances, et seulement deux : les États-Unis et la Russie. Deux grandes puissances pourraient-elles coexister dans le même monde sans s'engager dans une lutte pour la domination suprême ?

Longtemps avant que le maréchal Smuts prononçât son discours extraordinaire au parlement britannique (ce fut à la fin de l'année qui suivit), j'écoutais de nombreuses discussions sur son thème principal. Le discours était prophétique, et cristallisait les événements en cours dans de nombreux esprits français. Mais ce qui se dit en privé n'est pas toujours propre à se voir publié, et il fut extraordinaire que Smuts ait prévu l'avenir, celui des Britanniques et celui du monde, du fait de la publicité donnée à son discours en France et dans la plupart des pays européens. Il annonça que la défaite de l'Allemagne laisserait l'Amérique et la Russie face à face. À côté de ces deux géants, les autres nations seraient insignifiantes. L'Angleterre se verrait affaiblie de manière permanente. La France, en tant

11. On peut ici apprécier le caractère visionnaire de Sisley Huddelston. . .NdT

que grande puissance, serait anéantie. L'Italie ne constituerait plus une force internationale. L'Allemagne ne s'en remettrait jamais. Quelle triste image de l'Europe ! Quel avait donc été l'objectif du premier ministre d'Afrique du Sud, devenu ministre de l'Empire britannique, en s'exprimant aussi franchement ? N'essayait-il pas d'émettre un avertissement solennel contre la poussée de la guerre jusqu'à une conclusion inexorable ?

La peine de mort ainsi accordée à la France fut ressentie amèrement par les pétainistes. Les gaullistes étaient tout aussi perturbés. Les pro-allemands étaient hostiles. Pétainistes, gaullistes et hitlériens étaient tous touchés à égalité. À quoi bon combattre, si la France, si l'Europe, étaient condamnées ? L'Angleterre, qui s'était attiré l'admiration de nombreux Français, était condamnée à devenir une petite île au milieu de la mer du Nord, dont l'Empire se déliterait, ou traiterait le pays amiral comme un membre mineur du Commonwealth. L'Europe n'était plus qu'une petite péninsule au bout d'un immense continent asiatique, sans existence indépendante. Il ne fut pas surprenant que de nombreux Français furent pétrifiés face à la prophétie d'un monde dans lequel seuls les deux géants, russe et américain, allaient compter. Il ne fut pas surprenant qu'ils rejetassent tant la solution américaine que la solution russe. Il n'est pas surprenant qu'aujourd'hui, alors que la vision alarmiste de Smuts n'est que trop devenue réalité, les solutions alternatives soient considérées avec méfiance.

Et pourtant, Smuts ne faisait que dire la même chose que ce que les Français disaient plus d'un an avant qu'il ne prononçât son allocution sinistre et dérangeante. Nous assistions à la disparition virtuelle des petites nations, en faveur desquelles nous avions plaidé depuis 1914 ; on nous avait dit que le succès matériel était plus important en pratique que les influences spirituelles. Un tel réalisme, même justifié par les faits, allait à l'encontre de tous nos idéaux.

Le XXème siècle a été profondément, tragiquement décevant ; plus riche de promesses que ses prédécesseurs, mais plus pauvre en réalisations, hormis les merveilles scientifiques et mécaniques.

Aucun autre siècle n'a connu tant de souffrances, ni accumulé de telles montagnes de morts. La pauvreté et la famine règnent au milieu de l'abondance potentielle. La haine de la guerre a produit les guerres les plus dévastatrices. Nous entrons dans une période de « *guerre perpétuelle pour la paix perpétuelle !* »

Une formidable révolution mondiale est en marche, écrivit Henry R. Luce, annonçant l'ouverture du siècle américain, dans un article pour *Life*, qui reçut beaucoup de publicité en France, et pour que ce soit bénéfique et non mauvais, dit-il, nous devons nous souvenir que les plus de deux milliards d'humains habitant le globe sont indivisibles. Indivisibles, le sont-ils ? Ils semblent se séparer en des camps irréconciliables. Les guerres modernes seront fatales à l'espèce humaine, déclara-t-il, et doivent donc cesser. Mais cesseront-elles ? C'est tout le problème ! Pour la première fois, toutes les conditions matérielles sont réunies pour que soient satisfaits tous les besoins de la grande famille humaine. C'est possible, mais jamais tant de gens n'ont vécu dans la misère la plus extrême. Si le monde peut être sauvé, continue M. Luce, l'Amérique doit faire sienne la tâche d'établir un nouvel ordre. Seule l'Amérique peut guérir les divisions d'un monde indivisible, elle seule peut transformer les horreurs de guerre en une horreur envers la guerre, elle seule peut organiser l'alimentation de la famille humaine.

Malheureusement, la Russie affirme son droit et professe ses capacités à atteindre le même objectif.

J'ai trouvé perturbante l'omission par M. Luce de la croissance et des ambitions de la Russie. Je doute que le mode de vie américain puisse se voir appliqué à l'Europe. L'Angleterre se montra heureuse de céder sa domination à l'Amérique : Churchill se désigna lui-même modestement comme lieutenant de Roosevelt. Ultérieurement, le plan Marshall ajouta encore à la domination américaine. Mais il m'apparaissait, à moi comme à mes amis connaissant l'Europe ainsi que l'Amérique, que chaque pays d'Europe pouvait, et devait même être encouragé à conserver son caractère propre, son génie individuel. La civilisation européenne était ancienne, elle était

trop traditionaliste ; il lui fallait une transfusion sanguine. C'est là que devrait résider la collaboration la plus étendue entre deux continents, que je décrivis un jour comme les deux ailes du monde. Pourtant, il me semblait que, de même que l'Europe n'aurait pas accepté de bon gré le mode de vie allemand ou russe, elle n'accepterait pas le mode de vie américain, qui est excellent en Amérique mais pas aussi adapté ailleurs.

On a pendant des milliers d'années discuté et expérimenté les modes de gouvernement, sans parvenir à en tirer de conclusion satisfaisante, et il est improbable que la solution vraie, définitive et universelle au problème de la gouvernance des hommes ait été trouvée par les États-Unis. D'Aristote à Emerson, de Shakespeare à Carlyle, on a toujours connu des penseurs politiques croyant que tout progrès humain est inspiré non par les masses mais par les grands hommes/les héros, comme Carlyle les appelle ; et, en pratique, l'Amérique, comme l'Angleterre, doit sa position à ses dirigeants reconnus dans toutes les branches d'activité. Vouloir standardiser les nations ou dogmatiser des idées n'ayant qu'une valeur provisoire et relative ne s'accorde pas avec les enseignements de l'histoire, ni avec nos observations.

Ainsi, en l'absence d'autre occupation intellectuelle, mes amis et moi-même échangions-nous, car j'ai entretenu une correspondance avec certains des penseurs les plus réputés d'Europe tandis qu'il devenait évident que l'entrée en guerre de l'Amérique signifiait que l'Europe serait débarrassée du nazisme. Nous considérions que, après de nombreux siècles de vaines luttes, de morne oppression, d'injustices immémoriales, de détournement des richesses, de pauvreté indescriptible, de tyrannie gouvernementale, l'espoir du monde était que le siècle ne soit ni un siècle américain, ni un siècle russe, mais le siècle de l'Humanité.

Il était à craindre que deux souverainetés géantes, Russie et Amérique, ne puissent pas coexister sans une nouvelle guerre. Deux immenses souverainetés étaient peut-être plus dangereuses que vingt ou quarante. Quiconque réfléchissait au sujet distinguait, alors même

que la guerre battait encore son plein, le péril d'une nouvelle rivalité après la défaite de l'Allemagne. Un siècle ni américain, ni russe, mais un siècle de l'Humanité, si l'on voulait éviter une troisième guerre mondiale.

Chapitre 14

Les erreurs tragiques en Afrique du Nord

L'histoire du débarquement américain en Afrique du Nord, et des événements qui suivirent, a été relatée par nombre de ses participants, français et américains. Mon rôle est ici de rapporter l'impression qu'elle produisit en France. Je fus particulièrement bien informé des réactions de Vichy, car un ami, qui disposait de contacts personnels proches avec le maréchal en personne, me rendit visite alors que l'opération battait son plein. Je suis obligé de désigner cet ami par une initiale, M. Je connais ses sentiments, amèrement anti-allemands, et le fait est qu'il ne fut jamais compromis dans ce qui est appelé « *collaboration* » au sens large, mais il estime prudent, depuis la Libération, de ne pas faire étalage de ses relations avec le maréchal. Non qu'il veuille les renier, mais dans l'atmosphère de terreur qui s'abattit sur la France, et comme nombre d'autres personnes, dont certaines occupent aujourd'hui les plus hautes fonctions, il préfère rester discret.

Le débarquement en Afrique du Nord (8 novembre 1942), fut une succession d'erreurs tragiques. Il finit par réussir du fait que

tout le monde, Allemands, Français, Anglais, gaullistes, giraudistes, pétainistes, fut à un moment ou à un autre dupé, mais dans l'ensemble, ce furent les Allemands qui constituèrent les dupes principales des opérations « *Torch* ». Si Vichy avait été mise dans le secret quant à la date et à l'importance exactes de l'opération, des incompréhensions auraient été évitées, et plusieurs incidents regrettables, qui ne furent pas sans porter à des répercussions ultérieures, ne se seraient pas produits.

Pourtant, les conversations entre l'amiral Leahy et Pétain, le pacte Weygand-Murphy, la multiplication des vice-consuls étasuniens en Afrique du Nord, et l'évasion opportune de Giraud, le général français qui avait été désigné par les Américains comme chef des armées françaises en Afrique, étaient connus du public, et un niveau de confiance un peu plus élevé quant à la discrétion de Vichy aurait évité des journées de confusion, et d'ordres et de contre-ordres contradictoires.

Sans doute le retour de Laval à Vichy suscita-t-il les soupçons, légitimes, d'Eisenhower. Mais la vérité quant à ce retour est simple. Pétain avait menacé de démissionner plutôt que de le reprendre. Il décrivait Laval comme un « *gros tas de fumier* ». Goering, dont il semble que les sympathies allaient à Laval, et très irrité de la « *duplicité* » du maréchal, conseilla à l'Auvergnat de refuser d'y retourner.

Laval avait des motivations complexes. Il s'était choisi le rôle de parafoudre. Il se positionnait, si l'on veut, à mi-chemin entre le *Gauleiter* ou le *Quisling*, et le maréchal. Les Allemands, dans l'ensemble, étaient bien disposés à son égard et il croyait qu'il pourrait, en finesse, rendre service à la France. Et Pétain, déçu par Darlan, comprenant que celui-ci était *persona non grata*, estimant que Laval pourrait conjurer le pire, finit par céder à la pression qu'il subissait, et, persuadé qu'il serait opportun de coopérer avec l'homme qu'il avait limogé sans cérémonie dix-huit mois plus tôt, il admit de nouveau Laval dans son cabinet. Il conserva Darlan comme Dauphin, et lui donna le poste de commandant en chef.

La principale préoccupation des autorités étasuniennes était d'exclure De Gaulle de la scène africaine. Ils comprenaient que le sentiment en Afrique du Nord était anti-allemand, mais également anti-britannique. Le souvenir de Mers el-Kébir était toujours cuisant. De Gaulle était considéré comme un agent britannique, qui avait amené les Britanniques en Syrie et avait dressé des Français contre des Français. Les militaires d'Afrique du Nord étaient particulièrement anti-gaullistes. En soldats disciplinés, ils avaient obéi aux ordres de Pétain à l'armistice. Si De Gaulle avait raison, alors ils avaient tort. En résumé, l'Afrique du Nord, qui ne demandait rien de mieux que l'opportunité de se venger des Allemands, était principalement pétainiste, et l'association de De Gaulle avec l'entreprise étasunienne aurait pu avoir des conséquences fatales. Churchill approuva ce raisonnement, et estima prudent de laisser les Américains traiter cette affaire.

C'est le général Giraud qui était l'homme des Américains, pas De Gaulle. Giraud était un vaillant soldat, mais d'intelligence limitée. Il était entouré d'une aura de gloire. Quelques mois plus tôt, grâce à la complicité de certains personnages de Vichy, il avait réussi à s'évader de la forteresse de Konigstein. Il avait rejoint Vichy en passant par la Suisse, et le maréchal le reçut et lui fit part de sa satisfaction. Les Allemands demandèrent sa reddition immédiate, affirmant qu'il avait violé sa parole d'honneur. Giraud répondit qu'il avait refusé de donner sa parole, et qu'il était, par conséquent resté libre de s'évader. Il eut le soutien du maréchal, et Giraud fut installé dans le Midi de la France, hors de portée des armées occupantes. Après avoir écouté le maréchal expliquer sa politique, Giraud écrivit une lettre qui fut publiée, affirmant qu'il était en plein accord avec Pétain. Il était donc maréchaliste et fut reçu comme il se devait dans les cercles nord-africains. Les tergiversations, dissimulations, trous de mémoires qui se produiraient plus tard ne peuvent changer le fait que c'est en tant qu'homme du maréchal que Giraud fut choisi, par opposition à De Gaulle, pour représenter la France en Afrique du Nord. Lui aussi fut dupé. Il s'attendait à

se voir nommé commandant en chef, faisant remarquer que, si les Américains entraient sous ses ordres, ils seraient considérés comme des invités des Français en Afrique du Nord, alors qu'ils y entraient sous commandement étasunien, ils seraient considérés comme des envahisseurs. Les Américains ne l'entendirent pas de cette oreille. Giraud eut une position de subordonné.

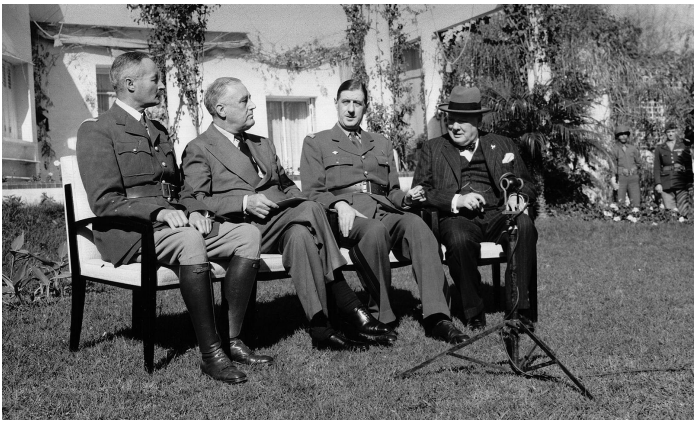

FIGURE 14.1 – Le général Giraud, aux côtés de Roosevelt, De Gaulle et Churchill, à la conférence de Casablanca, en janvier 1943

J'appris, par un homme qui avait été témoin, par hasard, de ce départ secret, qu'il avait quitté de nuit la petite ville côtière de Bandol, à bord d'un sous-marin. Ce fut à tout le moins une bonne tactique de la part de Vichy d'exprimer surprise et indignation. Giraud n'était pas même totalement informé des projets étasuniens. Il pensait que l'opération était prévue pour le printemps de l'année suivante, et il perdit des jours précieux à discuter sa propre position.

Darlan revint sur scène, dans l'intervalle, de manière inattendue. Il était, il faut s'en souvenir, commandant en chef des armées

françaises. Il était le Dauphin. Il représentait, directement et sans contestation possible, le maréchal. Il avait la préséance sur Giraud et, quelle que fût sa réputation d'opportuniste, ce fut avec lui, quand sa présence en Afrique du Nord fut connue, que les Américains durent négocier les conditions du débarquement. Son apparition à Alger fut-elle purement fortuite ? S'y rendit-il en prévoyant la décision américaine ? Il est certain que son fils, gravement malade, était hospitalisé à Alger, et que sa visite fut présentée comme purement personnelle. Cependant, elle n'aurait pu tomber à meilleur moment, et tous ceux à qui j'en ai parlé ont refusé d'admettre que la coïncidence ait pu s'avérer aussi fortuite, et affirmèrent que Darlan et le maréchal avaient une petite idée de ce qui allait se produire. D'un autre côté, la théorie voulant que Darlan fût envoyé expressément par le maréchal, se réclamant de la maladie de son fils pour donner une teinte privée à son voyage, apparaît plutôt déconnectée de la confusion évidente qui régna pendant plusieurs jours à Vichy, où l'on n'était pas certain que le débarquement américain fût imminent.

On peut trouver des excuses à la perplexité de Vichy. La politique du maréchal, expliquée en de nombreuses occasions, était de garder son poste aussi longtemps qu'il serait possible, pour éviter une rupture avec les Allemands. Une dénonciation de l'armistice, par les Français ou par les Allemands, aurait provoqué des représailles et créé de nouvelles difficultés pour les Français. Renoncer, sans raison substantielle, aux avantages dont jouissait la France par rapport aux nations vaincues qui restaient sans gouvernement aurait relevé de la folie.

En août de la même année (1942), les Anglais avaient joué une feinte à Dieppe. Ils étaient venus en force insuffisante pour effectuer un débarquement, et s'étaient fait rapidement repousser. Il y avait de nombreux Français qui, emportés par leur enthousiasme, croyant que la dernière heure de la libération avait sonné, étaient prêts à tout jeter au vent et à entrer en état de révolte. Vichy, mieux informée, les mit en garde : pas d'action prématurée. Si le

maréchal avait accueilli, le cœur léger, la tentative ratée, il aurait certes mérité des reproches. Il aurait lâché la proie pour l'ombre. Il se serait exposé lui-même, et aurait exposé la nation, sans en tirer le moindre bénéfice. Sa politique se serait effondrée, du fait d'une simple impulsion. À mon avis, il fut sage. J'ai toujours considéré la feinte de Dieppe comme malheureuse, car elle amena Pétain à faire preuve d'une prudence excessive. Le débarquement en Afrique du Nord était-il une répétition de Dieppe ? Si oui, il aurait été sot de la part de la France de révéler son jeu. Si au contraire il était sérieux, si les Américains arrivaient en nombre, alors (comme l'avait dit Weygand) on devrait leur ouvrir chaque porte, si possible sans violer ouvertement l'armistice. Dans les deux cas, Vichy ne pouvait donner aucun ordre précis qui eut été en contradiction avec l'accord passé avec les Allemands — à savoir défendre les territoires français d'outre-mer contre toute agression avec ses propres troupes, faute de quoi les Allemands prendraient leur place—, en contradiction de l'accord scellé avec les Anglo-Saxons, à moins que la France ne fût prête à en subir les conséquences.

Après mure réflexion, j'affirme que la politique de Vichy était parfaitement sensée ; quant à savoir si elle fut correctement exécutée, il s'agit d'une toute autre affaire. Il y eut une période d'incertitude, au cours de laquelle Vichy câbla publiquement à Darlan les instructions de défendre l'Afrique du Nord, et lui ordonna secrètement d'exercer son jugement d'homme sur place. Dans l'intervalle, les généraux en Afrique étaient à couteaux tirés. Juin s'opposait à Darlan. Un général donna l'ordre de résister, un autre d'accueillir les Américains, et la confusion fut aggravée par un contretemps dans le plan américain, qui retarda l'arrivée de l'armée.

Le « *double jeu* » de Vichy — je veux dire, de la partie de Vichy qui était favorable aux anglo-américains — aurait pu être justifié, s'il avait été conduit habilement. Malheureusement, ce fut loin d'être le cas. La confusion en fut accrue. Darlan usa de son code secret pour faire savoir à l'amiral Auphan que les convois américains étaient en route vers Malte, et les Allemands furent de

nouveau trompés. Pas pour longtemps. Ils demandèrent bientôt à la France de se défendre, sous peine d'intervenir eux-mêmes. Laval voulait céder à la demande allemande de disposer des bases aériennes en Tunisie. L'amiral Esteva, l'amiral Darrien et le général Barré étaient opposés à l'invasion allemande à différents degrés, mais étaient incapables de se décider, divisés qu'ils étaient quant au sens véritable des ordres contradictoires reçus d'Alger, où Darlan finit par donner l'ordre de cesser le feu sur tous les fronts, et de Vichy. Darlan lui-même hésita, ne sachant quel chemin emprunter. À un instant, Dieu seul sait sous quelles pressions, Pétain désavoua Darlan, pour à la minute d'après désavouer son désaveu. Weygand était de loin le plus énergique des conseillers de Pétain ; il aurait déchiré l'armistice, envoyé les vestiges de l'armée française dans les montagnes, et ordonné à la flotte de quitter Toulon. Son influence était bonne dans l'ensemble, mais celle de Laval était détestable. Laval prit l'avion jusque Berchtesgaden et menaça de démissionner si Pétain ne se rangeait pas à un ultimatum allemand. Le vieil homme sembla céder à la menace, mais envoya un autre message à Darlan, le soutenant dans son accord avec les Américains.

J'avais, en ce moment critique, l'impression que le maréchal n'était guère plus qu'une marionnette entre les mains de deux hommes qui représentaient les deux facettes de sa politique : Weygand et Laval. Quand le général von Rundstedt annonça à Vichy l'occupation de la France entière, Pétain, suivant les conseils de Weygand, émit une note de protestation contre la violation de l'armistice. Laval fit bloquer sa transmission à la radio. Weygand fut arrêté et déporté par les Allemands.

À en juger par les récits des événements de Vichy, je ne peux que conclure que le maréchal, trop vieux pour gérer une situation dont il restait mal informé, craignant qu'une mauvaise décision n'entrainât pour la France des conséquences effroyables, perdit son assurance, et fut ballotté dans un sens puis dans l'autre par son entourage. Autant je pense que sa politique générale fut justifiée, autant je crois qu'elle fut épouvantablement gâchée à ces heures

cruciales de novembre 1942. Même un homme plus jeune que lui aurait été embarrassé. Une grande partie de son embarras aurait pu être évitée, s'il avait été bien au fait des projets américains, et il fut fort dommage qu'il n'ait pas été tenu dans la confidence par les autorités américaines. Il fut pris par surprise (comme le furent les Allemands), mais Darlan était le gardien de ses « *pensées intimes* », et ses « *pensées intimes* » étaient indéniablement favorables à toute intervention promettant la libération du joug allemand. Comment auraient-elles fait sens, sinon ainsi ?

Après avoir établi les principaux points de l'histoire nord-africaine, avec mon ami M. je dis : « *À votre avis, quand, dans la multiplicité des messages, le maréchal fut-il sincère ?* »

« *Cela ne fait aucun doute* », répondit-il. « *Quand il délégua ses pouvoirs à Darlan pour négocier avec les Américains et cesser le feu. Tout le reste était de la fumée, visant à tromper les Allemands.* »

« *Naturellement. Quand il y a des déclarations publiques et des instructions privées, où chercher les vrais ordres, sinon dans les instructions privées ? Aucun officier sensé n'hésiterait une seconde.* »

« *Malheureusement, il y eut des officiers pour préférer les déclarations publiques, ou qui doutèrent, ou qui agirent selon des ordres plus anciens. N'aurait-on pas pu prendre un meilleur soin à les éclairer ?* »

« *Je suis désolé pour ceux qui ne comprirent pas. À Vichy, il y avait conseils divisés, rapports inexacts, menaces, ultimatums. Laval était sans doute opposé à la reddition du Maroc et de l'Algérie aux Anglo-Américains, de crainte de la colère des Allemands. Weygand était tout entier pour les défier. Le maréchal ne fut pas personnellement responsable de certains des messages trompeurs. Souvenez-vous que, bien que sain de corps et d'esprit, il a des pé-*

riodes de fatigue, de léthargie, naturelles pour son âge. Mais les points principaux sont que sa sympathie pour les Américains était bien connue, que Darlan, par accident ou à dessein, était sur place, et qu'il était au fait de la politique à suivre en cas de débarquement pour le repousser s'il s'agissait d'une simple opération commando, et de l'accueillir s'il arrivait en force. Darlan ne le savait pas au début : quand il se fut enquis des faits, il agit comme on aurait pu l'attendre, il ordonna le cesser le feu au nom du maréchal. Il avait l'accord du maréchal, transmis par des messages secrets. Le maréchal, en semi-liberté, avait encore un rôle à jouer. Mais seul le nom du maréchal, qui était vénéré en Afrique du Nord, pouvait aider les Américains. »

« *Pourquoi les Américains ne consultèrent-ils pas Pétain en privé ? Toute la confusion résulta de cette omission.* »

« *C'est également là mon opinion. Mais Vichy était un nid d'espions. Les Américains se méfiaient de Darlan, comme de Laval.* »

« *Pourtant, Eisenhower accepta personnellement Darlan comme adjoint du maréchal, doté des pleins pouvoirs ?* »

« *Les Américains ne pouvaient agir autrement. Ils ne s'étaient pas attendu à trouver Darlan. Ils avaient compté sur Giraud. Giraud perdit du temps en pourparlers quant à son grade exact, et arriva pour trouver Darlan installé à Alger.* »

« *Je crois qu'en France, il y a une majorité écrasante pour le maréchal, qu'il est soutenu par l'opinion publique, comme en Afrique du Nord. Mais à présent, certains se demandent pourquoi il ne quitta pas Vichy et ne prit pas l'avion pour Alger pour prendre lui-même les commandes.* »

« *Voilà une estimation juste de l'opinion publique. Si le maré-*

chal avait pris en compte sa propre réputation, comme le faisaient presque tous les autres, il aurait gagné en gloire à se mettre à disposition des Américains en personne. Telle aurait été la voie la plus facile et la plus spectaculaire. Mais le maréchal ne choisit pas le chemin facile. Rien ne lui aurait mieux rendu service, à titre personnel, que la fuite. De Gaulle, Giraud, Darlan auraient à peine existé sans le maréchal. Mais, qu'il eût raison ou tort, le maréchal a des idées — comment dirais-je ? — à l'ancienne du Devoir, de l'Abnégation, du Service ; et il estimait qu'il pourrait encore offrir quelque protection au peuple en restant à Vichy, en interposant sa personne entre les Allemands et les Français. Il savait qu'il pourrait couronner sa carrière, devenir un héros mondial, en abandonnant le peuple français. Il ne pensait qu'aux représailles terribles que les Allemands auraient exercées s'il était parti et si les Français, dans l'exaltation d'un héroïsme téméraire et futile, avaient essayé de se battre contre les Allemands, sans armes et sans organisation. Un avion était à sa disposition. Il n'avait qu'un mot à dire, et sa personne ainsi que son prestige auraient été assurés, mais le peuple français se serait fait massacrer ou déporter. Certainement n'a-t-il jamais rien fait de plus noble que de rester. »

J'enregistre cette conversation avec mon ami M. dans ma chambre de Monaco, surplombant la Méditerranée, face à la lointaine Afrique, au-delà des paisibles étendues bleues. Je suis satisfait que, quelles qu'aient pu être les erreurs commises par la plupart des participants du drame en Afrique du Nord, le maréchal ait gardé sa promesse, faite aux Anglais, de « *mettre l'empire en guerre* » quand le temps serait venu. Mon admiration pour lui n'en fut pas diminuée : au contraire, sa décision de rester en France avec les Français, si insensée aux yeux du monde, le fit monter plus haut encore dans mon estime.

Peut-être avait-il tort : la question peut être abordée de multiples manières ; mais de la pureté de son objectif, aucun doute ne peut exister dans l'esprit de quiconque sait apprécier la générosité

d'un caractère raffiné.

Bien que je souhaite me cantonner à des observations personnelles, je devrais citer ici Martin du Gard (La chronique de Vichy) à qui le maréchal expliqua en détail les raisons de son refus de quitter la France :

> *Il aurait été lâche de partir. Un pilote d'avion était prêt à m'emmener. Weygand m'implora de partir. Que vous serait-il arrivé à tous si j'étais parti ? Voyez ce que les Allemands ont déjà fait aux maquisards. Et dans les camps de prisonniers en Allemagne ? Les représailles auraient été atroces. En restant, je les empêchais de faire certaines choses. J'empêchais l'application de mesures contre les réfugiés d'Alsace-Lorraine, contre les Juifs, contre les communistes. Les Juifs se seraient tous fait massacrer, tous, comme en Pologne. J'ai dit, une fois pour toutes, quand le toit s'est effondré sur nos têtes, que je ne quitterais pas la métropole. Je pensais que tout ce que je suis, tout ce que je représente, tout ce que je défends aux yeux de l'ennemi, tout cela devrait servir à protéger notre pauvre peuple. J'ai donné ma parole aux Français et je m'y tiens.*

Quand la guerre éclata, j'avais écrit dans une revue que celle-ci serait gagnée ou perdue en Afrique. Et voici qu'à la longue campagne de Libye, de Cyrénaïque, d'Égypte, de la Tunisie au Nil, à travers les étendues vides du désert, s'ajoutait l'occupation américaine du Maroc et de l'Algérie. Laissez-moi, en quelques mots, tracer les grandes lignes du conflit de va-et-vient que les Italiens ne surent pas tenir, et que les Allemands considérèrent comme d'importance secondaire. Le maréchal Graziani découvrit rapidement que sur la question logistique, la marine italienne, craignant de s'exposer au combat et battue quand elle se trouvait forcée à se battre, ne lui serait d'aucun secours. Quand Wavell, avec quelques soldats, eut chassé les Italiens, il rencontra les mêmes difficultés. En

février 1941, Rommel et son *Afrika Korps* d'élite, entra dans le jeu, et repoussa les Britanniques aux portes d'Alexandrie. Les Britanniques, sous commandement de Cunningham, repoussèrent Rommel à leur tour. Le général allemand reprit l'offensive et atteignit El Alamein. Rommel promit de prendre Alexandrie, et Hitler crut que cet objectif serait atteint. La vaillante défense d'Auchinleck tint bon. Puis les Allemands trouvèrent en Montgomery leur plus grand adversaire qui, avec mille blindés, mena une contre-attaque. Rommel, qui avait été temporairement absent, trouva à son retour une situation désespérée. Mal approvisionné par Hitler, il essaya de se désengager, pour effectuer une retraite rapide, mais ne put endiguer la marée et, fin novembre 1942, alors que les Américains débarquaient dans les ports français d'Afrique, les Allemands étaient aux frontières de la Tunisie, à 2200 kilomètres d'El Alamein. Leclerc, le général français, arrivant du Tchad en un éclair, se rallia aux Britanniques, affirmant qu'il ne s'arrêterait que devant le Rhin.

Dès lors, les Allemands devaient d'urgence prendre pied en Tunisie. Il aurait été mieux, beaucoup d'incompréhension aurait été évitée aux Français de Tunisie, si l'armée américaine était entrée en Tunisie sans délai. Mais ils se débattaient encore en Algérie au milieu des rivalités entre généraux français. Giraud, se trouvant supplanté par Darlan, était mécontent. Darlan, avec Juin et Noguès, considérait Giraud comme usurpant son autorité. Chacun usait librement du nom du maréchal, et le maréchal les répudiait tous plus ou moins ouvertement, déconcerté sans doute par ces prétentions entre rivaux. Boisson, le gouverneur de Dakar, qui avait chassé De Gaulle en 1940, se rallia à Darlan. Je ne saurais trop décrire la loyauté des pays africains à Pétain, et quand les Américains réconcilièrent Darlan et Giraud, en donnant à l'un le commandement politique et à l'autre le commandement militaire, Giraud appela, dans son allocution, à la libération du maréchal, prisonnier des Allemands, ainsi qu'à la libération de la France. Les gaullistes en Afrique du Nord étaient à peine visibles à ce moment.

En France, la plupart d'entre nous caressaient l'illusion qu'avec

le débarquement en Afrique (non point sa libération, car elle n'avait jamais été occupée ou contrôlée par les Allemands), la France elle-même se verrait rapidement libérée. La joie que l'on pouvait lire sur chaque visage est un de mes souvenirs les plus vivaces. Il ne s'agissait pas d'une acceptation du gaullisme. Si l'expédition en Afrique avait été gaulliste, elle n'aurait pas provoqué cette jubilation. Nous étions perplexes du fait des variations dans la communication émanant de Vichy, mais la plupart d'entre nous ne se souciaient pas d'analyser notre conviction que, d'une manière ou d'une autre, Pétain avait rendu possible le débarquement et la libération qui devait suivre prochainement. Nous aurions préféré entendre que le maréchal avait tombé les masques, qu'il s'était rendu à Alger. Pour autant, il gardait notre confiance, et nous rêvions déjà aux quantités immenses de pain blanc et de cigarettes qu'apporteraient les Américains. L'un des généraux français, depuis sa promotion au plus haut grade, feu De Lattre de Tassigny, était aussi mal informé que le grand public. Lui aussi était convaincu que, d'Afrique, les armées allaient bondir sur le Sud de la France et qu'avec quelque cinquante hommes et deux canons, il reprendrait le territoire. Son exploit prit fin dès qu'il vit, en lieu et place de soldats étasuniens, l'incursion des soldats allemands dans la zone Sud. De Lattre de Tassigny ne pouvait rien faire d'autre que se rendre. Il fut symboliquement condamné par un tribunal français, et resta logé confortablement par Vichy jusqu'à ce que son évasion pût être arrangée.

L'occupation du Sud de la France par les Allemands apporta son lot de changements. Les problèmes alimentaires empirèrent encore, et ne purent dès lors se résoudre que par le recours au marché noir. Sur un sujet important, l'occupation de la zone libre, où le maréchal Pétain, de juillet 1940 à décembre 1942, avait décidé d'actions énergiques contre les espions à la solde de l'Allemagne, dont au moins une centaine avaient été condamnés à mort par les tribunaux militaires français, fut particulièrement fâcheuse. On n'a pas assez mis en lumière que, longtemps avant le Maquis, longtemps avant la Résistance (au sens tout particulier que ce terme a pris de

nos jours), il y avait une résistance clandestine dans la zone sud, organisée avec l'approbation et l'aide du maréchal.

Je ne comprends pas qu'un secret que je partageais avec plusieurs milliers d'hommes à un degré plus ou moins important (car, naturellement, chaque section restait, autant que possible, laissée dans l'ignorance des événements des autres sections) ne fut pas crié sur les toits après l'arrivée des Alliés en France, ni le consentement et l'encouragement du maréchal pour la formation des forces combattantes de France proclamés ouvertement. Je ne peux que supposer que les autres, en capacité de crier plus fort, étaient résolus à s'accaparer tout le crédit d'un mouvement qui avait commencé avec Pétain et que, face à la propagande intensive, puis au terrorisme, la vérité resta cachée.

Mais l'on peut révéler aujourd'hui que, dès septembre 1940, une note confidentielle du général Colson, alors ministre de la guerre, appelait au développement de forces armées en France, dont un noyau avait été épargné par la convention de l'armistice. Tous les Français de la zone Sud âgés de plus de vingt ans devaient être organisés autant que cela restait possible de manière secrète. Pour ce mouvement, aucune propagande publique ne pouvait être utilisée. Il était condamné au silence. Je m'aventure à affirmer qu'un énorme travail utile fut alors réalisé. La Légion, c'est exact, tourna mal : elle était trop nombreuse, et dégénéra, d'une part en associations amicales inopérantes et, d'autre part, en milice, dont l'objectif était de mettre fin au désordre engendré par les conditions exceptionnelles qui laissaient des groupes criminels s'identifier à de vrais résistants. La milice, en partie composée de patriotes malavisés, ne pouvait pas, au vu de la nature des choses, établir de distinction entre les activités criminelles et la vraie résistance — les deux activités étant parfois entrelacées —, et prit bientôt les couleurs d'une organisation anti-résistance.

Les *Chantiers de Jeunesse*[1], étaient d'un tout autre registre.

1. En français dans le texte, NdT

Ils visaient à enrôler et entraîner la jeunesse du pays à des desseins militaires. J'eus des contacts avec les jeunes hommes, qui comprenaient leur rôle et étaient plein de zèle. À la fin, nombre d'entre eux prirent le Maquis, mais l'impulsion originelle en vint de Vichy.

FIGURE 14.2 – Affiche des chantiers de la jeunesse - Source BNF

L'armée secrète, à proprement parler, était distincte de chacun de ces mouvements. Elle ne pouvait pas opérer à la lumière du jour ; la condition essentielle de son existence était la clandestinité. Son nom fut par la suite employé comme relevant exclusivement de groupes anti-Pétain, mais en réalité, il s'applique bien plus particulièrement à l'armée secrète de Vichy. La première de

ses missions était de découvrir les réservistes, de les constituer en nouveaux groupes, et de leur permettre de se rencontrer sans provoquer la suspicion de l'ennemi. Partant de huit divisions, elle atteint, fin 1941, les 24, légèrement armés. Ses objectifs principaux étaient de maintenir le cadre d'une armée, de rassembler et cacher armes et munitions, et de maintenir un esprit de combat. Le général Huntziger, en particulier, contribua à la mobilisation qui devait être réalisée sans publicité. Des crédits lui furent accordés sans contrainte. Le général Lacaille a témoigné que l'armistice était systématiquement violé par la collecte d'armes. Sous le général Picquedon, on récupéra une quantité considérable de matériel de guerre, on le répara, on trouva à le cacher, et on le distribua. On estime que, malgré la vigilance de la Commission allemande de l'armistice, armes et munitions à hauteur de 18 milliards de francs purent être cachées en sûreté. On remisa également de grandes quantités de provisions, de produits de base, d'approvisionnement pour des services d'hygiène. La police, la gendarmerie, les services de transports, les départements financiers, avec l'assurance que le maréchal était informé et donnait sa bénédiction, contribuèrent à leurs préparations. On manquait d'artillerie lourde, mais on fabriqua mitrailleuses, grenades à main et armes antichar et, dans des usines clandestines des véhicules blindés étaient en cours d'assemblage. Une telle armée ne pourrait servir que d'auxiliaire ; s'engager au combat face à la puissance armée allemande aurait été un suicide, et la répression aurait été terrible. Les officiers de l'ancienne armée de l'air œuvraient comme *agents de liaison*[2] ; ils disposaient de leurs postes radio secrets, et transmirent quantité d'informations en Angleterre. Tout ceci avait lieu, il faut s'en souvenir, avant que la Résistance gaulliste ait atteint des proportions significatives, et certains, parmi ceux qui s'engagèrent, regrettent amèrement que les Anglo-Américains n'aient débarqué en France que dix-huit ou vingt mois après que leur organisation fût prête. Elle aurait ap-

2. En français dans le texte, NdT

porté une aide considérable si l'invasion avait eu lieu plus tôt, et ce au nom du maréchal (comme ce fut le cas en Afrique).

J'ai décrit brièvement l'effort ; malheureusement, il fut démantelé en grande partie quand les Allemands occupèrent le Sud de la France. Les espions et les mouchards, qui avaient été rigoureusement supprimés par le gouvernement de Vichy, eurent dès lors les mains libres. L'armée de l'armistice fut dispersée. Les stocks d'armes tombèrent aux mains des Allemands. Les officiers se virent contraints d'entrer en clandestinité. Pourtant, cet effort ne fut pas entièrement futile. Certaines des armes purent être passées aux rangs de la Résistance, qui était moins organisée.

Dans le même temps, une autre conséquence grave de l'occupation du Sud de la France fut la tentative allemande de s'emparer de la flotte française au port de Toulon.

Alors que la capture de la flotte était imminente, l'amiral de Laborde, suivant les instructions qu'il avait reçues en juillet 1940, quand les Allemands laissèrent les Français conserver leur flotte sous condition qu'elle ne fût pas utilisée contre eux, et quand les Anglais obtinrent la promesse solennelle du maréchal qu'elle ne serait jamais mise à disposition des Allemands, saborda promptement le Strasbourg, sept croiseurs, un porte-avion, et d'autres vaisseaux. Quelques sous-marins s'échappèrent sous le feu de l'ennemi. Je ne rêvais certes pas lorsque j'entendis l'explosion de joie quand la promesse du maréchal fut tenue. Je ne rêvais certes pas quand j'entendis les exclamations de déception et de colère des Allemands, qui s'étaient imaginés propriétaires d'une importante force navale. Naturellement, la joie des Français étaient teintée du regret d'avoir perdu la partie principale de la marine, mais ils comprenaient qu'on avait agi par nécessité, en défense de leur honneur, et que l'on affligeait ainsi un sérieux coup aux espoirs allemands. Nous considérions que ce sacrifice comprenait une part de sublime. Churchill fut, apparemment, ravi de cet acte volontaire qui épargnait aux Britanniques de graves embarras. Le commentaire étasunien fut sans conteste favorable. Les communistes de France glo-

rifièrent une décision qui empêchait la flotte de tomber entre les mains allemandes.

En outre, l'accusation de « *collaboration* » avec l'Allemagne reçut là un nouveau coup fracassant. Si la France « *collaborait* », elle n'avait qu'à mettre ses navires à disposition de l'Allemagne ou les laisser capturer. Rien n'aurait été plus facile que de laver les mains françaises de toute complicité, en plaidant que les armées allemandes envoyées à Toulon avaient écrasé les défenseurs de l'Arsenal. Les Allemands avaient envoyé non seulement des soldats, mais également des marins, s'attendant tout à fait à investir les navires. Des « *collaborateurs* » n'arrachent pas une arme à leurs complices. Quand la marine coula, ce fut le dernier vestige de collaboration officielle qui coula avec elle.

J'avais raisonné ainsi. Chacun avait raisonné ainsi. Il s'agissait d'un jour mémorable, au cours duquel les amiraux, malgré la force de l'ennemi, malgré l'occupation de l'ensemble de la France — hormis un petit espace autour du siège du gouvernement de Vichy —, malgré la menace d'une vengeance impitoyable, coulèrent tout à la fois navires, espoirs et attentes allemands, et toute possibilité d'une alliance franco-allemande.

Mais il est extraordinaire de voir comme des faits, apparaissant irréfutables à un instant, peuvent se trouver magiquement déformés plus tard. C'est avec ébahissement que j'appris à la Libération que le sabordage de la flotte française avait constitué un acte de trahison délibéré, une preuve ultime de la connivence entre Pétain et Hitler ! Les amiraux, à ce qu'il semblait désormais, étaient des traîtres ! Ils n'avaient même pas coulé avec leurs navires, comme l'aurait exigé le code supérieur de la Résistance ! Ils furent condamnés. De Laborde, le marin bourru qui disposait d'un historique impressionnant d'habilité aux manœuvres maritimes, fut condamné à mort, mais au vu des affirmations fausses et illogiques de ses accusateurs, il se vit, après une période aux fers, autorisé à passer le restant de ses jours en prison. Bien sûr, les accusateurs déterraient des controverses. On en trouve toujours lorsqu'on en cherche. Il

fut déclaré que les amiraux étaient mal disposés envers les Anglais, qu'ils continuaient de ruminer les blessures de Mers el-Kébir (cette bévue malencontreuse !), et que, l'eussent-ils voulu, ils auraient pu sortir intacts de Toulon. Sur ce dernier point, je n'ai aucune opinion à exprimer : cela revient aux experts ; mais il apparaît peu probable que les navires, après être restés désarmés si longtemps, eussent été en condition de reprendre la mer avec des avions allemands rôdant au-dessus d'eux. Si, toutefois, nous estimons que les amiraux n'eurent pas la présence d'esprit nécessaire à tirer profit des quelques jours de répit dont ils disposèrent, il ne faut pas oublier qu'ils avaient vécu, depuis plus de deux ans, sous l'obsession d'ordres permanents, acceptés par les Allemands et approuvés par les Anglais, et qui avaient fini par représenter dans leur esprit le patriotisme et la loyauté les plus sincères. Darlan lui-même leur avait dit que, s'il levait jamais ces ordres permanents, ils ne devaient en aucun cas en tenir compte, car l'annulation de ces ordres aurait purement et simplement signifié qu'il avait été fait prisonnier. Il faut reconnaître que d'autres, notablement les Britanniques et les gaullistes, ne firent pas preuve de plus de présence d'esprit. De tous les renversements de jugements, celui qui fut fait quant aux événements de Toulon est le plus étrange.

À Alger, Darlan, quoique accepté comme dirigeant par intérim des Français, était discrédité. Il n'avait la confiance de personne. Les Américains qui traitaient avec lui se méfiaient de lui. Ils semblèrent inclinés, pendant une brève période, à jouer la carte monarchiste, et le prétendant au trône de France, le Comte de Paris, exilé au Maroc espagnol, se rendit à Alger pour discuter la situation avec eux. Il était convaincu qu'un retour en France dans le cadre d'un convoi américain constituerait une bévue de premier ordre, et rentra au Maroc espagnol. Les dirigeants militaires français, Giraud en particulier, avaient bien du mal à considérer Darlan avec respect. Il était l'opportuniste en personne, un artiste transformiste prêt à prendre n'importe quelle attitude, ou presque. Quant aux gaullistes, peu nombreux, ils étaient naturellement opposés tant

à Darlan qu'à Giraud. Giraud les considérait comme indésirables. Les Américains ne les aimaient pas, et considéraient avec un mépris certain les querelles entre Français, qui auraient mieux fait de rester unis dans une cause commune.

Darlan vivait dans la crainte d'un assassinat. Ses craintes s'avérèrent fondées. Bonnier de la Chapelle, un jeune homme catholique, de mère italienne, dont on pense qu'il avait des penchants monarchistes (même si les monarchistes rejettent toute responsabilité quant à sa résolution fanatique), qui avait passé un peu de temps dans un camp de jeunesse, obtint un accès aux appartements de Darlan et le 20 décembre 1942, il lui tira dessus. Les blessures furent fatales. On jugea et exécuta le jeune homme avec une hâte extraordinaire. Il s'était laissé convaincre qu'il trouverait des protecteurs. Qui étaient ces mystérieux protecteurs ? Ils n'intervinrent pas, et nous ne pouvons à présent pas savoir s'il agit de son propre chef, ou s'il fut armé et inspiré par l'un des groupes qui affirmaient représenter la vraie France.

Qui allait succéder à Darlan ? Noguès, le populaire résident général de la France au Maroc [3], le général Juin, le plus apte des militaires français, ou Giraud ? Ce fut Giraud. Son pouvoir fut éphémère. Il n'était pas doté d'intelligence politique, et quand plus tard les gaullistes arrivèrent en force de Londres, il fut vite écarté par le général De Gaulle.

3. Le résident général de la France au Maroc constituait le représentant officiel du gouvernement français à Rabat durant le protectorat français au Maroc (1912-1956), NdT

Chapitre 15

Vichy vue du ciel

Il est temps pour moi de consigner mes propres impressions de Vichy en tant que capitale provisoire de la France. Jusqu'ici, je n'ai fait part que de témoignages relayés, intégraux et retranscrits fidèlement. Mais cette fois, l'affable consul-général m'avait procuré, à l'issue de fastidieuses démarches, une carte d'identité française, et j'étais en mesure de voyager aussi librement que tout Français.

Les fausses cartes étaient fabriquées en gros, chose que la police française savait fort bien, et que les Allemands ne pouvaient ignorer. Un évêque, fier d'avoir servi comme officier sous les ordres de Pétain à Verdun, me montra la pièce clandestine où il conservait des cartes fabriquées pour les Juifs. Assez étrangement, les Allemands laissaient en général passer les papiers, vrais ou faux, sans difficulté. Ils ne se montraient guère exigeants, sauf dans les cas où ils avaient de bonnes raisons de se montrer soupçonneux. Mon nom de famille, qui ne sonne pas du tout français, se trouvait masqué par mon prénom *Sisley*, le nom du peintre impressionniste français avec qui j'avais des liens de parenté. On m'appelait en général *Monsieur Sisley*, ce qui paraît plutôt français. Je fus peu à peu entouré d'une sorte de légende, voulant que je fusse membre des services de

renseignements britanniques, chose qui n'avait aucun fondement, et qui, heureusement, ne parvint aux oreilles des Allemands qu'à la toute fin — et alors ils ordonnèrent mon arrestation.

Je me rendis donc à Vichy, en premier chef pour que mon éditeur de Lyon se vît accorder la publication d'un de mes livres de philosophie politique, *Le Mythe de la Liberté*[1], voyage pour lequel je m'étais vu accorder un visa français officiel. (Dans le Sud, aucun visa allemand n'était nécessaire). C'est lorsque mes éditeurs voulurent entamer la fabrication du livre que les ennuis commencèrent. S'ils en avaient fait la demande aux Allemands, ils auraient obtenu les matériaux, mais ils auraient perdu leur indépendance. Et ils ne voulaient pas non plus faire appel au marché noir. Et je voulais juger personnellement des sentiments de Vichy.

J'appelai la direction de la Production Industrielle, hébergée dans un grand hôtel. On me répéta des assurances absolues d'une livraison prochaine. Sachant qu'elles n'avaient aucune valeur, je m'enquis du nom du responsable officiel. Je lui rendis visite. Il me dit que sa fonction était de transmettre la commande. À qui ? Il me communiqua poliment l'information. J'appelai alors le tiers, qui m'informa que la question avait bien transité via ses services, et qu'il avait transmis les instructions. Une fois de plus, je suivis la trace des instructions. J'appris que l'exécution de l'ordre dépendait encore d'un autre fonctionnaire. Je ne pouvais abandonner ma quête à ce stade, et ma persévérance fut récompensée en fin de compte. Plusieurs tonnes de papier furent finalement attribuées à l'ouvrage, mais on m'informa que l'administrateur local, à Lyon, ne pourrait agir que dans les limites des possibilités pratiques. Il revenait aux éditeurs de faire pression sur l'administrateur local, qui finit par faire livrer la moitié environ du papier nécessaire.

Par ailleurs, il est sans doute approprié ici de mentionner que des critiques de mes visions quant à la philosophie gouvernementale et politique se sont emparés du titre de cet ouvrage pour me

1. En français dans le texte, NdT

marquer comme un opposant au libéralisme et comme un soutien à l'autocratie. Nulle personne ayant lu le livre ne pourrait porter une telle accusation. J'essayai, par cet ouvrage, de montrer que la conception d'une Liberté abstraite et universelle, affublée d'un *L* majuscule, constitue un mythe dangereux. Il n'existe que des libertés spécifiques, mais très précieuses, et qu'il faut atteindre et protéger. L'humanité n'a que trop souvent, par une recherche aveugle de l'abstraction mythique de la Liberté, perdu les libertés particulières essentielles à nous assurer un gouvernement et une société adaptés à la personnalité humaine ainsi qu'au régime économique correspondant aux besoins réels d'êtres humains. Aussi, loin de m'en prendre à la liberté et de réclamer de mes vœux l'autoritarisme, j'essayais de proposer des moyens d'atteindre et de conserver ces vraies libertés nécessaires au bien-vivre.

Dans chacune de mes démarches, je fus reçu avec courtoisie. J'eus de nombreuses discussions avec des fonctionnaires, qui se montraient heureux de discuter de la situation générale. Mes vues étaient vivement sollicitées.

J'appris, entre autres choses, que les opinions étaient pléthores quant à la meilleure politique à mener pour la France. J'appris également que, si les restrictions étaient légion en de nombreux domaines, il y avait à Vichy une matière en laquelle aucune restriction ne s'appliquait. Chacun s'exprimait, donnait son opinion, déclarait ses affinités et ses aversions. Je ne m'étais pas attendu à un tel franc-parler. J'avais pensé que la prudence la plus stricte serait observée. Mais tel n'était pas le cas. La discrétion n'était pas du tout de mise. Ceux qui penchaient pour une résistance active n'hésitaient pas à m'en faire part. Ceux qui recommandaient une relative passivité affirmaient leur conviction. Des hommes d'opinions absolument contradictoires travaillaient côte à côte en bonne intelligence.

Je n'étais pas encore à Vichy depuis 24 heures que je fis la connaissance du directeur de cabinet de l'un des ministères les plus importants, qui organisait des réunions entre des chefs de la Ré-

sistance et des personnages haut placés. Ces chefs allaient et venaient, connus qu'ils étaient sans doute du gouvernement qui, loin d'entraver leurs activités, semblait leur sourire. En bref, quiconque considère Vichy comme un bloc, et la Résistance comme un autre bloc, n'a rien compris de l'étrange mélange d'hommes de toutes les couleurs politiques dans la capitale surpeuplée.

Je rapporte une conversation avec la secrétaire d'un ministère. Je ne l'avais jamais rencontrée auparavant ; elle ne savait rien de moi ; mais elle commença en me demandant : « *Dans combien de temps, Monsieur Sisley, les Anglo-Saxons débarqueront-ils en France ?* »

Je fis une réponse qui n'engageait à rien.

« *Espérons qu'ils arrivent bientôt* », reprit-elle. « *On en a marre des boches.* »

« *D'où venez-vous ?* », demandai-je ?

« *Oh, je suis alsacienne. Le gouvernement a été très bon pour nous. De nombreux alsaciens ont pu trouver du travail dans les ministères.* »

Mais il lui restait de nombreux compatriotes qui n'avaient pas eu cette chance, de toutes les classes sociales. Ils avaient été arrachés à leurs foyers et avaient dû laisser derrière eux tout ce qu'ils possédaient en un instant, sauf à choisir d'accepter la nationalité allemande. Elle me fit part des histoires déchirantes de pauvres réfugiés.

« *Est-ce que tout le monde s'exprime autant que vous ? Ne craignez-vous pas de perdre votre travail ?* » demandai-je encore.

« *Cela ne craint rien* », répondit-elle. « *Nous sommes encore en France. Nous sommes libres ici. Chacun espère que les Allemands partiront ; simplement, certains préféreraient s'y prendre d'une certaine manière, et certains autres préféreraient user d'une autre.* »

Vichy était un échantillon de la nation française. Toutes les tendances y étaient représentées, parmi les ministres comme parmi les plus simples employés. On y trouvait une extraordinaire tolérance d'activités en conflit les unes avec les autres. La Résistance, à

l'époque, ne devait aucune allégeance à De Gaulle ; il s'agissait d'un mouvement intérieur, qui aurait existé sans les émigrés de Londres. Elle était autonome et ne s'était pas encore auto-persuadée que l'existence d'un gouvernement en France constituait une trahison. Si seulement la Résistance avait pu rester ainsi ! Si seulement cette compréhension tacite avait pu perdurer jusqu'au bout ! Bien que la Résistance fût en lien avec l'Angleterre, y envoyant des informations utiles, elle ne se sentait pas subordonnée à l'Angleterre, et nombreux étaient ceux qui y méprisaient De Gaulle et les gaullistes, les considérant comme à la solde d'un pays étranger, pour amical qu'il fût.

Il y eut de nouveaux arrivants dans les rangs des fonctionnaires, mais la majorité de ceux qui travaillaient sous le gouvernement de Vichy avait travaillé sous les gouvernements de Paris, et espérait y retravailler un jour. Ils représentaient la continuité du fonctionnariat. N'est-ce pas l'essence du fonctionnariat de perdurer ? Faut-il leur reprocher d'avoir rempli leur tâche normale ? Que serait devenue la France s'ils avaient refusé leur service ? Ils se montraient attentistes, ils patientaient, observaient, et dans l'intervalle, assuraient le service.

L'ensemble du corps diplomatique aurait-il dû démissionner comme un seul homme ? La police aurait-elle dû quitter l'uniforme ? Les magistrats auraient-ils dû refuser de siéger ? Il n'est peut-être pas connu que les magistrats, comme d'autres professions en lien avec la pratique de la loi, avaient volontairement fait vœu de fidélité à Pétain. Je ne leur en jette pas la pierre. La vie du pays devait se poursuivre. Mais je n'ai jamais compris comment les mêmes magistrats purent concilier leur conscience avec leurs fonctions ultérieures, qui les appelèrent à juger et à condamner à mort ou à la prison des milliers de leurs compatriotes pour avoir fait preuve de fidélité envers Pétain.

J'observais rapidement qu'à Vichy en tous cas, les relations entre les dirigeants et les autorités allemandes — car il était bien nécessaire que des contacts fussent maintenus avec les dirigeants

allemands — étaient correctes, pour ne pas dire cordiales. On y constatait, en général, le degré de courtoisie que l'on peut s'attendre à connaître entre personnes civilisées, chacun s'efforçant de souscrire à son devoir. À cet égard, il m'est permis de retranscrire une conversation que j'eus avec un consul britannique juste après la Libération. Il me déclara que, lors de la première guerre, il était jeune et occupait un poste de fonctionnaire en Turquie, se trouvant alors en *résidence surveillée*[2]. Lui-même et ses collègues jouaient au hockey afin de passer le temps de manière aussi agréable que possible. Les officiers de liaison allemands, aussi désœuvrés que les Britanniques, demandèrent s'ils pourraient rejoindre le jeu. Les Britanniques en convinrent, et ainsi les Britanniques et les Allemands stationnés en Turquie jouèrent ensemble, cependant qu'autour d'eux la guerre faisait rage. « *Nous ne ressentions pas comme un devoir d'échanger des coups* », dit le consul. « *Nous nous comportions comme des hommes civilisés. Hélas, aujourd'hui, je crains que nous aurions finis fusillés, si nous avions été français, pour* "intelligence avec l'ennemi" ».

Les fonctionnaires et les ministres, anciens et nouveaux, étaient peu encouragés à mettre une grande énergie dans leur travail. Ils comprenaient qu'ils ne faisaient qu'assurer la continuité, mais que leur tâche ne serait pas durable, que l'avenir était incertain. Ils travaillaient dans des conditions très précaires, dans de petites chambres d'hôtels, avec un paravent, quand il y en avait, pour dissimuler un lavabo rempli de mégots de cigarettes. Le mobilier des chambres, transformées en bureaux, était composé d'armoires banales contenant des dossiers, et de tables et chaises d'hôtel. On trouvait, par exemple, le secrétaire des Beaux-Arts dans un grenier, devant un bureau de bois blanc, sans tapis ni rideaux. La radio était dirigée depuis le bureau le plus miteux. Il y avait quelques beaux hôtels ; mais pour le reste, des hommes très distingués se voyaient entassés avec leur famille dans une ou au mieux deux chambres

2. En français dans le texte, NdT

dans lesquelles aucune famille bourgeoise normale n'aurait accepté de passer des vacances, même courtes.

« *Une cure à Vichy dure trois semaines* », me dit l'un d'entre eux ; « *mais cela fait trois ans que nous vivons dans ces conditions.* »

La ville de Vichy est disposée de manière spacieuse, avec son esplanade de graviers au centre et ses parcs en périphérie, mais on en a vite fait le tour. Deux ou trois restaurants surpeuplés, où je rencontrai des journalistes (qui eux aussi œuvraient à leur métier de manière aussi honnête que possible — auraient-ils dû renoncer à leur seul moyen de subsistance pendant quatre années ?), des ministres et des fonctionnaires qui se restauraient dans un confus méli-mélo ; un bar où nous échangions les potins, les histoires inventées, et où circulaient les rumeurs ; un salon de thé, où l'on mangeait des *ersatz* de pâtisserie ; un casino-théâtre, quelques cinémas ; on n'y trouvait pas d'autre distraction. À Genève, que j'ai fréquentée pendant les vingt années précédant la guerre, j'avais découvert la tristesse dont se pare la plus belle des villes dès lors qu'on est forcé d'y croiser les mêmes sortes de personnes du matin au soir. L'atmosphère y devient paroissiale, malgré le caractère cosmopolite des fréquentations. À Vichy, c'était infiniment pire. On se serait cru dans une France miniaturisée. Les avocats les plus enthousiastes d'une France réhabilitée étaient gagnés par le découragement. Ils manquaient d'air et de place. On les voyait se dégonfler. La seule fonction de Vichy semblait être de maintenir la fiction d'une souveraineté française. Je pense qu'il valait le coût de maintenir cette apparence, mais qu'il s'agissait d'une flamme bien faible — mais une flamme dont nous espérions qu'elle brillerait à nouveau comme un phare.

J'ai gardé trace d'une conversation avec l'éditeur d'une revue intellectuelle. « *Je n'avais aucune raison matérielle d'abandonner ma domiciliation parisienne* », dit-il. « *J'aurais conservé un public plus large pour ma revue, et je ne pense pas que la censure allemande aurait été jusqu'à m'empêcher de publier les sortes d'articles*

que j'imprime. Mais à Paris, j'aurais dû accepter la suprématie allemande. Ici, j'essaye de me dire que je suis dans une France libre. C'est une forme de protestation, une forme de résistance. Oh, je vois bien que notre liberté est relative, que nous sommes en permanence scrutés, menacés, que nous subissons sans arrêt des veto. Cependant, le gouvernement de Vichy est un gouvernement français. C'est le seul que nous ayons. J'aimerais qu'il soit meilleur, mais c'est tout ce dont nous disposons. »

« *Mais les Français de Londres* », objectai-je, « *considèrent quiconque associé à Vichy comme associé aux Allemands.* »

« *Je sais* », répondit-il tristement. « *Vous avez vu de vos yeux qu'il n'en est rien. Les gaullistes de l'étranger n'apprécient pas cette position. Peut-être ont-ils décidé de ne pas l'apprécier. S'il fallait choisir entre De Gaulle et l'Allemagne, pensez-vous que j'hésiterais à opter pour De Gaulle ? Mais ce n'est pas là que réside notre choix. On ne peut pas faire émigrer quarante millions de Français. Et on ne peut pas abandonner les quarante millions de Français contraints de rester.* »

Il fit valoir que, autant les ministres de Vichy étaient aussi critiquables que partout ailleurs, c'était une horrible distorsion de la vérité que d'identifier Vichy à l'Allemagne. Vichy, au contraire, constituait le seul bouclier contre l'Allemagne. Chacun devait jouer sa partition. Ceux qui prenaient les armes (ou le microphone) agissaient peut-être naïvement, et peut-être pas ; mais il fallait au moins leur reconnaître que leurs intentions étaient pures. Ceux qui, par leur tempérament, par leurs affinités intellectuelles, ou par leur condition physique, ne pouvaient rien faire d'autre que de garder vivant l'esprit français, servaient la cause de la France. Pour lui comme pour beaucoup d'autres, Vichy ne représentait pas une cause étrangère, mais la cause française.

Je dois retranscrire une opinion contraire, celle d'un de mes amis qui occupait un poste important. « *J'ai perdu mes illusions* », dit-il. « *J'espérais pouvoir servir, et je continue de l'espérer, mais mon espoir est presque tari. À quoi cela sert-il de faire semblant ? Bien*

sûr, les Allemands nous laissent certaines marges de manœuvre. Ils ne s'immiscent pas souvent directement dans nos affaires. Ils aiment nous laisser penser que nous sommes libres. Mais nous ne sommes qu'un paravent pour les cacher. À Paris, ils imposent leur volonté. Ici, ils veulent que nous pensions que notre volonté prédomine. Mais le résultat est identique, ou plutôt, il est pire, car plus nous proclamons notre indépendance, plus nous nous accusons de reddition volontaire. Il vaut mieux obéir faute de choix que d'acquiescer de notre propre chef. Nous sommes soumis malgré nous, par la crainte ou par quelque chose de pire, et à Londres notre soumission est interprétée comme une collaboration volontaire. »

« *Envisagez-vous de vous exiler à Londres ?* » demandai-je.

« *Non, sachant que Vichy fait de son mieux, je ne m'associerai pas aux attaques de Londres. J'aimerais m'éloigner de Vichy, mais pas la dénoncer, ni traiter les hommes de Vichy comme des traîtres. La difficulté est de réaliser son devoir et de maintenir en même temps l'unité de la France. N'importe qui peut se prendre pour un super-patriote en divisant les Français. Le problème est d'agir en patriote, tout en gardant les Français unis.* »

Tel était le trouble des consciences françaises. Chacun devait faire ses choix. Je sympathisais avec ceux qui, en France, préparaient la révolte contre l'Allemagne. Je sympathisais avec ceux qui ne pouvaient plus rester en France, et qui la quittaient, bien souvent aidés en cela par les services de Vichy, et je sympathisais avec ceux qui restaient. Ce que je désapprouvais alors, et que je continue de désapprouver aujourd'hui, c'étaient les tentatives, qui malheureusement réussirent, à diviser les Français en deux camps mutuellement hostiles. Mis à part une poignée de misérables, chacun voulait voir le départ des Allemands. Il s'agissait d'une question de méthode.

N'est-il pas troublant qu'une section de la Résistance ait hardiment adopté le nom de « *Partisans ?* » Ou bien les mots ont perdu

leur sens, ou bien la partisanerie implique une conception tronçonnée, absolument étrangère à l'amour de la France comme un tout. Il est vrai qu'il y eut des « *partisans* » des deux côtés, mais ce n'est que d'un seul côté que l'on vit le terme brandi comme une bannière.

J'essayais, comme j'en ai coutume, de rester impartial, et je reconnaissais les défauts et les erreurs de Vichy. Mais j'affirme qu'il y avait à Vichy de nombreux hommes, réellement émus par les misères de leur pays, que n'animait aucun vil motif personnel, et qui aspiraient sincèrement à la réhabilitation de la France. J'établis des contacts avec de jeunes hommes, dont le seul idéal était la transformation de la nation effondrée selon les désirs de leur cœur. Ils étaient ardemment déterminées à recréer une France qui ne répéterait pas les erreurs de la troisième république, qui verrait la justice sociale l'emporter, en laquelle le génie spirituel de la France serait ravivé, et mènerait le monde vers un avenir plus heureux. Leurs aspirations étaient pures, leur confiance inébranlée. Où sont-ils aujourd'hui ? Sont-ils, comme les ministres et les fonctionnaires, en prison, en exil, ou terrés dans des trous ? Je n'en sais rien, mais ni leurs talents incontestables, ni leur enthousiasme sincère, ni leur amour de leur pays et de l'humanité ne sont exploités de manière adéquate. On n'aurait pas trouvé en eux une seule once de sentiment pro-germanique ; ils n'étaient en rien des opportunistes ; ils n'acceptaient aucune concession envers l'hitlérisme ; au milieu des découragements, des oppressions, des incompréhensions, des abus, de la propagande, ils constituaient de bons soldats, non seulement pour la France, mais aussi pour l'humanité.

C'est lorsque je pense à eux que je suis le plus touché par les calomnies des « *partisans* », des patriotes malencontreusement zélés, qui ne pouvaient pas ou ne voulaient pas voir de différence entre le plus vil des scélérats et le plus pur des idéalistes.

En outre, dans la ville même de Vichy, on trouvait également des hommes et des femmes qui aidaient activement la Résistance. Certains ont tiré profit de leur dévouement. Les autres, sans doute les plus nombreux, n'ont demandé aucune récompense. On savait

fort bien que dans les hôtels minables, on pouvait trouver cachées des munitions.

Quant aux beaux-parleurs, qui changeaient d'avis comme de chemise, ne seraient-ils pas pardonnés ? Ne constituaient-ils pas la quintessence de la France ? Ne relève-t-il pas du tempérament français de parler abondamment ?

Tout à Vichy transpirait l'incertitude et la temporisation. La France, même en temps de paix et sans grand problème à résoudre, est incapable de garder longtemps un gouvernement en poste. Alors, comment put-elle conserver Pétain quatre années sans lui devenir rétive, sans rechercher quelque chose de nouveau ? De Gaulle, arrivant à Paris après la Libération, avec son propre gouvernement, sa propre police, sa propre armée, avec toutes les conditions propices à l'instauration d'une dictature, ne survécut que dix-huit mois. Si la guerre n'avait duré que deux ans après la défaite de 1940, Pétain serait aujourd'hui le citoyen le plus honoré de France. Malheureusement, il fallut quatre années avant que les Allemands ne fussent chassés de France.

Vichy n'était pas faite pour durer. Elle n'était pas d'essence dynamique. Sa fonction était négative, et non positive. On la tolérait. Elle vivait sur un fond de souffrance. Le maréchal était trop vieux, trop en proie aux forces rivales, pour insuffler de manière continue l'impulsion nécessaire ; il était dépassé par ses propres ministres.

Les Allemands avaient laissé Vichy libre d'occupation. Voici un coin de la France sur lequel le drapeau français pouvait encore flotter. J'allai assister avec M. au lever des couleurs. C'était un dimanche matin ; face à l'Hôtel du Parc était assemblée une foule de résidents de Vichy. Le gardien, avec des gants blancs, en tunique de cuir, prit son poste. La musique militaire résonna dans l'air pur. Au signal, chacun se découvrit, et regarda avec attention le drapeau de la France qui lentement montait jusqu'en haut du mât. Le maréchal sortit sur son balcon pour saluer les couleurs. Ce fut, pour moi, un moment inoubliable. La France était envahie, non seulement au Nord mais aussi au Sud. Mais il restait un petit coin

où flottait le drapeau français, et tant qu'il flottait, tout n'était pas perdu. Purement symbolique ? Mais certains symboles font la trame de nos vies. Une promesse de délivrance habitait ce drapeau battant au vent. Le rituel présentait une signification religieuse. Conscient que j'étais des malheurs de cette terre que j'aimais, je vis dans le drapeau une promesse et une marque de la France impérissable. C'est un message de liberté que portait ce drapeau. La France n'était pas entièrement submergée, n'était pas sans espoir. La France vivait, puisque le drapeau, par ce matin clair, triomphait dans le vent du printemps, et ondulait comme s'il eut été vivant...

Aurions-nous dû descendre le drapeau de Vichy ? Aurions-nous dû abandonner la France ? Je ne le pense pas. Les hommes qui saluaient encore le drapeau en France étaient-ils des traîtres à leur pays ? Je suis convaincu du contraire.

Un Américain extrêmement bien informé et très sympathique, à qui j'ai confié le manuscrit brut du présent ouvrage pour relecture, a produit la critique suivante : « *Huddleston ne semble pas du tout gêné par la dictature, et je pense que son livre pourrait être pris plus au sérieux s'il faisait preuve d'une détestation aussi grande envers la dictature qu'il ne le fait d'autres choses détestables.* »

Ce gentleman, dans un long article sur mon livre, fit part de la compréhension la plus intelligente et la plus sympathique de son objet et de son contenu, mais dans le commentaire ci-dessus, il ne comprit sans doute pas ma position envers la dictature comme système de gouvernement.

Je ne discute dans le présent ouvrage aucune forme de théorie politique, ni ne défends quelque conception d'une forme idéale de

gouvernement. Je n'ai fait que m'employer à assembler, du mieux que je le pouvais, les faits les plus importants sur la seule forme de gouvernement, et sur le dirigeant de ce gouvernement, qui put servir la France correctement, et avec une relative stabilité, sous les conditions spécifiques qui existèrent entre mai 1940 et la Libération.

J'ai tout ma vie été un libéral, et même un libertarien, et je suis un ardent soutien des institutions parlementaires. Les graves manquements à la démocratie et au régime parlementaire qui ont marqué le dernier quart de siècle eux-mêmes n'ont pas modifié ma conviction que la démocratie, pour autant qu'elle doive être purifiée et rationalisée, doit constituer la forme de gouvernement vers laquelle l'humanité doit se tourner, si celle-ci veut connaître la sécurité, le bien-être et la paix. J'en ai mieux développé l'idée dans plusieurs de mes livres déjà parus, qui touchent plus complètement et spécifiquement à la théorie et à la pratique politique. Je déteste toutes les dictatures comme systèmes de gouvernement, et comme systèmes de société. Dans le présent livre, j'ai exprimé ma détestation des dictatures de Mussolini, de Hitler, de Franco et de Staline, non sans honnêtement reconnaître certaines réalisations importantes obtenues par chacun d'eux. Je déteste également la dictature établie à Vichy, envisagée comme forme de gouvernement permanent pour la France. Nul ne sait mieux que moi que Vichy ne présenta pas une belle image de machine gouvernementale en exercice, pour supérieure qu'elle ait pu être sous certains aspects à l'organisation maintenue par le général De Gaulle. Je ne crois même pas que le maréchal Pétain constitua un dictateur idéal, même en ces conditions d'urgence. Mais il était le seul dictateur qui aurait pu servir correctement la France, dans la mesure du possible, à l'époque où il en fut le chef de l'État.

Mais là n'est pas notre sujet. La France devait disposer d'un gouvernement qui pût opérer et survivre, tout en la protégeant autant que possible de l'occupant. Même en temps de paix, le gouvernement parlementaire français, tel qu'il exista entre les deux

guerres, ne sut pas guider le navire de l'État de manière sûre et compétente. S'il avait su le faire, la France n'aurait pas connu la défaite, l'armistice, ni le régime de Vichy. Il est évident à quiconque est correctement informé que Vichy n'aurait pu fonctionner sous un système parlementaire. En premier lieu, si cela avait été tenté, les Allemands l'auraient rapidement supprimé ; et en second lieu, à supposer qu'ils ne l'eussent pas fait, l'anarchie seule aurait pu en ressortir, avec tous les désastres qui auraient inévitablement découlé de cet état.

La plupart de ceux qui ont critiqué le régime de Vichy comme dictature ont, dans le même temps, affirmé leur approbation envers le gouvernement rival du général De Gaulle. Mais cette organisation était une dictature tout autant que celle du maréchal, et ne présentait pas plus la vertu de constituer un gouvernement constitutionnel que n'en disposait Vichy.

Il est sans doute opportun à ce stade de répondre à l'accusation voulant que le maréchal Pétain fut un fasciste — une accusation souvent formulée à son encontre pour ses actions à Vichy. L'accusation a été émise par des hommes qui auraient dû mieux savoir de quoi ils parlaient, tel le Professeur William L. Langer, éminent historien américain, dans son étude pertinente et semi-officielle des relations étasuniennes avec Vichy, *Our Vichy Gamble* (p. 383).

Toute accusation montrant Pétain comme un délibéré fasciste se résume à une pure absurdité. Il ne savait même pas ce qu'était le fascisme, au sens réfléchi ou théorique. Il n'existe aucune preuve qu'il ait jamais lu les livres de Pareto, Mosca, Gentile et d'autres, qui exposent la philosophie du fascisme, ou qu'il fût jamais familier de ceux de Dietrich Eckart et Gottfried Feder, qui formulèrent les « *vingt-cinq points* » du programme national-socialiste.

Le maréchal, pour un militaire, avait des lectures variées et réfléchies, mais il ne développa jamais aucune philosophie politique bien intégrée. Ses pensées en la matière étaient fragmentées. Il n'avait jamais envisagé devenir homme politique ou chef d'État. À travers ses discours et la politique qu'il mena à Vichy, nous pouvons

comprendre la philosophie politique et sociale qui était la sienne. C'était avant tout un ardent et sentimental patriote français. Il ne cessa jamais d'invoquer le nom de Jeanne d'Arc au cours des jours sombres de Vichy, comme symbole de la régénération de la France en partant d'une amère défaite. Il avait lu les écrits politiques de l'Évêque Bossuet et en avait tiré une appréciation favorable du paternalisme bienveillant chez un dirigeant politique. Son esprit de tolérance et son humilité provenaient pour partie de sa lecture enthousiaste des Essais de Montaigne. Il est évident qu'il était familier du régionalisme de Frédéric Le Play, et de l'importance pour Le Play de la famille et du territoire au sein de chaque région. Enfin, le maréchal, lui-même bon catholique, était favorable envers le catholicisme social du Comte Albert de Mun.

Toutes les réformes politiques et sociales proposées par le maréchal lors de ses fonctions à Vichy n'existèrent quasiment que sur le papier, mais elles reflétaient à divers degrés les idées provenant des sources citées ci-avant. Il n'y avait rien de fasciste en aucune d'entre elles.

Si Pétain n'était pas un admirateur du système parlementaire français[3], qui avait amené tant de faiblesse et de vacillation à la France, il était, malgré tout, républicain. Le fait en a été attesté par le journaliste américain de talent, Stanton B. Leeds. Dans son ouvrage *Ces hommes qui gouvernent la France*, il a écrit (p.322) : « *Pétain, le plus influent de tous [les généraux français], était un républicain qui, plus que quiconque, sauva le régime [républicain] au moment de l'affaire Stavisky.* »

3. On notera que le général De Gaulle non-plus, qui fonda ultérieurement la cinquième république, n'était pas particulièrement parlementariste, NdT.

Chapitre 16

Conversation avec Pétain

Comme je l'ai expliqué plus haut, je m'étais rendu à Vichy début 1943, à la demande de mon éditeur français, pour trouver du papier pour l'impression de mes ouvrages. Pétain, apprenant que j'étais à Vichy, m'invita à lui rendre visite, et je passai une journée presque entière à converser avec lui. Je suppose qu'il souhaitait se confier à un écrivain anglo-américain, qu'il avait connu à divers moments de sa carrière depuis la première guerre mondiale. Je n'hésitai pas à répondre à son invitation. Outre la haute opinion que j'avais de sa personne, j'aurais pu arguer, s'il avait fallu justifier ma décision, qu'après avoir rencontré la plupart des hommes importants de mon époque, il relevait de mon devoir de vieux journaliste de faire la rencontre de Pétain. Churchill, quand on lui reprocha en 1941 d'avoir proclamé une solidarité anglo-russe, répondit que si l'enfer déclarait la guerre à Hitler, il ferait l'éloge du diable en personne.

Quand je rejoignis le maréchal en milieu de matinée, je le trouvai peu changé depuis les jours où je l'avais rencontré dans un petit restaurant près de Villeneuve-Loubet, le village du Sud où il avait pris sa retraite, ployant tant sous les honneurs que sous les années.

Il approchait les 90 ans — 87 pour être précis — et se montrait très bien conservé, droit, robuste, large d'épaules. Ses joues rasées de près étaient roses de santé. Sa moustache bien taillée tranchait sur ses lèvres rouges. Son front d'ivoire ne laissait paraître aucune ride. Ses mains étaient charnues, et soignées. Aucune veine noueuse, aucune tache jaune ne trahissait son grand âge.

Ses yeux bleus francs frappaient plus que toute autre chose. Des yeux surprenants, pleins de calme et d'intelligence, qui m'examinaient en profondeur. Tous ceux qui ont rencontré le maréchal ont noté ce regard franc et imperturbable et ces yeux d'un bleu extraordinaire. Il me prit chaleureusement la main et commença : « *Considérons-nous comme deux Français, parlons comme des Français, avec franchise et confiance.* »

Je ne sais pas comment le lecteur lira cette simple remarque, lui qui reste privé des inflexions de la voix, profonde, riche et chaude, quoique légèrement chevrotante, mais il m'apparut que la bonne chose à faire était, en effet, d'aborder cette conversation avec confiance. Le maréchal était connu pour ce type de formules bien pensées. Elles levaient les contraintes, et le plaçaient, lui et son interlocuteur, dans une sphère privée à l'écart d'oreilles indiscrètes.

Ses appartements étaient petits mais élégants. Le bureau était bien ordonné, avec seulement quelques documents en évidence. Il était orné d'un vase de fleurs. Mon attention fut attirée par un meuble garni de livres, parmi lesquels je remarquai *Le Soulier de Satin*, la pièce de Paul Claudel dont tout le monde parlait, et qui était produite à la Comédie française à l'époque. Les rayons du soleil traversaient la fenêtre du deuxième étage, surplombant l'esplanade. On entrait sans traverser d'antichambre : l'huissier se tenait dehors, dans le couloir. Je songeai à la magnificence que j'avais connue avant la guerre : les salons imposants de l'Élysée, les appartements somptuaires du Quai d'Orsay, leurs manteaux de cheminée ornementaux, leurs hauts plafonds peints, leurs tapisseries hors de prix, leurs meubles de choix. Le contraste entre ces fastes et l'environnement de travail du maréchal, relégué dans une chambre

FIGURE 16.1 – Photographie du maréchal Pétain

d'hôtel, parmi d'autres chambres garnies de fonctionnaires, dissipait toute idée que ce nouveau chef de l'État pût apprécier l'ostentation. Je restais en sa présence bien plus longtemps qu'habituellement pour des rencontres de ce genre, mais nous ne fûmes pas interrompus. Il m'apparut comme plutôt solitaire, laissé seul, et ayant peu connaissance des détails de ses fonctions.

Nous échangeâmes nos vues quant à l'avenir de la France — des vues plus ou moins banales, mais doublées d'une ferveur certaine. Le maréchal me dit :

> *La France est malade. Il lui faudra peut-être longtemps pour guérir. Les jours les pires restent peut-être à venir. Mais je ne doute pas de sa survie. Elle a traversé de nombreuses tribulations. Longtemps avant notre naissance, et longtemps après notre mort, la France a poursuivi et elle poursuivra sa mission. Chaque nation a connu la défaite, mais c'est l'esprit avec lequel nous faisons face à la défaite qui est important. Si nous maintenons notre unité, si nous gardons notre foi, la France finira par s'en sortir victorieuse.*

Il continua, dans la même veine, en n'employant pas le ton déclamatoire habituel d'un orateur, mais avec une conviction paisible, une sincérité totale, qui me persuada (si j'avais eu besoin d'en être persuadé) que sa politique ne connaissait aucune dérive, et que l'attentisme dont on l'accusait était animé d'un principe actif. Il ne consentait aucunement à quelque destin ; il faisait preuve de la vigilance prudente et de la patience infinie du vieux soldat.

Pour ma part, je m'aventurais à exprimer l'opinion selon laquelle une union des plus proches avec l'Angleterre et l'Amérique était nécessaire pour faire quitter à la France sa situation humiliante. Il hocha la tête :

> *Bien sûr, le salut de la France doit principalement résider en elle-même. Mais la coopération avec l'Amérique et l'Angleterre est indispensable. Il y a eu des divergences, qui m'ont choqué, mais pas de brèche profonde. Celles-ci ont résulté d'incompréhensions, peut-être d'égotisme national. Je ne pense pas que notre position ait été appréciée à sa juste valeur. Nous subissons la contrainte, nous ne sommes pas libres de nos décisions, nous ne pouvons pas nous exprimer librement. Mais nous nous comportons avec honneur et n'avons pris aucune initiative pouvant compromettre la position*

> *de nos amis. Je dois penser en premier chef à la France, mais je pense également aux alliés de la France.*

Il ne fait guère de doute que si l'un des « *gardiens* » allemands du maréchal, comme il les appelait, avait entendu notre conversation, il aurait envoyé un rapport alarmant quant aux sentiments du maréchal. Des rapports de ce type furent effectivement envoyés et, comme l'indique le journal personnel de Goebbels, l'esprit allemand n'avait que méfiance envers Pétain. Les Français pro-allemands, fanatiques ou mercenaires, à Paris, se montraient encore plus hostiles envers le maréchal que les Allemands, et complotaient pour le renverser. Pétain était le principal rempart contre les hommes qui auraient rallié la France à l'Allemagne. Il poursuivit :

> *Ma tâche aurait été bien plus facile si je ne m'étais pas vu assaillir de toutes parts. Ou peut-être pas. Il se peut que, si je n'avais pas été assailli de toutes parts, les Allemands eussent agi de manière plus drastique. Le manque de compréhension m'a attristé, mais les récriminations ne résoudront aucun problème, et mes sentiments personnels sont sans importance. Il nous faut une réconciliation sincère, car on ne reconstruit pas le monde sur fond de ressentiment.*

Puis il puisa dans ses souvenirs, et nous parlâmes de la première guerre :

> *Les généraux américains et anglais furent de bons camarades. Nous ne devons jamais oublier qu'en nous tendant la main, nous avons gagné la guerre, et si nous sommes à présent temporairement hors de combat, l'avenir dépendra du maintien des liens entre nous.*

Je dois reconnaître que je fus fortement soulagé par le tour qu'avait pris la conversation. Je n'étais pas resté complètement exempt de doutes. Si l'on m'avait contraint à écouter des reproches violents, des critiques acerbes, j'aurais eu du mal à y répondre. Car,

du point de vue français, ou au moins du point de vue du maréchal, il y avait matière à se plaindre. Il poursuivit :

> *Monsieur Churchill avait promis que, si nous étions contraints à établir un armistice, il ne ferait rien pour rendre notre situation plus difficile. Je ne porte aucune responsabilité personnelle dans la débâcle. Nous avons essayé, de bonne foi, de tenir toutes nos promesses. Par exemple, nous n'avons pas un instant envisagé de livrer notre flotte, alors que cela eut constitué un poids très important dans la balance de nos négociations avec l'Allemagne. Plutôt que de laisser nos navires être utilisés contre l'Amérique et l'Angleterre, nous avons fini par les saborder...Je ne vois pas quelle plus grande preuve de loyauté nous aurions pu offrir...Et dans les faits, nous avons rendu un immense service en concluant un armistice. Cet armistice a brisé l'élan de l'Allemagne, il l'a gardée éloignée de la Méditerranée, qu'elle aurait pu atteindre dans le courant de la première année de guerre. Et si les Allemands avaient verrouillé la Méditerranée, la guerre aurait été perdue.*

Tout ceci m'apparaissait désormais parfaitement clair, irréfutable, marqué du sens commun le plus élémentaire. Après la déconfiture absolue de la France, il relevait de la plus pure absurdité de prétendre que la France, en 1940, aurait pu poursuivre le combat ; la forme de patriotisme la plus élevée était de sauver ce qui pouvait l'être par des négociations. L'armistice dota la France d'un gouvernement qui, pour handicapé qu'il fût, ne manquait pas complètement des moyens de résister aux exigences des Allemands, en marchandant pas à pas, en attendant le bon moment pour reprendre la lutte. Il s'agissait sans doute possible d'un jeu stratégique de haute volée de la part de Pétain, et d'une erreur colossale de la part de Hitler, qui avait la main et aurait facilement pu tracer

sa route à travers l'Espagne, jusque Gibraltar. Le maréchal n'essaya aucunement d'éluder la question de l'armistice :

> *Weygand et moi-même fûmes appelés alors qu'il était trop tard. La situation était désespérée. Je n'agis pas militairement, je consultai les généraux du terrain. Ce furent eux qui décidèrent. Le jugement de Weygand était définitif. Les armées ne disposaient plus d'aucune coordination. Malgré leur courage, elles se trouvaient brisées et opéraient une fuite désordonnée. Nous étions surpassés en nombre. La contribution de nos alliés [c'est-à-dire, de l'Angleterre] était insuffisante, et, de fait, les Britanniques reconnurent cette défaite en fuyant Dunkerque par la mer. La Belgique et la Hollande s'étaient effondrées. L'Amérique ne pouvait rien faire à l'époque — de nombreux mois s'écoulèrent avant qu'elle n'entrât en guerre et, quant à la Russie, elle était alors l'alliée de l'Allemagne. L'infériorité de nos matériels était sans équivoque. Notre aviation dépassée était quasiment inexistante à l'époque. Les hommes politiques étaient convaincus que tout était perdu, au point de démissionner.*
>
> *La population civile, quant à elle, fuyait devant l'avancée ennemie, encombrant les routes, rendant impossible l'acheminement de régiments de réserve. Je n'ai pas besoin de vous rappeler ce que vous vîtes par vous-même, ni de vous rappeler que la demande d'une trêve était unanime, et que l'on me reprocha de ne pas l'avoir conclue plus rapidement. La guerre était devenue un pur massacre. Presque deux millions de soldats se trouvaient réduits en captivité. Il était grand temps de mettre fin à une boucherie inutile et à la capture d'autres soldats. Succomber à des forces supérieures n'est pas déshonorant. Chaque nation a connu des revers, et c'est par-*

> *fois en de tels moments qu'une nation peut se relever et regagner sa grandeur. Mais il faut qu'elle reste unie et cohérente, moralement intacte, et qu'elle puisse ainsi dominer sa défaite...*

Je n'interrompais que rarement le maréchal, qui exposait sa thèse, mais à ce point, je citai les mots de l'historien Guizot, qui résonnaient dans mon esprit : « *La France a connu les vicissitudes de la fortune, tantôt en haut, tantôt en bas, mais quand elle est au plus bas, elle conserve toujours la volonté et trouve toujours le moyen de dépasser l'adversité.* »

Le maréchal hocha gravement du chef : « *C'est vrai de notre passé, et cela sera vrai de notre futur.* »

Je ne doutais pas qu'il eût la volonté, et cherchât les moyens, de dépasser l'adversité. Qu'il se montrât plus prudent, et en apparence, plus passif, que ceux qui ne portaient pas la charge de ses responsabilités, et pouvaient à distance concevoir des méthodes téméraires et une révolte prématurée, au risque de briser l'unité nationale qui apparaissait au maréchal comme une nécessité absolue, ceci était dû à sa position. Les perspectives n'étaient pas les mêmes selon que l'on considérait la situation depuis Londres, depuis Washington, ou depuis Vichy.

Quelle qu'ait pu être son estimation de la force relative des camps adverses antérieurement, et quelles que fussent les variations de ces estimations à Londres et à Washington alors que la marée de la fortune montait puis descendait, il m'exprima clairement, à mon étonnement, qu'après le débarquement étasunien en Afrique du Nord, aucun doute ne subsistait en son esprit : « *Je vous dirai aujourd'hui — peut-être ne l'aurais-je pas dit hier — que les Allemands ont* du plomb dans l'aile[1]. »

Bien que les signes de faiblesse allemande se multipliassent, le public ne pensait pas encore que l'Allemagne serait inévitablement

1. En français dans le texte, NdT

défaite, et cette conviction de la part du maréchal me fit frissonner. Dans un éclair, je vis s'évanouir toute accusation de « *collaboration* », car aucun homme voyant venir la chute de l'Allemagne, dans un avenir proche ou distant, ne porterait assistance volontairement à un adversaire voué à l'échec. En fait, jusqu'à ce moment, « *collaboration* » avait constitué un mot vague, utilisé par les deux parties sans signification établie. Ce mot avait peut-être servi à éviter une rupture franche de l'armistice, mais en pratique, il n'y avait que coercition allemande. Voilà exactement ce qui irritait Hitler, causait la fureur des aventuriers pro-allemands de Paris, et faisait du maréchal l'objet de toutes les suspicions.

Car, estimant comme il le faisait que l'Allemagne était vouée à la destruction, il était impensable qu'il cédât un pouce de terrain, sauf par pure contrainte.

« *Puis-je vous demander, monsieur le maréchal, sur quels éléments se base votre opinion ?* » Il répondit :

> *Je vais vous le dire. Il est parfaitement clair que l'Allemagne est dépassée dans les airs. La bataille de Tunisie a fait la preuve de son infériorité. Elle ne rattrapera jamais ce retard. En Russie, elle est en retraite, chose que je ne considère pas comme décisive, car les revers territoriaux, si on les opère en bon ordre, peuvent en réalité déboucher avantageusement quand la ligne de front est trop étendue. Mais il est tout à fait significatif que l'Allemagne ne puisse pas* tenir tête [2] *aux anglo-américains en matière aérienne. Elle a commencé avec une force écrasante — nous en savons quelque chose en France — mais les rôles se sont à présent inversés : elle manque d'hommes et de machines, et la fin est inévitable.*

Le maréchal était catégorique sur ce point. Il répéta son opinion plusieurs fois, et c'est à la lumière de son appréciation réfléchie de la

2. En français dans le texte, NdT

situation que j'ai observé les manœuvres ultérieures du Maréchal, et que je restai persuadé que, s'il pouvait céder et reculer face à une pression terrifiante, il ne le faisait que pour gagner du temps.

Parmi mes rares questions visant à orienter la conversation, je pris mon courage à deux mains pour lui demander ce qu'il pensait du débarquement proposé et repoussé depuis longtemps des Alliés en France. Sa réponse me stupéfia. Je pris immédiatement note de ses mots, dont le caractère énigmatique me frappa : « *Je ne vois pas la nécessité d'un débarquement en France si les Allemands s'en vont*[3]. »

Le maréchal envisageait, du fait des pressions croissantes exercées par les Russes et les Alliés, une retraite générale des Allemands, un abandon de la France de leur part, afin de rétrécir leur front. On entendait parler d'une attaque des Alliés dans les Balkans, « *ventre mou de l'Europe* », pour reprendre l'expression de Churchill, qui aurait été préférable à un débarquement allié en France, car au fur et à mesure que les Allemands seraient repoussés, les Russes se verraient également « *contenus* » en Russie. Rétrospectivement, on voit en quoi un tel projet eut été meilleur : il nous aurait protégés de la menace d'une troisième guerre mondiale. Sans doute n'aurait-il pas fait l'affaire des Russes, car la Russie tenait à sécuriser son hégémonie sur les Balkans. Après être entrés en guerre pour empêcher une hégémonie allemande, il était logique de supposer que nous devrions tout faire pour empêcher une hégémonie russe. Sans aucun doute, l'une des pires erreurs de la stratégie des Alliés fut de lâcher trop de lest face aux ambitions de la Russie.

Il me semble que le maréchal avait raison de faire ce calcul. Si les Alliés avaient ainsi opéré, la France se serait vue épargner destructions matérielles et guerre civile. Logiquement, une grande offensive dans les Balkans aurait automatiquement libéré la France sans bombardement, sans plus de combats sur son sol, sans division de la France entre gaullistes et pétainistes.

3. Cette phrase apparaît en français dans le texte, NdT

Sans combat sur le sol français ? Je fis cette remarque : « *Si seulement les Français étaient en position d'accélérer la retraite allemande !* »

« *Qui sait ?* » répondit le maréchal, me regardant fixement de ses yeux bleu clair. « *Nous n'avons pas dit notre dernier mot.* »

L'armée du maréchal s'était préparée en Afrique du Nord (car il s'agissait bel et bien de l'armée du maréchal, qui lui était loyale, et non à De Gaulle) et, comme je l'ai indiqué plus haut, longtemps avant que le Maquis ne fut constitué, il y eut en France une armée secrète composée d'officiers de l'armée régulière, disposant d'instructions de discrétion en attendant l'heure de l'action. Dans les camps de jeunesse, sous prétexte d'entraînement physique, Vichy préparait méthodiquement les jeunes hommes à marcher aux ordres. Il y avait, avec l'autorisation du maréchal, un stock caché d'armes et de munitions, qui, quasiment jusqu'à la toute fin, échappèrent à la vigilance des Allemands.

Il poursuivit : « *J'ai demandé à ceux qui me font confiance de ne pas aller trop vite, de ne pas me précéder. Nous devons nous montrer patients. Nous devons nous tenir prêts à agir à l'unisson.* »

L'attentisme du maréchal s'inscrivait dans un plan, et ne s'opposait nullement à d'autres plans, pourvu que ceux-ci ne compromissent pas l'unité de la France à la Libération. Hélas, il comptait sans le fanatisme des « *partisans* », les objectifs politiques d'hommes plus intéressés par leur parti ou leur idéologie que par leur pays, et il comptait sans le consentement des Alliés aux desseins expansionnistes de la Russie.

J'avais particulièrement envie d'entendre de la bouche du maréchal la vérité quant au débarquement américain en Afrique du Nord. Était-il de connivence avec l'amiral Darlan, qui s'était rendu en Afrique du Nord juste avant le débarquement, officiellement pour rendre une visite privée à son fils malade, et qui là-bas conclut un pacte avec les Américains ? Ses relations avec l'amiral Leahy suggéraient qu'il pût être engagé dans un jeu délicat : d'une main, déléguant ses pouvoirs à Darlan et accueillant les Américains ; de

l'autre, faisant semblant de répudier Darlan pour tromper les Allemands. La vérité est que, depuis longtemps (à l'automne 1940), il était parvenu à un accord avec Churchill (l'accord Churchill-Rougier ainsi que l'accord Halifax-Chevalier), « *ramenant l'Empire dans la guerre* » au moment opportun. Darlan avait pour instruction permanente d'agir selon les « *pensées intimes* » du maréchal, quand bien même des messages officiels le désavoueraient. C'était autant de gagné si Pétain pouvait poursuivre son rôle de protecteur du peuple français, s'il pouvait empêcher les Allemands d'exercer leur vengeance sur lui.

Je lui demandai s'il pourrait élucider ce point. Il me considéra longuement. « *Je ne dois pas exprimer mes pensées intimes* », dit-il enfin.

Je suppose que j'arborai une mine déconfite car, posant la main sur mon bras, il ajouta : « *Soyez assuré que mes pensées intimes sont entièrement avec la France, sans considération personnelle aucune. Tant que j'occuperai ce poste, tel sera mon devoir, et je me dois de rester pour préserver les Français du pire qui pourrait leur tomber dessus. S'ils étaient à la merci d'un* Gauleiter*, avec personne pour s'interposer entre eux et l'occupant...À chacun son rôle.* »

Je mentionnai que j'avais entendu dire qu'un avion était prêt, en 1942, à l'amener en Afrique du Nord. « *C'est mon devoir de rester* », répondit-il. « *Bien sûr, j'aurais pu partir si j'en avais décidé. Mais c'est ici qu'est mon devoir.* »

Changeant soudainement de sujet, il me demanda de but en blanc : « *Pensez-vous que j'en ai assez dit en matière de justice sociale ?* » Je répondis : « *Ce serait impossible d'en dire trop, monsieur le maréchal, car il s'agit là du plus important des sujets. La guerre sera bel et bien perdue si le travailleur ne voit pas son quotidien amélioré. Si les chaînes ne sont pas brisées, vous pouvez être certain qu'il y aura une révolte, et il vaut mieux, sans doute aucun, que celle-ci soit menée pacifiquement, légalement, sans violence.* »

« *C'est précisément ce que je pense* », répondit le maréchal, et

nous conversâmes quelque temps à ce sujet. Il avait une vision progressiste, quoique teintée, peut-être, d'une forme de paternalisme. En tous cas, sa sympathie pour les travailleurs était évidente et sincère.

Nous discutâmes d'un autre sujet, dont je fais mention en détail ailleurs dans le présent ouvrage. Je ne mentionnerai ici que ceci : j'avais préparé un mémorandum, comme j'avais coutume de le faire lorsque, dans l'exercice de ma profession, je conversais avec des chefs d'État. J'aime offrir quelque chose aux hommes publics en échange de leurs confidences. Mon mémorandum contenait les principes d'une paix juste. J'affirmais que la France, se trouvant d'une certaine manière en dehors de la guerre, devrait délivrer un message au monde, exposant des conditions qui seraient acceptables à tous les hommes de bonne volonté. J'insistais, bien sûr, sur l'intégrité territoriale, sur l'indépendance nationale de tous les pays dans le cadre d'une fédération européenne, dont la France serait la pionnière et la championne. J'exhortai le maréchal à prononcer un discours à la radio, avec ou sans permission de l'occupant, afin que le monde puisse réaliser que la France, même vaincue, n'était pas morte, et qu'elle ne restait ni silencieuse ni indifférente.

« *Vous avez raison* », dit le maréchal, « *mais cela devient de plus en plus difficile.* »

J'insistai : « *Quel que soit le résultat pratique d'un tel message, la France doit faire entendre sa voix, et se montrer fidèle à la plus noble de ses vocations. Une telle initiative par la France pourrait avoir un effet électrifiant. Dans tous les cas, la France doit montrer qu'elle n'a pas abdiqué, qu'elle n'abandonnera jamais sa mission...* »

J'en dis beaucoup plus, et le maréchal lut le mémorandum avec approbation. À la fin il soupira. « *Si vous voulez y travailler plus avant, je consulterai Laval. Vous savez qu'il doit y consentir.* »

L'approbation de Laval ! Je ne désire pas critiquer Laval plus que cela n'est nécessaire à une bonne compréhension des réactions françaises pendant la guerre, mais il ne faisait aucun doute que La-

val aurait un sens des valeurs très différent. Ses marchandages avec les Allemands se faisaient sur le plan purement matériel : il était peu probable qu'il pût se montrer favorable à un appel universel sur le plan spirituel, ou qu'il se laissât impressionner par ce besoin d'une affirmation morale ferme de la France. Je compris qu'après tout, le maréchal n'était plus libre, qu'il était non seulement contrôlé par les Allemands, mais qu'il était obligé de consulter Laval avant de pouvoir adresser un message suprême à la France et au monde.

Chapitre 17

Alger

J'allais prendre le train pour rentrer à Monaco, et l'on me demanda si j'accepterais de voyager avec une jeune fille juive, pour l'amener à son père, un riche banquier étranger qui avait élu refuge dans la principauté. On voyait qu'elle était juive au premier coup d'œil, et voyager avec elle était une aventure qui pourrait se terminer très mal. Mais du fait de ma profonde sympathie pour les Juifs, qui se voyaient arrêtés et déportés par les Allemands, je n'hésitai pas à accepter.

À Lyon, où nous arrivâmes au matin, nous découvrîmes qu'aucun train ne desservait le Sud jusqu'au soir. C'était un dimanche, et la pluie tombait sans relâche. Il faut éviter Lyon par les dimanches pluvieux. Les salons de thé étaient fermés. Les cinémas étaient bondés. Nous n'avions rien d'autre à faire que de boire un volume de café non quantifiable dans les coins les plus reculés des bars. La fille était plutôt jolie, mais j'avoue que j'ai rarement passé une journée plus désagréable. À tout moment, nous risquions de subir un contrôle d'identité et, si mes papiers étaient en règle, je soupçonnais que les siens ne l'étaient pas.

À cette époque, l'effondrement de l'Allemagne était entamé.

Lyon grouillait de membres de la Gestapo (comme, peut-être à tort, nous appelions la police allemande — en réalité il y avait plusieurs organisations distinctes) et de membres de la Résistance qui se comportaient avec des airs de conspirateurs, transportaient inutilement des valises contenant des papiers compromettants, et établissaient des rendez-vous mystérieux. Ils avaient ce qu'ils appelaient des « *boîtes aux lettres* » dans des endroits étranges. Il n'était pas rare que des volontaires trahissent le mouvement, car on y trouvait des agents doubles. Les trahisons involontaires étaient également fréquentes, les nerfs des personnes suspectées n'étant pas toujours à la hauteur de la peur inspirée par la Gestapo. Mais la journée s'écoula sans incident pour nous, et nous prîmes place dans le train du soir.

Je pris immédiatement conscience d'une paire d'yeux qui nous observaient. Affublé d'une moustache tombante, l'homme occupant le siège du coin nous surveillait sans relâche. Je murmurai à ma protégée de se couvrir le visage et de faire semblant de dormir, et je restais calmement à subir le regard troublant, allumai une cigarette, essayais de lire, me demandant quand l'attaque aurait lieu et comment j'expliquerais la présence de ma compagne. Pendant une heure environ, le silence régna, et enfin l'homme se leva, sortit du compartiment, et disparut de notre vue.

Allait-il revenir ? Où était-il parti ? Son absence était presque aussi dérangeante que sa compagnie. La jeune fille et moi avions fait quelque peu connaissance, mais nous n'avions parlé que de sujets sans importance. Je ne désirais pas entrer plus avant dans son cercle de confiance. Mais à présent, face à un danger certain quoique indéfinissable, elle commença à parler de ses projets. Elle n'avait pas l'intention de rejoindre son père. Elle avait un amoureux, dans le Maquis de Digne, et c'est lui qu'elle voulait retrouver. Elle descendrait du train aux Arcs, au milieu de la nuit. Elle avait des documents à livrer. Je n'avais pas l'intention de la laisser seule, mais son secret était embarrassant. Je me retrouvais dans une situation fausse, compromis dans une aventure qui n'était pas

la mienne. Je lui reprochai, non ses activités, mais son refus de rejoindre son père. J'étais, d'une certaine manière, son gardien, responsable d'elle, jusqu'à ce que je l'aie amenée à bon port. Mais elle avait pris sa décision. Aux Arcs, elle me laissa.

Peu après son départ, un policier allemand entra dans le compartiment, et me demanda mes papiers. Je lui donnai. Il les examina avec attention, et ne put rien trouver de suspect. Enfin il dit : « *Mais où est la femme qui voyageait avec vous ?* »

« *Voyageant avec moi ? Il y avait une jeune fille dans le siège d'en face, mais je ne sais rien d'elle. Elle est sortie du train il y a peu de temps. Je crois qu'elle a de la famille dans la zone.* »

« *Et vous ne l'aviez jamais rencontrée jusqu'ici ?* »

« *Certainement pas. Je suis écrivain, j'habite à Monaco, qui n'est pas en zone française occupée. Rien ne m'interdit de voyager pour mes affaires légitimes.* »

Il voulut savoir quelles étaient mes affaires légitimes. Je lui répondis avec franchise : je m'étais rendu à Vichy à la demande de mes éditeurs, pour trouver le papier qui m'avait été promis. Je disposais d'une lettre qui confirmait mes déclarations. « *Vous connaissez les formalités, les délais et lourdeurs administratifs. Vous connaissez cela également dans votre pays* », ajoutai-je en riant.

Il sourit, et je lui racontai sur le ton de l'humour comme je m'étais fait balader d'un département à l'autre. L'histoire l'amusa. « *Et vous ne savez rien de la fille ?* » demanda-t-il de nouveau. « *Rien, si ce n'est qu'il s'agissait d'une jeune créature agréable à regarder. Pourquoi n'aurais-je pas engagé la conversation pour faire passer le temps de ce long trajet ?* »

Il grogna, salua, et me laissa seul. J'étais content d'avoir pu me débarrasser de lui aussi facilement. Je ne saurais dire ce qui serait arrivé à la jeune fille si elle était restée dans le train. Après avoir fait de mon mieux pour la persuader d'y rester, j'étais à présent heureux qu'elle se soit tenue à sa décision. En arrivant à destination, j'appelai son père, qui vivait sous un nom d'emprunt, et lui racontai ce qui s'était passé. Il était mécontent, et je n'acceptai

pas son invitation à lui rendre visite, pour qu'il me fît part de ses remerciements contrariés.

De retour à Monaco, j'écoutais la radio, comme tout un chacun. Les auditeurs ne prenaient guère de précautions en la matière. En principe, il était interdit d'écouter les informations anglaises, mais on pouvait les entendre un peu partout dans la rue, fusant à travers les fenêtres ouvertes.

L'année 1943 était celle où la puissance allemande, après avoir atteint son apogée, commençait à refluer. C'est en Russie que la première des catastrophes, du point de vue allemand, se produisit. L'Amérique avait déversé sur la république soviétique blindés, canons et avions, et les bolcheviques fabriquaient à présent munitions, locomotives, avions et camions au-delà de l'Oural. Des villes jusqu'alors inconnues, dont on n'avait jamais entendu prononcer les noms, commencèrent de surgir en Sibérie. Il était hors de portée de l'Allemagne de conquérir ces espaces gigantesques. Le projet de Hitler était d'atteindre Astrakhan sur la Mer Caspienne, et Stalingrad sur la Volga, puis de partir au Nord, d'encercler Moscou et de se rabattre sur les armées russes. Au Sud, il prendrait les puits de pétrole de Maikev, Grosny, Baku, ainsi que le port pétrolier de Batum. De là, les Allemands pourraient traverser la Turquie, la Syrie, jusqu'au canal de Suez, et traverser l'Iran jusqu'au port de Bassorah, sur le Golfe Persique, pour établir un lien avec le Japon.

Dessein grandiose ! Mais il n'était pas difficile d'observer que

des soldats étaient retirés de France, et de nombreuses divisions, sur le front russe, n'étaient pas allemandes : des Roumains, des Hongrois, des Italiens, qui constituaient le plus souvent des maillons faibles pour les Allemands. Avec l'épuisement du front Ouest, les demandes de Staline d'un débarquement allié en France étaient justifiées mais d'un point de vue stratégique, ceux-ci auraient mieux fait de passer par les Balkans.

Les projets des Anglo-Américains soulevaient beaucoup de scepticisme en France. Les mois passaient, sans le moindre signe d'un assaut. Un de mes amis, qui avait visité la côte vendéenne, m'assura qu'un débarquement de ce côté serait assez facile, que le mur de l'Atlantique tant vanté y était presque inexistant. Dans le Midi, les défenses allemandes étaient quasiment inexistantes, je pouvais en juger par moi-même. Quant à l'armée allemande, dans le Sud en tous cas, elle était surtout composée d'adolescents et de vieillards, de races indéfinissables, très différents des premiers occupants.

Le nœud du projet allemand était Stalingrad. Les Allemands forcèrent le passage vers ce nouveau Verdun — car le destin de Stalingrad était de devenir, comme Verdun sous le commandement de Pétain lors de la première guerre mondiale, le cimetière des espoirs allemands. Les défenses extérieures tombèrent aux mains de Von Paulus. La bataille semblait bouclée. Mais Staline décida de résister à tout prix. Des batailles de rue d'une violence incroyable s'engagèrent. Nous suivions comme nous le pouvions cette lutte terrible. Nous voyions fondre, en imagination, l'armée allemande, coupée de ses approvisionnements. Hitler aurait dû faire demi-tour, mais il apparaissait hypnotisé par le nom de la ville. La contre-offensive russe fit très mal aux Allemands. On apprit qu'un quart de millions d'hommes tombèrent, rien que du côté allemand, pour qu'enfin, un Von Paulus abattu fût fait prisonnier avec son État-major. Il s'agissait du premier sérieux revers infligé aux Allemands.

Mais nous suivions également le combat ridicule en Tunisie, qui vit des Français tomber. Ce combat aurait pu être évité si les Alliés avaient fait preuve d'un plus grand esprit de décision, au

FIGURE 17.1 – Le centre de la ville de Stalingrad après la victoire soviétique, le 2 février 1943

lieu de se disputer avec les autorités d'Alger. Il se trouve que le général allemand Krauss avait présenté un ultimatum à l'amiral Derrien, exigeant sa reddition, sous peine d'anéantissement. Les Allemands ne feraient pas de prisonniers, puisque l'armée française avait été « *démantelée* » : les bombardiers allemands détruiraient tout. Derrien disposa d'une demi-heure pour prendre sa décision. Il céda, et mourut par la suite de désespoir en prison. L'amiral Esteva, un excellent officier, disposant d'un sens du devoir des plus stricts, incapable d'interpréter les ordres contradictoires qu'il recevait — contrairement à l'interprétation qu'en firent Darlan, Giraud, Juin, Noguès et Boisson — s'opposa aux soldats américains. Lui aussi paya cher son incapacité à comprendre, et passa de longues années en prison. Pourtant, aucun doute n'existait sur les inclinaisons de cet homme : il aurait combattu les Allemands s'il en avait eu le choix. Ainsi des hommes de bien furent-ils sacrifiés.

Nous fûmes également informés de l'avancée foudroyante de Montgomery sur plus de 3000 kms de désert, pour rejoindre les Américains. Ces événements nous faisaient frissonner, car ils indiquaient la chute finale de l'Allemagne. Quelles chances Hitler avait-il, seul, face à l'Angleterre, l'Amérique et la Russie, sans parler de la contribution que les Français pourraient à présent apporter ?

Cette contribution aurait pu être plus décisive si les Français ne s'étaient pas disputé la première place comme si la guerre n'avait constitué qu'une autre crise parlementaire. De Gaulle, isolé à Londres, se vit supplanté par Noguès, Darlan, Giraud. S'il s'était aventuré à visiter Alger lors des premières phases de la lutte, il aurait eu à faire face à la quasi-unanimité des Nord-Africains. Mais les Anglais ne voulurent pas le laisser tomber. Il restait à leurs yeux le seul dirigeant de la Résistance française, alors que dans les faits, celle-ci était composée de nombreux éléments, dont certains se montraient violemment anti-gaullistes. Roosevelt ne voulait pas entendre parler de De Gaulle. Ce dernier représentait un gouvernement unipersonnel, entouré d'un appareil policier, d'espions, d'agents de toutes sortes, soutenu par les communistes et par des aventuriers. Pourtant, Giraud, le poulain des Américains, était encore pire, de caractère faible, d'intelligence inférieure, sans valeur en tant que gestionnaire. Avec le recul, on voit combien il eut été mieux si Pétain en personne, abandonnant son rôle de bouclier des Français, était parti en Afrique prendre le commandement ! Chacun, hormis les gaullistes et les communistes fanatiques, l'y aurait accueilli.

On raconte, et l'on racontait dans les premiers mois de 1943, que quand De Gaulle, qui avait longtemps refusé de rencontrer Giraud ou d'entendre parler d'une réconciliation, finit, sous la menace de voir ses subsides britanniques taris, par consentir à venir à Casablanca, Roosevelt fit la remarque que la situation militaire en France exigeait un Napoléon. Il est dit que De Gaulle répondit : « *Je suis Napoléon !* » Roosevelt fit alors la remarque que la situation financière exigeait un Colbert. De Gaulle répondit : « *Je suis Colbert.* » Roosevelt insista : la situation politique exigeait un

Clemenceau. « *Je suis Clemenceau.* » Là-dessus, Roosevelt déclara à ses intimes qu'il était bien dommage que De Gaulle ne fût pas également Jeanne d'Arc, avec une Inquisition pour le brûler. *Se non è vero è bene trovato*[1]...

À la fin janvier, Giraud et De Gaulle se rencontrèrent, sans résultat.

La *prima donna* de la résistance française rentra à Londres, pour y poursuivre une sorte de vendetta contre toutes les sections de Français qui ne faisaient pas partie de son mouvement. Je désire rendre hommage à De Gaulle pour ses réussites, mais ce n'est pas dans un esprit de conquête électorale que la Résistance aurait dû être conçue. En Afrique, les régiments de Leclerc, de De Gaulle, s'occupaient activement à recruter au sein des rangs pétainistes. Au printemps, Giraud disposait de 125 000 voix (ou plutôt, soldats), et De Gaulle 15 000. Un général anonyme qualifiait les hommes de Giraud de « *fascistes* ». Je n'ai jamais vu d'étalage plus lamentable que les disputes sectaires d'Afrique du Nord.

Ce ne fut qu'en juin 1943 que le Comité français de Libération Nationale se vit établi à Alger, et à ce moment-là l'incapacité de Giraud était établie. Les émigrés de Londres dépassèrent en nombre les giraudistes. Ils éliminèrent Noguès, Peyrouton, Boisson, l'amiral Muselier, pour leur association avec Vichy, ou parce qu'ils étaient considérés comme hérétiques. Giraud partagea la présidence [du comité] avec De Gaulle, mais pas pour longtemps. Il se vit rapidement nommé commandant-en-chef, c'est-à-dire « *liquidé* » politiquement, et perdit ensuite son poste pour reprendre le grade de général de terrain. En fin de compte, une tentative d'assassinat le renvoya à la vie privée. De Gaulle sortait vainqueur de ce combat de personnes.

Roosevelt continuait à refuser son soutien à De Gaulle. Il ne lui donnerait pas, selon ses propres termes, de cheval blanc pour rentrer dans la capitale française. Mais la Russie n'était que trop

1. En italien : « *Si ce n'est pas vrai, c'est bien trouvé* », NdT

prête à reconnaître le général et à introduire dans le comité d'Alger des éléments bolcheviques en nombre toujours croissant. Alors que Roosevelt refusait à de Gaulle toute reconnaissance, qui aurait automatiquement, sans élection, consacré l'homme au pouvoir quand les Alliés atteindraient Paris, alors que Churchill suspendait sa reconnaissance envers celui qui, après tout, ne représentait qu'une minorité du peuple français, Staline se montrait tout à fait enclin à jouer la carte De Gaulle, et De Gaulle ne demandait pas mieux que d'être ainsi joué. Le comité français de Libération Nationale, un corps auto-constitué, fut déclaré par la Russie comme représentatif de la France. L'ambassadeur de Russie, Bogomolov, qui était resté à Vichy à l'instar des ambassadeurs de la plupart des pays, fut transféré à Alger. Tous les prétendants autres que De Gaulle et le CFLN furent complètement écartés. Ce triomphe allait coûter très cher à De Gaulle et à la France. On ne peut admettre les communistes dans l'antichambre sans courir le risque qu'ils prennent possession de toute la maison. Les hommes qui, en toute bonne foi, s'étaient rendus à Alger mais étaient anti-communistes, teintés de vichyisme, furent arrêtés. On trouvait parmi eux Pucheu, Peyrouton, Flandin, et Boisson. Ils connurent des sorts différents. Après une longue incarcération, Flandin fut acquitté, mais exclu de la vie politique active. Boisson mourut. Peyrouton finit par être libéré. Pucheu fut fusillé.

Les communistes, bien entendu, n'étaient pas seuls ; mais ils avaient conclu un pacte avec les socialistes (de l'école orthodoxe, car les socialistes dissidents devaient être punis) et les chrétiens-démocrates, également connus comme Mouvement Républicain Populaire, MRP, qui estimaient pouvoir faire un long chemin au côté des communistes et, en tout cas, décidèrent de partager avec eux le contrôle politique de la France après la Libération. Les vieux partis, notablement les radicaux socialistes, devaient être écrasés par cette coalition d'intérêts politiques. Par la suite, la coalition des trois partis allait gouverner la France quelques années durant. Le marchandage politique, comme on aurait pu s'y attendre, eut des

retombées terribles pour la France, car les communistes, en 1947, avant de quitter le gouvernement, estimant que leurs avantages seraient plus intéressants s'ils rejoignaient l'opposition, avaient eu soin de placer leurs agents aux postes clés.

À Alger, leur froide résolution de « *liquider* » tous les opposants par tous les moyens se révéla ouvertement. J'écoutai les fulminations à la radio avec un sentiment d'alarme croissant — l'arme de l'assassinat y était recommandée. Les noms et adresses de personnes, coupables d'aucune trahison, mais ayant agi contre les communistes, ou en faveur de quelque autre cause, privée ou publique, étaient compilés sur une liste noire, et étaient publiquement énoncés. Des cercueils miniatures étaient envoyés aux antagonistes suspectés ou potentiels. Une guerre civile, dont toutes les armes seraient détenues par un seul côté, était évoquée dans nombre d'émissions radiophoniques.

L'aspect le plus curieux du comité d'Alger, ou de sa branche de Londres, fut la présence d'hommes notoirement connus pour leur association avec les hauts milieux d'affaire, avec les banques, les fonds, ainsi que la présence de membres d'un parti qui s'appelait lui-même chrétien. Il y eut apparemment une vague de crainte de voir la démagogie des communistes avoir libre cours, sauf à ce qu'ils soient contrôlés par ceux-là mêmes qui n'auraient pu approuver que leurs doctrines vindicatives et leurs décrets révolutionnaires fussent appliqués de manière rétroactive, instituant des peines tout à fait inconnues du Code français, telles que l'« *indignité nationale* », la confiscation, l'inéligibilité, l'interdiction de voter, une gigantesque épuration, une purge, conduite par les administrations et par des tribunaux spéciaux dont les jurys seraient composés de « *Résistants* » choisis, en pratique, en grande partie parmi les communistes. L'expropriation des propriétaires de journaux fut également décrétée et, dans les faits, le plus gros de la presse de province fut, lorsque le comité atteignit la France, mise sous contrôle, les communistes s'en octroyant la part du lion.

Ces mesures, élaborées de manière progressive, contraires à la

jurisprudence normale de la France, n'auguraient rien de bon quant à la Libération à venir. Les communistes agissaient conformément à leur profil ; ils pouvaient se justifier par des fondements révolutionnaires ; en dépit du fait qu'ils avaient été du côté de Staline, et donc de Hitler, au cours des vingt premiers mois de la guerre, ils se proclamaient désormais les seuls véritables « *patriotes* » et dénonçaient comme « *traître* » quiconque s'opposait à eux. Ils dénoncèrent comme suspects, et vouèrent à l'emprisonnement, à la ruine et à la mort tous leurs ennemis, au nom de leur patriotisme tout neuf. Ils agissaient bel et bien suivant leurs principes, appelant à une « *guerre de classes* » intensive et à l'établissement, par voies sanglantes, du communisme. Mais je ne peux comprendre sur quelles bases s'appuyaient les socialistes, et par-dessus tout, les chrétiens démocrates, les représentants du capitalisme, les antagonistes de la révolution, pour justifier leur participation à cela. Il y avait des motifs opposés entre eux, une amertume importante, un esprit de vengeance, de l'ambition politique, et une vraie détestation du gouvernement de Vichy, coupable d'avoir reconnu une défaite pourtant actée, dont il n'était pas responsable, et qui avait en une certaine mesure, sous la pression de la nécessité, « *collaboré* » avec l'envahisseur.

Je ne saurais concéder que les chrétiens démocrates ont fait preuve de sagesse en se laissant dominer par les sentiments et les calculs ayant amené du grain au moulin communiste. Mais quoi qu'il en fût, les trois partis ayant pactisé à Alger, tout en amenant De Gaulle temporairement au pouvoir, étaient en réalité antigaullistes, et accablèrent la France de gouvernements qui lui causèrent grand tort et repoussèrent de plusieurs années tout espoir de réconciliation d'hommes qui avaient, de manières différentes, souffert de la même manière sous le joug allemand et avaient réagi chacun selon les circonstances et selon sa nature.

L'union des Français aurait dû constituer le premier et suprême objectif de tous ceux qui prétendirent diriger les destinées de la France à l'issue d'une terrible épreuve. La division des Français

en groupes hostiles fut la faute suprême d'Alger. De Gaulle en était le porte-étendard, mais le gaullisme fut submergé par les eaux montantes d'une haine de classe partisane.

Dans l'intervalle, notre attention avait été attirée par les événements en Italie. Car pendant que le jeu politique se déroulait en Algérie, la guerre se poursuivait sur les autres théâtres. Il s'agissait d'une vraie guerre, mais en Italie également, elle prit un tournant étrangement politique. L'Italie avait perdu un bon tiers de ses effectifs ; elle avait été, sur terre et sur mer, amèrement battue ; elle souffrait du joug allemand, qui se faisait sentir sur elle aussi lourdement que sur la France. Pantelleria [2], qui aurait dû être une nouvelle Gibraltar, se rendit sans bruit. Quand la Sicile fut attaquée, le 10 juillet 1943, les 200 000 soldats italiens, flanqués par les Allemands, n'opposèrent qu'une faible résistance. Nombre d'entre eux prirent la fuite et échangèrent leur uniforme contre des vêtements civils. Le 26 juillet, le roi (accusé par Mussolini d'avoir insisté pour que l'Italie entrât en guerre en 1940), le quelque peu déloyal maréchal Badoglio, et Dino Grandi, décidèrent que Mussolini — « *le dernier des Romains* », comme Hitler l'appelait — n'appartenait plus qu'au passé.

Les menaces de bombardement sur Rome, car rien ne devait être laissé intact dans cette lutte sans merci, créèrent la panique. On ourdit une conspiration contre le dirigeant fasciste, menée par des hommes qui avaient profité de son régime pendant de nombreuses années. Ciano, son gendre, qui, il faut lui faire cette justice, avait fait preuve d'antipathie à l'égard de certains pans de la politique étrangère de Mussolini, préférant un bloc latin constitué de la France, de l'Italie et de l'Espagne sur la Méditerranée, au bloc franco-germano-espagnol face à l'Italie qu'il estimait voir se construire, faisait partie des adversaires du Duce. Dans le Grand Conseil, à l'issue d'un débat théâtral, Mussolini fut mis en minorité.

2. Une île italienne stratégiquement située à mi-chemin entre la Sicile et la Tunisie, NdT

Pourquoi ne fit-il pas preuve de résistance, alors qu'il disposait de sa propre armée, voilà qui reste un mystère. Il en appela au roi, fut arrêté, et fut convoyé d'île en île jusqu'à se retrouver enfin mis sous garde armée, avec ordre de l'abattre s'il essayait de fuir, en la forteresse de Gran Sasso, à 1800 mètres d'altitude, dans les Apennins. Nous entendîmes dire qu'il devait être livré aux Alliés. Les sociétés cinématographiques étaient prêtes à payer de fortes sommes pour pouvoir le montrer à l'image. Une procession triomphale fut prévue à New York, où Mussolini serait mené captif, comme les généraux défaits de la Rome antique. Et, un jour de septembre, survint l'exploit prodigieux du Major Skorzeny et de sa troupe, qui réussirent à descendre sur la corniche depuis de petits avions Storks et à secourir Mussolini.

Ce fut un Mussolini changé, malade et usé, qui rencontra Hitler. Il était plein de rancœur, de souhaits de vengeance, mais n'avait plus ni les facultés mentales, ni les moyens de restaurer son ancienne autorité. La république sociale italienne qu'il établit connut une existence brève et ténébreuse. Elle ne fit guère plus qu'aider à l'évacuation des Italiens hors d'Allemagne et d'autres pays. Mussolini ordonna un procès, qui déboucha sur l'exécution des déserteurs qu'il avait sous la main, de certains de ses premiers compagnons, et de son gendre, Ciano, mais les maigres forces qui restaient à sa disposition ne purent ni l'aider, ni contribuer à quoi que ce fût pour les Allemands, qui les contrôlaient désormais. Il finit ignominieusement massacré par des partisans communistes, ainsi que la maîtresse qui était restée avec lui dans ses derniers jours difficiles. Il est triste de penser à la fin humiliante et violente d'un homme qui avait rendu d'immenses services à son pays, mais qui finit par le laisser plus faible qu'il ne l'avait trouvé à son arrivée. Churchill, qui avait jadis rendu à Mussolini les hommages les plus élogieux dont

son talent rhétorique fut capable[3 4], annonça de façon grossière la mort du Duce en se précipitant vers ses invités attablés pour le dîner, en criant « *Ah ! La brute sanglante est morte.* »

On a beaucoup écrit sur le « *double jeu* » du maréchal Pétain. Mais le maréchal ne trahit jamais personne. Il conclut un armistice avec les Allemands, après la défaite de la France, parce qu'il ne pouvait agir autrement. Il essaya de maintenir le contact avec les Britanniques : il garda un contact proche avec les Américains. Il était tout à fait approprié qu'il s'employât à tromper les Allemands, s'il le pouvait, car ceux-ci ne constituaient pas les alliés de la France.

Mais le cas italien est tout à fait différent. L'Allemagne était alliée de l'Italie. Alors que Badoglio protestait que le changement de gouvernement en Italie n'impliquait aucun changement d'attitude de la part de l'Italie envers l'Allemagne, alors que le roi en personne prodiguait les mêmes assurances, un armistice secret fut négocié avec les Anglo-Américains, et il fut conclu cinq jours avant d'être annoncé (le 8 septembre 1943). Les Allemands se retrouvaient en territoire ennemi, avec tous les dangers que cette situation impliquait. La comparaison avec l'armistice français ou avec la Résistance française ne tient guère la route. L'armistice français, ainsi que la Résistance française, pour critiquables qu'ils fussent sous d'autres angles, n'impliquèrent aucun acte de trahison envers un pays allié. Les Français ne livrèrent pas leur flotte à l'Allemagne ; les Italiens livrèrent leur flotte aux Alliés.

L'Italie connaissait encore beaucoup de combats, car les Allemands, menés avec compétence par le général Kesselring, en dépit de la défection italienne, reculaient lentement, étape par étape ; et

3. Dans les années 1920, Churchill déclara que le mouvement fasciste italien avait « *rendu service au monde entier* », à en croire l'édition de 1966 de l'*Encyclopaedia Britannica*, NdT

4. Voir *The Times* du 21 janvier 1927, édition largement reproduite à l'adresse https://gwydionwilliams.com/44-fascism-and-world-war-2/why-churchill-admired-mussolini/, NdT

les Alliés ne mirent pas assez de forces dans la balance pour balayer les Balkans.

Alors que nous écoutions la radio, nous conclûmes que la bataille pour l'Italie serait gagnée par les forces alliées au cours de l'année mouvementée 1943. Qu'est ce qui allait suivre ? La France serait-elle évacuée, comme le maréchal, dans la conversation que nous avions tenue, semblait le penser ? Le second front s'ouvrirait-il, comme voulu par Staline, sur le sol français ? Ou les Alliés décideraient-ils de poursuivre leurs avancées, repoussant les Allemands jusqu'en Allemagne et, en même temps, barrant la route aux Russes dans les Balkans ? La seconde alternative était de loin la plus sensée. Churchill la privilégiait. Il avait raison. L'avancée des Alliés au travers des Balkans aurait pu nous épargner la menace d'une troisième guerre mondiale.

Chapitre 18

Vraies et fausses Résistances

Avant de me pencher sur le problème vital de ce qui est connu sous le nom de Résistance, c'est-à-dire, la Résistance active, plus ou moins organisée, très différente de la résistance de Vichy ; avant de tâcher de mesurer ses résultats bénéfiques et nocifs, je dois exposer la position du maréchal. Il m'avait renvoyé à Laval, et avait suggéré qu'il n'était pas libre. À ce moment-là, je ne réalisais pas à quel point il était enchaîné. Ce n'est qu'en rencontrant par accident, dans les rues de Vichy, une ancienne connaissance remontant à mon activité de journaliste à Paris, que je fus complètement informé de sa position.

Paul Marion, que je rencontrai ainsi, était un ancien communiste, qui avait publié un journal anti-communiste. Laval l'avait nommé ministre de l'information. Ses fonctions étaient, dans les faits, partagées avec Paul Creyssel et René Bonnefoy, le premier étant en charge de la propagande, et le second en charge de la presse. Aucun d'entre eux n'était extrémiste, et chacun essayait de mener à bien sa mission avec une certaine objectivité. C'est ce que

Marion me dit pour expliquer son propre silence.

Après le débarquement en Afrique, il fut décidé en conseil des ministres qu'à l'avenir, la signature du maréchal ne serait plus nécessaire sur les documents d'État. La signature de Laval devenait suffisante pour valider tout décret. Le vrai pouvoir fut ainsi donné à Laval, et retiré au maréchal. Le maréchal était clairement devenu une simple figure de proue. Cette décision pourrait être défendue du fait du grand âge de Pétain, de son incapacité à suivre activement et continuellement les problèmes quotidiens. Il ne lui était pas conseillé de perdre son temps et sa force aux affaires de routine.

Et Marion, lors d'une conférence de presse, avait commenté la signification de cette loi. Il laissa entendre que le maréchal était devenu une personne sans intérêt. Quand le maréchal entendit l'interprétation de Marion, il fut pris d'une forte colère. S'il ne pouvait pas révoquer Laval, il pouvait refuser de voir Marion. Au conseil des ministres qui suivit, il regarda Marion dans les yeux et remarqua d'une voix tranchante : « *Je ne m'attendais pas à vous trouver ici* ».

Une simple phrase, sans importance, pourriez-vous penser, si vous n'avez jamais assisté à l'exécution d'un adversaire par le maréchal. Ces mots tombèrent sur Marion comme la lame d'une guillotine. Il sortit de la pièce, et ne s'aventura plus jamais à se montrer en présence de Pétain. En pratique, il se cachait.

Mais, en fin de compte, une solution avait été définie. Le maréchal avait accepté la suppression du poste de Marion, ou plutôt, son rattachement à la présidence *[du conseil, NdT]*, c'est-à-dire, à Laval. Marion était évacué. Mais il restait un hic. Le même décret créait un nouveau poste à Paris, un poste que Laval réservait à Marion. Marion me fit part de tout ceci, heureux qu'il était d'échapper au courroux du maréchal et à l'atmosphère de Vichy.

Hélas pour Marion ! Un quart d'heure s'était à peine écoulé que le maréchal fut informé de ce que le décret prévoyait. Il descendit en trombe les trois étages séparant ses appartements du bureau du premier ministre, et s'avançant majestueusement au milieu des

commis éberlués, il demanda le document. Ils lui remirent, il le déchira, et, sans un mot de plus, remonta dans ses appartements.

Bien que l'autorité personnelle du maréchal fût considérable, il ne disposait plus guère de reconnaissance légale en 1943. Nombre de décisions étaient prises sans qu'il en eût connaissance. Indubitablement, j'apporte ici de l'eau au moulin de ceux qui regrettent qu'il n'ait pas démissionné, ou quitté la France, après le débarquement américain en Afrique. Depuis Alger, il aurait pu diriger la Résistance et empêcher la lutte pour le pouvoir politique et le prestige personnel.

Comment pouvait-on s'attendre à ce que des groupes d'hommes qui, en pratique, étaient des hors-la-loi, tirés de toutes les classes de la société, exposés à un danger constant, dont les dirigeants étaient parfois des rebelles nés, non-entraînés, sans scrupules, vivant dans des conditions primitives, pour élevés que fussent leurs sentiments patriotiques, pour « *pures* » que fussent leurs intentions, se comportassent correctement, sans écart aucun, vis-à-vis des personnes et des biens ? Ils étaient associés à des individus heureux de se débarrasser des inhibitions propres à toute civilisation. Parmi les guérilleros qui surgirent en France, il y en eut, comme il était inévitable, un nombre considérable qui furent indésirables, qui se comportèrent comme des bandits, et se retournèrent contre leurs compatriotes. Ne pensez pas que je m'emploie à calomnier la Résistance en France : j'ai le plus grand respect pour elle : je compte parmi mes amis des hommes qui firent partie de la Résistance, des hommes que je considère comme les plus chevaleresques que j'aie jamais connus. Ce sont eux les premiers à regretter que leurs camarades ne fussent pas de la même veine. Ce sont eux les premiers à regretter la dégénérescence inévitable du mouvement engendré par les clandestins qui rallièrent le Maquis.

Ce serait également une erreur de croire que seuls les criminels patentés se comportent de manière abominable. Les tréfonds de l'âme des citoyens paisibles cachent souvent des démons. Je me souviens des confessions d'un scientifique distingué, ravi de l'oppor-

tunité de « *cogner le visage de certains de ses camarades à la clé à molette.* » Une proportion incroyablement grande d'entre nous, bien plus grande que nous ne le supposerions, se réjouit de l'opportunité de retourner à l'état sauvage. La cruauté, souvent réprimée, figure dans notre nature. Nous ne devons pas en vouloir aux franctireurs de France de s'être associés à divers terroristes armés, qui firent plus la guerre à leurs concitoyens qu'aux Allemands.

Aujourd'hui, en 1952, je ne peux pas lire un journal sans y trouver mention d'attaques menées par des hommes armés sur des banques ou des personnes fortunées, de batailles contre la police, de vols bien organisés, d'exploits osés. [À l'été 1952, un scientifique anglais de premier plan, Sir John C. Drummond, fut sauvagement volé et assassiné avec toute sa famille lors d'un voyage en automobile dans le Sud de la France.] [1]

L'accroissement des activités criminelles n'est bien sûr pas entièrement dû à l'expérience avec le Maquis, même si souvent, les attaquants se réclament à tort du titre de Résistant, mais je suggère que la décomposition des conventions normales en 1939-1945, ainsi que l'impunité sous laquelle des actions hardies furent menées et applaudies, ont créé une atmosphère antisociale et dangereuse tant pour la sécurité publique que privée.

De l'autre côté, une Milice fut formée, dans les dernières phases de la guerre, qui ne combattit pas les Allemands, mais le Maquis, et finit par se comporter comme auxiliaire de l'armée allemande. Au nom et sous couvert de rétablir l'ordre, elle coopérait avec l'ennemi. Mais des distinctions sont à établir entre les « *purs* » et les « *impurs* » qui figurèrent dans la Milice. Certains, parmi les « *purs* » croyaient sans aucun doute répondre à un devoir social impératif.

1. D'aucuns vont jusqu'à penser que des réseaux mafieux furent longtemps exploités en parallèle de la police par des grands pontes de la république, pendant des dizaines d'années après la fin de la seconde guerre mondiale. Voir par exemple : https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2015/06/29/mort-de-charles-pasqua-homme-de-reseaux-et-de-bons-mots_4664182_3382.html, NdT

Rien ne m'a plus touché, dans ces années d'après-guerre, que les tributs payés par les meilleurs de leurs adversaires, ceux du Maquis, aux meilleurs au sein de la Milice. Le fait est que le Maquis et la Milice, ennemis mortels, furent recrutés au sein des mêmes classes, et contenaient du bon et du mauvais ; et nombreux, qui presque par hasard, choisirent la Milice et se virent fusillés comme traîtres auraient facilement pu choisir le Maquis et se voir célébrés comme héros.

Lors d'une guerre civile, les circonstances les plus ténues peuvent faire basculer un destin. Les deux idées, celle du patriotisme et celle de l'ordre social, sont chacune respectables en soi, et lorsqu'elles entrent en opposition, comment attendre d'hommes d'intelligence limitée, captifs de telle ou telle propagande, qu'ils fassent systématiquement le bon choix ? S'il y eut d'atroces scélérats qui infligèrent des tortures indescriptibles à leurs adversaires et à des innocents, il y eut également des deux côtés des jeunes, désireux de servir leur pays.

Les assassinats de soldats allemands isolés, quoique peu constatés lors de la première année d'occupation, commencèrent à être opérés de manière systématique à partir de 1942. Le soldat allemand individuel n'était pas plus coupable que le soldat individuel de tout autre pays. On l'avait envoyé occuper la France, et, dans l'ensemble, il obéissait avec discipline à ses ordres. De Gaulle aussi bien que Marcel Cachin, le vénérable dirigeant communiste, encouragèrent des actions [2] qui seraient dénoncées si elles étaient pratiquées à l'encontre de nos soldats en état d'occupation aujourd'hui. On ne saurait contester le droit d'une armée à se défendre en territoire occupé. Les Allemands prirent des otages, à contrecœur, cette pratique n'étant apparemment pas condamnée par les conventions militaires.

Dans un cas qui fut porté à ma connaissance, un étudiant, à peine plus qu'un gamin, s'était attardé dans les rues avec ses com-

2. Dont certaines sont toujours encensées par la presse en 2019, NdT

pagnons après l'heure du couvre-feu. Il fut arrêté par une patrouille allemande. Le lendemain matin, il aurait dû être libéré, son délit étant sans gravité. Mais cette nuit-là, des soldats allemands furent assassinés ; et des otages furent choisis dans les prisons. Par pur hasard, mon jeune étudiant figura parmi les noms choisis, et fut fusillé.

Des incidents de ce genre aggravèrent les tensions entre les autorités allemandes et la population. Les communistes annoncèrent que pour chaque communiste exécuté, dix soldats allemands seraient tués. Les Allemands répondirent en substance qu'ils exécuteraient dix, cinquante, cent personnes si nécessaire, pour chaque soldat allemand tué. Les ressentiments montèrent. Les « *incidents* » se firent de plus en plus fréquents.

Otto Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne, s'éleva contre la violence en France et appela à une « *collaboration* » volontaire. Il croyait qu'elle s'obtiendrait plus facilement par consentement de la « *gauche* », qui soutenait l'idée d'une Europe unie, que par la « *droite* », traditionnellement chauviniste. Hitler penchait tantôt pour une paix « *blanche* », tantôt pour un nouveau Traité de Versailles inversé. Tantôt il optait pour la rigueur militaire, tantôt pour l'indulgence civile. Quand il fut persuadé qu'il se faisait duper par les faux « *collaborationnistes* », il rappela Abetz, et le désigna responsable de l'échec de « *Montoire.* » Abetz fut par la suite renvoyé à Paris. Mais le gouffre séparant les Français des Allemands, étroit au départ, s'élargit de mois en mois, à mesure que les Allemands changeaient de méthodes.

L'histoire de la Résistance serait fastidieuse à relater. Jusqu'à la fin, c'est-à-dire, jusque juste avant le débarquement en Normandie, elle resta confinée à un nombre plutôt restreint de personnes. Ses sympathisants constituaient un corps croissant, mais le nombre de participants actifs restait minoritaire. Dans une ville que je connais bien, il y eut quelques centaines d'adhérents jusque septembre 1944, quand soudainement des milliers de brassards (vendus quelques francs) se mirent à être arborés par des gens paradant aux côtés

des vrais Résistants. Le mépris des vrais Résistants pour les « *Septembrisards* » est justifié.

En France, chacun était affecté par les pénuries alimentaires et autres restrictions, assez difficiles à supporter, mais la vie continua placidement pour les masses. Les cheminots ne refusèrent pas d'opérer les trains pour les Allemands, les travailleurs ne refusèrent pas de fabriquer blindés ou munitions pour les Allemands ; ils s'employaient à gagner leur vie sans bruit, obligés qu'ils étaient de le faire.

Mais dans les cercles restreints, l'excitation de ces journées fut intense. Le colonel Passy (nombre de Résistants adoptèrent des noms de stations de métro souterrain) organisait la police de De Gaulle à Londres, et essayait d'établir une liaison avec la Résistance en France. Le colonel Rémy était l'agent secret en chef en France. Les Britanniques établirent des sections et des réseaux de Résistants en France, dont certains n'avaient aucune allégeance au dirigeant français de Londres. D'autres mouvements existaient, qui n'avaient aucun lien avec Londres. De petits groupes de politiciens amateurs se rassemblaient dans les cafés et, parlant trop fort, se faisaient arrêter et déporter, alors que l'ensemble de leur activité se résumait à de vaines paroles. Il y avait des bulletins et des tracts clandestins, distribués dans les boîtes aux lettres, glissés dans les poches des passants ou laissés en vue dans les rues dans l'espoir que des sympathisants les ramassent. Des poètes déclamaient dans des magazines littéraires que « *l'aube se levait* », et purent ainsi proclamer en 1944-1945 s'être conduits en héroïques Résistants.

Il y avait bien trop d'allées et venues, des hommes et des femmes transportant des documents compromettants au risque de se voir arrêtés et de provoquer l'arrestation de l'ensemble de leur réseau. Naturellement, il y eut de nombreuses brebis galeuses dans le mouvement, prêtes à vendre leurs camarades aux Allemands.

Il n'y avait ni unité, ni coordination. Par-dessus tout, les masses n'étaient pas engagées. On comptait quelques spécialistes en sabotage, qui firent dérailler des trains (qui transportaient des passagers

français en plus de soldats allemands) et commirent d'autres actes de destruction qui pesèrent bien plus lourdement sur les Français que sur les Allemands.

L'un des principaux organisateurs en France, qui fut arrêté, déporté, et exécuté — sur trahison de son lieutenant, soupçonne-t-on — aurait déclaré que le gaullisme n'était pas représenté dans le mouvement en France. Le gaullisme existait à Londres, et plus tard s'implanta en Algérie, mais en France, il resta confiné à une poignée de Résistants. On comptait, à un certain moment, beaucoup plus de giraudistes que de gaullistes.

La question fut soulevée : pouvait-on fusionner les sections sous la direction de De Gaulle ? Pour lui, il était important d'obtenir leur adhésion, et de démontrer aux Britanniques qu'il était bien aux commandes opérationnellement. La tâche fut accomplie, graduellement, par quelques hommes et femmes dévoués, qui allèrent de groupe en groupe.

Au discrédit du mouvement, on doit certainement inscrire l'extraordinaire mépris pour la valeur de la vie humaine qui y fut développé. Chaque fois que les membres d'un réseau se faisaient coincer, leurs camarades soupçonnaient l'un d'entre eux. Peut-être les soupçons étaient-ils justifiés, peut-être pas. En tout cas, il ne s'agissait que de soupçons. Mais, sans procès, une sentence de mort pouvait être décidée par deux ou trois « *dirigeants* ». Elle était appliquée par des « *tueurs* » professionnels. Dans une affaire récente, un homme, devenu ministre, a confirmé avoir décidé de « *supprimer* » un membre bien en vue du groupe, du fait que celui-ci avait été arrêté par les Allemands, puis relâché. Pourquoi avait-il été relâché ? Quelles informations avait-il données ? Il fut décidé de lui envoyer, à l'hôpital où il était soigné, un pot de confiture empoisonnée. Dans cette affaire, un autre Résistant protesta et le projet fut abandonné. Le fait est que le projet fut effectivement étudié, et qu'on envisagea les moyens pratiques de le mener à bien, et qu'il fut reconnu ultérieurement que la victime désignée était probablement innocente. Il avait été considéré comme parfaitement normal que

quelques « *dirigeants* » auto-désignés puissent décider de « *liquider* » l'un de leurs compagnons. Je ne peux m'empêcher de penser que des conditions qui effacent tout sens de la justice, qui abaissent le prix de la vie humaine, doivent porter des conséquences néfastes durables sur l'ensemble de la communauté.

Il y eut également de nombreuses liquidations d'hommes, de femmes et même d'enfants qui n'avaient rien à voir avec la Résistance, mais qui étaient accusés de sympathies pro-allemandes. Il est fort possible que, dans certains cas, les exécutions furent, je ne dirai pas méritées, mais en tout cas justifiées par des raisons plausibles. Mais dans de nombreux cas, ces exécutions furent purement et simplement indéfendables. Des médecins furent appelés de nuit, appelés au chevet d'un patient mourant, et tués dans un coin sombre. Des prêtres furent victimes de meurtres. Et, bien entendu, quand l'illégalité commence, les crimes sadiques, sans raison ou justification, ne font que s'accumuler. Des vols, des meurtres, des tortures, perpétrés sous couvert de la Résistance, furent signalés dans tous les coins du pays. Les criminels de France, et il y en avait de nombreux, voyaient se présenter des occasions comme jamais auparavant. Quand, des années plus tard, on les accusa des méfaits les plus atroces, ils eurent beau jeu de répondre qu'ils avaient agi sur ordre d'un supérieur, d'avoir appartenu à la Résistance qu'ils avaient déshonorée. Ce n'est que récemment que des langues se sont déliées, et ont commencé à livrer des preuves contre ces brigands qui professaient leur appartenance à la Résistance ; et même aujourd'hui, leur étiquette de « *Résistant* » les protège bien souvent des peines qu'ils méritent.

Le sentiment était que la Résistance devait être considérée comme un bloc, qu'elle s'auto-condamnerait si elle condamnait ses moutons noirs, et que la cape de Noé devait couvrir les actions nauséabondes de ceux qu'un abbé français célèbre a nommés « *Résistantialistes* ».

Je n'exagère ni le nombre, ni la nature des crimes commis par une armée d'inopportuns qui tirèrent parti de la Résistance. Des livres et des articles ont été publiés, qui apportent des faits et

chiffres irréfutables sur ces aspects du mouvement, si bien qu'aujourd'hui, en France, on amalgame les justes et les injustes et l'on n'apprécie pas comme il le faudrait un effort qui rassembla des héros et des scélérats.

« *Il ne faut pas s'attendre à ce que les Résistants soient des enfants de chœur* » est une rengaine qu'on a beaucoup entendue, mais en aucun cas la Résistance n'aurait dû accepter des récidivistes en ses rangs. La première, la plus importante des épurations aurait dû être interne à la Résistance. Du fait qu'elle échoua à réaliser cette purification, du fait qu'au contraire, elle apparut blanchir de tout reproche tous ceux qui s'associaient à elle, quelle que fût la nature de leur culpabilité, la Résistance en soi est fortement discréditée aux yeux de nombreux Français clairvoyants.

Une autre critique qui peut, à présent que l'histoire en est écrite, être émise envers une branche de la Résistance, une branche qui conserva son autonomie jusqu'à la fin, est son caractère provocateur. Les communistes ont raison d'affirmer qu'ils constituèrent le premier corps organisé à s'opposer aux Allemands, malgré le fait qu'ils considérèrent les Allemands comme alliés des bolcheviques jusqu'en 1941. Leurs objectifs étaient politiques et, pour atteindre leur but, ils n'eurent pas de scrupules à sacrifier des vies humaines ni à provoquer des dégâts à leur propre pays. Il leur importait de devenir les martyrs de l'occupation, de provoquer l'indignation envers l'ennemi, à tout prix. Ils revendiquaient, comme membres du parti communiste, chaque otage qui se faisait fusiller, chaque terroriste qui attaquait des Allemands isolés. Ils encourageaient la révolte de toute manière possible et n'étaient pas contrariés quand les Allemands en arrivaient à des représailles sanglantes. Ils emplissaient leurs coffres en attaquant des établissements financiers, en levant des rançons sur des personnes, et accumulèrent un trésor de guerre (pour la poursuite de la lutte des classes) que l'on a estimé en milliards de francs. Ils anéantirent leurs adversaires, réels ou potentiels, et n'eurent aucun scrupule à les arrêter.

Le parachutage d'armes et d'importantes sommes d'argent en

provenance d'Angleterre commença à petite échelle en 1942, mais ce n'est que l'année suivante qu'il atteignit son apogée. En 1943, des dizaines de milliers de fusils, de grenades à main et de mitraillettes furent largués par voie aérienne sur des zones isolées soigneusement choisies, et récupérés puis distribués par le Maquis. De très nombreuses armes restèrent cachées à la Libération, c'est-à-dire qu'elles ne furent pas remises aux autorités. On découvre de temps à autre un dépôt d'armes, et on peut douter qu'elles soient toutes entre des mains sûres aujourd'hui. En cas de troubles à l'ordre public et de graves désordres, elles pourraient se voir utilisées par les communistes et les éléments criminels pour assassiner leurs compatriotes.

Lorsque, enfin, un semblant d'unité et d'organisation (toujours relative) se fit jour, on assista à un afflux de recrues. Il fallut les payer. Les questions d'argent prirent une tournure urgente. Comme auparavant, il y avait les deux clans, les « *purs* » et les mercenaires, et ces derniers exigeaient un paiement important pour leurs services, considérant la Résistance comme pourvoyeuse d'opportunités profitables. Certains Résistants arrondissaient leurs fins de mois en vendant leurs informations aux Américains. Certains traitaient directement avec l'*Intelligence Service*. Les fonds qui furent mis à disposition de la Résistance furent souvent bien administrés : d'autres le furent moins, et beaucoup d'argent s'évapora, au bénéfice de comptes privés ou des caisses d'un parti politique.

Ce fut en mai 1943 que le Conseil National de la Résistance (CNR) fut formé à Paris, en présence de dix-sept personnes. Les Allemands, un an plus tôt, avaient préparé un mécanisme, proposant l'échange d'un Français prisonnier contre l'envoi de trois travailleurs volontaires en Allemagne. Les salaires proposés à ces derniers étaient intéressants, et les travailleurs français étaient tentés d'y souscrire. Que ce fût en France ou en Allemagne, il leur fallait travailler pour gagner leur vie, et en général, *travailler* était synonyme de *travailler pour les Allemands*. À mes yeux, la « *relève* » constituait une arnaque. Si les Allemands avaient libéré un prisonnier pour un travailleur, elle aurait pu être tolérable, mais

un cours de trois travailleurs pour un prisonnier ne constituait une bonne affaire que pour eux[3]. Néanmoins, cet appel toucha de nombreux Français, qui n'auraient pas cédé à la simple tentation d'un salaire plus élevé. Il toucha la fibre chevaleresque, de générosité, d'altruisme : qui pouvait penser aux hommes restés derrière des fils de fer barbelés depuis trois années sans avoir l'envie de faire quelque chose pour eux ? Nous ne devons donc pas condamner aveuglement les travailleurs volontaires ; comme pour chaque chose sous l'occupation, les motivations étaient multiples. Il n'était pas rare que de jeunes hommes fussent animés par la pensée qu'après avoir été épargnés pendant leur jeunesse, leur devoir était à présent d'aller remplacer leurs compatriotes infortunés.

Le dispositif volontaire ne fut que le prélude à un service obligatoire. Il fut rapidement considéré que le nombre de volontaires était trop faible, et tous les jeunes hommes furent incorporés dans les rangs des travailleurs en Allemagne, et déportés à cette fin. Nous avons vu comme cet ordre fut appliqué. Le gouvernement de Vichy fit de son mieux[4] pour s'en abstraire ; il plaça de jeunes hommes dans des services « *indispensables* », traîna en longueur pour établir des statistiques, et donna instructions aux préfets de dissimuler autant d'hommes que possible, et les résultats des incorporations obligatoires en France furent relativement faibles.

Ce ne fut pas le seul gouvernement, contraint de paraître céder aux exigences allemandes, mais plutôt les jeunes eux-mêmes qui découvrirent des moyens d'y échapper. On pouvait échapper au Travail Obligatoire en prenant le Maquis.

On peut donc considérer que c'est l'Allemagne, par le décret

3. Le STO, service du travail obligatoire, fut instauré ultérieurement, à partir du 16 février 1943, sans doute du fait que la relève (qui commença début 1942), sur base de volontariat, ne répondit pas en nombre aux attentes des Allemands, NdT

4. Il semble que le refus d'envoyer 150 000 ouvriers qualifiés a été l'une des causes de la chute de Darlan — Fred Kupferman, *Pierre Laval*, Balland, 1987, 2e édition Tallandier, 2006, p. 383-388, NdT

FIGURE 18.1 – Affiche incitant les travailleurs français à aller s'employer en Allemagne, en échange de la libération de prisonniers français.

de Service du Travail Obligatoire, qui créa réellement le Maquis. Il avait existé, avant cela, à petite échelle. Mais il allait dès lors connaître une croissance importante. Et il allait fournir les hommes dont la Résistance avait jusqu'alors manqué.

Prendre le Maquis ne supposait pas toujours, aux origines, un esprit d'anti-pétainisme ou même d'anti-vichyisme. Il s'agissait purement et simplement d'une révolte face à l'idée de se faire envoyer en Allemagne. Nombre de ces jeunes hommes n'étaient pas spécialement enclins à rejoindre le gaullisme, ni la Résistance en général, jusqu'à ce que leur liberté fût menacée, jusqu'à ce qu'ils deviennent sujets à déportation. Déportation ! Mot redouté ! Le sergent recruteur de la Résistance, et donc ultimement, de De Gaulle, fut Fritz Sauckel, le Gauleiter de Thuringe, que Hitler avait chargé du problème du travail forcé. C'est l'Allemagne qui fit le Maquis : la Résistance devint une réalité en 1943 quand, en insistant sur une forme de « *collaboration* » qui relevait de l'esclavage, toute « *collaboration* » véritable fut rendue impossible.

Nous avions donc un corps croissant de « *Résistants* ». Pour la première fois ! Je ne considère pas que les groupes politiques, les conspirateurs, les dérailleurs de train, ou même les espions français agissant pour le compte de Londres, représentèrent des obstacles sérieux pour les Allemands. Je ne considère pas non plus les bandes d'hommes armés qui brutalisaient les exploitants agricoles français comme des ennemis mortels de l'Allemagne. Les attaques sporadiques à l'encontre de soldats allemands ne pouvaient en aucun cas perturber l'ennemi ; au contraire, les conséquences en retombèrent lourdement sur les Français. Mais le Maquis était en mesure de gêner considérablement les armées d'occupation pourvu qu'il se développât. Savoir si, dans les faits il ne porta pas préjudice à la France, savoir s'il encouragea une mentalité qui finit par porter des conséquences antisociales, est une autre affaire. En tout cas, le Maquis existait, et il fallait le prendre en compte.

Pendant que les communistes fourbissaient leurs armes en préparation d'un coup d'État révolutionnaire, et, à l'avance, faisaient sauter les ponts, coupaient les lignes téléphoniques, etc, les recrues du Maquis apprenaient à manipuler des armes. Ils constituaient une collection hétéroclite, de jeunes hommes de bonne famille éduqués aux côtés d'autres qui ne disposaient pas de vertus civiques.

Ce ne fut pas la meilleure des écoles pour la génération en devenir. Leur vie était souvent rude, ils étaient regroupés par trente dans les montagnes, sur les plateaux, dans les bois et les forêts. Ils trouvaient souvent une assistance bienveillante dans les villes et les villages.

Les éléments indésirables, cela devait arriver, se mêlèrent aux maquisards. Il y avait des Rouges Espagnols, dont un demi-million avait fui en France après la guerre civile espagnole, des anarchistes italiens, et d'autres étrangers plus ou moins douteux. À Nîmes, dix-sept hommes, pour la plupart des étrangers, furent pendus sous les arches après avoir été capturés en armes ; et à Clermont-Ferrand, des maisons furent incendiées par les Allemands parce que quelqu'un avait tiré sur des soldats en déplacement. Certains villages souffrirent terriblement, des hommes et des femmes furent exécutés, et des églises et des maisons furent brûlées. Le monde entier connaît les indicibles massacres d'Ouradour et de Tulle. Je ne voudrais pas raviver la haine qui monta des deux côtés, mais il est impossible de garder le silence sur les leçons à tirer d'une occupation prolongée, qui commença « *correctement* » mais dégénéra en orgie d'assassinats. Nous retombions dans les horreurs moyenâgeuses.

Les effets en sont durables. L'Europe est entrée dans un triste déclin. La plupart des meilleurs sentiments, des pensées les plus nobles qui nous inspiraient jadis sont souvent raillées par une génération qui, dans sa jeunesse, a connu les terreurs de notre époque ; la vulgarité, l'immoralité et le matérialisme règnent sur un monde qui a perdu ses meilleures espérances et aspirations.

Chapitre 19

Retour à Paris

Avec l'insatiable curiosité qui caractérise ma profession — une curiosité irrépressible que la retraite n'avait en rien altéré — je me dis que, pour compléter l'image que j'avais de l'occupation, je devais revoir Paris. Ignorer Paris aurait été comme jouer la célèbre pièce de Shakespeare en omettant le rôle de Hamlet. On dit souvent que Paris n'est pas la France, tout comme New York n'est pas l'Amérique ; mais il est encore plus vrai de dire que sans Paris, la France n'est pas la France. Chaque région de France a ses caractéristiques propres, sa population, son accent, ses mœurs, et constitue un fragment indispensable de la France. Mais il ne s'agit que d'un fragment, alors que Paris comprend toutes les provinces, et ajoute sa propre touche. Paris est plus que la capitale : c'est le répertoire de la France.

Mes années d'exil m'avaient apporté de nombreuses compensations : la mer bleue, le soleil, les montagnes, les villas aux couleurs gaies, les champs de fleurs sur les escarpements des rochers, les oliviers noueux, les gracieux palmiers, et si nous manquions de nourriture, la vie le ventre vide est plus facile à la chaleur du Sud que dans le froid du Nord. Mais je m'étais aventuré aussi loin

que Montpellier, Marseille, Vichy, ainsi que d'autres villes du Sud. Pourquoi, sans attendre la fin de la guerre, n'irais-je pas au moins observer Paris ?

Mon épouse essaya de m'en dissuader. J'avais échappé de peu aux arrestations plusieurs fois. Elle prévoyait un désastre : je pourrais terminer la guerre en prison. Mais je lui répondis que je n'avais été en danger qu'à cause de déclarations publiques que j'avais faites, qui avaient déplu aux Allemands. Ma nouvelle identité devait donc me préserver des problèmes.

Un ami parisien ressentait la même envie de rentrer. Mais en s'enquérant de la chose, il découvrit que son appartement avait été mis sous scellés du fait qu'il était soupçonné d'être juif. S'il voulait rentrer, il lui faudrait prouver qu'il ne l'était pas, et que son père et sa mère, ainsi que son grand-père et sa grand-mère, étaient de race « *aryenne.* » La « *preuve* » consistait à produire les certificats de baptême. Il savait à peine où étaient nés son père et sa mère, et encore moins son grand-père et sa grand-mère, car il descendait d'une famille de soldats qui avait évolué de garnison en garnison. Quand bien même eut-il connu leurs dates et lieux de naissance, il ne s'ensuivait pas qu'ils avaient été baptisés, car la France est un pays où ne manquent pas les libre-penseurs. En outre, au milieu des bombardements constants de la France par les Anglais et les Américains, de nombreuses archives s'étaient perdues. La recherche de « *preuve* » de sa non-Judaïté semblait sans espoir, sauf à trouver un prêtre prêt à lui fournir tous les certificats requis.

Après qu'il fut reparti, mon désir de visiter Paris se fit plus urgent. J'ai connu au final cinq Paris : le Paris des jours insouciants d'avant 1914, le Paris de la guerre 1914-1918, à la fois sombre et animé, le Paris d'après-guerre, bouillonnant d'une nouvelle vie, où littérature et arts se renouvelaient, le Paris de l'occupation allemande, et le Paris qui a émergé de l'épreuve, et n'a pas encore dépassé sa tristesse...

Rien n'aurait pu m'empêcher d'y retourner en 1943. Je savais à peine à quoi m'attendre. Les bombardements avaient été nom-

breux, mais le cœur de la ville était pour l'instant indemne. Pour combien de temps ? La guerre respecterait-elle quoi que ce fût ? Aux jours de la Société des Nations, nous avions convenu que les villes ne devaient jamais être bombardées. Nous avions convenu que les populations pacifiques devaient être épargnées. L'Allemagne avait commencé les attaques aériennes en Pologne, en bombardant Varsovie et les autres villes, et les réfugiés civils qui bloquaient les autoroutes, et elle bombarda également Rotterdam et, peu après, les réfugiés français ; il ne fallut pas longtemps pour que la promesse que nous avions faite aux premiers jours de la guerre fût oubliée, et nous bombardions désormais sans pitié non seulement les villes allemandes, mais également les villes françaises, qui étaient impuissantes et sans protection. J'avais vu le bombardement de Marseille (une erreur, m'affirma par la suite un aviateur !), un quartier entier réduit à l'état de ruine, les morts dénombrés par milliers. J'avais moi-même été sous les bombardements à Cannes, à Nice, auprès du pont du Var. J'avais appris que Rouen, presque ma ville d'élection, avec ses centaines de flèches, un véritable musée de la Renaissance et de la pré-Renaissance, avait perdu nombre de ses précieux joyaux architecturaux. N'était-il pas imaginable que Paris, avec ses trésors de tous les âges, pût subir la même destruction ? Je devais la revoir avant qu'elle ne disparût dans le chaos universel.

Mes craintes ne furent pas réalisées en ce qui concerne Paris, mais combien d'autres villes ont-elles été rasées ? Quand les monuments de notre civilisation, le glorieux héritage de notre passé, furent brutalement détruits par l'Allemagne et l'Italie, quand les populations de Cologne et de Hambourg furent brûlées et momifiées par la chaleur des bombes au phosphore (pourquoi n'y a-t-il jamais eu de tollé contre l'utilisation des bombes au phosphore ? ne sont-elles pas aussi inhumaines que la bombe atomique ou la bombe à hydrogène ? [1]), ceux d'entre nous qui, sans doute parce que nous

1. En 1983, l'ONU interdit l'utilisation offensive du phosphore blanc et classe son utilisation en crime de guerre. Le phosphore blanc a été utilisé en

n'étions pas au cœur des combats, ne perdirent pas leur sensibilité d'être humain, furent horrifiés. Mais ce fut le danger qu'encourait Paris qui amena les amis européens de mon petit cercle d'amis à proposer — assez futilement, car qui peut arrêter l'esprit de destruction une fois qu'il est libéré ? — la création de ce que nous appelions un *Conseil de l'Humanité*.

Il n'y avait guère de chances que la proposition dépassât jamais le stade de communications épistolaires. À présent que la guerre est terminée, à quoi servirait-il de poursuivre un projet de préservation de tout ce qui nous est cher parmi les monuments de notre époque ? Qui écouterait un plaidoyer pour que les civils soient épargnés ? Les bombardements d'anéantissement, les tapis de bombes, les destructions aveugles, sont désormais reconnus comme faisant partie de la guerre. Il est indéniable que nous avons reculé. Avant la guerre, toute personne prétendant à la culture aurait considéré ces points comme des lieux communs. Aujourd'hui, dans notre crainte, nous ne pouvons même pas nous accorder pour abandonner la bombe atomique, et nulle part n'existe une proposition sérieuse d'abolition des bombardiers, ou de restriction de leur utilisation à des objectifs purement militaires. Le journaliste anglais, F.J.P. Veale, dans son ouvrage *Advance to Barbarism*, n'a que trop bien souligné la direction vers laquelle tout ceci nous mène.

Nous estimons désormais que les objectifs militaires comprennent toute chose et toute personne dont la disparition affaiblirait l'ennemi. J'ai voué ma vie à des causes morales qui aujourd'hui sont à peine considérées comme des sujets dignes de discussion.

La question n'est pas d'épargner telle ou telle nation, c'est de nous épargner nous-mêmes. Nous sommes tous appauvris par la destruction d'un seul élément de notre patrimoine. Quand je pense que la France, avant la guerre, classait des édifices anciens comme « *monuments nationaux* », quand je pense que l'Espagne a adopté

---

début du XXIème siècle par l'Irak, la Russie et l'Argentine, et est encore aujourd'hui utilisé par Israël et les États-Unis, NdT

des lois interdisant l'exportation d'œuvres d'art, et quand je pense que nous avons brisé d'innombrables reliques de l'antiquité, héritages des siècles, je réalise à quel point nous avons reculé. Déclarer que nous pouvons remplacer les monastères, les églises, les musées, les villes, par de meilleures constructions en béton, relève de l'amère moquerie. Pouvons-nous également remplacer hommes et femmes par du béton ? Pire encore que nos pertes matérielles est la perte de notre échelle de valeurs...

Je ne commets pas ici de digression. La menace sur Paris était réelle. Il s'agissait d'une menace causée par nous-mêmes, ainsi que d'une menace causée par les Allemands, et Paris ne survécut à ces deux menaces que par miracle. Paris fut miraculeusement sauvée dans une guerre à présent déclarée comme terminée. Sera-t-elle sauvée la prochaine fois ? Nous nous sommes engagés sur une pente glissante, et nous ne nous arrêterons pas au milieu. Devrons-nous bombarder et bombarder jusqu'à ce que :

> *pareils à l'édifice sans base de cette vision, se dissoudront aussi les tours qui se perdent dans les nues, les palais somptueux, les temples solennels, notre vaste globe, oui, notre globe lui-même, et tout ce qu'il reçoit de la succession des temps ; et comme s'est évanoui cet appareil mensonger, ils se dissoudront, sans même laisser derrière eux la trace que laisse le nuage emporté par le vent*[2].

Il n'était pas simple de voyager en temps de guerre. Les trains, peu nombreux, étaient surchargés. Les couloirs étaient pleins à craquer. On ne pouvait pas bouger, et pénétrer dans un train relevait parfois de la prouesse acrobatique. Des passagers se retrouvaient fréquemment en grappe sur les marchepieds. La porte des toilettes restait ouverte, et trois ou quatre personnes s'y tenaient pour le voyage. Il y avait des gens sur les tampons, cramponnés aux barres

2. Extraits de William Shakespeare, *The Tempest*, Acte IV, scène 1

d'aciers, par où le wagon était alimenté en air. Nous étions entassés plus densément que les soldats dans le wagon légendaire dénommé :

> *Huit chevaux*
> *ou quarante hommes*

car au moins le nombre de soldats était-il normé. En plus de cela, il était tout à fait possible qu'un saboteur de train ait retiré des rails. Il était plus que probable qu'un bombardier larguerait ses explosifs sur nous. Parfois, un aviateur mitraillait les voyageurs infortunés. Si nous échappions à ces dangers, ils nous étaient perpétuellement rappelés au fur et à mesure que le train laissait derrière lui le paysage de maisons sans toit, de murs éventrés par une bombe destinée à un pont, ou à une voie ferrée. Si nous n'en étions pas sortis vivants, le réconfort aurait été faible pour nos proches de savoir qu'une poignée d'officiers allemands avaient partagé notre sort...

À Paris, il n'y avait aucun taxi à la gare. Le seul moyen de locomotion était le métro souterrain. Désagréable dans le meilleur des cas, le métro était aussi surchargé que les trains, l'air y était fétide, et comme la moitié des stations étaient condamnées pour réaliser des économies d'énergie, de lumière et d'argent, on n'arrivait jamais près de sa destination. Les porteurs demandèrent des centaines de francs pour la tâche d'amener ma valise de la gare au métro puis du métro à mon hôtel.

Je m'attendais à subir un choc, mais je n'avais pas pensé me retrouver aussi déprimé à la vue des énormes drapeaux à croix gammée couvrant les immeubles de la rue de Rivoli. On croisait dans les rues beaucoup de soldats allemands et de filles blondes en uniforme. Les hôtels étaient presque tous réquisitionnés. Çà et

là, les restaurants réservés aux Allemands étaient repérables aux barricades qui protégeaient leurs entrées, et forçaient les passants à emprunter la chaussée.

FIGURE 19.1 – La rue de Rivoli, photographiée par André Zucca

Parmi les premiers amis que j'appelais figuraient de vieilles dames que je connaissais depuis plus de trente ans, des dames qui jadis avaient reçu dans leur salon spacieux. À présent, leur sujet de discussion était le prix des denrées. J'avais trouvé les pénuries alimentaires difficiles à supporter dans le Sud, je trouvai une situation pire au Nord. Il faut se souvenir, quand je cite quelques chiffres que j'avais pu noter à l'époque, que la valeur du franc n'avait pas encore chuté, qu'il valait à l'époque plus de dix fois sa valeur actuelle. Mais le beurre, que l'on trouvait avant-guerre pour 15 francs le kilo, était vendu 1500 francs le kilo au marché noir, qui, pour certaines denrées, était le seul marché disponible. Les cigarettes, qui avaient valu deux ou trois francs le paquet, en valaient plus de cent. Un poulet coûtait environ 1000 francs. La conserve de lait s'achetait à 400 francs, à peu près comme la boîte de sardines. Un costume

coûtait 20 000 francs, soit trente fois plus cher, à qualité équivalente, qu'avant-guerre. Les ustensiles de cuisine étaient quasiment introuvables.

Les pas des hommes comme des femmes résonnaient sur le sol, les semelles étant faites de bois. Le savon, le vrai savon, était devenu un luxe accessible exclusivement aux riches. Quand je me rendis dans un restaurant modeste, mon repas me coûta dix dollars, ou cinquante shillings. Je ne parvenais pas à comprendre de quoi vivait le Français ordinaire. Les légumes insipides et non nutritifs, le petit morceau de pain innommable, voilà tout ce qu'il pouvait trouver, ce qui le réduisait à l'état de squelette. Après avoir partagé la maigre nourriture de nombre de mes amis, j'en vins à la conclusion qu'aussi mauvaises que fussent les choses au Sud, elles étaient pires encore à Paris. C'est peut-être à Lyon, parmi tous mes voyages, que je fus le mieux nourri.

Un soir, je fis appel à un docteur que j'avais connu, et trouvai chez lui une table plutôt bien garnie. Il s'approvisionnait en denrées en provenance de la campagne. Mais sa femme fondit en larmes. Elle me raconta son histoire. Elle était de naissance juive, bien qu'elle eût épousé un chrétien. Son frère s'était fait déporter. Elle avait déclaré son origine, action stupide d'après son mari. Elle ne pouvait donc plus sortir de chez elle sans arborer sur sa poitrine l'odieuse étoile jaune. Elle ne pouvait pas du tout sortir passé le début de soirée. Divers lieux publics, tels que les salles de concerts et théâtres, lui étaient interdits. Elle devenait neurasthénique, et son mari craignait qu'elle puisse mettre fin à ses jours.

Un autre soir, je me rendis dans les cafés de Saint-Germain des Prés. Les fenêtres étaient obstruées de tentures noires. La lumière était tamisée. Je retrouvai quelques amis du monde littéraire que je connaissais, qui buvaient et mangeaient avec lassitude. Je me rappelai les cohues animées des jours anciens, nos joyeuses conversations, les échanges d'idées exaltés, nos discussions bruyantes. . .et je partis. Mais dehors, il n'y avait pas âme qui vive. Où les Parisiens passaient-ils leurs soirées ? Le cœur de Paris était aussi désert

qu'un chemin de campagne. Quand je repensais aux foules qui jadis circulaient dans les rues !

Tout était sombre et mélancolique. La guerre s'était prolongée jusqu'à extraire de la ville de la gaieté jusqu'à la dernière once de joie.

Puis un raid aérien arriva. Ils étaient devenus si fréquents que les Parisiens, blasés, ne se donnaient plus la peine de descendre à la cave ou aux abris. À quoi bon ? Si une bombe tombait sur eux, aucun abri ne serait assez protecteur. Chacun était devenu fataliste. Le pire était que lorsque les sirènes se déclenchaient, le métro s'immobilisait, et les passagers restaient bloqués sous terre pendant des heures.

Que pensaient les Parisiens des raids aériens ? Les opinions divergeaient. Mais chacun s'en attristait. Tous pensaient que Paris aurait dû être épargnée. Certes, peu de dégâts avaient été causés ; les bombes visaient le plus souvent les usines de banlieue, mais cet élément n'était pas réconfortant pour qui travaillait dans ces usines ou vivait en banlieue, et nul ne savait quand une prochaine bombe tomberait sur un quartier parisien densément peuplé. Les aviateurs visaient de manière incroyablement imprécise. Plus tard, j'eus l'occasion de discuter avec un aviateur qui avait participé à des raids sur des centres urbains, et je lui demandai si son imagination lui représentait les scènes de mort et de dévastation qu'il avait produites. Il me répondit qu'il bridait à dessein son imagination quant aux conséquences des raids, qu'il ne pensait qu'à tirer un levier et à déguerpir. Il me dit qu'il fermait habituellement les yeux en plus de l'esprit. N'avons-nous pas chacun quelque pratique de l'art de fermer nos yeux et notre imagination quant aux conséquences de nos actions ? Et nos hommes d'État les plus récents, en particulier, n'ont-ils pas mieux que tous pratiqué cet art ?

La plupart des Parisiens se montraient amers. Les bombardements entachaient sans aucun doute la cause des Alliés. Paris est proverbialement oublieuse, et, j'ose le dire, les sentiments de 1943 ont aujourd'hui presque entièrement disparu. Mais tel n'est pas le

cas des territoires dévastés de Normandie. Une ville que je connais a subi, sur une population de 5000 personnes, 2000 tués ou blessés parmi les habitants, et il restait bien peu de maisons intactes. Il vaut mieux ne pas demander aux survivants ce qu'ils pensent aujourd'hui. Sous la couche d'amitié officielle envers l'Angleterre et les USA couve un sentiment de blessure et de ressentiment. Quand, plus tard, j'eus recours au préfet d'une ville de Normandie, l'huissier, que je n'avais jamais rencontré et dont on aurait pu s'attendre à ce qu'il fît preuve d'une certaine discrétion, commença par me demander ce que je pensais de la ville ravagée, puis me fit part de ses reproches, dans son cas particulier, envers les Américains, qui volaient haut et larguaient un véritable tapis de bombes. Il se montrait un peu plus indulgent envers les Anglais, qui volaient plus bas et ciblaient mieux leurs objectifs, mais ils échouaient trop souvent à les atteindre. Il est probable que personne n'a rien écrit quant aux sentiments des Français, car une conspiration du silence a été établie ; mais il me semble plus approprié que nous comprenions la profonde colère que les raids aériens provoquèrent en France. Pour ma part, je ne prétends pas juger des nécessités militaires, mais je peux jauger les sentiments humains.

Les propagandistes tirèrent le meilleur parti de la minorité de Français qui sortaient imprudemment dans les rues et faisaient des signes d'encouragements aux bombardiers alliés. Cette minorité existait. Mais elle ne représentait pas l'attitude générale des Français. Les Français s'indignaient de plus en plus de la présence des occupants ; ils étaient prêts à se révolter s'ils entrevoyaient la moindre chance de réussite, mais ils étaient peinés à l'idée qu'aucun moyen n'existait pour distinguer les Allemands des Français, et qu'ils se retrouvaient, de fait, assimilés à l'ennemi visé par les bombardements.

Après quelques jours, je quittai Paris plus déprimé que lorsque j'y avais pénétré. Je décidai, puisqu'on ne m'avait nullement inquiété, de poursuivre mon périple en me rendant dans mon village de Normandie. Je fus dans l'incapacité d'entrer dans le train par

une porte, mais réussis, à force de pousser, de me faire pousser, tirer et hâler par des bras solidaires, à passer par la fenêtre et à trouver une place debout, mais le trajet fut pénible : je subissais au fil du chemin accélérations et coups de frein saccadés. Bousculé, poussé, aiguillonné par des genoux et des coudes, je finis par arriver, plus mort que vif, à la ville la plus proche de mon village. Le seul véhicule disponible pour poursuivre mon trajet était un chariot qui avait transporté du fumier. Je cheminais dans ce véhicule de fortune tout déglingué, environné d'une odeur insupportable, en compagnie d'un jeune paysan qui avait été fait prisonnier en Allemagne. Nous traversâmes la ville, et grande fut ma peine de constater que le centre-ville, d'où rayonnaient la plupart des routes qui desservaient la ville, avait été complètement rasé. Du bureau de poste à la vieille église, l'espace était vide. Le pont avait été détruit. Alors que nous progressions, le paysan me relata les irruptions quotidiennes des avions, et me montra les traces de mitraillage sur les maisons. Je ne compris pas les objectifs des attaques dont il se plaignait amèrement ; il m'assura que les travailleurs agricoles, au beau milieu des champs, étaient parfois pris pour cibles.

Mon moulin, qui avait été confisqué par les Allemands, se retrouvait à présent à l'état de ruine. La cour intérieure débordait de mauvaises herbes et d'un buisson sauvage en fleur, que l'on appelle, dans ma région, *lilas espagnol*. Mon verger était devenu un fouillis de broussailles. On ne distinguait même plus les allées du jardin sous la végétation. Le toit de l'habitation était plein de trous, et ouvert aux pluies. Les conduites d'eau étaient percées. Le chauffage central avait explosé. Quant aux pièces d'habitation, il y régnait un état de confusion indescriptible. Mes livres et mes papiers, froissés, déchirés, sales, jonchaient le sol de mon bureau. Il ne restait bien entendu pas trace du linge de maison, les rideaux avaient été retirés aux fenêtres brisées, les habits, tapis et le mobilier avaient disparu. Je restais une heure à explorer ce désastre, puis j'allais déjeuner avec mon ami, le docteur parisien, qui demeurait à côté de l'église du XIIème siècle. Et je repris le train pour Paris, d'où je repartis

sans attendre pour le Sud. Quel soulagement pour moi d'y revenir après l'aperçu que j'avais eu de la vie dans le Nord !

Les ravages causés par les Allemands, les conditions sordides et la misère, l'air affligé des Parisiens, l'apathie des paysans, l'incompréhension des Alliés qui, longtemps avant le débarquement envisagé, avait bombardé, sans nécessité me semblait-il, jusqu'aux campagnes, constituaient autant de sujets pour entretenir mes tristes réflexions. Je supposais qu'il devait exister quelque projet, quelque dessein, derrière ces attaques. Je supposais qu'ils n'étaient pas purement aléatoires et complètement inutiles. Mais si, à l'occasion, les effets en étaient terrorisants, alors qu'ils s'approchaient de plus en plus de nous au Sud, j'étais surtout frappé par leur manque de précision. Il y a sans doute eu des centaines de raids aériens sur le pont du Var près de ma maison ; mais durant des mois, il ne fut jamais touché, alors que la plupart des villas aux alentours furent détruites. Quand il fut détruit en fin de compte, ce fut par accident : les Italiens l'avaient miné lors de leur retraite, et il semble que les Allemands ne s'en rendirent pas compte, jusqu'à ce qu'un tir fasse exploser l'ensemble de la structure par hasard. La destruction du pont du Var, en fin de compte, n'aida pas les Alliés, ni ne gêna les Allemands, qui se retirèrent sans dommage vers l'Italie quand le débarquement de Provence se produisit. Le seul résultat fut une gêne considérable pour les Français, et des dépenses de reconstruction que la France n'avait pas les moyens de s'offrir.

La France avait souffert au cours des quelques mois de guerre en 1939-1940, mais était restée quasiment intacte, et serait restée quasiment intacte si la guerre n'avait pas été poursuivie sur son sol plus ou moins sans but, par des actions qui causèrent beaucoup plus de dégâts aux Français qu'aux occupants allemands. On pouvait brûler des récoltes : les Allemands ne prélevaient ni plus, ni moins que ce qu'ils avaient exigé ; c'étaient les Français qui se trouvaient en pénurie. Le sabotage, les bombardements et, à la fin, les batailles sur le sol français coûtèrent à la France un million de maisons, une grande part de ses équipements industriels, ses ports, ses usines, ses

moyens de communications. Bien que la France fût restée presque hors de la guerre pendant quatre années, ses pertes furent aussi considérables que si elle était restée activement engagée dans le conflit. Je ne peux m'empêcher de me demander si cela valait la peine, de quelque point de vue, de blesser la France si grièvement.

Il est vrai qu'au sens matériel, la France a formidablement récupéré ses forces, mais au sens moral, les réparations sont lentes. La France, malgré sa défaite, aurait bien pu conserver ses ressources morales et matérielles, et constituer la figure de proue de l'Europe dans la lutte, d'une importance vitale pour l'avenir de notre race, pour l'âme même de l'Europe.

Hélas, son unité fut brisée, et la jeunesse de la nation fut corrompue, par des centaines de manières, à gagner de l'argent illégal sans travailler. Un préfet avec qui j'ai déjeuné m'a parlé d'un banquet, organisé par des collégiens, pour célébrer le premier million de francs gagné par l'un d'entre eux. Un artisan, que j'ai employé, m'a dit que, dans un café où il assurait des réparations, les fils d'un humble artisan comme lui-même jouaient, bien habillés, des milliers de francs aux dés. Des adolescents, qui se vantaient d'avoir, en quelques mois, gagné plus que leurs parents, travailleurs honnêtes, n'avaient gagné en toute une vie. D'où venait l'argent ? Ces garçons se contenteront-ils jamais d'occupations ordinaires ? Une jeune fille que j'ai connue, qui avait remporté de nombreux prix à l'âge de seize ans, abandonna ses études pour vendre des contrefaçons de tickets de rationnement. Une autre fille du même âge se détourna de ses études pour acheminer des messages de la Résistance. Le mensonge, la tricherie, l'immoralité, l'argent facile, le mépris des règles de vie en société, la désobéissance, le manque de discipline, l'expérience de la manipulation d'armes mortelles qui pouvaient être utilisées contre amis et adversaires, voilà autant de facteurs qui furent conjugués pour produire un pays non pas de héros, mais de gangsters. Des desseins qui avaient toujours été considérés avec aversion se sont vus rebaptisés de manière plus acceptable, mais une telle éducation de la jeunesse ne peut présenter

que des conséquences déplorables pour une nation.

Et la jeunesse ne fut pas la seule à prendre ces chemins. J'ai vu dans mon propre entourage des petits commerçants s'enrichir soudainement, au-delà des pires rêves d'avarice. Il y avait un humble caviste, qui maria sa fille et donna un petit-déjeuner de mariage qui lui coûta un demi-million de francs. Le propriétaire d'un garage avait amassé une fortune s'établissant en milliards, en achetant des voitures et en les revendant aux Allemands. Des denrées alimentaires se voyaient « *accaparées* », et cela donnait lieu à des profits considérables. Il y eut, bien entendu, une exploitation de l'occupant, qui n'hésitait pas à régler rubis sur l'ongle et sans discuter les prix qu'on lui demandait, puisqu'il payait en argent français. L'argent français ne quittait pas la France : il ne faisait qu'aller dans des poches françaises. Il y eut du banditisme, des fonds mystérieux qui semblaient tomber du ciel. Je n'essayerai pas d'analyser l'implication du gouvernement de Vichy, celle des Allemands, ni celle de la guerre civile qui dévastait la France dans la corruption à grande échelle qui s'installa. Le fait est qu'il y eut un effondrement de l'ordre social, un rejet de la moralité, la perte de toutes limites dans les derniers temps de l'occupation, et les victimes en furent les membres convenables de la communauté. Je murmurai les mots du poète :

Nous sommes l'Empire à la fin de la décadence
Qui regarde passer les grands barbares blancs...

Chapitre 20

Contre-résistance

En arrivant vers la fin de 1943, des rumeurs d'une paix entre l'Allemagne et la Russie prirent corps. Je fus informé, de source sûre, que des conversations avaient lieu en ce sens à Stockholm et même à Moscou, où les Japonais tenaient lieu d'intermédiaires. (Il faut se souvenir que la Russie n'entra pas en guerre contre le Japon avant que la 11ème heure ait sonné.) La retraite allemande laissait les Russes s'approcher de plus en plus de Berlin. Mais la Russie était fatiguée de porter le plus gros du poids de la guerre, et les Anglo-Américains ne montraient aucun empressement à ouvrir le « *second front* » que Staline demandait en vain.

Les raisons étaient multiples pour que Russie et Allemagne parviennent à un accord et définissent leurs sphères d'influence respectives. Le principal argument pour cela, du côté russe, était le désir de gagner sans les Alliés, puisque ceux-ci ne prenaient pas leur part de risque. Il faut noter que les Russes, avec plus de clairvoyance que l'on n'en aurait attendu d'eux, prenaient garde à ne pas ravager les territoires allemands ; ils laissèrent cette tâche aux forces aériennes anglo-américaines. Une paix russo-allemande, qui aurait uni les deux nations les plus fortes du continent, aurait constitué

une force irrésistible contre le « *capitalisme occidental* ».

Les autorités françaises disposaient d'informations sur les conditions qui étaient mises en avant. J'ai toutes les raisons de penser que les pourparlers ne furent qu'à un cheveu de déboucher sur une réussite. Mais ils finirent par échouer, en partie du fait que Staline devenait de plus en plus gourmand à mesure que ses armées avançaient, et en partie du fait de l'obstination croissante de Hitler. Il ne voulut pas consentir à un accord qui lui aurait fait « *perdre la face* » et rata l'opportunité qui s'était offerte à lui.

Les Anglo-Américains ne redoutaient rien de plus qu'une paix conclue derrière leur dos. La perspective d'une fusion des forces de la Russie et de l'Allemagne alarma les diplomates à juste titre, qui comprenaient que l'idée d'un grand bloc avait hanté les esprits des hommes d'État russes et allemands depuis des générations.

J'appris également que des agents approuvés par Vichy, ainsi que des Français d'Amérique, suggéraient l'idée d'une cessation des hostilités entre les Anglo-Américains et l'Allemagne. La victoire du bolchevisme commençait à inquiéter certains occidentaux. Mais il restait des hommes pour préférer une domination russe à une domination allemande, ou plutôt, qui croyaient pouvoir s'attirer les bonnes grâces de la Russie après la guerre. Les politiciens sensés ne parvenaient pas à se décider : Allemagne ou Russie ?

Même si la Russie l'emportait, ne se verrait-elle pas sérieusement affaiblie, et contrainte de souscrire aux conditions des Anglo-Américains, dont les armées n'avaient à ce point pas encore été engagées sérieusement ? Ne fallait-il pas laisser la Russie et l'Allemagne se battre entre elles ? Les Anglo-Américains, frais et lourdement armés, pourraient décider de la paix qui serait conclue. Ainsi courraient les spéculations diplomatiques.

Une proposition qui fit son chemin dans les cercles alliés, à l'époque, fut que les Allemands devraient retirer l'ensemble de leurs armées de toutes les nations conquises à l'Ouest. Elle intéressait tout particulièrement les Français. Le maréchal Pétain, comme je l'ai montré, cultivait l'espoir d'une évacuation de la France par

les armées allemandes sans que des combats ne fussent menés. Il s'agissait, sans doute possible, de la meilleure issue, du point de vue français. Des côtés allemand et allié, il y avait des objections évidentes à cette idée. « *Une main libre contre la Russie* » serait une trahison, et, chose pire, on pouvait douter, à ce moment-là, que l'Allemagne, même libérée de la pression de l'Ouest, pût porter un coup décisif à la Russie. La suite pourrait en être un compromis russo-allemand que les Alliés tenaient précisément à éviter. Et, résultat naturel d'années d'accumulation d'amertume, créée par l'hostilité et la propagande incessante, il y avait également, chez les plus hauts dirigeants anglo-américains, une détermination fanatique à vaincre et à détruire l'Allemagne, qu'importent les conséquences.

Ces débats, qui se déroulaient dans les cercles russes, allemands, et anglo-américains, et dont les échos me parvenaient, étaient irréels. La machine de guerre était lancée, et ne pouvait plus être arrêtée. La raison, la diplomatie, les sentiments même, n'étaient plus en jeu. La machine de guerre avait, pour parler par métaphores, le mors aux dents. Elle avait pris sa vie propre, autonome ; elle ne se laisserait plus arrêter par des considérations politiques. La machine de guerre ne s'intéressait pas à l'avenir. Elle ne constituait pas un instrument : c'était elle qui dirigeait le mouvement.

Aussi, pendant que Staline faisait ses calculs sardoniques, et que Hitler se voyait exhorté à chercher une solution (il avait de lui-même, dans des moments plus lucides, indiqué l'impossibilité pour l'Allemagne de se battre sur deux fronts à la fois), et que les Anglo-Américains (ou en tout cas les Britanniques, car Roosevelt continuait de cultiver une certaine tendresse pour l'« *Oncle Joe*[1] ») se demandaient comment faire mal à la fois à l'Allemagne et à la Russie, la guerre se poursuivait, et chacune des tentatives de l'arrêter fut vouée à l'échec.

En France, on connut des préparatifs pour la paix, qui semblait imminente. Ils n'étaient pas du goût de ceux qui, à Vichy ou à

1. Joseph Staline, NdT

Paris, avaient fait le pari d'une victoire allemande et ne pouvaient plus revenir en arrière. Les conseillers du maréchal le prévinrent : le temps était propice à abandonner complètement la politique d'attentisme, et de jouer ses cartes ouvertement. L'un de ses conseillers, qui visitait le Sud pour une mission importante, n'était vraiment pas un soutien des parlements, et je fus étonné qu'il m'appelât pour me parler, en toute confiance, de son projet de réunir le Parlement au mépris des Allemands. Il me remit un brouillon du message du maréchal, via lequel il souhaitait remettre à l'Assemblée Nationale un compte-rendu de sa période de gouvernance, et de laisser à cet organisme le soin de décider de la suite. Il était prévu de demander à l'Assemblée Nationale de ratifier les mesures prises depuis 1940, au moment où la même Assemblée avait remis à Pétain les pleins pouvoirs. Si l'Assemblée Nationale décidait de lui renouveler sa confiance, le maréchal continuerait sa tâche. Elle pourrait également nommer un successeur au maréchal. Elle serait totalement libre, pour autant que le maréchal était concerné, de critiquer, de suggérer de nouvelles mesures, d'indiquer la politique à suivre pour l'avenir. Le grand public serait informé à la radio de cette décision, ainsi que du fait que la démocratie n'était pas morte en France.

Je trouvai ce projet excellent, et dans la lignée des propositions que j'avais formulées lors de ma conversation avec le maréchal, la même année. Mais j'avais les plus gros doutes quant à son exécution. Était-il possible que les Allemands laissassent émettre un appel à une assemblée populaire ? Quoi qu'il en fût, la seule chance de succès était de maintenir le secret jusqu'à la dernière minute, afin que les Allemands ne puissent pas faire usage de leur veto.

Si moi, un étranger, fus informé, combien d'autres personnes le furent-elles également ? Si Laval, qui sans aucun doute pourrait penser que ce projet était dirigé contre lui, en avait vent, ne trouverait-il pas moyen d'empêcher que le message fût délivré et que la session eût lieu ?

Je trouvai assez étrange que Laval constituât l'antagoniste attendu du message et du rassemblement ; il s'agissait d'un parle-

mentaire, même si certains de ses soutiens les plus enthousiastes se montraient notoirement anti-parlementaires. En outre, si l'on avait jusqu'alors jugé impossible de convoquer le Parlement, pourquoi considérait-on désormais que les Allemands laisseraient se manifester la représentation du peuple et les institutions de la république, sans dénoncer l'armistice et chasser le gouvernement de Vichy ? Et combien de parlementaires, qui jusqu'alors avaient pris soin de ne pas donner signe de vie, oseraient-ils répondre à la convocation ? Mes appréhensions furent confirmées. C'est profondément déplorable, car si l'Assemblée Nationale s'était rassemblée, aucune question n'aurait pu se poser quant à savoir qui de Pétain, de De Gaulle, ou de quelque autre chef, constituait le véritable représentant de la France.

Le secret s'éventa. La réaction des Allemands ne se fit pas attendre. Von Ribbentrop envoya une lettre véhémente au maréchal, que l'entourage de Hitler considérait comme le vrai ennemi, le plus têtu des résistants. La lettre de Ribbentrop constitue une preuve, si preuve il faut, de l'attitude anti-allemande de Pétain. Il est impossible, après l'avoir lue, de douter qu'il se soit constamment opposé, parfois par inertie, parfois par ruse, parfois par un refus net et précis, aux exigences de la puissance occupante de la France, et que l'Allemagne savait qu'il avait, par ses tactiques attentistes, trompé ses espoirs d'une France amicale. Si l'Allemagne ne rompit pas avec le maréchal, ce fut du fait de sa renommée, de sa dignité, de son caractère représentatif qui avait commencé par impressionner Hitler ; et aussi parce qu'une rupture avec le maréchal aurait signifié l'abandon total d'une politique essayant d'amener la France du côté allemand. À présent, Ribbentrop s'exprimait avec colère, et sa lettre, loin de constituer l'« *humiliation* » pour le maréchal qu'elle se voulait constituer, et comme, de manière illogique, ceux qui jugeraient plus tard le maréchal feindraient qu'elle constituait (auraient-ils préféré que Ribbentrop flattât et complimentât le maréchal ?) représente le meilleur témoignage de son patriotisme qui

ait pu être écrit [2].

Au dernier moment (le 13 novembre 1943), l'utilisation de la radio fut interdite par la force. À l'avenir, toute manifestation, toute modification des lois, devrait être soumise à l'approbation du Reich. La composition du cabinet devait être revue selon des lignes jugées acceptables par le Reich.

Il n'était pas question là de refuser les termes allemands. L'armistice était pratiquement dénoncé. Les Allemands, qui avaient laissé une latitude considérable à Vichy, qui avaient négocié avec Vichy, donnaient à présent leurs ordres, brutalement, sans discussion. Ils ne toléreraient plus dans les fonctions de l'État que des hommes en qui ils avaient confiance. Mais n'est-il pas remarquable, n'est-il pas énorme, n'est-il pas presque incroyable que le maréchal ait su retarder ce moment inévitable pendant plus de trois ans, et qu'il ait su protéger la France jusqu'aux derniers mois de l'occupation, jusqu'à ce que l'Allemagne commençât à chanceler et à se diriger vers sa chute ? Je pense que le succès du maréchal, aussi relatif qu'il fût, aussi douloureux qu'il fût, obtenu par l'usage exclusif de concession forcées, est magnifique : aussi magnifique que sa défense de Verdun !

Il est curieux de rappeler que trois des hommes, parmi lesquels Rochat, le secrétaire permanent du ministère des Affaires Étrangères français, tout particulièrement dénoncés par les Allemands, se virent après coup condamnés à mort par le gouvernement qui arriva dans le convoi Anglo-Américain, de Londres ou d'Alger ! Les deux autres sont mon ami Lucien Romier, qui avait conseillé le maréchal avec sagesse, et le Dr. Ménétrel.

Romier mourut subitement d'une crise cardiaque. Ménétrel fut tué dans un accident automobile...

Et à présent, bien entendu, les hommes que le maréchal avait empêchés d'accéder au gouvernement de Vichy y entrèrent, cepen-

2. L'équipe de traduction a jugé utile de produire cette lettre en annexe 26.1

dant qu'un diplomate allemand, Von Renthe-Finck, que j'avais vu occuper un haut poste à la Société des Nations à l'époque du chancelier Bruening, était désigné comme ambassadeur spécial attaché à la personne du maréchal — son gardien, son geôlier. Les trois hommes qui prirent place au gouvernement à la place des *attentistes*[3] furent Philippe Henriot, pour la propagande, Darnand, pour le maintien de l'ordre, et Déat, l'avocat du germanisme à Paris. Il y avait encore Doriot, qui paradait en uniforme allemand, un des dirigeants du L.V.F, la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, que les Allemands eux-mêmes méprisaient et qualifiaient de renégat. On les appelait les « *Trois Ds* » — Déat, Darnand, Doriot. Les protestations du maréchal restèrent lettre morte. Il ne comptait pas. Comme j'ai regretté qu'avant que la liberté française, que l'initiative française, aient été supprimées, le maréchal n'ait pas pris le microphone, comme je lui avais suggéré, et déclaré au monde les idéaux qui étaient les siens et ceux de la France ! Cela aurait engendré une suppression des dernières libertés quelques mois plus tôt mais, cette suppression étant inévitable en fin de compte, il fut déplorable que la France ne prît pas l'initiative de parler. Désormais, la station émettrice de Vichy était gardée : le maréchal en était réduit à faire la même chose que les Résistants — miméographer ses messages et les faire circuler de son mieux, de manière clandestine.

J'avais bien connu Henriot. Il s'était, jusqu'alors montré extrêmement patriote. Mais il restait un politicien et semblait considérer la guerre non comme une épreuve de force entre l'Allemagne et les Alliés, dont les destinées du monde dépendaient, mais comme un débat parlementaire, un débat sauvage, entre le gouvernement tel qu'il existait et l'opposition à Alger. Il avait largement matière à critiquer les déclarations et les actions d'Alger, qui hébergeait des communistes et des fanatiques, et d'où transpirait un esprit de vengeance sanguinaire, et il pénétra cette lutte verbale avec une énergie

3. En français dans le texte, NdT

et une virulence qui furent totalement surprenantes. Les adversaires d'Alger comme ses soutiens, tous écoutaient ses diatribes extraordinaires. Ils ne pouvaient s'empêcher de l'écouter, car ses discours étaient si caustiques, si incendiaires, et si éloquents, et prononcés avec un feu, une franchise, une élocution si travaillée que ses pires ennemis ne pouvaient lui dénier. Sa voix résonnait comme du métal, et accrochait son auditoire mieux que des barreaux d'acier ne l'auraient fait. Il se montrait ironique, humoristique, pathétique, pertinent, et savait viser les faiblesses de l'armure de la conscience politique d'Alger.

Pendant quelques mois, peu d'hommes furent jamais écoutés avec un intérêt aussi passionné que le fut Philippe Henriot. Il portait ses admirateurs à l'extase, et ses antagonistes à l'hystérie. Lorsque m'on demandait, et on le fit souvent, admirateurs ou antagonistes, ce que je pensais de lui, je ne pouvais que répondre qu'il était très regrettable, indépendamment du sujet de ses discours, que le Golfe séparant Vichy et Alger fût encore agrandi par la violence verbale. Là était l'erreur fatale. Henriot rendit tout rapprochement de Vichy et d'Alger, ou plutôt, des éléments sincères de Vichy et d'Alger, impossible. Pourtant, c'était précisément un tel rapprochement qui était le plus à désirer. S'il n'était pas réalisé, la fin de la guerre amènerait de nouveaux désastres sur la France. Il y avait beaucoup à pardonner, des deux cotés. Beaucoup de choses avaient été dites, qu'il était souhaitable, pour la cause de l'union française, de voir tomber dans l'oubli.

Je ne dis pas que les crimes, quels qu'en soient les auteurs, doivent être tolérés. Je ne dis pas que les traîtres doivent échapper au châtiment. Mais je dis qu'un choix erroné, parmi les différentes voies ouvertes à la France après la défaite, choix fait en toute bonne foi, une différence d'opinion quant à la méthode, auraient dû être pardonnés par les vainqueurs de la guerre civile, dans la liesse générale de la Libération. J'ignore, en imaginant que Henriot se fût tu, si les années d'amertume auraient pu laisser la place à la générosité nécessaire à un pardon mutuel des erreurs, mais je sais qu'en

réduisant la guerre à une querelle vicieuse entre Vichy et Alger, tout espoir de réconciliation finit par s'évanouir. Là fut la faute mortelle de Henriot.

Il ne sut pas se placer sur un plan plus élevé que celui du débat politique, d'une acrimonie sans précédent. Pourtant, il aurait dû savoir qu'Alger viendrait en France, dévoré d'amertume. Il aurait dû savoir, en se précipitant dans la mêlée, qu'il prononçait son propre arrêt de mort. Il fut l'ennemi numéro 1 de la Résistance et, tôt ou tard, il était certain qu'il serait assassiné — ou « *exécuté* », pour employer la terminologie de la Résistance. Il était maigre, ravagé par la tuberculose, son visage d'enfant était marqué par les souffrances, et il était tout à fait surprenant que, doté d'un physique aussi frêle et fuyant, il s'employât à taper à la machine, lui-même, deux fois par jour, des mois durant, un discours dont chaque phrase constituait un coup de poing, qu'il sût envoûter son auditoire, et qu'en outre, il écrivît d'innombrables articles dans les journaux, et qu'il s'occupât de lui-même des détails les plus ténus de sa tâche. Il avait, de toute évidence, résolu qu'il valait mieux vivre quelques mois d'activité intense, plutôt que de vivre plus longtemps dans une obscure inactivité. Je pense que son influence fut la plus néfaste de toutes, car elle divisa les Français en deux clans, mais je ne peux contenir mon admiration pour la manifestation d'énergie et de talent la plus prodigieuse à laquelle ma vie m'ait permis d'assister, pour éphémère qu'elle fût. Il fut, comme il s'y attendait, tué par des Résistants indignés, qui firent irruption dans sa chambre lors d'une de ses visites à Paris.

Sur Déat, je n'ai guère de choses à dire. Il resta à Paris, fulminant contre Vichy, qu'il considérait comme étant de connivence avec les Anglo-Américains, et dans le même temps faisait montre d'hostilité envers Doriot, qu'il considérait comme un vulgaire arriviste et un grossier fumiste. Déat était un théoricien, l'épouvantail des synarchistes, implacablement anticapitaliste. Le maréchal refusa de le voir, ou de l'admettre au gouvernement. Il finit par

disparaître, et nul ne sait ce qu'il advint de lui[4].

Quant à Doriot, qui ne fut pas admis au cabinet malgré son allégeance aux Allemands, il fut tué par un aviateur qui mitrailla sa voiture. On ne sait pas avec certitude si l'aviateur en question appartenait aux armées alliées ou allemande. Pour ma part, j'estime plus probable qu'il ait été « *exécuté* » par les Allemands, car il est difficile d'imaginer comment un aviateur allié aurait pu connaître quoi que ce fût de ses mouvements.

On trouva une autre figure exceptionnelle de la contre-résistance en la personne de Joseph Darnand. Darnand était un homme d'un courage exceptionnel, mais complètement inintelligent. Il avait mené des actions valeureuses contre les Allemands au cours de la première guerre mondiale, et était devenu une légende au cours de la seconde. Il était de cette sorte de soldat qui n'hésitait pas à attaquer seul une compagnie ennemie toute entière, et à triompher grâce à son audace et son courage. Au cours de la guerre 1939-1940, Félix Angély et lui menèrent un raid sur les lignes allemandes, qui fut porté aux nues. Angély fut tué, mais Darnand rapporta son corps jusqu'aux lignes françaises. Les deux hommes furent considérés comme des héros. Mais l'héroïsme de Darnand pourrait s'apparenter à une forme de stupidité. Il n'était pas de la trempe d'homme à faire un bon officier. Le promouvoir au rang de ministre, lui accorder la responsabilité suprême de la Milice, releva de la pure folie. Je l'avais vu dans des réunions publiques à Nice, sa ville natale, où sa réputation était grande, celle d'un homme dur, déterminé et volontaire. Il avait appartenu à la Légion des Anciens Combattants, une organisation parfaitement patriote, quoique ultérieurement condamnée par ceux qui s'auto-accordèrent le monopole du patriotisme. De la Légion jaillit un Service d'Ordre (S.O.L), qui entreprit la tâche de maintenir un semblant de légalité dans le pays. Début 1943, la

4. L'homme semble avoir fui en Allemagne à l'été 1944, puis en Italie en mai 1945. Il semble être mort dans une clinique aux environs de Turin, en 1955, NdT

Milice commença à exister. Darnand, le héros de deux guerres, fut considéré comme un homme dont on aurait besoin pour mettre fin aux désordres sociaux, et voilà qu'en 1944, il se retrouvait ministre, en charge de faire cesser tout désordre.

On ne saurait nier aujourd'hui que le banditisme était très répandu. Les journaux étaient pleins d'articles rapportant les ravages commis par des bandes de maraudeurs indisciplinés et irresponsables, qui commettaient les pires et les plus atroces des méfaits. Il y a quelques années, mentionner le fait que la Résistance était vouée à s'identifier au gangstérisme aurait été considéré comme calomnier la Résistance, comme si celle-ci, dans son propre intérêt, n'aurait pas dû répudier d'elle-même toute forme de gangstérisme ! Les réfractaires du Maquis, comme ils s'auto-désignaient fièrement, se trouvaient principalement dans le Jura, dans les Alpes, dans le Massif Central. Les gendarmes et les gardes mobiles fraternisaient parfois avec eux. Et parfois, quand des millions de francs étaient volés dans une banque par les hommes du Maquis, les responsables de la banque étaient complices.

Lorsque les représentants de la loi étaient envoyés en expéditions, ils concluaient un « *gentleman's agreement* », qui convenait qu'ils prendraient, pour quelques jours, possession d'un camp, sans combat, puis repartiraient, laissant les Maquisards libres d'y revenir. Les Allemands considéraient qu'il appartenait aux Français de mettre fin à un mouvement qui leur faisait plus de mal qu'aux Allemands. Et voilà qu'à présent Darnand, ne disposant pas de l'intelligence suffisante pour faire la différence entre les Résistants qui s'opposaient aux Allemands et les Terroristes qui s'en prenaient aux Français, se comporta de la manière la plus stupide qui fût. Les membres de la Milice traquaient les Résistants, faisaient la guerre aux Français honnêtes, raflaient les Juifs, emprisonnaient les Communistes et, sous couvert de restaurer l'ordre, ajoutaient du désordre à la confusion. La Milice était un groupement hétérogène, composée de jeunes sans scrupules qui rançonnèrent la population, qui tinrent des cours martiales, commirent des exécutions

sommaires, ainsi que de jeunes hommes égarés qui croyaient là rendre service à leur pays. C'est ainsi que, peu à peu, commença une guerre civile. À la fin, la Milice alla jusqu'à demander de l'aide aux Allemands pour ses raids, et ainsi, petit à petit, épousa la cause des Allemands.

Je ne vois pas comment les choses auraient pu tourner autrement. Le drame tragique de l'occupation fut qu'il y eut, des deux côtés, de bonnes et de mauvaises intentions, et qu'il aurait été au-delà de la compréhension humaine de pouvoir distinguer le bon du mauvais. Que ce fût pour le maintien de l'ordre ou pour la résistance à l'ennemi, il fallait des exécutants efficaces, et l'on ne pouvait recruter à ces fins que des hommes ne connaissant pas la peur, des hommes de divers degrés d'intelligence et de moralité. Dans l'affreux mélange de motivations, politiques, personnelles, patriotiques, révolutionnaires, donner le pouvoir même aux plus sages, donner les armes même aux meilleurs, aurait encore été une entreprise dangereuse. J'en suis désolé pour certains éléments de la Milice, mais celle-ci n'aurait jamais dû être constituée : les conséquences de lancer des Français contre des Français furent bien trop graves. Je suis profondément peiné par le sort que connurent nombre d'hommes du Maquis, mais je doute qu'il fût bien utile d'avoir constitué un Maquis qui ne fût pas composé exclusivement de militaires encadrés par une discipline stricte.

Je n'ai pas les compétences pour discuter les résultats purement militaires de la contribution française après le débarquement, ou juste avant celui-ci. Mais même s'ils avaient été plus substantiels que ce qu'ils furent, on peut s'interroger : le prix payé ne fut-il pas trop élevé ? Dans la mesure où les effets de la guerre civile qui fit rage pendant la dernière phase de l'occupation eut des effets qui constituent un handicap permanent pour la France, un handicap moral ; dans la mesure où la mentalité de grandes portions de la communauté a été modifiée, un handicap social ; dans la mesure où certains des meilleurs parmi les Français furent sacrifiés. Certains souvenirs sont trop douloureux, et cela persistera longtemps. Cer-

taines ruines sont irréparables. Certaines amertumes ne trouveront pas d'apaisement...

Le souvenir de Glières, en Haute Savoie, où des Français se battirent contre des Français, le souvenir du Vercors où le Maquis fut lancé prématurément dans la lutte, sur la base d'une fausse information affirmant qu'un débarquement avait eu lieu dans le Sud, et où les assiégés furent littéralement massacrés avant de pouvoir recevoir la moindre aide, figurent parmi ceux qui restent sur le cœur. Il y eut des tortures qui ne seront pas oubliées. Il y eut des assassinats de gens humbles, et d'hommes comme Maurice Sarraut, le sénateur radical, qui dirigeait avec compétence l'excellent journal *La Dépêche de Toulouse*, de Jean Zay, un ancien ministre de l'éducation, de Georges Mandel, l'associé de Clemenceau, traîtreusement livré à la Milice. Les innombrables victimes de la guerre civile en France, connues et inconnues, ont laissé derrière elles des deuils que la Libération et ses conséquences n'ont pas consolés.

Chapitre 21

Comment Paris fut épargnée

Au mois de décembre 1943, la Russie gagna la guerre. Ce ne fut pas sur le champ de bataille que le destin du monde se décida. Ce fut à Téhéran où, après de nombreuses démarches, cajoleries, flatteries, le maître du Kremlin accepta de rencontrer Churchill et Roosevelt, et fut récompensé par ses associés au-delà de ses espérances les plus folles.

Rétrospectivement, il est incroyable que nous ayons consenti si entièrement aux exigences de Staline. Les conséquences de la reddition de Téhéran allaient fructifier plus tard, mais aujourd'hui nous avons une image claire : le monde a été rendu sûr, du point de vue du bolchevisme, à Téhéran. Les conférences qui suivirent ne firent que confirmer les promesses qui furent faites ce jour-là.

Que distinguions-nous, de là-haut, du point de vue de Sirius ? Nous voyions que, depuis 1917, un grand danger pour notre ancienne civilisation, pour notre « *mode de vie* », résidait dans la croissance constante du bolchevisme. Non seulement la Russie avait été victime de la conception d'un univers purement matérialiste,

dans lequel la force seule comptait, non seulement la Russie était devenue une vaste prison dans laquelle toutes les libertés auxquelles nous tenions se voyaient supprimées, dans laquelle un groupe d'hommes, siégeant au Kremlin, avait conçu un système de terreur, de totalitarisme, dépendant d'une armée de policiers et d'espions, mais en dehors de la Russie, dans presque tous les pays, les missionnaires du bolchevisme avaient déjà fait un grand nombre de convertis. En France, surtout — et peut-être fut-ce la principale (mais certes pas la seule) raison de sa chute —, le bolchevisme avait réalisé des progrès considérables. Ce n'étaient pas seulement les ouvriers sous-payés qui s'étaient laissés éblouir par les mirages du Paradis russe, mais les intellectuels, les professeurs, les écrivains, les artistes, ceux qu'on désigne habituellement comme l'élite, qui travaillaient pour le bolchevisme. Les grands industriels, espérant contrôler le communisme, comme les industriels en Allemagne avaient espéré contrôler le nazisme, misant leur argent sur les Rouges ainsi que sur les Noirs, finançaient le parti. La bourgeoisie, timorée et sotte, se demandait s'il serait plus sûr de s'aligner avec la minorité active et d'aider la Révolution à se produire.

En Angleterre et en Amérique, le communisme fit moins de progrès, bien qu'il suintât au travers de nombreux canaux souterrains dans le corps politique et social. De soi-disant opposants du bolchevisme adoptaient nombre de ses principes. Les libertés individuelles disparaissaient. Il restait un relatif respect pour la personne humaine ; mais quiconque n'a pas vécu avant 1914 ne peut guère se rendre compte de la liberté que nous avons progressivement cédée à l'État qui contrôle et dévore tout.

On nous avait prévenus : la vraie lutte qui se déroulait opposait l'ancien libéralisme (qu'importe la manière dont on l'appelle) et le communisme en perpétuel empiétement, qui dicterait nos mouvements et standardiserait notre comportement, nos sentiments et nos pensées. La chose sanglante et impitoyable nommée bolchevisme, nous la trouvions odieuse, mais nous approchions du bolchevisme à grand pas.

Malheureusement, l'Allemagne put devenir la principale championne de l'anti-bolchevisme — l'Allemagne qui avait accepté une autre forme de totalitarisme. Du point de vue de Sirius, il semblait que, quelles que fussent les fautes de l'Allemagne, ce pays constituait le seul rempart, la seule barrière contre le bolchevisme russe en Europe.

N'aurions-nous pas pu, n'aurions-nous pas dû consacrer nos énergies à corriger les défauts de l'Allemagne, à lui apporter des satisfactions légitimes, longtemps avant l'avènement de Hitler ? À l'Est, le seul rempart, la seule barrière contre le bolchevisme était le Japon. N'aurions-nous pas dû consacrer nos énergies à garder notre amitié pour le Japon, au lieu d'offrir toutes nos sympathies à la Chine chaotique, proie des seigneurs de guerre, prête pour le bolchevisme ?

Du point de vue de Sirius, il était à la fois tragique et comique que l'Allemagne, tombant sous la domination d'un personnage extraordinaire, dans le cerveau duquel la folie avait trouvé sa place, dût entrer en guerre contre l'Angleterre et l'Amérique, ses alliées naturelles contre le bolchevisme. Le sens de l'histoire voulut que le Japon se rangeât du côté des pays anti-bolcheviques. Nous avons ainsi eu le spectacle inconcevable d'un Japon et d'une Allemagne unis contre les pays anti-bolcheviques, et des pays anti-bolcheviques aidant le bolchevisme à triompher de ses adversaires.

Nous avons livré au bolchevisme des quantités d'armes illimitées. Nous avons enseigné au bolchevisme à fabriquer des armes pour lui-même. Nous avons exigé la « *reddition sans conditions* » de l'Allemagne et du Japon, après leur avoir infligé le maximum de dégâts possible, oubliant qu'après la guerre devait venir la paix, après la destruction, la reconstruction. Nous avons désarmé, démantelé, coupé en morceaux le Japon et l'Allemagne, afin de les rendre totalement impotents. Nous avons refusé d'admettre des pays anti-bolcheviques, comme l'Espagne, dans les assemblées internationales. Nous avons complaisamment encouragé le bolchevisme à se fortifier, au mépris de nos promesses faites aux États

baltes dans la Charte Atlantique, qui finirent annexés par le bolchevisme russe. Nous étions partis en guerre pour protéger la Pologne, et nous avons abandonné la moitié de la Pologne au bolchevisme russe, et permis que l'autre moitié restât soumise au bolchevisme. Nous nous étions préparés, à un moment, à attaquer la Russie pour ses actions contre la « *brave petite Finlande* », puis nous acceptâmes qu'elle s'emparât de morceaux de Finlande. Nous avons préparé le chemin pour la victoire du bolchevisme en Chine, en abandonnant notre protégé douteux, Chiang Kai-shek, alors qu'il était en danger de se voir balayer par la marée montante Rouge. Nous avons donné au bolchevisme la moitié de l'Allemagne, la moitié de l'Autriche, la moitié de la Corée, et bien plus encore. En Europe, nous fûmes fortement troublés quand nous comprîmes que tous les États des Balkans étaient voués par notre stratégie à tomber sous le joug du bolchevisme. En bref, hypnotisés par le conflit avec l'Allemagne et le Japon (l'Italie resta, en comparaison, négligeable), les Alliés oublièrent la menace permanente du bolchevisme, et lui fournirent armes et avantages stratégiques pour la lutte à venir.

Dans le même temps, en louant le bolchevisme comme inspirateur d'énergie nationale (et en oubliant au passage que le bolchevisme prêcha et pratiqua la reddition en 1917), les Alliés donnèrent une nouvelle impulsion à ce potentiel ennemi dans leurs propres pays, où les bolcheviques se sont vus laisser libre cours à dérouler leur propagande et leur agitation subversives. Des secrets vitaux ont été trahis et éventés en toute impunité. Nous avons formulé une doctrine de paix qui nous a interdit de tenir sous contrôle l'expansion russe, sous peine de nous voir qualifiés de fauteurs de guerre « *impérialistes* ». Nous nous sommes désarmés en hâte, tout en laissant la Russie aussi armée que jamais, de loin la nation la plus puissante militairement du monde.

Depuis Sirius, on pouvait prévoir les conséquences des décisions prises à Téhéran et étendues à Yalta. Roosevelt était convaincu qu'il pourrait convertir Staline, dirigeant de l'État matérialiste et athée, autocrate du Kremlin, à une vision chrétienne et démocratique, en

réalisant des concessions qui étaient à la fois anti-chrétiennes et anti-démocratiques. Il pensait que Staline le dur à cuire serait sensible à ses « *charmes* ». Les Anglo-Américains s'engagèrent à débarquer en France, et les opérations dans les Balkans furent proscrites. Cela équivalait à offrir les peuples des Balkans à Staline.

Quant à la Pologne, pour l'intégrité de laquelle nous avions déclaré la guerre à Hitler, on allait accepter que ses frontières occidentales soient décalées loin sur le territoire allemand, et près de quinze millions d'Allemands seraient expulsés de leur propre pays, afin de compenser l'annexion de la partie Est de la Pologne par la Russie. Qu'était-il advenu de la Charte Atlantique, qui interdisait explicitement le troc de territoires et de populations ? Qu'est-ce que les Alliés devaient recevoir en retour ? Ils devaient recevoir une aide russe contre le Japon après la défaite de l'Allemagne — une aide dont ils n'avaient pas besoin, qui ne fut jamais concrétisée en pratique, et qui avait pour seul but de permettre à la Russie de prendre part à l'immobilisation du Japon dans l'hypothèse d'un conflit russo-étasunien ultérieur.

Huit années plus tard, il apparaît impossible que nous ayons pu concéder tant de choses en échange d'un retour aussi absurdement ténu. Les Russes ont gagné la guerre à Casablanca et à Téhéran. Ils ont remporté la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Mandchourie, sans parler de la possibilité de s'emparer de l'Allemagne et de l'Autriche, sans parler du gain ultérieur de la Chine ; quant aux États Baltes, nul ne se souciait plus de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie...

Je souhaite ici montrer que les Alliés ne furent pas pris par surprise et qu'ils persistèrent dans leur folie, notamment lors des accords de Yalta de février 1945, alors que la guerre était pratiquement terminée. La nouvelle frontière polonaise en Allemagne fut tracée et les Polonais qui avaient combattu vaillamment avec les Alliés, furent jetés aux loups tels de mauvais anti-communistes. L'Allemagne fut divisée en deux zones, ou pour le dire autrement, on donna aux Russes une plateforme en Allemagne à partir de

laquelle ils pourraient bien obtenir l'ensemble du pays. Berlin elle-même fut placée en zone soviétique, sans que les Alliés ne disposent même d'un couloir libre assurant qu'ils auraient toujours accès à la capitale allemande. À titre de réparation, 80% des industries allemandes devaient être abandonnées, les usines d'aviations confisquées, ainsi que les usines de fabrication de pétrole synthétique, et des paiements en nature exorbitants devaient détruire l'Allemagne.

L'un des aspects les plus coupables des concessions de Yalta fut le fait que celles-ci n'étaient absolument pas nécessaires. Aucune nouvelle concession n'était à accorder à Staline. On n'avait pas besoin de son aide pour conquérir le Japon — la raison donnée par les apologistes de Roosevelt. Nous savons à présent que le Japon était prêt à accepter une paix, quels qu'en fussent les termes, avant Yalta. De fait, le président Roosevelt avait reçu du général MacArthur, avant son départ à Yalta, des conditions de paix très ressemblantes à celles qui finirent par être acceptées par le président Truman au mois d'août suivant. Walter Trohan les a publiées juste après le jour de la victoire sur le Japon [1].

Quel allait être le coût du réveil aux réalités, cinq ou dix années trop tard ? Si, comme le veut le proverbe, *gouverner, c'est prévoir*, alors jamais dans l'histoire du monde des gouvernants n'échouèrent aussi lourdement. Cette affirmation est richement confirmée, avec de multiples pièces à l'appui, par le livre de l'excellent journaliste étasunien, William Henry Chamberlin, *America's Second Crusade*. Le plus époustouflant, et à de nombreux égards décourageant, réside dans le fait que nombre d'Américains, qui s'opposèrent le plus sagement et le plus courageusement qu'ils purent à la « *seconde croisade* » en soutiennent désormais avec ferveur une troisième, plus horrible encore, en Asie.

Entre-temps, l'avance alliée en Italie se poursuivait lentement. Le feld-maréchal Alexander et le feld-maréchal Wilson, après la réussite des opérations contre le général Kesselring, voulaient se

1. Selon les fuseaux horaires, il s'agit du 14 ou 15 août 1945, NdT

rendre à Vienne, à Budapest, dans les Balkans en général. Et à un moment donné, on put espérer entraîner la Turquie et la Grèce sur la route des Balkans. Il ne m'appartient pas d'écrire sur des questions militaires, mais tout observateur diplomatique peut voir d'un coup d'œil qu'un tel plan aurait eu de lourdes conséquences politiques. En repoussant les Allemands, les Alliés auraient empêché les Russes d'envahir et d'annexer virtuellement les Balkans. Ils auraient également épargné la France, comme l'espérait le maréchal Pétain. Mais les aspirations et les sentiments de « *l'oncle Joe* » devaient être pris en considération. On lui avait promis des dépouilles à Téhéran, et il devait être autorisé à les prendre. Ce qui allait se passer plus tard en Europe ne fut pas envisagé.

Deux gaffes énormes, sans compter les bévues mineures, marquèrent la campagne des Alliés : la prolongation de la guerre, jusqu'à ce que le paroxysme de furie et de destruction ait atteint un point d'apogée, en proclamant la « *reddition sans condition* » à Casablanca ; ainsi que le détournement des armées alliées par la France, au lieu de les débarquer en Europe Centrale, au seul bénéfice de la Russie. Il serait difficile d'établir laquelle de ces deux gaffes fut la plus bénéfique au bolchevisme. Il s'agissait de cadeaux à la fois inutiles et néfastes, qui pourraient bien nous ruiner, nous et notre civilisation.

Pour être juste avec la Russie et les Alliés, il faut cependant reconnaître que la Russie a fourni, de loin, l'effort militaire le plus important. Quelle fut la phrase apocryphe attribuée à Churchill ? « *La patience anglaise, les armes américaines, le sang russe* ». Soyons clairs, la patience a eu son importance, et l'Angleterre également a payé le prix du sang ; les armes et l'argent ont apporté leur part et, comme en 1918, les États-Unis surgiraient en fin de partie pour asséner le dernier coup, comme le matador à paillettes d'or qui achève le taureau agonisant ; mais la Russie avait porté le poids des combats, des combats sanglants au cours desquels les hommes tombèrent, non par milliers ni même par centaines de milliers, mais par millions, pendant trois longues années. Il était logique, si le

sang devait être le prix de la victoire, que le pays exposé au feu et à l'épée, pendant que les autres se préparaient à lancer l'assaut final, dictât les conditions. . .Mais ces conditions n'avaient rien à voir avec nos intentions originelles. Ces conditions étaient telles que le monde ne pourrait pas les supporter longtemps. Elles étaient bien pires que Versailles, et laissaient la plus grande partie de l'Europe, que nous avions souhaité sauver, ainsi que les centaines de millions de Chinois, à la merci d'un pouvoir sous un régime que, dans nos cœurs, nous craignions et exécrions.

Le couronnement de l'erreur des Alliés fut leur traitement de l'Allemagne vaincue. Apparemment, ils n'avaient rien appris de l'exemple des effets désastreux du Traité de Versailles. La formule de Casablanca de « *reddition sans condition* » assurait que l'Allemagne se verrait profondément détruite militairement, laissant un vide dans lequel la Russie pourrait pénétrer sauf si l'Allemagne restait occupée sans limite de temps par une importante armée Alliée, ou réarmée dans un mépris à la fois sérieux et comique du principe sous-jacent de la décision de Casablanca. La division de l'Allemagne en zones d'occupations fut décidée à Téhéran, Yalta et Postdam, et cela rendit pratiquement certain qu'une grande partie de l'Est de l'Allemagne resterait de manière permanente sous domination russe. Mais les choses ne s'arrêtaient pas là ; le célèbre projet Morgenthau de destruction de l'industrie allemande et de transformation de l'Allemagne en pays pastoral et agricole, malgré le fait qu'il impliquait la famine de millions d'Allemands, fut approuvé par Roosevelt et Churchill (après une brève opposition du second) à Québec en septembre 1944. Il fut approuvé, et appliqué avec quelques légères modifications, décidées à la conférence de Postdam de juillet 1945. Cela amena à la démoralisation encore plus complète et à la destruction des installations industrielles allemandes et au transfert d'une grande partie d'entre elles vers la Russie, la Grande-Bretagne et la France.

La récupération de l'Allemagne se trouvait donc reportée à un avenir lointain, et le soutien qu'il fallut bien apporter aux Alle-

mands impuissants et au bord de la famine coûta aux Alliés, principalement aux États-Unis, des milliards de dollars. Les résultats de cette folie incroyable sont détaillés par la journaliste Freda Utley dans son livre *The High Cost of Vengeance*. Quand la menace d'une possible expansion russe en Europe de l'Ouest fut tardivement comprise, il devint apparent que la Russie ne pouvait être tenue en respect qu'en rétablissant une forte armée allemande. Aussi, les Alliés, après avoir décrété publiquement le désarmement perpétuel de l'Allemagne, furent-ils ignoblement contraints de revenir sur leurs positions et d'amener l'Allemagne à se réarmer, dans des conditions extrêmement défavorables que les Alliés avaient eux-mêmes provoquées inutilement.

Quant à la France, elle était restée hors de la guerre pendant quatre années, et ni les discours de De Gaulle, ni le Maquis déstructuré face à la Milice, ni la guerre civile dont les Français étaient les victimes, ni même les petites armées de Juin et de Leclerc ne constituaient une quelconque contribution d'un poids significatif. Bien sûr, les Français ne manqueraient pas de se dissimuler les réalités à eux-mêmes, comme ils l'avaient fait en 1918, et n'hésiteraient pas à bientôt affirmer que la victoire était de leur fait...

Alors que la fin était en vue, Pétain sortit du silence qu'il avait été contraint d'observer, et fit, tel un missionnaire, un tour de France pour proclamer les bonnes nouvelles et prévenir les Français : ils devaient se tenir prêts pour des événements qui leur accorderaient une nouvelle opportunité de prouver leur courage. Il avait souvent voyagé entre les villes du Sud, réconfortant les populations par sa présence, et s'y était invariablement exprimé en des termes réconfortants ; il avait reçu des maires et d'innombrables délégations, avait rappelé aux Alsaciens qu'ils étaient toujours français, avait applaudi les soldats potentiels d'une nouvelle France, et avait fait montre de mots encourageants et paternels. À présent, il décida de rendre visite aux régions occupées, à Paris même, comme messager des jours meilleurs.

Un Anglais mal informé m'a récemment posé la question : « *Pour-*

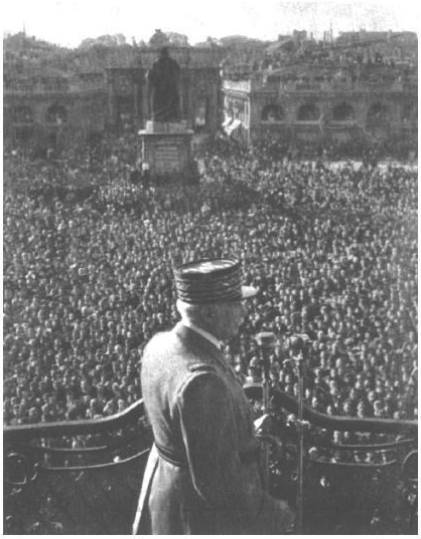

FIGURE 21.1 – Le maréchal Pétain à Nancy le 26 mai 1944

quoi les Français changèrent-ils subitement d'opinion sur Pétain ? » Je lui ai répondu que les Français, la masse des Français, n'avaient jamais cessé de le considérer tel qu'il était, l'homme qui s'était interposé entre eux et l'envahisseur, qui les avait protégés d'épreuves bien pires que celles qu'ils avaient eu à subir. C'était les politiciens, ceux qui revinrent avec les Anglo-Américains, et tout particulièrement les communistes, qui ne pouvaient lui pardonner d'avoir dit la vérité à la France, et qui se retournèrent contre Pétain. Et comme preuve de mon affirmation, je lui rappelai la visite du maréchal à Paris au printemps 1944. Des photographies existent [2], que nul ne pourra réfuter, des foules enthousiastes qui s'assemblaient autour de lui, qui affluaient dans les rues, qui faisaient de son passage au

2. Et même des vidéos, NdT

milieu d'elles une manifestation continue de gratitude et de vénération. Il était venu sans prévenir, sans arme et sans protection. Il n'y eut aucune organisation des multitudes pour canaliser des manifestations. Il entra dans la capitale après une absence prolongée, simplement, sans ostentation. Mais jamais, dans les jours les plus florissants de Hitler, dans les jours les plus triomphants de Staline, un chef d'État n'a été mieux reçu que Pétain à Paris au printemps 1944.

Le mot se répandit comme un feu de broussailles : Pétain était en ville ! Et tout Paris fut impatient. Les Parisiens bondirent, crièrent et se réjouirent comme un seul homme en saluant le Hérault de la Libération.

Aurait-il pu annoncer plus clairement, sous occupation allemande, que la délivrance était proche ? Écoutez sa courte allocution improvisée depuis l'Hôtel de Ville[3] aux foules immenses qui montaient pour apercevoir l'homme qui avait fait flotter le drapeau de France, les bons comme les mauvais jours. « *Une circonstance malheureuse m'y a ramené [à Paris]. Je suis venu ici pour vous soulager de tous les maux qui planent sur Paris.* » (Il ne considérait donc pas l'occupation comme une excellente chose ? Il ne traitait pas les Allemands comme des amis de la France ?) « *J'espère bien que je pourrai venir facilement à Paris, sans être obligé de prévenir mes gardiens* » (Ses gardiens ? Il était donc prisonnier. Revenir sans demander la permission ? Il anticipait donc le départ des gardiens, le rétablissement de sa liberté, la liberté de Paris ? Comprenez bien ici que ses prédictions n'échappèrent à personne.) « *Aujourd'hui, ce n'est pas une visite d'entrée dans Paris, que je vous fais, c'est une petite visite de reconnaissance. Je pense à vous beaucoup. Soyez sûrs que dès que je le pourrai, je viendrai* » (Hors la présence des Allemands.) « *Ce sera une visite officielle.* » (C'est-à-dire, dans une France libérée.) « *À bientôt, je l'espère* » (Bientôt ? leurs épreuves touchaient à leur fin. Les jours sombres étaient en

3. On en entend une partie dans la vidéo en note précédente, NdT

train de passer.)

De nombreux hommes de la quatrième République ont été décorés avec les plus grands honneurs pour avoir écrit clandestinement, ou pour avoir parlé depuis quelque lieu sûr, en Angleterre ou en Afrique, alors que le maréchal osa parler dans la ville occupée. Annoncer la défaite allemande si clairement, exhorter les Français à se rassembler en anticipation de leur libération de la domination de l'ennemi depuis le cœur de la foule, était un acte audacieux qui fut acclamé par tout Paris et par toute la France. C'était donc, j'imagine, que le maréchal avait rallié les hommes de Verdun. . .Churchill n'aurait pu faire plus. Roosevelt non plus. De Gaulle non plus. Personne n'aurait pu faire plus dans de telles conditions, avec une telle dignité et une telle simplicité. Ceux qui sont embarrassés par l'attitude du maréchal, qui ont fondé leur fortune sur la légende de sa « *collaboration* » traîtresse avec les Allemands, peuvent vouloir oublier, mais le peuple de France n'oublie pas. . .

La lutte qui commença sur les côtes de Normandie, le 6 juin 1944, quand les Anglais débarquèrent près de Caen et les Américains à Sainte Mère l'Église (De Gaulle ne fut pas convié à participer à la Libération de la France) ne nous laissa guère de doute.

La France s'était fait bombarder depuis le mois de mars avec une intensité effroyable. Quelques 268 000 tonnes de bombes furent larguées sur la Normandie, causant des ravages terrifiants. La bravoure des soldats anglo-américains fut au-delà des mots. Il était clair que, à moins qu'ils ne se vissent rejetés à la mer dans les premiers jours, les forces qu'ils allaient mettre en mouvement, avec un équipement matériel qui dépassait de loin les ressources dont disposaient les Allemands, repousseraient l'ennemi à une vitesse irrésistible. La course se lançait pour sauver Paris de la destruction, fût-ce par les Allemands ou par les insurgés qui voulaient, de manière quelque peu romantique, libérer la capitale sans l'assistance des anglo-américains. Les communistes, on le craignait avec raison, allaient profiter de la confusion pour s'emparer de la ville et s'installer au pouvoir. Un exemple lumineux de la force de la Résistance

nous est livré en l'estimation suivante : 3000 hommes prirent part activement au soulèvement de Paris mais, quelques mois plus tard, ce ne sont pas moins de 125 000 candidatures qui furent faites pour obtenir des certificats officiels des F.F.I. — Forces françaises de l'Intérieur. Le général Koenig, qui avait été mis à la tête de ces forces, câbla des instructions : ils ne devaient pas agir sans ordres. Les éléments modérés de la Résistance, craignant que des mouvements prématurés ne dégénérassent en l'anéantissement de la capitale — les Allemands, sous le général Von Choltitz, disposaient de 20 000 hommes, 58 canons lourds, 60 avions et 80 blindés, et auraient pu briser la ville, tuer des milliers de Parisiens et, de fait, avaient pour ordre de détruire Paris avant de partir —, se déclarèrent opposés au soulèvement. À quoi cela servirait-il de réduire la ville en cendres ? Les Américains approchaient, et les habitants n'avaient plus que quelques jours à attendre.

Mais l'idée d'une reddition paisible de Paris par les Allemands ne convenait pas à certains éléments de la Résistance. Pour eux, il importait de provoquer une insurrection qui forcerait les Allemands à prendre des mesures répressives. Que les Allemands puissent fusiller des centaines d'otages, pointer leurs canons sur les bâtiments historiques, faire sauter les quelque soixante ponts sur la Seine ne les troublait pas. Ce n'était que sur les ruines fumantes de la capitale que le communisme pouvait espérer triompher. Paris était donc condamnée, par Hitler d'un côté, dont les ordres étaient décisifs, et par les insurgés de l'autre, à subir une destruction totale.

Heureusement, Paris se vit épargnée de ce sort funeste, tout d'abord du fait que les masses refusèrent de se révolter : les gens furent assez sages pour rester chez eux jusqu'à ce que l'orage fût passé ; ensuite parce que De Gaulle et son cabinet de Londres multiplièrent les appels au calme ; troisièmement, parce que le gouverneur provisoire de Paris, le général Chaban-Delmas, soutenu par les membres les plus responsables de la Résistance, s'opposa aux extrémistes ; quatrièmement, du fait que Taittinger, président du conseil municipal (presque l'équivalent du maire de Paris), protesta

vigoureusement auprès du général Von Choltitz quant à la honte qui serait associée avec la démolition de Paris ; cinquièmement, parce que Nordling, le consul de Suède, établit une trêve ; et sixièmement, parce que le général Von Choltitz était le type d'officier allemand le meilleur qui fût et considéra que son devoir, pour une fois, était de désobéir aux ordres pour des raisons humanitaires.

Selon les informations dont je dispose (qui n'ont jamais été réfutées), Von Choltitz proposa à Eisenhower de rester dans la capitale jusqu'à l'approche des Américains, et d'en partir aussitôt qu'eux, ou un détachement français, pénétrerait la ville, afin qu'aucun espace ne fût laissé aux révolutionnaires pour établir une Commune, comme en 1870. Il est évidemment absurde de supposer que quelques centaines de révolutionnaires auraient pu faire quoi que ce fût de significatif face aux soldats de Von Choltitz, si les Allemands avaient décidé d'agir.

La trêve fut proclamée par des véhicules portant des haut-parleurs — des véhicules allemands et des véhicules français. Ils annoncèrent que les Allemands avaient convenu de ne pas s'en prendre aux immeubles au sein desquels les insurgés avaient trouvé refuge, de ne pas fusiller d'otages, de libérer tous les prisonniers, de traiter les patriotes français comme des gens ordinaires, pourvu que cette trêve fût respectée.

La trêve, bien entendu, ne plut pas à ceux qui entretenaient des rêves romantiques de batailles de rues, de barricades — que le plus léger des blindés allemands aurait pu briser ; ils voulaient revendiquer l'honneur d'avoir libéré Paris, même si la ville devait pour cela être démolie. Il a été suggéré que les SS allemands auraient remis des armes à ces factions, dans le dessein machiavélique de créer le désordre et de laisser la France entre les mains des révolutionnaires. Les modérés, après avoir tenu le coup contre les extrémistes quelques jours, envoyèrent des émissaires aux armées américaines, les enjoignant de se dépêcher. Le général Leclerc eut l'autorisation des Américains d'avancer rapidement, le cœur des armées américaines ayant pour objectif Berlin et pas Paris, et étant considéré

plus souhaitable qu'un détachement français entrât à Paris en premier. Il fut convenu que les soldats de Von Choltitz évacueraient Paris et que les quelques hommes restant sur place pour des raisons tactiques se rendissent aux armées régulières.

Les légendes ont la vie dure, mais la vérité est que Von Choltitz se comporta avec une discrétion remarquable, et ses hommes ne tuèrent que quelques personnes qui avaient ouvert le feu sur eux. Quelles que fussent ses raisons, c'est surtout à lui et à Nordling, puis à l'avancée rapide de Leclerc, que Paris dut son salut.

À part des incidents de rue sporadiques, le transfert de Paris des mains allemandes aux mains françaises se réalisa d'une manière assez ordonnée. Les quelques insurrections qu'il y eut ne causèrent que des torts. Les membres responsables de la Résistance doivent être félicités pour leur opposition à toute action qui aurait pu rayer Paris de la carte de France.

Mais les héros des barricades eurent tout de même une petite revanche. Ils déshabillèrent complètement toutes les femmes suspectées d'avoir convolé avec les Allemands au cours des quatre années d'occupation, peignirent des signes nazis sur leurs corps dénudés, leur rasèrent les cheveux, et les firent défiler dans les rues de Paris. Des milliers de soi-disant « *collaborateurs* », dont nombre n'avait pas collaboré à hauteur de la moitié de leurs ravisseurs, furent jetés en prison.

De Gaulle n'arriva que plus tard. Il découvrit que les différences de vues entre les membres de la Résistance étaient considérables, et que le mouvement risquait fort de se diviser. Mais les querelles furent pour l'instant apaisées, et un gouvernement provisoire intégrant toutes les parties, y compris les communistes, fut constitué. Maurice Thorez, chef de file des communistes français, fut rappelé de Moscou, amnistié de sa condamnation de déserteur, et on lui trouva une place aux côtés de De Gaulle, comme vice-président du conseil du gouvernement.

Le destin de Paris et le destin de la France, en cette période d'inter-règne critique, aurait pu être bien meilleur, ou bien pire. Si

les communistes et ceux qui étaient prêts à s'associer à eux s'étaient montrés un peu plus audacieux, si les militants du parti avaient été plus nombreux, ils auraient pu réussir facilement à proclamer une république soviétique. Si Nordling, Taittinger, Von Choltitz, et les plus modérés des Résistants s'étaient montrés moins déterminés à épargner Paris, si l'avancée de Leclerc avait été un peu plus lente, Paris aurait bien pu être détruite, et les Rouges installés au pouvoir avant De Gaulle. Mais d'un autre côté, des tentatives furent faites de transmettre le pouvoir légalement à un nouveau gouvernement. Laval, pour sa part appela Herriot, le président de l'ancienne Chambre, depuis sa retraite où il vivait sous surveillance allemande. Herriot, qui avait joué un rôle de premier plan dans l'élection de Pétain, mais était à présent furieux contre lui, se vit demander de convoquer le Parlement. Si l'ancien Parlement n'existait plus, il n'y avait plus en France aucun organe représentatif. À mon avis, il aurait dû se rassembler, ne serait-ce que pour nommer De Gaulle, dont les prétentions à l'exercice du pouvoir n'avaient pas de base solide. Mais ce qui a pu ressortir des conversations de Laval et de Herriot n'est qu'affaire de conjectures. Les Allemands intervinrent. Ils s'emparèrent de Laval, et l'amenèrent à Belfort malgré ses protestations. Ils déportèrent Herriot.

Mais le maréchal non plus n'était pas resté les bras croisés. L'amiral Auphan, délégué par lui, entra en pourparlers avec Teitgen, qui représentait la Résistance responsable. Il fut également arrangé que Taittinger, avec le général Brécard, le grand chancelier de la Légion d'Honneur, recevrait officiellement De Gaulle, et lui remettrait formellement, au nom du maréchal, toute autorité. Auphan fut en outre chargé d'établir des contacts avec les Anglo-Américains et de chercher une solution avec De Gaulle afin d'éviter une extension de la guerre civile. L'union de De Gaulle et de Pétain aurait symbolisé l'union des Français, et beaucoup d'épanchements de sang et d'emprisonnements injustes auraient pu être évités. De Gaulle ne disposait bien sûr d'aucun statut particulier. Il n'avait jamais été élu par personne, ni chargé d'une quelconque mission

par un corps élu.

Il refusa d'entrer dans quelque discussion que ce fût. Il s'arrogeait sa légitimité au titre de ses proclamations de Londres, de Brazzaville, d'Alger. « *J'ai renvoyé les messagers* », déclara-t-il plus tard de manière hautaine, « *et où est la guerre civile ?* » Il ne fallait pas regarder bien loin pour découvrir la guerre civile. Elle était partout autour de lui, elle était partout en France, dans les quelques *départements*[4] qu'il contrôlait ainsi que dans les nombreux autres sur lesquels il n'avait toujours aucune autorité.

Bien sûr, les Parisiens l'accueillirent avec enthousiasme, dans la joie de la Libération. Ils auraient accueilli quiconque symbolisait la fin de l'occupation. Mais ils avaient accueilli Pétain, avant la victoire, avec une émotion encore plus grande. La thèse selon laquelle Pétain était un usurpateur devint un article du credo gaulliste. Mais si Pétain, malgré le vote de l'Assemblée Nationale, était un usurpateur, le président Lebrun était donc toujours en fonction, et c'était à lui, non à De Gaulle, de prendre des décisions. Un autre article du credo gaulliste fut que l'armistice n'était pas nécessaire, et constituait une trahison de la France. Cette thèse ne peut être soutenue par quiconque s'intéresse aux faits. Elle fut servie à des fins de propagande sous l'occupation, mais aurait dû être immédiatement abandonnée dès la Libération.

Un peu plus de générosité, un peu plus d'attention accordée à l'avenir du pays, un peu moins de préoccupation des partis et des personnalités, en bref, une trêve politique, aurait uni tous les Français dans la reconnaissance des services rendus par Pétain et par De Gaulle, aurait réuni tous les Français face à l'immense tâche de reconstruction du pays. Une fraction des Français n'aurait pas proclamé face au monde entier qu'une autre partie, bien plus large, était composée de « *traîtres* ». Les meilleurs des serviteurs de la France, dans chaque compartiment de la vie nationale, parlementaire, administrative, littéraire, artistique, auraient continué leur

4. En français dans le texte, NdT

tâche, et la France n'aurait pas été privée de nombreux généraux, amiraux, industriels, et autres dirigeants plus modestes. Des centaines de milliers de bons citoyens n'auraient pas été ruinés par la Révolution, des familles qui n'avaient commis aucune faute n'auraient pas été portées au désespoir, la hideuse Terreur n'aurait pas été lâchée dans la nature, les prisons n'auraient pas été emplies, les gloires de la France ne se seraient pas vues ternies, et la nation n'aurait pas connu l'opprobre d'avoir hébergé au moins un million d'anti-patriotes actifs.

Les Allemands entrèrent dans le jeu de division des Français. Ils kidnappèrent le maréchal pour empêcher toute réconciliation. Ils le déportèrent, comme ils avaient déporté tant de Français. (Étrange que personne ne larmoie sur la déportation du chef de l'État, alors que tant de larmes ont été versées sur la déportation des politiciens !)

Le 17 août 1944, Renthe-Finck, le gardien du maréchal, lui ordonna de se rendre à Nancy. Il refusa. Il lui fut répondu que Vichy serait bombardée par les Allemands en retraite à moins qu'il n'obéît. Il en appela au Nonce Apostolique et au ministre suisse, qui restaient accrédités à Vichy, et leur demanda protection et, si cela n'était pas possible, d'au moins se constituer témoins de la violence des Allemands. Il prépara un message à distribuer, et j'en reçus une copie.

Bien que je sois au fait de toute l'histoire de la fin de Vichy, je renvoie le lecteur au témoignage irréfutable du ministre suisse, Stucki, qui a non seulement écrit un ouvrage relatant précisément ce qui s'est produit, mais également témoigné de la dignité de Pétain, lors des circonstances les plus éprouvantes de la déportation. Il est étrange que la légende présentant un maréchal quittant volontairement le pays qu'il avait juré de ne jamais déserter puisse perdurer face à la vérité pourtant bien établie.

Le 19 août, l'Hôtel du Parc fut encerclé, le maréchal refusa de nouveau de partir ; les portes et les fenêtres furent brisées par ses ravisseurs, et le vieil homme fut emmené par les Allemands (assez

ironiquement, dans une Cadillac qui lui avait été offerte par l'amiral Leahy !) jusque Belfort, puis à Sigmaringen sur le Danube, où il fut gardé en captivité jusqu'à ce que l'avancée des Alliés le libérât.

FIGURE 21.2 – Le maréchal pendant son procès

Il revint immédiatement en France en passant par la Suisse. De Gaulle aurait préféré qu'il restât à l'étranger, et qu'il fût condamné par contumace, car sa seule condamnation aurait paru justifier De Gaulle. Mais Pétain refusa de rester sain et sauf en exil : il revint en France et fut mis en accusation par un tribunal spécial composé exclusivement de Partisans, un tribunal qui n'aurait pu justifier d'aucune existence légale, un tribunal absolument étranger à la constitution (la seule constitution existante était celle de la troisième république, qui proclamait la non-responsabilité légale et l'inviolabilité du chef de l'État, qui en l'occurrence ne pouvait se voir jugé que par le Sénat, c'est-à-dire le Sénat de 1939). À l'issue d'un simulacre de procès tenu en hâte, dans lequel il refusa à raison de reconnaître ses juges, Pétain fut condamné à mort. Mais la sentence fut ultérieurement commuée en emprisonnement à vie. L'amiral Leahy envoya une lettre par laquelle il attestait de sa pro-

fonde conviction de l'intégrité du maréchal et de sa sincère dévotion à la sécurité et aux intérêts de la France. Churchill s'abstint opportunément de tout soutien au maréchal, sans doute par crainte d'offenser Staline et les communistes.

Cet emprisonnement constitua également une victoire morale éclatante pour les Russes : Pétain en prison, et tous ceux qui l'avaient suivi et qui lui avaient obéi persécutés, Thorez siégeant à la droite de De Gaulle, et les communistes établis aux postes clés en France.

Le maréchal Pétain mourut à l'été 1951 à l'âge de 95 ans, après six ans d'isolement dans la plus sévère des forteresses, sur l'Île d'Yeu. Ce ne fut que juste avant son décès qu'il fut transféré dans un hôpital du gouvernement disposant lui aussi du statut de prison.

Chapitre 22

La Libération et ses séquelles

Lorsque les autres moyens de communication avaient échoué, j'avais reçu de Vichy des messages ronéotypés, et voilà que me parvint à Monaco la dernière déclaration du maréchal. Il affirmait qu'il n'était plus même partiellement libre, qu'il s'apprêtait à être fait prisonnier des Allemands. Il expliquait que, ayant décidé de rester, il avait réalisé chaque jour le meilleur calcul en vue de défendre les intérêts permanents de la France : « *Faute de pouvoir être votre glaive, je serais votre bouclier.* » Parfois, possiblement, ses actions ou ses paroles avaient pu surprendre les Français. Elles l'avaient blessé lui-même plus que quiconque. Mais il était parvenu à épargner aux Français des souffrances supplémentaires. Aujourd'hui, l'ennemi l'emmenait au loin. Il n'existait qu'une seule France, la France de nos ancêtres. C'est pourquoi il exhortait encore une fois le peuple à s'unir. Il n'était pas difficile de réaliser son devoir, même si parfois il était difficile de savoir en quoi celui-ci consistait. Le devoir des Français, à présent, était simple : se regrouper autour de ceux qui les conduiraient à l'honneur et à l'ordre.

Ainsi le dernier message de Pétain fut-il équivalent à une exhortation à accepter De Gaulle et ses compagnons, pourvu qu'ils assureraient « *la paix sociale, sans laquelle aucun système national ne peut exister. Ceux dont les mots amèneront à la réconciliation et au rétablissement de la France, par un pardon réciproque des fautes commises, par l'amour de chacun, sont les vrais dirigeants français. Ils poursuivent ma tâche, suivez-les !* »

Je ne connais rien de plus noble que ces mots de départ du maréchal, au moment où il était emmené en captivité par les Allemands, et calomnié par les émigrés pour avoir fait tout ce qui était en son pouvoir au cours des quatre plus difficiles années que la France ait jamais endurée : « *Je me vois séparé de vous, mais je reste avec vous en pensée. J'espère que votre dévotion pour la France lui permettra de rétablir sa grandeur. Je subis la pire épreuve qu'un homme puisse subir, mais cette épreuve, je l'accepte avec joie, si elle constitue la condition de notre salut...si mon sacrifice vous aide à retrouver le chemin de l'union pour la renaissance de la Patrie.* »

Tel était le message du maréchal, alors même que les Allemands s'emparaient de lui. Pas un mot de reproche, pas un mot de division ; que des mots qui panseraient les blessures, qui aideraient son successeur à obtenir l'unanimité des citoyens. Il ne plaçait pas le prestige personnel, la fierté, l'ambition devant la cause de la France. Il ne poussait pas à la guerre civile. Il savait que la France avait besoin de tous ceux de ses enfants qui n'étaient pas entrés volontairement au service de l'ennemi, pour divergentes qu'eussent été les méthodes qu'ils avaient adoptées. Pourquoi son message ne fut-il pas publié par ceux qui parvinrent au pouvoir, dans tous les journaux, placardé sur chaque mur ? Pourquoi ceux qui eurent dès lors la destinée de la nation entre leurs mains ne firent-ils pas écho à ces mots ? Ils les auraient aidés.

Au Sud, nous subissions des bombardements. Des éclats de bombes tombaient sans cesse sur le balcon de mon appartement. Sous mes yeux, le port était effondré. Les Allemands rassemblaient

toutes les personnes suspectes. L'un de mes amis les plus proches était en prison à Nice pour avoir rappelé de manière anodine que les Français restaient fidèles à leurs anciens idéaux. Nous craignions qu'il ne puisse être emmené comme otage dans la retraite des soldats allemands.

Je reçus un appel téléphonique du consulat français. J'allai voir le consul.

« *Il semble, me dit-il, que vous avez envoyé des lettres en Angleterre, via la Suisse, en usant du canal diplomatique.* »

J'essayai de nier l'accusation, mais il m'arrêta.

> *- Je ne me plains pas. Ce sont les Allemands qui vous accusent. Ils pensent que vous faites partie de l'*Intelligence Service*. Je ne veux pas pénétrer vos secrets. Je sais que vous avez agi selon votre conscience.*
> *- Je n'ai jamais agi avec dissimulation. J'ai jugé nécessaire d'envoyer certaines informations, non pas en matière militaire, mais quant aux sentiments français. C'est ma fonction...*
> *- Je n'en doute pas. Mais la chose est peut-être grave. Je viens de recevoir un message de Marseille : votre arrestation a été ordonnée. Et une arrestation, en ce moment, peut être chose particulièrement grave. Les Allemands sont dos au mur et ne seront pas tendres. Vous serez traité comme un espion. Je vous enjoins de vous enfuir.*
> *- Et vous ? demandai-je. Prévoyez-vous de vous enfuir ?*
> *- Non, mon devoir est de rester sur place.*
> *- Je n'ai guère de goût pour les évasions romantiques, répondis-je. Comme vous, je dois tenter ma chance.*
> *- Je ne vous cacherai pas le fait que le consulat est impliqué dans les accusations à votre encontre, ajouta-t-il. Nous sommes en position difficile. Mais nous ne pouvons pas fuir. Je vous implore de vous cacher. Il sera*

> *préférable, non seulement pour vous, mais également pour nous, que les Allemands n'aient pas l'opportunité de vous questionner.*

Je finis par accepter, à contrecœur, de quitter mon domicile et de m'établir à l'hôtel, en partie pour éviter que le consul fût compromis, en partie pour me garder d'une arrestation, en partie du fait que mon épouse et moi étions las de rester dans la zone des bombardements quotidiens qui avaient ravagé des maisons juste en dessous de notre domicile.

Une autre raison se présentait, pour laquelle nous devions loger à l'hôtel, hors de la zone de bombardements habituels. Depuis quelque temps, nous n'avions presque plus de nourriture. Les magasins n'avaient plus de pain. Nous avions des tickets, mais n'avions nulle part où les échanger. Les autorités avaient établi des soupes populaires à divers endroits, surtout dans des hôtels, où les gens se voyaient remettre une louche de liquide avec des macaronis, et un morceau de biscuit rassis. Nous allâmes nous établir dans un de ces hôtels qui hébergeaient ces distributions de soupe. Nous pûmes y obtenir à manger sans devoir trop marcher. Nous avions emporté les quelques boîtes de sardines que j'avais reçues du Portugal, et que nous avions conservées pour une éventuelle urgence.

Après avoir passé le plus long de la guerre dans un relatif confort, les dernières phases en furent particulièrement pénibles. J'étais recherché par les Allemands, mon ami était en prison, et son épouse éperdue venait nous voir plusieurs fois par jour pour recevoir quelque consolation. Nous n'avions pas assez à manger. Une bombe était tombée sur le réseau de distribution d'eau, et nous n'avions plus d'eau. L'électricité était complètement coupée...

Il y avait dans l'hôtel un groupe de Résistants, parmi lesquels un danseur issu d'une compagnie de ballet, et nous discutions de la guerre. Les Résistants sortaient la nuit pour d'étranges missions, dont je ne connus jamais les objectifs. Je commençais à me demander si un hôtel peuplé de Résistants était bien, tout compte fait, le

meilleur endroit pour se cacher des Allemands.

J'étais également gêné par le ton de la radio d'Alger, qui annonçait que deux millions de têtes devraient tomber en France. Deux millions ! Cette menace stupéfiante me fit craindre pour l'avenir de la France, où les bombardements, la faim, l'esprit de parti fanatique, la délation, les exactions allemandes, les emprisonnements, les exécutions avaient engendré un état d'amertume sans précédent, qu'il serait difficile de modérer. Les sentiments au Nord étaient moins vicieux et violents qu'au Sud ainsi que dans d'autres régions, comme dans le Massif Central, vers Toulouse, aux environs de la frontière espagnole, vers Grenoble et dans le Jura. Ici, dans le Sud, la population était extrêmement mêlée, surtout d'origine italienne, et si certains Italiens présentaient des sympathies fascistes, les autres étaient plus français que les Français eux-mêmes. Les réfugiés de pays d'Europe Centrale étaient prêts à basculer hors de contrôle. Il y avait les Espagnols Rouges, même si la plupart d'entre eux résidaient autour de Perpignan et de Montpellier. Il y avait des milliers de Juifs sans domicile, enragés par leurs propres souffrances et par celles des leurs. Il y avait des anti-russes, et des pro-russes.

Il y eut des centaines de vendettas privées, des maris qui avaient des griefs envers leur épouse, et des épouses qui saisissaient l'opportunité de faire du mal à leur mari. Des amis s'étaient séparés et attendaient l'opportunité de se trahir l'un l'autre, ayant en mémoire des souvenirs déformés de conversations qui avaient comporté des mots indiscrets. Il y eut des inimitiés raciales. Il y eut des jalousies commerciales. Il y eut des rivalités entre services administratifs. Il y avait eu des fraternisations avec les soldats occupants, humaines et compréhensibles, qui allaient donner à ceux qui n'avaient pas fraternisé l'excuse glorieuse (ou peu glorieuse) de saisir leur vengeance. Pis encore, nombreux parmi ceux qui avaient fraternisé avec l'ennemi et s'étaient enrichis de leurs relations avec l'ennemi, ayant beaucoup à se faire pardonner, se montrèrent les plus zélés des chasseurs de sorcières et les patriotes les plus extrémistes. Il y

eut les profiteurs du marché noir, les espions, les criminels de droit commun, qui se virent libérés et ajoutèrent à l'anarchie. Où étaient les forces de l'ordre, capables de s'occuper des forces anarchiques et de désordre, une fois que les Allemands perdirent la main ? Et à présent, les émigrés de Londres et d'Afrique se préparaient, sans rien connaître des conditions d'existence en France, à venir avec l'animosité d'hommes qui étaient longtemps restés en exil, punir les malfaiteurs, et aux côtés de malfaiteurs, punir les innocents, qui furent bien souvent dénoncés par les vrais malfaiteurs.

Je partageai mes appréhensions avec un médecin, un ami, un membre de la Résistance, qui suivait mes problèmes de tension artérielle. Il se fit grave. Il admit que mes craintes n'étaient pas infondées, mais il estimait que les éléments les plus raisonnables l'emporteraient. La Résistance — la vraie Résistance, qui n'était ni vindicative, ni communiste—, serait appelée, pas tant pour harceler les Allemands que pour maintenir l'ordre. Telle était sa tâche.

Je me montrai sceptique, mais il m'assura que je me trompais. N'était-il pas un Résistant typique ? Était-il du côté de l'anarchie ?. . .Ses désillusions ne tardèrent pas.

Beaucoup furent à son image. Un jour, un groupe d'hommes, dont l'un était un ancien condamné, fit irruption dans mon appartement, et exigea que je leur remette toute la nourriture dont je disposais. Je n'avais rien d'autre qu'un os de porc, sur lequel restaient quelques lambeaux de viande. L'ancien condamné prononça un discours éloquent sur les « *accapareurs* » qui affamaient les pauvres tout en s'engraissant. Comme l'incident laissait à penser que des possibilités de pillage étaient avérées, je jugeai qu'il relevait de mon devoir de le signaler à la police. L'agent me demanda si je voulais porter plainte. Je répondis par la négative : je voulais seulement qu'il soit conscient de ce qui risquait d'arriver. Il me répondit qu'il recevait des tonnes de plaintes, mais qu'à son grand regret il ne pouvait rien faire.

Le danseur de ballet des expéditions nocturnes, ayant eu vent de mes mésaventures par le propriétaire de l'hôtel, me fit appeler,

et m'offrit ses excuses. « *Bien sûr, ces hommes n'appartiennent pas à notre organisation* », me dit-il. « *Nous avons les ordres les plus stricts de respecter les personnes et les biens. Le pillage est passible de mort. Donnez-moi une description de ces hommes, et je veillerai à ce qu'ils soient exécutés.* »

Je fus stupéfait par sa demande. Exécuter un homme — trois ou quatre hommes — pour avoir volé un reste de jambon ? L'exagération était grotesque.

« *Nous sommes très préoccupés par l'idée de garder propre la Résistance* », me répondit le danseur de ballet. « *Nous n'aurions jamais pris les armes sans nous assurer qu'une stricte discipline serait observée pendant la période de transition.* »

Je le remerciai, mais me refusai à lui donner plus d'information. Lui, et les siens étaient armés non pour lutter contre les Allemands, mais surtout contre les membres indisciplinés de la communauté qui profitaient de la phase de transition pour donner libre cours à leurs instincts antisociaux.

Je fus réveillé le matin du 15 août par un calme inhabituel. Il régnait dans l'air un silence inquiétant. Le silence total est si rare qu'il en est effrayant. On n'entendait pas un bruit. Je sortis dans la rue, et mon trouble ne fut qu'amplifié par l'absence de tous les petits bruits qui font l'animation d'une ville. L'air était comme assourdi : la nature elle-même était comme hébétée. L'absence de tout mouvement constituait un sinistre présage. Je compris tout de suite la signification de ce vide. Dans le vide de l'aube je sus, avant que l'annonce en fût faite, qu'un débarquement avait eu lieu dans le Sud.

Dans l'ensemble, je m'en réjouissais, même si du point de vue stratégique des Alliés je considérais le débarquement au Sud de la France comme une erreur. Les armées avaient été allégées en Italie, et donc des Balkans où, à mon avis, elles auraient dû poursuivre leurs avancées pour assurer la liberté de l'Europe Centrale face à l'occupation bolchevique.

Dans le Sud, il n'y avait que quelques divisions allemandes pour

défendre plus de 650 kilomètres de côtes ; et les fortifications du Sud ne valaient guère plus que du bluff. Les Allemands étaient voués à la retraite, dans tous les cas, à présent qu'une brèche avait été ouverte en Normandie, et après le débarquement des Alliés à Saint-Tropez, Sainte-Maxime et Saint-Raphaël, l'ennemi ne combattit plus guère qu'afin de couvrir cette retraite. Les Alliés poussaient sur Toulon, Marseille, par la route de Napoléon jusque Grenoble, et par la vallée du Rhône vers Lyon.

Je me sentais au moins soulagé des menaces d'arrestations qui avaient pesé sur moi, et j'espérais que la présence alliée empêcherait la révolution sanglante que je voyais venir.

Malheureusement, les Américains ne réprimèrent pas les innombrables abus qui suivirent la retraite des Allemands. Ils laissèrent cette tâche aux autorités françaises, et les autorités françaises à Paris étaient impuissantes, ne disposant d'aucune autorité sur le Sud.

Les Allemands avaient reçu l'ordre de faire sauter le port et, au cours des quelques journées qui suivirent, il y eut des explosions de fumées, que je vis depuis le pont séparant les deux moitiés de Monaco. Mais, ici comme ailleurs, les hommes de terrain décidèrent de désobéir aux ordres, et la principauté fut, dans l'ensemble, épargnée. Il n'y eut en retour guère de tentatives de s'en prendre aux contingents allemands qui rejoignaient les colonnes principales. Je me rendis à l'Hôtel de Paris et y vis des garçons agités et débraillés, descendus du Maquis, caressés par des femmes toutes excitées. On faisait passer des brassards, qui étaient considérés comme preuve suffisante que leur porteur avait appartenu à la Résistance. À ma stupéfaction, le drapeau rouge fut levé sur de nombreuses maisons. Je n'avais jamais dans mes rêves imaginé que Monaco, qui vivait et existait de par l'existence des riches, aurait pu arborer tant de révolutionnaires. Quand un cri d'alarme fut lancé, annonçant le retour des Allemands, les drapeaux disparurent comme par enchantement, et ne réapparurent qu'après l'annonce : il s'agissait d'une fausse alarme. Nous attendions anxieusement les soldats américains, et

nous fûmes déçus d'apprendre que Monaco était hors-périmètre.

J'eus de longues discussions avec des soldats anglais en visite dans la principauté, qui venaient se restaurer dans mon hôtel. Ils m'offrirent du thé et du café, très acceptables. Comme j'aimais entendre leurs récits, écouter cette vieille langue si familière ! Quels jeunes gens charmants et intègres ils faisaient ! Ils appartenaient à un petit détachement d'aviateurs en liaison avec les Américains.

Les Allemands s'étaient retirés, mais ils avaient laissé, dans les montagnes, des batteries de canons disposés de manière à rester pratiquement inaccessibles. Des navires de guerre britanniques apparurent face à l'hôtel, et nous fîmes usage de nos jumelles pour les regarder tirer bordée après bordée. Les Allemands, de temps à autre, répliquaient ; leurs projectiles tombaient en mer de part et d'autre des navires britanniques. Les frémissements et les sifflements des projectiles qui fusaient au-dessus de nos têtes étaient plus impressionnants que les nombreux bombardements aériens que nous avions subis, et quand la bataille reprit de nuit, nous jugeâmes, pour la première fois, prudent de nous réfugier à la cave, où nous restâmes assis, à la lumière de quelques bougies. Un obus, de temps à autre, tombait trop court. L'un d'entre eux s'abattit sur l'escalier de rue, juste derrière chez nous, dans le vacarme assourdissant de la maçonnerie qui cédait.

Un petit contingent d'Allemands était resté en arrière à Cap Martin, sous Roquebrune, et l'attaque qu'ils subirent fut la plus spectaculaire de toutes. Le ciel était strié de chandelles brillantes suspendues aux étoiles : on y voyait comme en plein jour. La vue était inouïe ; chaque arbre, chaque maison apparaissait comme en surimpression, et nous voyions de minuscules silhouettes humaines courant ci et là comme des fourmis. De temps à autre, un foyer était allumé par une bombe et s'embrasait dans les tons rouges. Sous la lumière froide et blanche des chandelles mystérieusement suspendues aux cieux, nous assistions au débarquement de soldats et aux combats corps à corps : nous avions même l'impression d'entendre les cris d'hommes mortellement blessés. Je ressentais un sentiment

de honte à contempler ce spectacle comme s'il s'était agi d'une pièce de théâtre montée pour nous divertir. Des hommes comme nous, Allemands, Anglais ou Américains, tuaient et se faisaient tuer sur cette étroite bande de terrain, sous nos yeux ; à une distance qui semblait un jet de pierre, des hommes mouraient, ou agonisaient, victimes de ce brutal assaut nocturne.

Au gré de mes errances dans Monaco, où je serrais les mains de mes connaissances, échangeais des expressions de soulagement que le long cauchemar de la guerre allait bientôt prendre fin, j'eus vent de ce qui se passait dans les villes côtières. On forçait des femmes à défiler, nues, dans les rues, comme dans le Nord, tondues, la *Swastika* peinte au goudron sur leur corps ; on arrêtait des hommes par centaines, le drapeau rouge flottait sur des bâtiments publics, les préfets nommés par Paris ou par Alger étaient mis dehors, et d'autres préfets, approuvés par les communistes, escortés à la mitrailleuse, prenaient leur place. Les communistes s'emparaient des hôtels de ville et tenaient lieu de maires. En bref, une révolution était en branle.

Le nouveau consul de Monaco se mit sous la protection du prince, car il avait été attaché à Vichy, ce qui était devenu un pêché impardonnable. Il n'aurait servi à rien d'expliquer qu'il avait exercé une influence modératrice, qu'il avait publiquement plaidé pour une réconciliation, pour l'union des « *Armagnacs* » et des « *Bourguignons* ». Ancien représentant de Vichy, à présent détrôné, il courait un péril mortel, et on pouvait se demander combien de temps l'autorité du prince, auprès de qui il était accrédité, pourrait le protéger. Le médecin qui me suivait, officiellement désigné comme officier médical de la Résistance, et arborant à présent un superbe uniforme, avec le grade de commandant, était troublé. Combien de temps les lois ordinaires de la vie civilisée pourraient-elles être maintenues ?

J'estimais qu'il relevait de mon devoir d'envoyer des lettres une fois de plus, au général américain, à un ministre britannique avec qui j'avais partagé quarante années d'amitié, pour leur signaler le

FIGURE 22.1 – Une femme tondue, son enfant dans les bras, à Chartres, le 18 août 1944. Photo de Robert Capa. Source brault-jeanpaul.unblog.fr

danger. Mais comment les joindre ? Mes nouvelles connaissances, les soldats britanniques qui étaient venus visiter Monaco, acceptèrent de poster mes missives à leur retour au quartier général. Je ne citerai pas l'intégralité de ces lettres, qui étaient assez longues et en partie personnelles, mais je dois citer les passages de conclusion, qui expriment la pensée qui prédominait, et continue de prédominer, dans mon esprit :

> *Il me semble particulièrement dangereux de laisser libre cours aux représailles, d'inaugurer la Libération de la France par des exécutions de masse ainsi que par la division de la France en zones de citoyens opposés. La France, après la défaite de 1940, avait deux problèmes totalement distincts à traiter. Le premier, et le plus immédiat, était la réorganisation du pays disloqué. Le se-*

> *cond, plus lointain, était la préparation d'une résistance à venir. Les deux tâches n'étaient ni incompatibles, ni contradictoires : elles étaient plutôt complémentaires. À mon avis, il sera désastreux pour la France de laisser des conceptions divergentes de l'urgence et de la priorité de ces tâches dégénérer en expressions de haine et de pure partisanerie. Un effort d'entente doit être mené ; et tout gouvernement désireux de rallier les citoyens français doit faire appel à tous les Français de bonne volonté, en proclamant une amnistie générale. Sans cela, quels que soient les résultats présents, c'est un profond ressentiment qui montera, et avec le temps qui passera, on assistera à vengeance sur vengeance. J'insiste fortement sur le fait que le premier, et le plus important acte de gouvernement est la réconciliation des Français entre eux et avec les Alliés...La France, qui a beaucoup souffert et est restée fidèle malgré l'angoisse, doit à présent connaître la paix intérieure et une sympathie active.*

J'ai de bonnes raisons de persister dans ma lecture de la situation de 1944. Quelque temps après, les Américains réalisèrent la vérité sous-jacente à mon plaidoyer, et — tardivement — sans intervenir de manière officielle dans les affaires françaises, formulèrent des reproches et même des menaces qui mirent fin à certains des pires événements de la Libération.

Quant aux Anglais, bien que je ne puisse pas mentionner de noms, car la lettre que j'avais envoyée était confidentielle, je pense pouvoir décemment, le temps ayant passé, rapporter ici quelques phrases extraites d'une réponse que je reçus de la part d'un ministre haut placé. Après avoir noté que les éléments dont je faisais part étaient du plus haut intérêt, et que je présentais des « *qualifications tout à fait particulières pour les décrire* », et après avoir exposé que le ministre avait « *de bonnes raisons de se souvenir de mon obligeance et de l'acuité de mon jugement* » de par le passé, la

lettre se poursuivait comme suit :

> *Il se trouve que j'ai eu l'autre jour une conversation avec le contrôleur d'une des régions françaises, et que je me suis aventuré à l'exhorter du fait que les vrais amis de la France étaient perturbés par la portée des poursuites envers les personnes, sur des accusations en lien avec leur conduite lors de la guerre...La plupart des graves erreurs politiques qui furent commises résultèrent d'erreurs de jugement, et non d'une pure barbarie. Il est impératif de punir ceux qui se sont délibérément vendus aux ennemis de la France, mais ce cas est tout à fait différent de celui d'un citoyen qui, ayant à faire face aux terribles difficultés de la crise que traversait son pays, commet une erreur, en toute honnêteté, dans l'évaluation de la nature de son devoir...La tâche terriblement lourde de reconstruction et de régénération demandera l'énergie et l'aide active de tous les Français honnêtes...Je saisirai l'opportunité de montrer votre lettre à un ou deux de mes collègues, responsables principaux de la gestion des relations anglo-françaises. Nul n'a plus que moi le désir et la détermination de promouvoir la solidarité anglo-française.*

L'une de mes lettres, ou une copie, semble s'être égarée, et la conviction que je constituais l'un des informateurs secrets des anglo-américains allait me valoir l'une des plus douloureuses mésaventures que j'ai jamais eues à subir.

Chapitre 23

La Révolution et la Terreur - 1944-1946

De toute son histoire, la France, n'avait jamais connu une période aussi sanglante que celle qui suivit la Libération de 1944-1945. Les massacres de 1944 ne furent pas moins sauvages que ceux de la Jacquerie, de la Saint-Barthélémy, de la Terreur révolutionnaire, de la Commune ; et ils furent sans doute possible plus nombreux, et commis à plus grande échelle.

Nous allons ici énoncer les faits, tout en sachant que cet exposé ne pourra pas corriger les erreurs de l'opinion publique. On a chanté les louanges des foules et des meurtres de la Révolution française pendant plus d'un siècle, malgré le désaveu de la Terreur par les plus grands historiens, tels Michelet, Carlyle, Mignet, Thiers, et Taine, longtemps avant l'âge des universitaires rigoureux tels Aulard et Madelin. La prise de la Bastille est toujours célébrée, malgré la démonstration faite par Madelin qu'il s'agissait là de l'œuvre d'une foule quasi-criminelle ne cherchant qu'à libérer les siens. Mais même Michelet, Mignet et Thiers écrivirent entre 50 et 75 ans après la Révolution. Nous disposons à présent des faits,

moins de dix années après la Terreur de 1944-1945. Si nous ignorons ces faits, nous nous mettons en danger, et pour les Français, refuser de les considérer ne fera que repousser l'accomplissement de cette unité dont dépend l'avenir sûr et heureux de la France, plus que de toute autre considération de la vie publique française.

Il est impossible de rassembler des chiffres authentiques quant aux désordres et aux massacres de 1944-1945 mais, en dépit des dernières tentatives officielles de minimiser le nombres de victimes — souvent innocentes de toute infraction sérieuse —, les preuves pointent vers un total d'au moins 100 000 personnes — hommes, femmes et enfants — assassinées (je ne peux pas trouver d'autre terme) par des individus, par des bandes criminelles, par des tribunaux illégaux, par des organismes autoproclamés qui se chargèrent, sans procès, de ce qui fut appelé non sans euphémisme des « *exécutions sommaires* ».

Évidemment, il n'existe pas de statistiques fiables en la matière. Aucun compte n'a été fait du nombre de tués. Aucun rapport n'a été établi ou, s'il y en eut, ils restèrent en possession de groupes locaux. Pendant plusieurs années, personne n'a essayé de nier ces atrocités. L'attitude des nouveaux maîtres de la France envers elles peut être évaluée en considérant la déclaration publique d'un ministre de la justice. Il ne faisait référence, il faut le souligner, qu'aux condamnations officielles, pas aux actes incontrôlés réalisés dans le chaos, mais il révéla quand même l'air du temps lorsque, pressé par des opposants politiques l'accusant de faire preuve d'une indulgence indue, il déclara devant la Chambre que Robespierre, Saint-Just et les autres monstres sanguinaires de la Révolution étaient de petits enfants comparés à lui. Voilà une fanfaronnade extraordinaire mais juste, qu'il a dû sans nul doute regretter d'avoir laissé échapper. Ce ministre en particulier appartenait à la section modérée de la Résistance, et je pense qu'il essaya de limiter les ardeurs des plus sanguinaires des tenants de la Résistance. Ses tentatives d'apaisement prennent donc une lumière toute particulière. Ils hurlaient à la vengeance ; et quiconque voulait garder son poste avait intérêt à

crier aussi fort qu'eux.

Huit ou neuf années plus tard, le sentiment a changé. Il est à présent jugé souhaitable d'expliquer des confessions de cette nature. Tous les citoyens honorables déplorent les excès de l'*épuration*[1] ; tous les véritables Résistants ont honte en pensant au bain de sang dans lequel fut plongée la France. Mais il reste quelques organisations impénitentes qui prétendent que ceux qui n'étaient pas dans leur camp furent traités avec trop de douceur, que le massacre aurait dû être plus large encore, qu'on n'aurait pas dû revoir les condamnations féroces décidées en 1944-1946 et ultérieurement, qu'aucune amnistie n'aurait dû être prononcée, que quiconque avait été condamné, aussi injustement que ce fût, devait purger sa peine et pourrir en prison. À mon avis, leur cas est pathologique ; mais le fait est que, malheureusement, ils n'ont jamais cessé d'exercer des pressions sur les autorités, qui craignent d'être considérées comme des Résistants de second ordre.

Qu'il me soit permis de le souligner : aussi grande et néfaste que soit leur influence, ils ne représentent pas l'immense majorité des Français. La grande majorité des Français n'est pas animée de sentiments aussi féroces ; et, en réalité, la vraie Résistance, courageuse et désintéressée, a rendu de nombreux hommages au courage et au désintéressement des meilleurs de ses adversaires qui, à tort ou à raison, mais avec sincérité, considérèrent que le vrai patriotisme résidait dans le maintien de l'ordre et l'accomplissement des devoirs civiques ordinaires et non spectaculaires, face à l'occupation ennemie.

La vraie Résistance, exempte de fanatisme ou de calculs politiques mesquins, a malheureusement pâti de la mauvaise renommée dans laquelle la Résistance la moins digne est tombée. J'ai supplié mes amis dans la Résistance — dont certains étaient haut placés dans ses instances dirigeantes et très honorables — de répudier les éléments indignes, de rester un groupe fermé et de petite taille, mais

1. En français dans le texte, NdT

sans tache sur son blason. L'un d'entre eux — l'un des bras droits du général De Gaulle — me promit qu'il protégerait jalousement la vraie Résistance de la racaille et des scélérats se réclamant d'elle pour œuvrer à leurs propres fins ; mais l'opinion majoritaire était que la Résistance devait rester considérée comme un seul bloc, et le manteau de Noé fut jeté sur les méfaits commis par ses éléments les plus violents et les plus irresponsables.

L'une des difficultés que je rencontre, dans mon désir d'exposer la vérité est que, en « *démystifiant* » la fausse Résistance, on pourrait penser que je condamne un groupe vaillant et admirable (quoique toujours réduit) d'adversaires actifs face aux envahisseurs. Par-dessus tout, je ne voudrais pas que l'on suppose que je veux discréditer ou salir la France. Je crois que la France, dans l'ensemble, fit preuve des plus hautes vertus dans sa résistance passive face à l'ennemi, et se comporta avec bon sens ; et je rends hommage au peuple français. Qu'il ait existé des esprits héroïques n'ayant pas la patience d'endurer, et qui prirent le parti d'actions audacieuses (et parfois prématurées), n'est pas à blâmer. Que, de l'autre côté, il y ait eu des esprits héroïques (souvent égarés) pour se jeter avec trop de zèle dans la lutte contre le désordre et la désunion, cela fut une conséquence de l'occupation calamiteuse ; et il est déplorable que, pour patriotiques que fussent leurs motivations, ils aient été forcés à entretenir des relations inappropriées avec les armées occupantes. Notre indignation devrait être réservée envers ceux qui, des deux côtés, firent la guerre aux Français plutôt qu'aux Allemands, s'engagèrent dans la guerre civile qui, après la Libération, vit toutes les armes et toute l'hostilité d'un seul côté. La majorité écrasante des Français s'en tint à un prudent juste milieu.

On estime que 20 000 personnes perdirent la vie sous le règne de la Terreur ; que 18 000 périrent lors de la boucherie épouvantable qui suivit la guerre et l'insurrection de 1870-1871. Les services étasuniens estiment le nombre d'« *exécutions sommaires* » en France, au cours des premiers mois qui suivirent la Libération, à 80 000. Un ancien ministre français évalua par la suite ce nombre à 105 000.

Ce ministre était M. Adrien Tixier, un socialiste qui, en mars 1945, alors qu'il occupait le poste de ministre de l'intérieur, et donc, était, on peut le penser, le mieux informé quant aux faits, déclara au « *colonel Passy* », l'un des principaux agents au service de De Gaulle, qu'entre août 1944 et mars 1945, on avait compté 105 000 exécutions. L'affirmation en a souvent été faite : on ne saurait douter qu'elle fût répétée en toute bonne foi ; et, bien entendu, les exécutions étaient considérées comme à déplorer tant par le ministre que par le colonel. Il est notoirement connu que de nombreuses exécutions eurent également lieu avant et après ces dates.

On peut également noter que le 15 octobre 1943, le Comité Central de la Résistance à Alger adressa une circulaire aux groupes métropolitains, envisageant l'insurrection entre le départ des Allemands et l'arrivée des Anglo-Américains, et « *garantissant la suppression révolutionnaire, en quelques heures, des traîtres, en conformité avec les aspirations légitimes aux représailles de la Résistance* » et « *paralysant les dispositions de l'administration de Vichy.* » L'élimination de tous les dirigeants devait être accomplie « *d'autorité* ». Cet ordre limitait la révolution à une durée de « *quelques heures* » et dans l'intervalle très court prévu pour l'exercice de ces représailles, Vichy devait être liquidée, et les fonctionnaires éliminés. Mais il est évident qu'une telle opération ne pouvait pas être réalisée aussi rapidement.

Comme l'indiquent les registres de la police, il y eut des exécutions sporadiques à une date bien ultérieure et, récemment, il y a eu des procès de « *Résistants* » qui, pour des motifs privés, se rendirent coupables de crimes atroces au cours des années tragiques suivant la Libération. J'échappai moi-même de peu à une exécution sommaire, ainsi que mon épouse. L'excuse invariable de ceux qui furent jugés dans les années qui suivirent était qu'ils agissaient sur ordres de leurs supérieurs de la Résistance. Certains furent acquittés sur cette base ; d'autres furent condamnés à des peines de prison relativement clémentes, même quand les circonstances de leurs actes étaient abominables. Il est à noter que, dans chaque

projet d'amnistie, on insista tout particulièrement sur l'immunité des hommes pouvant prouver qu'ils appartenaient au mouvement de la Résistance, et qu'ils étaient, en conséquence, animés par les meilleures intentions (non sans se tromper souvent quant aux choix de leurs victimes), et cette immunité fut étendue à 1946, alors que le dernier Allemand avait quitté le sol français depuis de nombreux mois.

Il y eut de nombreuses sortes d'exécutions. La foule, à la manière de toutes les foules de tous les pays, prit part à des lynchages sans prendre le temps de se demander quels délits avaient été commis. Des criminels professionnels eurent la chance de leur vie : pouvoir tuer et voler en impunité, et se montrèrent responsables de nombreuses actions révoltantes. Plus choquants encore, les crimes qui furent commis par des gens normalement respectables, dont les instincts sadiques se virent donner libre cours. Il y eut de nombreuses revanches personnelles qui ne furent jamais ébruitées. Et il y eut beaucoup de terrorisme, mené à des fins purement radicales et révolutionnaires : l'opportunité de se débarrasser d'opposants politiques était trop belle pour qu'on la laissât passer.

Des bandes d'hommes armés, ne répondant à personne, dont les liens avec la Résistance étaient souvent douteux et de fraîche date, allèrent de maison en maison dans les villes du Sud (je peux en parler en connaissance de cause), demandant aux concierges s'il résidait dans les appartements des « *pétainistes* » ou des « *collaborateurs* ». Ils se chargèrent d'arrêter, avec brutalité, quiconque était ainsi désigné. Les gens qui assistaient à ces faits, soucieux de leur propre sûreté, préféraient se taire, ou, pour plus de sûreté, se mettre du côté des persécuteurs. Quiconque avait quelque grief contre son voisin pouvait sans risque le régler et, dans le même temps, devenir un noble « *Résistant* » en dénonçant ce voisin. Ceux dont la conscience n'était pas nette, qui s'étaient compromis, peut-être de manière innocente et inévitable, étaient ainsi les plus enclins à voler à l'aide des épurateurs. Quiconque a lu, comme je l'ai fait, les journaux français au cours de quelques dernières années, aura dé-

couvert que des hommes qui avaient été auxiliaires des Allemands se glissèrent dans les rangs de la Résistance à la dernière minute et, ayant torturé pour le compte de l'Allemagne, étaient à présent prêts à en faire autant au nom du patriotisme français. Quel meilleur alibi auraient-ils pu trouver ? La Résistance était grande ouverte à quiconque voulait la rejoindre une fois que les Allemands commencèrent à décamper. Les pires de ces recrues de la onzième heure travaillèrent ainsi pour les deux camps, de la Milice au Maquis, de la Gestapo à la Résistance, et furent tout aussi zélées et sauvages dans les deux camps. Telle est la nature humaine, lorsque les conditions se prêtent à ce qu'elle affiche ses facettes les plus sombres.

Le général De Gaulle n'était pas encore reconnu par les Alliés comme nouveau dirigeant de la France. Il apparut sur la scène quand la France fut « *libérée* » et fut acclamé par les Parisiens, comme l'aurait été quiconque apparaissant symboliser la délivrance — comme Pétain avait été acclamé quelques mois auparavant en annonçant par sa présence à Paris que l'heure de la délivrance approchait. Mais De Gaulle ne disposait d'aucune prérogative constitutionnelle ou légale pour gouverner. Il n'avait pas été élu ; en l'absence d'une autre autorité, il se saisit du pouvoir. Aucun corps de représentants, choisi par le peuple, ne le lui avait remis, comme tel avait été le cas pour Pétain. Mais le mot fut lancé qu'il constituait le dirigeant « *légitime* », et que Pétain était « *illégitime* ». Je ne sous-entends pas que De Gaulle n'aurait pas été élu — les circonstances ne laissaient guère d'autre option : je ne fais ici que souligner un point factuel.

Ce n'était, alors, qu'en acceptant comme associés les partis et les personnes les plus indésirables, désireux de marcher temporairement sous sa bannière, que De Gaulle pouvait espérer réussir. Le lien qui maintenait tant bien que mal ensemble ces éléments les plus disparates était celui de la Résistance, réelle ou fausse ; ceux qui pouvaient prétendre à un « *patriotisme* » exceptionnel — quoique les communistes, en particulier, présentassent un long historique

d'antipatriotisme, non seulement au début de la guerre mais tout au long de leur existence, et montrèrent bientôt que la Russie était leur vraie *patrie*[2] — étaient ses alliés du moment. Qu'il ait calculé et souhaité ces événements ou non — je ne suggère pas que tel fut le cas — ses associés s'étaient vus donner carte blanche, et ils en usèrent sans réserve à l'encontre de leurs « *ennemis* », leurs « *ennemis* » étant français, non point allemands. Quiconque ne faisait pas preuve d'une marque spéciale de patriotisme, consistant à prêter allégeance à De Gaulle et à tolérer, au minimum, le communisme, était étiqueté comme « *antipatriote* », et livré au bourreau.

L'*épuration* fut une opération politique, vu la façon dont elle fut menée. De Gaulle, qui aurait difficilement pu se montrer moins aveugle au péril russe que Churchill et Roosevelt (en dépit de leur choix, à eux également, de fermer les yeux), les prit de vitesse au jeu de signer des pactes et d'accorder des concessions à Staline. En échange du soutien russe, il accorda l'amnistie à Maurice Thorez, le dirigeant communiste, qui avait déserté l'armée française avant la débâcle et était allé chercher refuge en Russie ; et Thorez fut ramené comme un héros, pour qu'il siégeât comme vice-président du conseil aux côtés de De Gaulle. Nous verrons combien la position de De Gaulle était équivoque ; nombreux furent ceux qui, après avoir approuvé la direction qu'il avait donnée en Angleterre se montraient à présent dubitatifs quant à sa direction des choses en France. S'il avait accepté, lorsqu'elle lui fut proposée, la transmission légale du pouvoir de la part de Pétain, sa position aurait été bien plus forte.

En l'état, il était contraint d'improviser en toute matière, de dépendre d'hommes qui étaient, en réalité, ses adversaires les plus acharnés. Les hommes qui rejoignirent son mouvement, souvent au cours de la dernière année, du dernier mois, ou même de la dernière semaine de la lutte, revendiquaient tous les postes disponibles, qu'ils disposassent ou pas des qualifications requises pour les oc-

2. En français dans le texte, NdT

cuper et, pour rendre plus de postes disponibles, il fallut dénoncer les fonctionnaires qui les avaient tenus honorablement sous le régime de Pétain. Cela avait été le seul régime, et il fallait bien que la France fût gouvernée et administrée, que les Allemands occupassent ou non le pays. Ces fonctionnaires loyaux, à qui on n'avait, dans la plupart des cas, rien à reprocher, furent qualifiés de « *traîtres* », sauf à avoir présenté une double affiliation ou à avoir réalisé une culbute rapide. Tous étaient « *suspects* », même si certains s'en sortirent. Les communistes et les membres d'autres partis radicaux s'emparèrent des postes clés.

Il faut évidemment absoudre De Gaulle de toute responsabilité personnelle quant aux nombreuses illégalités qui furent perpétrées. Mais pourquoi Pétain devait-il être tenu coupable des horreurs commises par les Allemands et les pro-allemands, qu'il n'avait pas été en position d'empêcher, et face auxquelles il s'opposa du mieux qu'il le put ? Les déportés, endoctrinés, étaient prêts à accuser Vichy de les avoir déportés, ce qui est absurde ! Certains d'entre eux se montraient particulièrement vindicatifs. Les prisonniers de guerre, à qui la profonde sollicitude du maréchal était restée souvent inconnue, lui reprochèrent en quelque sorte leurs souffrances. De mon temps — pour m'exprimer comme un ancien —, un prisonnier de guerre était, a priori, suspect. Pourquoi s'était-il laissé capturer ? Avait-il opté pour la solution de facilité lui permettant de sortir de la guerre ? S'était-il réellement battu ? Cette vision était trop rigide : le meilleur des soldats peut être capturé. Mais, sauf en des cas particuliers, aucun prisonnier de guerre ne pouvait se positionner en héros. C'est ainsi que l'on raisonnait en 1914-1918, mais en 1944-1945, un prisonnier de guerre revenait nimbé de gloire, avait été trahi par Vichy, alors que Vichy n'était même pas en exercice au moment où il s'était fait capturer en 1939-1940. On ne lui posait aucune question quant à sa conduite. Il était utile à la propgande. Il constituait un martyr et une victime du maréchal. Il tendait à prendre cette adulation avec un certain sérieux, et je voyais fleurir, dans les boutiques, des panneaux indiquant que le propriétaire

avait été prisonnier de guerre, et méritait donc particulièrement que l'on s'arrêtât à son commerce. Parfois, il prenait une part active à l'*épuration* de ces Français malheureux, qui n'avaient pas eu l'honneur de se faire prendre par l'ennemi, malgré le fait qu'il ne savait rien des conditions de vie du pays dont il avait été, par la force des choses, absent pendant si longtemps. J'ai une immense sympathie pour les prisonniers de guerre et les déportés ; mais je ne perçois rien de blasphématoire à mettre en doute leurs qualités de héros. Certains déportés étaient des criminels de droit commun ; et dans plusieurs cas j'avais eu connaissance qu'ils s'étaient laissés aller à trop parler dans des lieux publics, tels des cafés.

Le champ était quasiment illimité — telle une « *saison ouverte* » — pour les *épurateurs*. Chacun en France était un « *collaborateur* » au sens où chacun avait eu, à un moment ou à un autre, contact avec les Allemands. Les travailleurs l'étaient forcément puisque, pour gagner leur vie, ils avaient dû travailler dans des usines qui contribuaient dans une certaine mesure à répondre aux besoins allemands. Les industriels étaient, contre leur gré, des « *collaborateurs* » puisque, sauf à fermer leurs usines et à jeter à la rue leurs ouvriers, ils n'auraient pu se soustraire aux ordres allemands. De fait, on décréta ultérieurement qu'un industriel n'ayant pas donné aux Allemands plus de 60% de sa production n'était pas soumis aux poursuites. Cela sortit peu après 1944, et n'évita pas à d'honnêtes industriels, envers qui les travailleurs avaient des griefs, de s'être fait tuer avant le décret. Les journalistes étaient tous des « *collaborateurs* », puisqu'ils avaient dû relayer les communiqués allemands. La France aurait-elle dû être laissée sans journaux ? Ou aurait-il fallu laisser les Allemands installer leurs propres journaux ? Les acteurs, chanteurs, et artistes de toute sorte étaient des « *collaborateurs* », pour avoir joué ou chanté devant un public comportant des Allemands. Par conséquent, tout acteur ou chanteur faisant l'objet de quelque aversion de la part de ses collègues se trouvait marqué.

Des peintres avaient vendu des tableaux à des Allemands ama-

teurs d'art et pouvaient, si des artistes de second ordre en décidaient, se voir bannis des galeries d'art. Des commerçants avaient vendu des marchandises à des Allemands — ils ne pouvaient faire autrement. Des fonctionnaires avaient été contraints de coopérer avec les Allemands. Les femmes de petite vertu n'avaient pas cessé leurs activités pendant la durée de la guerre, et avaient fait leurs affaires d'une manière ni patriote, ni anti-patriote. Les jeunes hommes et les jeunes femmes furent ce qu'ils sont universellement, et, au cours des quatre années, le temps ne manqua pas pour qu'éclosent des idylles aussi pures qu'elles le sont en d'autres circonstances. Les civils, en général, devaient postuler auprès des Allemands pour l'accès à divers services, tels les visas et les permis de voyager entre une zone et l'autre. Je ne sais pas ce qu'imaginaient les *émigrés* — que nul n'aurait dû suivre sa vocation, que nul n'aurait dû se marier ni avoir d'enfants, que nul même n'aurait dû oser mourir, chacun de ces actes obligeant à des relations avec les dirigeants qui se trouvaient en fin de compte sous l'autorité de Pétain ou de Hitler ?

Tout policier qui, dans le cours normal de ses fonctions, avait arrêté un criminel se trouvant être un communiste ou un gaulliste, était quasiment certain de se voir arrêté à la Libération. J'en ai rencontré plusieurs en personne ; ils furent démis de leurs fonctions et jetés en prison. Tout individu connaissant la langue allemande et consentant à tenir lieu d'interprète pouvait se voir accusé d'« *intelligence avec l'ennemi* » — un crime passible de la peine de mort. Des points de vue très différents sortirent de tout ceci, comme sur de nombreux autres domaines. Au Sud, je vis des interprètes jetés en prison ; au Nord, on m'expliqua qu'ils avaient rendu de grands services à la population — ce qui est bien évident.

En pratique, l'*épuration* était purement arbitraire. Certains généraux ayant servi sous Pétain, ayant joué un rôle dans la condamnation de De Gaulle, ayant négocié avec les Allemands, ayant résisté au débarquement en Afrique du Nord, furent condamnés ; d'autres, qui avaient commis les mêmes actions, se virent honorés. La plu-

part des grands industriels, qui avaient aidé les Allemands à bâtir des fortifications et des murs, et, incidemment, s'enrichirent en milliards de francs, s'en sortirent ; alors que des hommes d'affaires plus modestes furent condamnés. Un étranger, qui avait récupéré du métal pour le compte des Allemands, disposa en pratique d'une immunité, pour avoir financé un groupe de résistance dans la police. Aucune règle clairement établie n'établissait si le couperet tomberait ou non, mais lorsqu'il tombait, l'issue était souvent fatale.

Les écrivains, et particulièrement les journalistes, qui n'étaient pas « *de gauche* » furent parmi les plus frappés. Charles Maurras, l'un des penseurs les plus importants de France (que l'on souscrive ou pas à ses opinions), avait passé sa vie à fulminer contre les « *Prussiens* » et cultivait une haine morbide de tout ce qui était allemand. Il déménagea son journal — Action française — en zone non-occupée de France ; refusa les subsides de Vichy que touchaient la plupart des journaux ; il refusa de mentionner le nom de Laval, qu'il pensait être pro-allemand ; il n'écrivit jamais une seule ligne favorable à l'occupant allemand. Mais il était monarchiste, anti-républicain, anti-communiste, et, malgré son grand âge (le « *plus vieux prisonnier du monde* » après le maréchal), il fut condamné à la prison à vie. Henri Béraud, le meilleur polémiste de France, écrivain brillant intensément anti-allemand mais opposé au gaullisme, se vit condamné à mort et passa quelques semaines aux fers, avant que sa peine ne fût commuée. On raconte — mais je ne puis le certifier — que l'Angleterre intervint en sa faveur, assez paradoxalement, car Béraud était anti-anglais. Plusieurs membres de l'Académie française furent condamnés. Robert Brasillach, un jeune poète, fut exécuté pour son oeuvre, et est à présent considéré sous le même jour que qu'André Chénier, dont la tête roula sous la guillotine lors de la Grande Révolution. Un scientifique très remarquable, d'âge avancé, fut condamné. Alexis Carrel, qui avait quitté son travail très bien payé aux États-Unis pour s'associer aux souffrances de la France, dans l'espoir de les alléger, pendant que d'autres cherchaient refuge outre-mer, entra en clandestinité

et mourut le coeur brisé. Un silence discret est maintenu quant au destin de nombreux hommes de premier plan, dont le patriotisme ne saurait pourtant être mis en doute.

Comme je n'ai cessé de le montrer, cette condamnation en gros des élites de France, décrites comme « *traîtresses* », constituait une propagande inversée. Ce sont les *épurateurs* qui ont causé les plus grands torts à la France. Pendant des années, ils ont considéré la France comme un pays où un pourcentage considérable de la population, comptant les citoyens les plus distingués, auraient dansé de joie sur les ruines de la nation, et se seraient précipités pour aider l'Allemagne à accrocher son joug sur un peuple affligé. Cette image n'a rien de juste. Elle est aux antipodes de la réalité. C'est pourtant celle que dépeignent de nombreux soi-disant ultra-patriotes. Il y eut des traîtres, de vrais traîtres, des tortionnaires, des informateurs, la lie de la société, comme vous en trouverez dans tout pays aux époques troublées ; mais ne vous laissez pas à penser que ceux dont les mains étaient tâchées de sang auraient obtenu une quelconque grâce de la part de Pétain si son gouvernement s'était poursuivi. Avant que les Allemands n'occupassent le Sud, il se montrait aussi rigoureux que les hommes de la quatrième république face aux espions et aux traîtres qui tombaient en son pouvoir et, après la Libération, il aurait ordonné une *épuration*. Une *épuration* était nécessaire. Certains hommes méritaient le plus lourd des châtiments. Le problème est que l'*épuration* fut menée sauvagement — et dans certains cas, sur fond de calculs politiques —, souvent contre les mauvaises personnes, souvent par ceux-là même qui auraient dû se voir emprisonnés, et avec une partialité, un manque de contrôle, un esprit de vengeance, qui constituent un scandale abominable.

Je suivais le fonctionnement des cours de justice, qui n'étaient pas les tribunaux normaux, composées de jurés sélectionnés depuis un panel de partisans reconnus. Le verdict et la condamnation étaient fréquemment — je suis tenté de dire, habituellement — fixés à l'avance par les comités, où les communistes tenaient

la majorité. Les débats étaient menés sous des cris : « *À mort ! À mort !* » Une audience judiciaire était impossible. Les avocats s'exposaient rarement à avancer les arguments de nullité et d'illégalité des tribunaux. Ces tribunaux furent institués par décisions prises à Londres ou à Alger, à une époque où aucune autorité ou législature légale n'existait hors de Vichy. Je pense donc que leur validité, comme celle de la soi-disant Haute Cour de Justice, aurait dû être contestée. Mais je suppose qu'une telle contestation n'aurait porté à aucun effet, et n'aurait même fait qu'empirer le sort des prisonniers.

Des peines de morts, des peines de perpétuité, de vingt ans, de dix ans, pour des critiques envers des journaux, furent prononcées ; les défaillances triviales, comme la fraternisation, furent punies comme si elles avaient sérieusement mis en danger l'État. J'examinais le dossier d'une de mes connaissances : il ne contenait que des articles discutant divers aspects du syndicalisme. Il fut condamné à huit ans. Après trois ans, il fut libéré, et dut reprendre sa carrière de zéro — une tâche très difficile pour un homme laissé sans le sou, dans des conditions nouvelles. Un de mes amis fut condamné à dix ans pour avoir émis des déclarations des plus sensées quant à la politique étrangère. Heureusement, il parvint à s'enfuir en Suisse et revint quelques années plus tard, et demanda à être rejugé. Il fut alors acquitté — aucune charge ne fut retenue contre lui.

Combien de personnes furent-elles arrêtées en France ? C'est difficile à dire. Les chiffres officiels n'ont guère de sens. Ils reconnaissent environ 120 000 poursuites — déjà un nombre prodigieux de « *traîtres* » présumés — mais ils ne constituent qu'une fraction de la vérité. Le Figaro, qui prit la vision orthodoxe de l'*épuration*, même si François Mauriac, l'écrivain catholique, y versa de temps à autre une vaine larme quant aux injustices de la période, n'exagérait pas en reconnaissant un million d'incarcérations. Des milliers de personnes furent arrêtées, et passèrent des mois en prison sans connaître aucun chef d'accusation, et, lorsqu'elles furent libérées,

ayant généralement perdu leur santé et leurs économies dans l'intervalle, ne furent pas prises en compte dans les chiffres officiels. Les préfets, nommés par Alger ou Paris, et parfois mis en fonction par un groupe irresponsable de communistes armés de mitraillettes, se virent accorder le pouvoir d'ordonner des « *détentions administratives* », c'est-à-dire des internements sans qu'ait eu même lieu un semblant de justice, ni aucune enquête préliminaire, ni aucune tentative de justification, aucune accusation spécifique, souvent sur la base de vagues dénonciations ; et nombre de ces « *internements administratifs* » s'étalèrent sur des périodes dépassant une année.

Je n'exprime pas des ouï-dire, mais fais part ici de mon propre témoignage. Quelques mois après le débarquement, je fus moi-même arrêté par une bande de gaillards aux allures de brutes, équipés de fusils, comme vous pouvez l'imaginer ; et le lendemain mon épouse fut arrêtée, et ma maison ainsi que mes biens confisqués. Aucun mandat n'avait été signé, ni aucune accusation formulée, il n'y eut même pas d'« *ordre administratif.* » Cela se produisit ainsi — n'importe qui pouvait arrêter n'importe qui sous n'importe quel prétexte — ou sans prétexte. Je ne regrette pas cet incident, qui prit fin du fait de l'intervention des représentants du général Eisenhower et de l'Ambassadeur britannique ; et le général de Bénouville, agissant au nom du général De Gaulle, me vint également en aide. J'eus de la chance de disposer d'amis haut placés ; sans eux, les choses auraient pu fort mal tourner. Je connais les raisons privées à l'origine de cette tentative — qui n'étaient en rien des raisons publiques : bien au contraire, elles étaient des plus méprisables. Mes activités, telles qu'elles furent pendant la guerre, étaient dirigées vers l'information des autorités britanniques de la situation en France, et je courus de gros risques. Je ne souhaite pas parler de ces risques, mais sans doute auraient-ils dû sauter aux yeux des Résistants.

Pour éviter tout malentendu malveillant, je voudrais ajouter que, non content de notre remise en liberté, avec des excuses appropriées, je considérai de mon devoir de déposer une plainte pour dé-

tention arbitraire et illégale, devant le plus haut tribunal de France — le *Conseil d'État*, l'un des rares corps à avoir maintenu un esprit judiciaire lors des années tragiques. Le représentant du gouvernement reconnut l'erreur, et la Cour condamna, dans les termes les moins équivoques qui fussent, la « *bévue grossière* » commise par ses « *agents* ». L'administration fut condamnée à me verser, ainsi qu'à mon épouse, des dommages et intérêts substantiels. J'ai donc bien peu matière à me plaindre, personnellement, et je ne nourris aucun ressentiment. Au contraire, je rends hommage à l'impartialité et à la justesse de la justice française ordinaire. Mais le fait que je m'en sois bien sorti ne me rend pas pour autant aveugle sur les terribles injustices de la procédure d'« *exception* ». Je fus chanceux, mais des milliers de victimes n'eurent pas même l'opportunité de rêver de réparations.

Je dis ne pas regretter cette expérience, pour douloureuse qu'elle fût, car elle me permit de me rendre compte par moi-même de la manière dont d'honnêtes citoyens furent traités au cours de la révolution de 1944. Malgré les avertissements d'un membre de la Résistance, m'enjoignant de ne pas écrire ce que j'avais vu pendant « *au moins deux ans* » (on me menaça des pires maux si je ne souscrivais pas à cette instruction), j'écrivis immédiatement mon livre en français, *Terreur 1944*, et je trouvai un éditeur courageux. J'y plaidais, non seulement pour un retour de conditions humaines, mais aussi pour une réconciliation des Français, de quelque côté qu'ils eussent été dans ce qui fut l'équivalent d'une guerre civile. Le retour à une jurisprudence civilisée a été long — plus long et plus dur que ce que j'avais cru — mais je suis heureux de dire que les conditions normales ont été rétablies et, si je dois être fier d'une seule chose dans ma vie, c'est d'avoir, je l'espère, contribué quelque peu au retour des vertus traditionnelles de la France.

Je ne répéterai pas ce que j'ai déjà écrit dans l'ouvrage cité ci-avant, mais je vais rappeler brièvement que dans l'enceinte où je me trouvais alors captif, nous étions cinq dans une étroite cellule, outrageusement sale, dans laquelle il était impossible de marcher,

et où l'on trouvait à peine la place de dormir sur le sol de béton. Nous étions nourris de deux bols d'une maigre soupe chaque jour, et d'une miche de pain quasiment immangeable. Pour les besoins naturels des cinq codétenus, nous disposions d'un récipient en métal, qui était vidé une fois par jour. Parmi mes compagnons de détention, il y avait un commandant à la retraite, un major de l'armée française qui faisait les courses pour son épouse invalide, lorsqu'une femme qu'il n'avait jamais vue auparavant cria : « *Il est dans la Gestapo.* » Il fut pris par une demi-douzaine de voyous. Quand il montra ses médailles, gagnées lors de la guerre 1914-1918, ils crièrent : « *Nous nous moquons de votre minable guerre, la vraie guerre qui compte, c'est maintenant.* » Il resta emprisonné plusieurs mois, puis fut libéré. Il y avait un percepteur des impôts, qui était resté à l'écart de la politique, et n'avait pas la moindre idée de la raison pour laquelle il avait été arrêté. Lui aussi fut finalement libéré. Il y avait un riche Hollandais, dont la femme était d'origine allemande ; ils avaient vécu sans bruit sur la côte sans prendre part aux événements publics. Lui aussi fut libéré, mais non sans avoir subi les conditions sordides que j'ai exposées pendant des mois. Il y avait un boulanger italien, qui avait (pour ce que j'en sais) vendu un peu de pain au marché noir, mais cela ne lui était pas reproché. Ainsi, de tous mes codétenus, aucun ne figura sur la liste officielle des personnes accusées. J'eus vent de centaines d'autres cas similaires, aussi puis-je dire que ceux-ci peuvent être considérés comme courants.

L'épouse du collecteur des impôts avait été déshabillée et contrainte de défiler nue dans la rue, le crâne rasé, la *Swastika* peinte au goudron sur le dos. Le boulanger me déclara que le véhicule dans lequel lui et d'autres compagnons avaient été emmenés en prison par des hommes armés jusqu'aux dents, prêts à faire feu si quiconque tentait de s'échapper, s'était arrêté plusieurs fois, forçant des prisonniers à descendre au milieu des bois, et que nul n'avait plus entendu parler d'eux. Si je voulais raconter tous les récits que j'entendis de la part de témoins oculaires, je pourrais emplir un autre volume

aussi important que celui-ci. Je signale aux historiens futurs une publication admirable, *Écrits de Paris*, dans laquelle, mois après mois, M. Jean Pleyber consacre de nombreuses pages à des récits succincts de crimes dans les différents départements français. Qu'il me soit permis de donner quelques exemples (sans citer de noms, qui n'apporteraient rien à mes lecteurs) :

— *Allier :* M. ..., maréchal-ferrant à Sauvigny, fut sauvagement battu en août 1944, puis exécuté dans les bois près de Cordeliers.

— *Alpes-Maritimes :* Le 8 octobre 1944, M. C. horticulteur à Cagnes, fut arrêté et n'a jamais été revu depuis lors. Il avait auparavant été victime d'extorsions.

— *Corrèze :* le journal officiel du 29 février relate le jugement d'un tribunal de Tulle quant à l'« *absence* » de M. ..., qui « *disparut le 12 décembre 1944, suite à son arrestation par des membres des FFI.* » À Brive furent « *massacrés* », au printemps 1944, MM. [ici quatre noms], ainsi qu'une jeune femme de 22 ans, le chauffeur du Dr. ..., et un agent de police dont je n'ai pas le nom. En août 1944, furent assassinés à Brive MM. [ici cinq noms], à Tulle MM. [ici cinq autres noms], à Egletons, le Dr ...et Mademoiselle ..., âgée de 18 ans, à Lagraulière, M. G. , à Cublac, M. ...et M. ..., qui décéda de ses blessures deux années après, à Saint-Setier, un cordonnier, à Bort-les-Orgues, vingt personnes, à Curement, H. N., à Chambert, M. B., à Eyrem, une femme dont je ne connais pas le nom, à Ayem, M. G. mourut de blessures reçues en prison.

— *Corse :* On trouve dans le *Patriote* de Bastia (édition du 9 septembre 1944) une déclaration d'un certain M. ..., membre de l'assemblée consultative d'Alger, et membre du *Comité de Libération Nationale :* « *Le Front National comprend des patriotes de tous les partis. Il nous suffit de savoir qu'ils étaient opposés au régime de Vichy.* » Ne s'agit-il pas d'une excellente définition du « *patriotisme* » ?

— *Côte d'Or :* La Cour d'appel de Dijon ayant condamné 13 habitants (y compris le maire et son adjoint) pour avoir faussement accusé M. ...de « *collaboration* », le conseil municipal de Paguy-la-Ville a démissionné.
— *Dordogne :* Le ministère public a procédé à la reconstitution de l'assassinat, le 7 juin 1944, de M. ..., propriétaire d'un garage à St Georges-de-Montclaie, par un groupe de « *libérateurs* », dirigé par un certain F. et le capitaine B.
— *Drôme :* Le tribunal militaire de Lyon a condamné à cinq années d'emprisonnement le marin P., « *Capitaine* » dans la résistance, pour avoir ordonné l'étranglement de Melle L. Les « *exécuteurs* », au nombre de quatre, ont été acquittés. P. était le « *Commissaire du Gouvernement* » de la cour martiale, qui a condamné à mort le colonel T. et le capitaine G., tous deux fusillés.
— *Eure :* À Louviers, M. C. fut assassiné en août 1944, faussement accusé d'avoir dénoncé un aviateur américain.
— *Finistère :* La Cour d'assise a condamné à deux années d'emprisonnement M. N., qui, en 1944, procéda au pillage de plusieurs fermes « *au nom de la Résistance.* »
— *Morbihan :* Le tribunal militaire de Paris a condamné à dix années de travaux forcés M. L. qui, en août 1944, assassina à Brech, Mesdames B. et L. et qui, pour sa défense, affirma n'avoir fait que suivre les ordres de ses supérieurs.
— *Nièvre :* Le tribunal militaire de Lyon a condamné à vingt années de travaux forcés B. pour avoir tué (le 25 août 1944), près de Cosne, un Hollandais, V. Der H. Il a déclaré avoir suivi l'ordre du « *Lieutenant* » P. Mais un autre « *lieutenant* » C. a affirmé que B. était entré dans la Résistance « *pour voler et tuer.* » Ses complices ont été acquittés, mais ils ont reconnu « *n'avoir pris le Maquis que lorsque les Allemands décampèrent.* »
— *Puy-de-Dôme :* Le ministère des anciens combattants a réhabilité la mémoire de M. M., assassiné en août 1944, et a

accordé une pension à sa veuve.

— *Pyrénées-Orientales* : Assassinés en août 1944, MM. [suivent vingt-quatre noms, dont un prêtre, un colonel, et deux femmes]. Fusillés à l'issue d'une cour martiale : [suivent vingt-neuf noms, dont un maire, ainsi qu'un prêtre qui « *subit les tortures les plus cruelles avant d'être fusillé* »].

— *Rhône :* Le tribunal militaire a condamné à dix années G., ancien « *chef* » du Fort de Montcorin, qui était responsable de la torture et de l'exécution de [cinq noms] le 28 août 1944. Il déclara avoir reçu des ordres. Le même tribunal a condamné à dix ans le « *Résistant* » T., qui était à la fois membre de la Résistance et agent de la Gestapo.

— *Var :* À Toulon, le « *jour de la Libération* », un officier de marine fut assassiné par un marin appartenant à un groupe de « *libérateurs* ». À Sainte-Maxime, le député-maire fut assassiné. Un notaire de Salernes, M. F., reçut en février 1944 une femme déclarant chercher à acheter une maison. Elle prétendit connaître les opinions politiques de diverses personnes du district. Le notaire lui indiqua qu'elle faisait erreur, et eut une conversation avec elle. À la Libération, on trouva dans les quartiers de la Gestapo à Draguignan un rapport écrit par cette femme, attribuant à M. F. les informations qu'elle citait. M. F., sur la production de ce document écrit par un espion, fut condamné à mort et exécuté le 27 décembre 1944.

— *Haute-Vienne :* Selon des informations fiables : le préfet du département a adressé à M. Tixier, ministre de l'Intérieur, en octobre 1944, un télégramme établissant à 1500 le nombre d'« *exécutions sommaires* » dans son département.

Aussi monotone que puisse être cette brève liste, il est nécessaire que j'y ajoute mes propres observations, en référence à ces signalements. Ils constituent une fraction infinitésimale des rapports déjà rendus publics, et, pour autant que je le sache, jamais réfutés. À peine un jour se passe-t-il sans que nouvelles révéla-

tions ne voient le jour. Certaines d'entre elles captent l'attention publique, d'autres restent dans l'ombre. J'ai eu vent personnellement du meurtre d'un homme qui avait été acquitté (un événement notable en cette époque, et la preuve, si preuve il y eut, de son innocence). Je connais deux cas où des personnes accusées furent retirées d'un hôpital par une bande d'hommes armés et exécutées. Je connais des « *otages* » dans une forteresse du Sud, sans doute innocents, qui furent, sur les ordres d'un « *capitaine* », emmenés à l'extérieur et abattus. Je connais. . .mais pourquoi poursuivre ? Nul, disposant d'yeux pour regarder et d'oreilles pour écouter, ne pouvait mettre en doute qu'une vague de terreur, d'une ampleur que la France n'avait jamais connue, suivit (et précéda) la Libération. Je n'affirme pas un instant que ces incidents, et d'innombrables autres, condamnent la Résistance — j'affirme que, à moins que la Résistance n'ait été confinée à des adhérents bien disciplinés, soigneusement choisis, il était inévitable que, dans la confusion de la Libération, les criminels et les fanatiques s'exonérassent de toute règle, volassent, et tuassent au nom de la Résistance. J'affirme, de même, que la première et la plus importante des *épurations* aurait dû être menée dans les rangs de la Résistance.

On était un « *collaborateur* », un « *traître* », parce qu'un voisin le déclarait, parce qu'on disposait d'un portrait du maréchal, parce qu'on avait (assez justement) regretté les bombardements alliés, parce qu'on avait grommelé un mot face au banditisme, parce qu'on s'était querellé avec un employé, pour tout et n'importe quoi. La vérité sur cette terrible période de transition, quand la France restait sans gouvernement effectif (les ordres de Paris n'allaient pas bien loin), et quand personne n'estimait qu'il relevait de ses affaires d'endiguer la marée de haine refoulée, c'est que les communistes, et ceux qui en étaient proches, étaient effectivement au pouvoir : mais il serait injuste envers les communistes de leur attribuer toutes les fautes. D'autres partis, craignant d'être considérés moins « *patriotes* », tout aussi désireux de sortir par le haut du panier de crabes, affichèrent la dure figure de la vertu romaine implacable, et

refusèrent de voir ou d'entendre les abus et les atrocités.

Il est à noter que les tribunaux militaires, qui ont à présent été remplacés par les Cours de justice, tendent enfin à punir les faux Résistants coupables de crimes. Mais les peines qu'ils prononcent sont minces, par rapport à celles infligées antérieurement aux « *pétainistes* » et, trop souvent, l'affirmation d'avoir agi dans l'intérêt de la Résistance donne au criminel le droit à une « *amnistie* », refusée jusque 1952 (à toute échelle significative) aux « *collaborateurs* » dont les mains ne furent jamais salies du sang de leurs compatriotes.

Quand je pense que, tout près, dans les îles anglo-normandes, qui sont sous administration de la Couronne britannique, les Allemands occupèrent les lieux aussi longtemps que la France, que la population vécut pacifiquement aux côtés des occupants, qu'il n'y eut ni plus ni moins de fraternisation et de collaboration naturelles, libres ou forcées, qu'en France, et que, pour autant, nul dans les îles anglo-normandes ne rêva d'une *épuration* de la population, je suis affligé par une conscience de ce à quoi une lutte politique et des manœuvres personnelles peuvent amener sur un pays où il fut considéré comme « *patriote* » d'armer des aventuriers sans foi ni loi et des « *Résistants* » irresponsables.

Lorsque, après mon incarcération, je rencontrai dans les rues de Nice le « *Commandant* » (ils adoraient le titre de « *Commandant !* ») à qui je devais ce qu'il appelait ma *protection*, il me salua avec des effusions et, après la bête référence habituelle quant à mon travail supposé au service de l'« *Intelligence Service* », il me dit qu'en tant que délégué d'Alger, il avait reçu pour instructions spéciales de réprimer toute vengeance « *populaire* » et de conduire l'*épuration* de manière ordonnée. Je n'en doute pas, et je ne garde aucun grief envers lui. Il était aussi courtois que j'aurais pu le souhaiter. Il regrettait d'avoir été submergé par la ruée d'hommes et de femmes mus par une volonté de revanche personnelle ou de profit politique. Il parlait de personnes dont il n'avait pas été capable d'empêcher l'assassinat — il en comptait dix-sept. Nous convînmes que ceux qui avaient délibérément trahi la France

méritaient un châtiment ; que « *pétainistes* » et « *gaullistes* » auraient dû se mettre d'accord sur une « *purge* » de ceux qui s'étaient battus contre les Français (de quelque bord qu'ils fussent), de ceux qui avaient dénoncé les Juifs, les communistes, les résistants, à la Gestapo, de ceux qui avaient torturé et tué leurs compatriotes, et de ceux qui s'étaient comportés en espions et agents de l'ennemi. Mais confondre ces citoyens indignes, limités en nombre, avec ceux dont la seule faute avait été d'obéir au maréchal, de l'avoir admiré et de lui avoir fait confiance, ou d'avoir exprimé des opinions (désormais acceptées par tous les citoyens informés et intelligents) différentes de celles soutenues par les hommes au pouvoir après la Libération quant à la conduite de la guerre, furent autant d'erreurs profondes qui promettaient de laisser des conséquences fâcheuses en France. Des hommes irresponsables, bien qu'ils se soient réellement distingués dans la Résistance (ce qui est loin d'avoir été toujours le cas), n'auraient pas dû se voir accorder le privilège de juger d'autres hommes dont le « *patriotisme* » avait seulement pris une autre forme. L'*épuration* aurait dû être menée par des corps juridiques compétents et indépendants, pas par des comités à la fois passionnés et politisés.

Nous nous serrâmes la main, et il me laissa en me remerciant pour l'assistance que j'avais essayé d'apporter, guère convaincu, je le crains, que je n'avais pas agi en coopération avec un service organisé, britannique, américain, ou français. Comme la plupart des membres de la Résistance, il ne pouvait imaginer que quiconque ait agi en suivant simplement sa conscience, sans s'attacher à un groupe, un parti, ou un dirigeant.

Parmi les *épurateurs*, comme je le découvris bientôt, on trouvait d'anciens membres des Brigades Internationales (principalement communistes), qui s'étaient battus en Espagne. Ils étaient hongrois, italiens, bulgares, et même allemands, et ils étaient moins scrupuleux et donc plus « *patriotes* » que les Français. Nombreux, parmi ceux qui étaient amenés par eux pour interrogatoire, étaient ceux qui ne survivaient pas à l'épreuve. Dans les hôtels qui tenaient

lieu de prisons, on faisait venir des femmes des rues pour humilier les victimes (parmi lesquelles de hauts dirigeants), qui étaient contraints de marcher en cercle et de crier « *Maréchal, nous voilà !* » sous les coups de matraque ou de fouet. Certaines victimes étaient coupées au rasoir, ou brûlées à la cigarette — les seins des femmes étaient ainsi défigurés. Certains devaient rester à genoux sur des règles à section triangulaire, ou étaient plongés, la tête la première, dans des baignoires d'eau froide, jusqu'au point de noyade. On trouva d'ingénieux et diaboliques usages aux appareils électriques, externes ou internes. Certains tortionnaires prenaient plaisir à brûler la plante des pieds de leurs victimes. Il y eut de nombreux cas de viols. La première fois que j'entendis dire par un *épurateur* : « *Nous ne sommes pas la Gestapo* », je fus surpris ; les seconde, troisième et quatrième fois, je compris qu'il avait pas la conscience claire, et que, quoique non coupable personnellement de cruauté, il essayait de dissimuler sa honte des pratiques de ses camarades. Des hommes forcés de creuser leur propre tombe. On jetait par les fenêtres ceux qui avaient succombé sous la torture, et l'on disait qu'ils s'étaient suicidés. Il n'y avait, bien entendu, aucune enquête. Il avait été prévu que mon épouse soit emmenée de Monaco à Nice à 2 ou 3 heures du matin, et je suis convaincu que seule l'apparition opportune de l'un de mes amis américain, en uniforme, la sauva d'être précipitée dans un ravin. De temps à autre, nous apprenons dans les journaux la découverte de fosses communes dans des lieux isolés et, alors que les langues peu à peu se délient, de plus en plus d'horreurs sont mises au jour.

Évidemment, tout ceci reste en dehors du champ de connaissances officielles ; les autorités étaient, et restent, ignorantes de nombreux méfaits, et je veux croire qu'elles en sont aussi perturbées que quiconque. Mais de nombreuses raisons existent, outre la réticence à reconnaître la gravité du dérapage qu'a causé la révolution, pour expliquer qu'elles ne s'empressent pas d'ouvrir les enquêtes les plus diligentes en la matière. Des légendes ont été fabriquées, et il faut les préserver. Il ne doit y avoir aucune que-

relle interne au mouvement de la Résistance. Les éléments les plus vindicatifs de la majorité étaient les plus bruyants. Toute attaque envers le régime était considérée comme « *anti-patriote* », « *anti-résistante* », « *anti-républicaine* », inspirée par le vichyisme, le fascisme, le pro-germanisme ; il s'agissait de critiques émises par des « *traîtres* » passés entre les mailles du filet, et qui osaient relever la tête. La Résistance, longtemps après que les Allemands aient quitté le pays, devait continuer d'exister, malgré le fait qu'il n'y avait plus rien contre quoi résister ; elle était devenue un intérêt acquis, un laissez-passer pour le succès, pour obtenir des postes et des privilèges. S'aventurer à contester, non pas la Résistance elle-même, mais les méthodes de nombreux hommes qui avaient déshonoré la Résistance, revenait à se mettre soi-même hors-jeu. Il n'y eut donc guère de protestations, ou de franc-parler ; il n'y avait pas de presse indépendante et impartiale, et la publication sous forme de livre était difficile.

Néanmoins, depuis la chaire de Notre-Dame de Paris, la première cathédrale de France, le très éloquent père Panici, à l'occasion de son prêche de Carême, leva la voix contre le régime. On ne le laissa pas poursuivre. Il disparut dans un monastère [3], et sa place fut cédée à un prêtre qui avait été prisonnier dans un camp allemand et se montrait plus orthodoxe. Le sermon du père Panici, qui avait été imprimé, subit la censure. Je pus me procurer un exemplaire du texte original, et je lis [4] :

> *Depuis le début du siècle, nous respirons un air vicié par les problèmes et par la guerre, un air de fo-*

3. Le départ du prédicateur exigé par les ministres MRP directement interpellés par l'allocution — de Menthon à la Justice et Teitgen à l'Information — fut obtenu en juillet 1945, voir https://books.openedition.org/pur/42102, NdT

4. L'équipe de traduction n'a pas réussi à mettre la main sur le texte original en français. Nous l'avons re-traduit de l'anglais. . .Si un lecteur dispose du texte original, nous nous ferons un plaisir de le porter en annexe dans une prochaine édition, NdT

lie, de cruauté, un air qui excite une terrible soif chez les hommes, le désir d'infliger des souffrances, de voir couler le sang, de contempler la mort...Nous avons attendu la libération et la joie qui l'accompagnerait. Nous avons attendu avec la même ferveur la fin de la tyrannie allemande...Mais nous sommes loin d'être libérés. Les arrestations illégales, les massacres sans jugement, les emprisonnements indéfendables, les tortures, les dénis de justice...Ces événements constituent la honte suprême de la France ! [Il mentionne les vendettas publiques et privées, les séquestrations de citoyens par des personnes sans aucun mandat public, sans raison justifiée ; il mentionne les « tribunaux spéciaux *», où des erreurs commises de bonne foi par des citoyens irréprochables étaient confondues avec le crime de trahison ; il mentionne les verdicts d'une sévérité incompréhensible, les assassinats jusque dans les prisons, les délations encouragées, les dénonciations exigées, dans des bureaux ouverts pour les y recevoir.]*

Ces injures au respect de la personne humaine ne peuvent être niées. Les preuves sont légion. Les Français ont-ils été changés ? Nous ne reconnaissons pas comme Français de la vraie France, de la France humaine, de la France éprise de liberté, de la France estimable pour sa grande civilisation, nous ne reconnaissons pas comme Français les tortionnaires ni les meurtriers qui nous ont couverts de sang et de honte. Nous ne défendons pas les traîtres, ni les infâmes profiteurs de guerre, mais nous nous souvenons qu'en ces hommes nous devons respecter la dignité de l'homme. S'ils ont bafoué cette dignité, il n'appartient pas à des hommes sans mandat de la bafouer encore plus, en prenant un plaisir abominable à regarder ces personnages souffrir et mourir. Quel ter-

> *rible avenir ces sadiques, ces hommes de sang et de mort, vont abattre sur nous ! Des années d'assassinats privés et autorisés, de tortures et de haine, un régime de bouchers ! Un climat où chacun ressent, continuellement, un dégoût de la vie, un désir de disparaître d'un monde où, au milieu de bêtes à visage d'hommes, les esprits sont tourmentés, où le carnage débouche sur le dessèchement de l'esprit, alors que la France a besoin de tous ses enfants pour reconstruire sa substance — un avenir perdu par la perte de tant de valeur, quand chaque homme de valeur nous est nécessaire, par une énorme hémorragie quand il nous faut tout notre sang ! Oui, un avenir terrifiant, un régime de bouchers, des hommes devenus sanguinaires ; dans les prisons, dans les camps, un sentiment ne fait que croître, la haine ! Nous ne considérons pas les aspects politiques de ces éléments, le déni de l'autorité de l'État, les droits que certaines factions s'accordent d'elles-mêmes comme si elles détenaient seules le pouvoir, mais notre devoir est d'examiner l'aspect moral et de dénoncer ces tendances terrifiantes. Quelles tendances ? L'absence totale d'amour, l'existence de la haine, d'une haine épouvantable...*

J'ai traduit ces phrases décousues aussi littéralement que j'ai pu. Il est visible que ce prêtre parlait sous l'effet d'une émotion violente, peut-être sans faire preuve de sagesse, peut-être en usant d'exagérations rhétoriques. Pas étonnant qu'il se vît éjecté de la chaire de Notre-Dame ! Pourtant, il eut été bénéfique que ses paroles fussent écoutées. La France aurait alors pu se remettre beaucoup plus rapidement du choc de la guerre, de l'occupation, de la révolution, d'une guerre civile unilatérale. Car il en fut ainsi : les « *tribunaux d'exception* », normalement tenus en horreur par les Français, continuèrent d'œuvrer pendant six années ; des torts

triviaux et véniels y furent traités comme « *intelligence avec l'ennemi,* » ou comme « *compromettant la défense nationale* » ; la peine de mort était parfois exécutée après que le condamné ait été maintenu plus d'un an les fers aux pieds, enchaîné comme un chien, s'attendant chaque matin à être emmené dehors et abattu. Enfin, alors que j'écris ces lignes, je comprends qu'une amnistie sera prochainement déclarée. Il n'est vraiment pas trop tôt ; les pires torts ont été commis ; Dieu fasse qu'il ne soit pas trop tard !

Je suis contraint de faire référence à une innovation rappelant les lois nazies ou soviétiques : l'institution de ce qui a été appelé l'« *indignité nationale* » par les comités d'Alger, à une époque où ils n'avaient aucune possibilité de prétendre au statut d'organe législatif. Il était dans certains cas impossible de déterminer, même en déformant la loi, qu'un délit punissable avait été commis. Par conséquent, les « *tribunaux civils* » se virent autorisés à prononcer des incapacités, privant les « *mauvais citoyens* » du droit de vote, et les empêchant d'occuper des emplois publics, ainsi que dans la justice, la presse, le cinéma, l'enseignement, etc. Ces personnes ne pouvaient plus se procurer de passeport, et considérées comme indésirables chez elles, dans l'incapacité de gagner leur vie, on leur interdisait de quitter le territoire. La plus célèbre cantatrice de France, dénoncée par un domestique avec qui elle avait connu un différend, fut ainsi réduite au silence. Elle ne pouvait plus chanter à l'Opéra, et elle ne pouvait plus accepter de contrats dans des pays étrangers désireux de l'écouter chanter. À ma connaissance, elle disposait peut-être d'assez de moyens pour continuer à vivre ; des personnes plus humbles, mais stigmatisées de même se retrouvaient condamnées à la misère. Dans son cas, les amateurs de musique perdirent un plaisir ; dans nombre d'autres occurrences, la communauté toute entière perdit le bénéfice de l'exercice des talents de travailleurs qualifiés. Pour reprendre un vieux dicton, la France se coupait le nez pour se punir le visage. La somme totale des souffrances individuelles et de l'appauvrissement de la vie française fut considérable — là résida toute la différence entre le rétablissement

rapide des blessures de la guerre, et la purulence couvant dans le corps politique. Je pensais parfois que le plus grand châtiment de tous était l'affliction de cette « *indignité* » handicapante ; elle ne tuait pas d'un coup, mais constituait une plaie purulente.

Et ce n'est pas tout : des contrôleurs auto-proclamés virent le jour au sein des corps de métier, le plus souvent les médiocres, les envieux, les aigris, prirent sur eux d'interdire à leurs collègues, souvent plus qualifiés qu'eux, l'exercice de leur profession. Ces confrères n'avaient pas été condamnés par les tribunaux, ils n'avaient pas été mis en accusation sur le vague concept d'« *indignité nationale* », mais ils pouvaient tout de même se voir radiés par leurs semblables. Un de mes amis, peut-être le plus érudit de tous les journalistes que j'ai jamais rencontrés, fut sommé de se présenter devant un jury auto-constitué, dans lequel siégeaient deux journalistes qu'il avait jadis congédiés pour conduite non-professionnelle, au motif qu'il avait déploré le bombardement de monuments d'une valeur inestimable : il mourut dans la pauvreté. Presque tous les peintres les plus connus se virent interdire de pratiquer leur art, ou du moins d'exposer en public. Des acteurs se virent interdire de jouer. Des danseurs de danser. Des présentateurs de radio furent contraints au silence. Des chanteurs furent interdits de chant. Des têtes d'affiches au cinéma ne purent plus apparaître dans les films. Les médiocres eurent ainsi l'opportunité de prendre les places que leurs mérites ne leur avaient pas permis de décrocher. Mais cette dernière interdiction tomba assez vite. Le public insistait pour voir et entendre les interprètes de talent qui avaient diverti les Allemands ainsi que les Français. Je ne citerai pas de nom, mais il existe une « *star* », connue mondialement, qui est redevenue à présent plus populaire que jamais, après avoir connu une période d'ostracisme : le « *crime* » pour lequel on cherchait à l'exclure était d'avoir visité un camp de prisonniers de guerre français en Allemagne, pour y dérider ses compatriotes. Les écrivains subirent des torts parmi les plus importants : ils restèrent muselés par les médiocres plusieurs années durant.

Quant aux hommes politiques, je n'ai jamais réussi à comprendre l'aune qui permettait de les juger. En principe, quiconque avait voté l'investiture de Pétain se voyait déclaré inéligible à toute fonction publique ; mais dans les faits, certaines des personnalités de premier plan, siégeant actuellement dans les assemblées françaises, non seulement votèrent pour Pétain, mais appelèrent avec enthousiasme les membres de l'Assemblée Nationale à voter pour lui, tandis que d'autres, beaucoup moins compromis, se voient empêchés de siéger à la Chambre ou dans tout corps élu, en dépit du fait qu'une majorité d'électeurs continue de les soutenir. Il est difficile d'expliquer pourquoi quiconque accorda son vote honnêtement, dans le cadre de son mandat parlementaire, devrait se retrouver inéligible. De nouveau, c'est à Alger qu'il fut décidé que quiconque ayant occupé des fonctions sous Pétain devrait automatiquement être déclaré inapte à des fonctions officielles pour l'avenir. Pourtant, des ministres en poste à ce jour ont servi sous Pétain à des postes des plus élevés ; cependant que d'autres (comme Flandin, par exemple), après avoir été lavés de tout reproche par la Haute Cour de Justice, se voient toujours interdire de se porter candidat à une élection. Comment la quatrième république pourrait-elle espérer repartir en de bonnes conditions, alors qu'elle refuse l'aide d'hommes politiques d'expérience du régime précédent, sauf pour ceux ayant réussi à prendre à temps le train en marche, en se montrant tout prêts à rejeter ce qu'ils avaient applaudi par le passé ?

Parmi les nouveaux arrivants, il y eut, bien entendu, des hommes au caractère douteux. L'un d'entre eux, qui prit part aux préparatifs du procès de Pétain, est à présent en prison. Un autre, qui fut élu à la Chambre, et qui contribua à condamner les ministres de Pétain, se trouve également en prison pour avoir volé des obligations gouvernementales et pour cambriolage. Le premier des deux fut un authentique héros de la Résistance, mais s'habitua tellement aux pratiques illégales et violentes, normalement considérées comme des crimes dans les sociétés civilisées, mais glorifiées lorsqu'elles furent commises au nom de la Résistance, qu'il poursuivit

sa carrière déshonorante alors que la Résistance ne constituait plus une couverture. Il illustre fort bien les dangers qu'il y a à tolérer, ou même glorifier les pratiques interdites et la violence en certaines circonstances : car de nombreux autres, bien plus humbles que lui, ont trouvé difficile de retourner se soumettre aux règles ordinaires des communautés disciplinées. Ceux-là également sont des victimes des enseignements de ces années troublées.

Il serait erroné de les soupçonner de mauvaise volonté ; alors que cela restait dangereux, je me faisais l'avocat du pardon pour les deux côtés ; je plaidais pour une réconciliation ; je soutenais, comme je l'avais fait tout au long de la guerre, que l'unité était essentielle, que la France avait besoin de tous ses citoyens, qu'ils soient tenants de telle ou telle vision politique, qu'ils aient ou non commis des erreurs dans l'évaluation de ce qu'était leur devoir.

J'espère donc que l'amertume sera pardonnée, que l'avenir, et non le passé, occupera l'esprit des Français. Mais je ne crois pas qu'on devrait laisser se perdre les enseignements de la révolution (que nous sommes encore réticents à nommer comme telle). Il est dangereux, quelles qu'en soient les conditions, de diviser une nation ; il peut être mortel d'attiser les passions, d'ouvrir des opportunités aux actes répréhensibles, d'encourager les ambitions personnelles ; il est suicidaire de prôner la désobéissance, de déverser le mépris sur les autorités constituées, de défaire les lois morales, de laisser libre cours aux actions brutales, quelles que soient les circonstances, d'appeler à la vengeance, de déchaîner les forces malveillantes ou anarchiques. Pourtant, si j'ai connu des désillusions, si j'ai découvert que la cruauté, l'injustice, l'ingratitude, l'intolérance ne sont pas limitées à tel ou tel pays, mais font partie de la nature humaine, je suis également témoin en France d'une patience extraordinaire au cœur de la détresse, de la solidarité, de la compassion, du bon sens, tant de vertus qui ne sont pas reconnues comme héroïques, mais sont meilleures que l'héroïsme, ancrées dans les gens du quotidien qui constituent la vraie France. Envers cette vraie France, après l'épreuve tragique, ma sympathie et mon amour sont

inaltérés.

Chapitre 24

La Quatrième République

« *Que la république était belle...sous l'Empire !* » Telle était une critique épigrammatique de la Troisième République lors de ses premières années d'existence. Après la chute de Napoléon III, dans la débâcle de 1870, on espéra que le rêve d'une république voyant les hommes respirer un air de liberté se réaliserait, et que la concorde, l'égalité et la justice seraient atteintes par la fraternité des Français. Hélas, les rêves qui avaient été entretenus sous l'Empire ne furent pas réalisés sous la république. Le tempérament des hommes, leurs usages, leurs institutions, ne peuvent être changés par un simple changement de régime. Quand Rochefort écrivit que la France était peuplée de trente millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement, il pensait à l'Empire, mais lorsque la république fut fondée, si la nature des sujets de mécontentement put changer, leur nombre ne diminua certes pas.

Il en alla de même de la Quatrième République, qui fut instituée en 1946, après l'interrègne au cours duquel De Gaulle se conduisit pratiquement en dictateur. Lors des jours les plus sombres de l'occupation, la Résistance, imitant en cela le gouvernement de Vichy, s'était prise à élaborer des projets pour une meilleure France. Tous

les défauts de la Troisième République, qui étaient si évidents que depuis que je connais la France, on parlait régulièrement de revoir de fond en comble la constitution, devaient être corrigés. Il y avait des programmes pour tout.

Hormis les vrais militants dans la Résistance, hormis les hors la loi qui se rattachaient au mouvement, la principale préoccupation de la Résistance était la remise à neuf de la France, par l'arrivée au pouvoir de certains partis.

La Résistance, dans ses affabulations en France et plus particulièrement à Alger, avait mis en place un programme. Il fallait remédier à l'instabilité et à la brièveté des gouvernements, qui avaient été la malédiction de la Troisième République. La presse devait être purifiée, car la presse française d'avant 1939 avait été synonyme d'irresponsabilité, pour ne pas dire de corruption. On devait parvenir à la justice sociale en faisant progresser les niveaux de vie des travailleurs, en nationalisant les banques, les industries, les assurances, et divers services tels que le gaz, l'électricité et les chemins de fer. En bref, on allait mener une révolution, pas au sens le plus sanglant du terme, mais au sens politique et social.

Ma foi, nous pouvons à présent, huit années après la Libération, en évaluer les résultats. La plupart des membres du Parlement ont été écartés de la Chambre, ont été considérés comme inéligibles pour avoir voté pour Pétain. (Comme si quiconque était qualifié pour punir des représentants élus du peuple, rétrospectivement, pour les votes qu'ils jugèrent utiles d'exprimer !) De manière générale, les membres de la Chambre et les premiers ministres successifs furent des hommes neufs et sans expérience. Dépourvus d'expérience, ils ont gâché ce qu'ils ont touché. Les finances, qui étaient restées remarquablement saines sous l'occupation, se sont effondrées. Sur le papier, le franc, qui cotait, à la fin de l'occupation, environ 175 francs pour une livre sterling, est tombé à 1000 francs la livre et, dans les faits, son pouvoir d'achat est tombé bien plus bas encore que ce qu'indique ce taux monétaire. Le dollar s'échangea à 224 francs, puis par une nouvelle dévaluation, à 263 francs, et

enfin à 400, ce qui est bien plus haut que le taux d'échange sur un marché libre. Les réserves d'or, qui furent rendues quasiment intactes, ont fondu de 1599 tonnes à 464 tonnes, même si de grandes quantités d'or sont restées entre des mains privées. Dans les premiers temps où je connus la France, le budget annuel s'élevait à 5 milliards de francs ; aujourd'hui il dépasse les 4000 milliards de francs. Il n'est pas rare que la circulation fiduciaire atteigne les 20 milliards de francs par semaine.

Les salaires constituent un sujet de dispute incessant depuis 1944, et les travailleurs estiment avoir été trompés, ainsi que de larges sections de la population, qui doivent vivre en gagnant moins que le salaire minimum reconnu. L'assurance sociale est terriblement mal gérée, avec pour résultat des charges qui s'élèvent pour l'employeur au tiers du salaire perçu par le travailleur, cependant que celui-ci est obligé de verser des sommes très excessives par rapport aux bénéfices qu'il reçoit. D'un autre côté, alors que les retraités touchent des pensions indécentes, des subventions importantes sont accordées pour les naissances, et les allocations familiales, qui parfois dépassent le montant des salaires, se voient versées par un État qui ne peut pas, pour de nombreuses années, loger convenablement sa population déjà née.

Les taxes ont atteint ce qui est reconnu comme le point de rupture, une charge intolérable pour l'artisan et le petit commerçant. Les industries nationalisées, bénéficiaires avant guerre, qui versaient des dividendes à leurs actionnaires, accusent des pertes considérables, et les coûts de l'électricité, du gaz, et du transport ne font que monter. La Cour des Comptes, qui vérifie a posteriori les comptes du gouvernement, rédige des rapports révélant la plus grave dilapidation de fonds publics, s'apparentant non seulement au gaspillage, mais aussi à la malversation. Le fonctionnarisme, qui constituait déjà une ruine avant la guerre, a énormément grandi, et l'immense armée de fonctionnaires est un problème que nul n'ose aborder.

Quant à la presse, qui fut confisquée illégalement, principale-

ment au profit des communistes, elle a coulé, de l'avis général, jusqu'aux plus bas niveaux de partisanerie, alliée à la vulgarité. Certains journaux, bien entendu, sont restés dignes et bien informés, mais la presse, dans l'ensemble, n'est pas comparable à celle de 1939. Je n'ai pas besoin de nommer les pages les plus scandaleuses, emplies d'histoires suggestives, d'images obscènes, de révélations intimes au sujet de la vie des personnalités de premier plan. Le niveau général de la presse a lamentablement baissé. Il est presque inutile que j'ajoute qu'à quelques exceptions près, le sujet tout entier des crimes du « *résistantialisme* » a été évité, et que les légendes mensongères ont été défendues ardemment. C'est en vain que vous chercherez dans les journaux ordinaires français la vérité sur la guerre, l'occupation, l'*épuration*. On a connu des scandales à côté desquels les scandales d'avant-guerre relèvent du petit lait, à commencer avec le scandale du vin dans lequel le tout premier *premier ministre* après De Gaulle fut impliqué, à tort ou à raison, et cela continue avec le scandale de la divulgation de rapports confidentiels sur l'Indochine et le trafic des piastres. Les journaux ne purent s'abstraire d'en parler, mais on les laissa se terminer en eau de boudin, sans aucune conclusion logique.

Sur le sujet de la stabilité gouvernementale, je vais établir une liste des ministères qui se sont succédé depuis la Libération. Il y eut d'abord le gouvernement de De Gaulle, s'étalant du 10 septembre 1944 au 6 novembre 1945. Il démissionna mais reprit forme en la matière d'une Assemblée Constituante le 20 novembre, puis se retira, sans qu'il fût jamais expliqué pourquoi, le 20 janvier 1946. Suivit le gouvernement de Félix Gouin, qui dura cinq mois et demi. Suivit le gouvernement de Georges Bidault, qui parvint à rester en exercice cinq mois. Bidault fut désigné à nouveau, et se présenta devant la Chambre, où il échoua de loin à se faire élire. Léon Blum ne resta qu'un mois, et démissionna lorsque Vincent Auriol fut élu président de la république le 16 janvier 1947. Paul Ramadier fut alors premier ministre pendant dix mois, ce qui constitua, hors du gouvernement De Gaulle, un record, mais il faut noter qu'en réa-

lité, il y eut deux gouvernements Ramadier sur cette période, car les communistes, qui avaient, jusque mai 1947, participé à la coalition au pouvoir, se retirèrent, et Ramadier dut présenter un nouveau cabinet à la Chambre. Léon Blum se représenta et fut battu. Le 24 novembre 1947, Robert Schuman fut élu et resta en poste huit mois. André Marie devint premier ministre pour une période de moins d'un mois. Robert Schuman refit surface et réussit à rester deux jours. Henri Queuille, un homme politique de la vieille école, établit alors un nouveau record, réussissant, de pure force ou par inertie, à rester pendant une période relativement longue de treize mois. Jules Moch fut ensuite investi premier ministre, mais fut incapable de constituer un cabinet. La même mésaventure a été vécue par René Meyer qui, bien que premier ministre pendant quelques jours, constata qu'il ne pouvait pas réunir une équipe qui pourrait survivre. Proche du désespoir, le président demanda à Bidault de former un gouvernement. Il resta en poste à peine plus de trois mois, car les socialistes s'en retirèrent. Il forma alors un second cabinet, et, si l'on ajoute les durées de vie de ces deux gouvernements, il resta en poste huit mois. Quand il fut renversé, Queuille reforma un cabinet, qui dura un jour ou deux. René Pleven, après un interrègne de plusieurs semaines de « *crise* », c'est-à-dire après plusieurs semaines sans gouvernement, vint au combat. Queuille « *passa* » les élections générales de juin 1952. Vous pouvez compter comme vous l'entendez, mais entre les défaites immédiates, et les changements faisant suite aux retraits communistes ou socialistes, je ne peux pas dénombrer moins de dix-sept ou dix-huit cabinets ou premiers ministres désignés, en 70 mois ; une durée moyenne de quatre mois. Les longs intervalles au cours desquels la France n'eut pas du tout de gouvernement, outre les périodes au cours desquelles le Parlement ne siégea pas, pourraient également être comptés. La Troisième République, malgré tous ses défauts, fit plutôt mieux que la Quatrième.

Les Français, dégoûtés de l'insincérité et de la domination des partis, auraient au moins dû avoir l'opportunité d'exprimer leurs

opinions lors des élections de 1951. Ils furent trompés. La loi électorale fut modifiée de nouveau, en faveur des partis soi-disant modérés. Non seulement les élections furent basées sur la proportionnalité, qui voit les sièges accordés aux divers partis selon le pourcentage des voix, mais les partis furent autorisés à établir des alliances temporaires, pour pratiquer des « *affiliations* » leur permettant de mettre en commun le total des voix reçues et de se répartir les sièges entre eux. Évidemment, les socialistes, le MRP [1] et les radicaux-socialistes, malgré leur quasi-absence de points communs, purent, en comptant les voix comme s'ils avaient constitué un parti unique, prendre l'avantage sur les communistes et les gaullistes, qui devaient voler de leurs propres ailes ; et ils en tirèrent toutes sortes de retombées positives. Les partis qui se présentaient face à l'électorat comme une seule entité étaient, dans les faits, profondément divisés, et un anti-socialiste pouvait découvrir que son vote avait été attribué à un socialiste, ou vice-versa.

Mais les partis « *affiliés* » étaient si mal perçus que de nombreux Indépendants se présentèrent et furent élus ; pas autant que si les « *affiliations* » n'avaient pas été autorisées, mais suffisamment pour donner un nouveau tour à la politique française. Le public demandait quelque chose de nouveau. Il voulait clore le chapitre de la confusion d'après-guerre, avec son *épuration*, son ostracisme, sa mauvaise administration. Les Indépendants n'étaient pas assez nombreux pour former un gouvernement, mais ils étaient assez forts pour faire entendre leur voix dans la formation d'un gouvernement. L'équilibre se faisait sans aucun doute loin du socialisme et de la démocratie chrétienne, loin de la tyrannie des partis. Au début, les résultats en furent peu notables en pratique.

Pleven, puis Edgar Faure, furent choisis comme premiers ministres.

C'est alors que survint une nouvelle « *crise* » : les finances de

1. Mouvement Républicain Populaire, classé comme démocrate-chrétien et centriste, NdT

la France atteignaient le fond. De désespoir, le président fit appel à un discret entrepreneur, Antoine Pinay ; assez étrangement, cet homme, qui avait été un authentique Résistant, avait également entretenu certaines sympathies pour le régime de Pétain, et il avait à un moment été écarté pour cela. On pensa qu'il pourrait réussir à louvoyer entre les difficultés qui rendaient impossibles la constitution d'un gouvernement jusqu'à ce qu'une recombinaison des anciens partis puisse être trouvée. Il devait en somme jouer le rôle de bouche-trou, de manière inoffensive. Mais, à l'ébahissement des partis, Pinay fit précisément montre des qualités de sens commun et d'honnêteté que le public attendait. Sa popularité surprit les observateurs. Il inspirait la confiance. Le renverser, au vu des nombreuses manifestations qui avaient lieu pour le soutenir, aurait constitué une mauvaise tactique. Sa grande simplicité et sa franchise l'aidaient.

Le général De Gaulle était alarmé. Si Pinay réussissait là où tant d'autres avaient échoué, il allait non seulement perturber le système des partis, mais couper l'herbe sous le pied du « *rassemblement* » gaulliste. Pinay faisait son chemin sans bruit, il mit fin aux augmentations du coût de la vie, mit un coup d'arrêt à l'envolée du franc, lança un emprunt destiné à ramener l'or de ses cachettes jusqu'à la Banque de France, prépara l'ouverture des portes des prisons, et apporta de nouveaux espoirs au pays, ressemblant beaucoup à Poincaré trente ans auparavant. La personne de Poincaré avait disposé d'un grand prestige, Pinay était pratiquement inconnu ; mais ses résultats étaient tout aussi magiques.

Jetons encore un coup d'œil à l'histoire en pointillés de la Quatrième République. Pourquoi, demandera-t-on, la Quatrième ? On a prétendu, sans vérité aucune, que Pétain avait été un usurpateur, alors qu'il avait été duement placé au pouvoir, d'abord par le président Lebrun, puis, après l'armistice, je répète, après l'armistice, par un vote pratiquement unanime de l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire du Sénat et de la Chambre réunis, conformément à la constitution. Mais si Pétain était un usurpateur, il est évident que

la Troisième République n'avait jamais légalement cessé d'exister, et ce n'est pas De Gaulle qui aurait dû être président par intérim. Le président Lebrun aurait, sous ces conditions, dû être remis au pouvoir, en 1944, et les députés et sénateurs de 1940, le seul parlement constitutionnel, aurait dû siéger dans l'attente de nouvelles élections. Mais une telle solution n'aurait pas plu à ceux qui disposaient du pouvoir à portée de main. Au lieu de cela, le Président, le Sénat et la Chambre furent liquidés, nombre de leurs membres se virent interdire de poser leur candidature, et une Assemblée Constituante de la Quatrième République fut installée.

Comme soutiens, De Gaulle fut forcé de dépendre des éléments politiques de la Résistance qui avaient, à Alger et en métropole, décidé entre eux comment se partager les avantages du pouvoir quand les Anglo-Américains ouvriraient la voie vers Paris. Ces éléments étaient les communistes, les socialistes, et les chrétiens démocrates (MRP). Une fois installés, ils pourraient s'arranger pour rester. Pour cela, il ne fallait pas qu'ils se disputassent. Les communistes, parti le plus actif et le plus nombreux, obtinrent les principaux postes. La mesure de leur prise de pouvoir est assez bien illustrée par une comparaison des chiffres des journaux quotidiens qu'ils purent confisquer à leurs propriétaires légitimes. Avant la guerre, les communistes disposaient de quatre quotidiens ; après la Libération, ils en avaient 52. Les socialistes en avaient 4, après la Libération, ils s'en virent allouer (ou s'emparèrent de) 32. Le MRP en avait deux ; voilà qu'il en avait 27. Tous les journaux d'opposition furent supprimés : d'abord, parce que les presses avaient été confisquées ; ensuite, parce qu'il fallait demander au gouvernement l'autorisation de paraître ; troisièmement, parce que c'étaient les autorités qui distribuaient le papier. Chaque semaine, chaque mois, des organes étaient ainsi supprimés ou transformés. La radio tomba naturellement entre les mains des trois partis, les communistes prirent toute leur part. La propagande communiste n'était pas uniquement autorisée : les autres partis essayaient de se rapprocher autant que possible du communisme. Les communistes étaient

loués pour avoir constitué les principaux résistants, et ils proclamaient avoir été les seuls patriotes. Les socialistes et le MRP étaient à la traîne. Nous avons vu depuis, en Tchécoslovaquie, comment une telle situation a débouché sur la domination complète par le communisme. La Confédération Générale du Travail (CGT), l'organisation syndicale, était complètement communiste, et pouvait, à sa guise, ordonner des grèves pour faire avancer sa cause.

Les radicaux-socialistes, qui dans le fond, et en dépit du nom de leur parti, étaient traditionalistes et conservateurs, avaient constitué pendant de nombreuses années le principal parti de France. Ils se trouvaient à présent presque éliminés. La Droite était réduite à de faibles proportions. Dans ces conditions, De Gaulle, dont le cœur ne penchait certainement pas vers le communisme ou le socialisme, dépendait de partis qui calomniaient, persécutaient et si possible, « *liquidaient* » les Français qui auraient pu sans cela le soutenir.

Il s'agissait de politique à courte vue. Car, si les communistes étaient prêts à l'utiliser comme bannière pour faire taire les anticommunistes, ils n'eurent rapidement plus besoin de lui. Ils avaient placé leurs hommes partout, et, aidés par leurs complices, avaient estampillé comme traîtres tous ceux qui n'avaient pas réussi à se faufiler dans la Résistance ; et donc De Gaulle, un militaire présentant des dispositions dictatoriales, était devenu inutile. Les socialistes le répudièrent également. Le MRP, malgré ses protestations de fidélité à De Gaulle, se sentit obligé de s'en tenir aux accords tripartites. Ni l'armée, ni la police n'étaient gaullistes. De Gaulle fut contraint de partir.

Mais le mal était fait. Le Sénat avait été supprimé, et la France n'était plus gouvernée que par une seule chambre. Au cours des plébiscites pour une constitution, qui se succédèrent, les trois partis convinrent que le Sénat ne devait pas être rétabli. Cela signifiait que les communistes n'avaient qu'à prendre le dessus sur la chambre pour que leur victoire finale fût assurée. Après le rejet d'un premier projet de constitution, les électeurs, vraiment fatigués de toutes

ces consultations, consentirent par une faible majorité (et un tiers d'abstention) à une constitution branlante qui allait prouver son inefficacité totale. Elle définit, dans les faits, un second corps, appelé Conseil, qui n'avait aucun pouvoir hormis vérifier les lois passées par la chambre.

Puis la chambre procéda aux élections dans un système voué à donner la majorité aux trois partis : communiste, socialiste et MRP, tant qu'ils restaient unis. Il n'était pas proposé à l'électeur de se prononcer pour tel ou tel candidat pour telle ou telle circonscription. On lui présentait des listes de partis, où il ne pouvait rien changer, où les noms ne comptaient pour rien, et où il fallait considérer l'ordre selon lequel ils étaient présentés par les partis. Puis, suivant un complexe système de proportionnalité, les partis s'arrangeaient entre eux. Il était donc impossible de tenir en échec un candidat se trouvant être un chef de parti. Même si sa liste recevait assez peu de voix pour être en soi éliminée, il pouvait quand même revenir à la surface dans le grand méli-mélo des sièges nationaux.

On peut dire que jamais le niveau de la vie parlementaire ne tomba aussi bas ; jamais auparavant on n'avait assisté à des scènes aussi pitoyables, à des combats ouverts, à des invectives obscènes, comme dans les premières années de la Quatrième République. La qualité intellectuelle n'avait jamais été plus faible. Je pense aux hommes que j'ai connus, les Caillaux, Clemenceau, Poincaré, Tardieu, Briand, Herriot, puis à ceux qui leur succédèrent ! Depuis la Libération, pas moins de dix mille lois et décrets se sont empilés, contradictoires, confus, inapplicables, inutiles, ou carrément néfastes, injustes, ou illégaux ; et aucun avocat ne pourrait s'y retrouver dans un tel dédale de mesures. On ne sait pas trop aujourd'hui distinguer ce qui est légal de ce qui ne l'est pas, et il est probable que chacun en France viole à chaque heure quelque loi. Le travail des administrateurs, en particulier des maires, qui se voient submergés de questionnaires à remplir et signer, est incroyablement lourd, et les délais dans la reconnaissance de ce que sont les droits de chacun sont plus longs qu'ils ne l'ont jamais été.

La bonne gouvernance est, bien entendu, en proportion inverse du nombre de lois.

Les communistes, les socialistes et le MRP poursuivirent leurs combinaisons afin de former des gouvernements tripartites jusqu'en mai 1947, lorsque les communistes firent sécession. Ils avaient obtenu tout ce qu'ils pouvaient espérer de leur participation. Ils auraient désormais une meilleure place dans l'opposition. La nouvelle ligne, qui n'était pas non plus franchement anti-communiste, fut appelée Troisième Force. Elle était composée des socialistes, du MRP et de groupes plus petits de radicaux-socialistes et d'autres. Mais la Troisième Force ne représentait qu'une minorité du peuple français. Les communistes représentaient presque un tiers des électeurs, et quand De Gaulle constitua un nouveau parti (qu'il appela Rassemblement ; les membres d'autres partis pouvaient y adhérer), on put constater qu'en opposition au gouvernement, il attirait à lui environ un autre tiers de la population.

La France se voyait donc gouvernée par environ un tiers des électeurs, et ce tiers était éclaté en groupes présentant des vues divergentes. Les socialistes défendaient des salaires plus élevés, quelles qu'en pussent être les conséquences sur l'économie et les finances de la nation, et s'accrochaient à la fermeture des écoles religieuses. Le MRP, au contraire, professait le catholicisme et défendait les institutions religieuses. Un fond de radicaux-socialistes et d'hommes de Droite constituait le reste de la Troisième Force, et s'opposait au contrôle des prix et au rationnement, que les socialistes tendaient à imposer de manière permanente au peuple français — *dirigisme*[2], disaient-ils. Peu à peu, les socialistes énervaient le gouvernement dont ils étaient membres, jusqu'à atteindre un niveau de blocage : toute action positive était devenue impossible en France. Personne n'osait s'en prendre aux vrais problèmes, et le pays allait à la dérive.

Le contrôle des prix se révéla si inefficace que le charbon, par

2. En français dans le texte, NdT

exemple, coûtait vingt fois plus cher que sous le régime de Pétain, et le marché noir restait le principal bénéficiaire du *dirigisme*. L'application d'une politique plus libérale, qui permit une baisse des prix et restaura l'abondance, ne résulta pas des gouvernements, mais des vertus innées des Français eux-mêmes. Ils se mirent à passer outre les innombrables règles et règlements. Ils refusèrent de tout payer au moyen de tickets. Les commerçants décidèrent de ne plus les accepter. Et ainsi, les restrictions furent levées, et le *dirigisme* mourut de sa belle mort ; on découvrit que la France, comme avant-guerre, était en pratique auto-suffisante, et une relative abondance refit surface quand les contrôles furent abandonnés.

La France, pendant que les gouvernements continuaient de gâcher ses vastes ressources, retrouva un état de normalité, grâce à ses propres efforts et à l'aide étasunienne. Les gouvernements qui s'étaient succédé depuis la révolution de 1944 n'avaient guère de lauriers à se voir accorder pour cette renaissance de la France. Les politiques qu'ils avaient appliquées, au contraire, avaient retardé et gêné son retour à des jours meilleurs.

Il est assez piquant d'observer que De Gaulle, après avoir considéré être seul habilité à gouverner la France et considéré que tous ceux qui n'étaient pas derrière lui étaient des traîtres à la France, fit ensuite appel au mécontentement des Français à l'égard des nouveaux gouvernements qui n'avaient été mis en place que grâce à lui. Il s'était allié aux communistes, les avait mis au pouvoir : voilà qu'il se montrait implacablement anti-communiste. Il avait lancé, ou tout au moins permis, l'*épuration*, du fait que le seul moyen d'établir son propre pouvoir était de balayer les institutions et les personnes en place : à présent, il appelait à la remise en liberté de Pétain, ainsi qu'à une amnistie, qui n'aurait certainement pas annulé le mal qui avait été fait — elle limiterait les dégâts.

On aurait pu attribuer à De Gaulle la désunion des Français ; et voilà qu'il se faisait promoteur d'un Rassemblement. Il appelait à la discipline, à l'ordre, à une armée forte, à l'indépendance de la France. Mais il oubliait qu'il avait emprisonné Weygand, qui

avait constitué la seule vraie armée dont la France avait disposé en Afrique du Nord, qu'il avait emprisonné l'amiral Decoux, qui avait maintenu l'Indochine loyale à la France, alors qu'à présent l'Indochine, assistant à la division des Français, était en état de révolte. Il y avait des révoltes en Algérie, des mouvements anti-français en Tunisie, au Maroc, à Madagascar, dans toutes les dépendances françaises qui s'étaient montrées loyales au maréchal. On avait perdu la Syrie. La France s'était vue privée de son élite.

La France avait conclu un pacte avec la Russie. L'Amérique comme l'Angleterre avait des relations très froides avec le général. Ni les communistes, ni les socialistes, ni le MRP, ni les radicaux-socialistes, ni divers groupes plus petits ne soutenaient ses positions, et tous le dénonçaient comme le dirigeant d'une faction, un fauteur de troubles qu'il fallait combattre. Ils n'acceptaient pas de réaliser des compromis avec lui. Ils étaient faibles ; ils avaient commis de graves erreurs ; ils n'étaient d'accord sur rien, sinon quant à l'idée qu'il fallait empêcher De Gaulle de revenir au pouvoir. La force de De Gaulle dans le pays ne résidait que dans la faiblesse des gouvernements. Beaucoup de Français n'étaient pas tant pour lui que contre les ministres incompétents, ce qui n'empêchait pas des centaines de milliers de Français de se souvenir qu'il avait amené d'Angleterre avec lui ces gouvernements, et qu'il était responsable de l'effondrement de la France officielle à la Libération.

Le patriotisme n'est pas un monopole ; on ne l'accapare pas comme le sucre ou l'acier, et il peut prendre des formes variées. Je suis tenté d'affirmer que le patriotisme peut constituer le plus noble, ou le plus vil, des sentiments. Jeanne d'Arc fut une patriote qui sauva la France ; Hitler fut un patriote qui ravagea l'Allemagne ; Staline était un patriote voulant enchaîner le monde au chariot de la Russie ; les communistes sont patriotes quand cela contribue à la cause du bolchevisme et anti-patriotes lorsqu'on leur demande de résister à une possible invasion russe.

Le patriotisme ne suffit pas, comme le dit l'infirmière Edith Cavell. Pour commencer, il devrait être orienté intelligemment. Sacha

Guitry, le plus célèbre des dramaturges et acteurs français, quand il fut accusé d'« *intelligence avec l'ennemi* » pour ne pas avoir mis les officiers allemands à la porte de son théâtre, et s'être comporté envers eux avec courtoisie, déclara non sans justesse que le concept de « *non-intelligence avec l'ennemi* » devait être reconnu. Le patriotisme qui amène à la destruction et à la désunion de son pays constitue une forme inférieure de patriotisme. Le patriotisme doit se fonder sur l'amour pour ses compatriotes, l'amour de la justice, l'amour de la liberté, l'amour de la paix. Lorsque le patriotisme dégénère en haine, en ambition, en discorde, en intolérance, en conquête, en domination, il peut devenir le pire de tous les vices qui peuvent habiter l'homme.

Pour ce qui me concerne, en passant en revue la dernière décennie en France et dans le monde, je suis surtout frappé par les bonnes intentions qui furent souvent affichées par les Français — gaullistes ou pétainistes, et je pense que nous ne devrions juger, si nous devons juger quoi que ce soit, que les intentions des hommes. Malheureusement, comme il est bien dit, l'enfer est pavé de bonnes intentions. Pétainistes comme gaullistes, pourvu que les intentions fussent bonnes, devraient se pardonner mutuellement ; ils ont tous, même quand leurs motivations étaient bonnes, causé de graves dommages. La tolérance envers son prochain ne fut jamais si nécessaire qu'aujourd'hui, alors que dans de nombreux pays le sens même de ce mot a été oublié.

Pour comprendre les événements qui se sont déroulés en France depuis 1940, il nous faut user d'un mot plus souvent employé en France qu'en Angleterre ou qu'aux États-Unis : le mot *mystique*. En 1940, Pétain possédait une *mystique*. Lentement, petit à petit, grandit autour de De Gaulle une autre *mystique*, mais elle ne fut jamais aussi puissante que celle de Pétain et, après son apogée en 1944, elle baissa rapidement, et a aujourd'hui largement disparu [3].

3. Elle allait se raviver plus tard, mais c'est peut-être une autre histoire. . ., NdT

Churchill comme Roosevelt savouraient une *mystique*. Tout comme Hitler, sans doute possible. La *mystique* de Staline fut la plus importante des *mystiques* de notre époque. La notion de *mystique* dépasse absolument la raison : elle ne découle pas d'actions surhumaines ; peut-être découle-t-elle un peu des mots. Il s'agit d'une foi aveugle envers les qualités exceptionnelles de ceux qui la possèdent. Ils ne peuvent commettre aucune erreur. Il faut les regarder avec les yeux de la foi. Ils sont, aussi longtemps que le halo les entoure, des demi-dieux, infaillibles, mus par une intuition, un esprit familier, qui suscite la vénération des foules.

Tous commirent les erreurs les plus désastreuses, mais leurs erreurs, pour établies qu'elles fussent, ne purent mettre à bas leur *mystique* sur le coup. Dans les périodes critiques, une telle *mystique* est nécessaire aux dirigeants de l'humanité : elle se révèle parfois bénéfique, et parfois funeste. Dans le présent ouvrage, je me suis employé de mon mieux à examiner leurs décisions avec un jugement plus posé, non à des fins iconoclastes, mais dans l'espoir que nous comprendrons à quel point nous nous sommes égarés, et que nous nous montrerons plus bienveillants dans les jugements que nous portons les uns sur les autres. Une fois que tout a été dit et fait, même les meilleurs des hommes se révèlent n'être que de maladroits mortels, et je ne connais aucun homme ayant joué un rôle de premier plan dans les événements de la décennie passée, qui ne soit pas également tombé dans la folie la plus flagrante.

Le pivot de la reprise française fut l'application du plan Marshall d'aides financières et économiques. Si l'Amérique avait abandonné l'Europe, si elle ne s'était pas comportée avec une générosité éclairée, l'Europe aurait depuis longtemps « *tourné bolchevique* ». Le plan Marshall en fut le pivot pour deux raisons : d'abord en apportant une base matérielle pour la reconstruction ; ensuite, parce qu'il força la France à faire un choix. Il n'est pas nécessaire que je développe le premier point. Mais j'ajouterai quelques remarques sur le second.

La France, à mon avis, avait, passées les désillusions de la Li-

bération, perdu l'espoir. Les tribulations de la guerre et l'occupation, la violence et l'injustice qui accompagnèrent la victoire et laissèrent peu de familles intactes, la malgouvernance qui suivit l'établissement d'une constitution infiniment pire que celle de 1875, et aurait bien pu déboucher sur un mode de gouvernement à une seule chambre, c'est-à-dire, à une dictature des partis politiques se présentant aux élections et interdisant en pratique toute opposition, les malversations, les scandales, les exactions, les réquisitions, les spoliations de toutes sortes, la division de la France en deux groupes de citoyens, les ultra-patriotes et les quasi-traîtres, les restrictions, les contrôles, le fonctionnarisme à outrance, la tolérance, pour ne pas dire l'encouragement, d'un marché noir pire que celui qui avait fleuri au cours de la guerre, la suppression des opinions indépendantes, le refus de promulguer une loi d'amnistie généreuse, l'exploitation honteuse par les faux résistants de leur position privilégiée, le désordre qui se manifesta en tout domaine de la vie quotidienne, la montée continue du coût de la vie, la dépréciation continue de la monnaie, les salaires trop bas, l'immoralité grossière reflétée par la presse, la pusillanimité des politiciens, la partialité de la radio en faveur des communistes, les constantes grèves d'un caractère franchement révolutionnaire, toutes ces choses, et plus que je ne pourrais en énumérer firent perdre courage aux meilleurs citoyens de France, que l'on entendait dire (combien de fois ne l'ai-je pas entendu !) que la France se portait mieux sous l'occupation que sous les gouvernements qui suivirent !

La France se sentait seule, impuissante, ayant perdu son rang parmi les nations, tombée en décadence, plus vraiment une nation, et sans aucun signe annonciateur qu'elle pourrait jamais en redevenir une. Pour beaucoup, le communisme offrit en fait une voie de sortie à ce sentiment de frustration. Dans ces conditions, le plan Marshall fut accueilli avec joie. Il eut un effet salutaire. Il stimula les Français. Il fut combattu sans pitié par les communistes, qui comprenaient qu'il empêcherait la France de se tourner totalement vers le bolchevisme. Ils décrivaient le plan comme une tentative de

faire de la France un satellite des États-Unis, et auraient de loin préféré qu'elle devînt un satellite de la Russie. Le choix devait être fait, même à contrecœur, par les gouvernements. Sur le plan matériel, ils furent contraints à opter pour le plan étasunien, quelles que fussent ses conséquences, et bientôt la force brute de l'opposition communiste les força à opter pour lui également sur le plan moral. Le fossé entre le communisme et (puis-je le nommer ?) l'américanisme s'élargissait de mois en mois. Les effets bénéfiques du plan se firent rapidement sentir, et la perspective d'un retour rapide du communisme se fit au moins improbable.

Le pacte avec l'Angleterre, conclu à Dunkerque, le port par lequel les Anglais avaient quitté la France, paradoxalement considéré comme un symbole d'aide mutuelle et d'union, joua le même rôle, bien qu'il ne bénéficiât que de peu de publicité. Le Pacte Atlantique, amarrant la France et les États-Unis, constitua une étape supplémentaire. Mais je dois dire que ces mesures semblèrent arriver trop tard, et ne furent jamais suffisantes à créer un réel sentiment d'unité du monde occidental. Pendant des années, la menace du bolchevisme ne fut pas comprise pour ce qu'elle était, alors qu'elle était évidente depuis le départ. Les socialistes, en particulier, sans lesquels aucun gouvernement n'était viable, étaient rétifs à comprendre qu'une rupture absolue de toutes relations avec le communisme était essentielle : ils ne voyaient les communistes que comme des rivaux dans la lutte pour le pouvoir politique. Aucune loi contre un ennemi mortel n'a encore été adoptée, pourtant l'existence d'une Cinquième Colonne est visible en France, axée vers le sabotage, déclarant ouvertement que, dans l'hypothèse d'une guerre, les communistes refuseront de se battre, ou plutôt, combattront contre leur propre pays. Il serait comique, si ce n'était tragique, de voir les tentatives de façonner une unité européenne. Trois ou quatre organismes concurrents ont été constitués, qui semblent surtout conçus pour servir les fins politiques de « *dirigeants* » européens, et certains de ces « *dirigeants* » européens ne voient pas le moins du monde que le premier pas vers une unité européenne

est l'unité de leur propre pays. La France n'est pas encore unie ; les vieilles querelles ne sont pas apaisées, et les dissidents ne sont pas traités avec fermeté. Néanmoins, il reste un dernier espoir, et cet espoir a ses racines dans le Pacte Atlantique.

Du côté militaire, les perspectives sont incertaines. La France est, à en croire les experts les plus réputés, sans armes adéquates, elle manque d'hommes, et ne dispose pas d'officiers compétents. Le projet d'armées internationales de l'OTAN n'a pas encore été testé, et les sceptiques, qui doutent que les hommes se battront avec enthousiasme pour une vague expression géographique et une idéologie abstraite en lieu et place de leur pays, aux côtés de leurs « *ennemis* » héréditaires, ne peuvent être facilement balayés.

On aurait pu penser que la première chose qu'auraient faite ces Français, qui furent si prêts à crier à la trahison en 1944, aurait été de reconstruire l'armée, et d'enrôler tous ceux qui proclamaient appartenir à la Résistance. En 1939, 5 000 000 d'hommes avaient été mobilisés : aujourd'hui, la machinerie de la mobilisation est en panne. Le fait est que la France ne sait pas pour quoi elle pourrait avoir à se battre. Les communistes ont jeté les masques du patriotisme : ils ont fait de leur mieux pour éviter qu'une petite armée soit envoyée en Indochine, et des soldats qui en sont revenus m'ont expliqué qu'ils n'auraient jamais pu compter sur l'efficacité des armes désuètes qui leur avaient été fournies.

Mais, disent les pessimistes, l'Angleterre et l'Amérique, ne se sont-elles pas désarmées, alors que la Russie s'armait ? Ne se sont-elles pas dérobées face au simple fait que si l'on laissait un vaste espace inoccupé en Europe, notablement en Allemagne — qui à elle seule s'était montrée assez forte pour tenir en respect le bolchevisme —, on invitait la Russie à s'emparer de cet espace non défendu ? N'avaient-elles pas refusé de tenir compte des avertissements, tel le blocus de Berlin, se contentant de présenter comme réponse leur tour de force d'approvisionnement aérien, alors qu'en réalité il ne s'agissait pas d'une réponse, et que cette réaction avait laissé la Russie indifférente ? Pourquoi compter sur le fait que la

France mettrait une armée à disposition ?

Hélas, les années de dispute stérile ont démoralisé la France, rayé l'Allemagne de la carte militaire, et n'ont rien laissé en Europe pour s'opposer aux armées russes, si elles se mettent en mouvement. Et se faire « *libérer* » une fois de plus, après avoir subi trois ou quatre années d'occupation russe, relèverait de la farce, car la France aurait alors cessé d'exister. Telle était la vision pessimiste, induite par la conduite inepte d'une guerre civile ne débouchant que sur du désordre et sans préoccupation de l'avenir. La France avait eu son lot de combats, et était encline à refuser de fournir plus de chair à canon. Le faux sentiment de sécurité induit par une position de neutralité la tentait. Son gouvernement avait proposé, au moment du déclenchement de la guerre, d'abandonner le pays, et de se déplacer avec son armée en Afrique du Nord, puisqu'il avait été décidé que les héros ne sont pas ceux qui restent pour protéger le pays, mais ceux qui le désertent. Heureusement, des visions plus sages l'ont emporté, mais la tâche de ramener la France à sa force de 1940 sera longue et pénible.

Je ne peux pas non plus conclure sans un mot sur la guerre en général. Nous continuons d'accabler les faiseurs de paix, et de glorifier les va-t-en-guerre. La première guerre aurait-elle dû être évitée ? N'amena-t-elle pas inexorablement au second conflit ? Et cette seconde guerre ne fut-elle pas menée d'une manière à rendre probable une troisième ? La guerre ne peut mener qu'à la guerre. La guerre n'a fait qu'empirer la situation depuis 1914, et après avoir subi une misère sans nom, voilà que nous vivons de nouveau dans la peur.

Dans un article universitaire consacré à la seconde guerre mondiale, Larousse estime qu'environ 33 millions de personnes ont perdu la vie, toutes nations belligérantes confondues : 14 millions de soldats, et 19 millions de civils. De nombreux millions d'autres sont morts dans des camps de prisonniers. Il est difficile d'estimer combien de personnes, parmi les belligérants et les non-belligérants, sont morts de faim, de pauvreté et de maladie en conséquence di-

recte de la guerre. Les pertes matérielles et les dommages ont été estimés, suivant une approche prudente, à 500 milliards de dollars. Le coût de la guerre a drastiquement augmenté. Un universitaire estime qu'il ne coûtait que 75 centimes de tuer un soldat à l'époque de Jules César, et que ce coût est monté à 20 000 $ lors de la première guerre mondiale, et 50 000 $ lors de la seconde. Les meilleures estimations des coûts directs totaux de la seconde guerre mondiale s'établissent entre 3000 et 4000 milliards de dollars, et les experts nous indiquent que les coûts totaux de la guerre s'élèvent au quadruple des coûts directs et immédiats. On admet qu'environ 150 millions de personnes se sont retrouvées sans abri par conséquence de la seconde guerre mondiale. À ces nombres, il faut ajouter les victimes de la conquête de la Chine par les communistes, les massacres étendus en Chine depuis la conquête, et les victimes, civiles et militaires, des guerres de Corée et d'Indochine. Quel volume incroyable de massacre et de misère humaine !

L'argent qui fut dépensé à faire la guerre aurait accordé à chaque famille en Amérique, en Russie, en Angleterre, en France, en Allemagne, ainsi que dans de nombreux autres pays, une maison complètement meublée et un capital substantiel. Chaque ville de 200 000 habitants aurait pu bâtir de nouvelles écoles, des hôpitaux et des bibliothèques. Il n'est pas nécessaire que j'étaye ces affirmations : chacun sait qu'elles sont exactes. J'avais déjà mené de tels calculs à l'issue de la première guerre mondiale, et j'ai vu, de mes propres yeux, des souffrances nettement plus intenses après 1944 qu'après 1919. Je pense aux « *personnes déplacées* », comme nous les nommons non sans euphémisme, aux millions de prisonniers encore parqués dans des camps de concentration, aux millions de foyers détruits, aux millions de familles brisées et ruinées. Je pense aux ravages qu'a subis la France, multipliés à l'infini dans de nombreux autres pays, je pense aux hommes et aux femmes privés de leurs moyens de subsistance. Je pense à la haine qui en résulte, qui est plus explosive que toute bombe atomique.

Mourir n'est rien ; chacun d'entre nous doit mourir. Mais vivre

dans l'affliction, au milieu des folies et des crimes d'un monde sens dessus dessous, où tout ce que nous avions appris à admirer est devenu méprisable, et où tout ce que nous avions appris à abhorrer est devenu sujet d'adoration, où les va-t-en-guerre et les destructeurs sont acclamés, et où les hommes compatissants et imaginatifs sont décriés, où des femmes douces applaudissent le massacre de Beethoven par Bill Sikes[4] (comme l'exprime Bernard Shaw), et où le naufrage matériel et la dégénération morale constituent le lot commun du vainqueur et du vaincu, dans lequel le sot, l'égoïste, le cruel, l'étroit d'esprit et le sans-cœur sont les seuls à ne pas subir une pression émotionnelle qui détruit les nerfs et engourdit le cerveau, qui pousse à la détresse presque au-delà du supportable. Comment les hommes peuvent-ils encore parler de guerre après en avoir vu et ressenti toutes les horreurs ?

Je conserve mon affection à la France, sans amertume, sans regret pour les pertes douloureuses qui furent le prix de mon allégeance. Je réalise que la période de folie suicidaire que nous avons traversée découla de la guerre, en laquelle la France a plus souffert, à certains égards, que les pays qui y furent activement engagés. Mon affection pour la France est intacte, et je reconnais que, si elle a constitué la proie de forces politiques turbulentes et de doctrines fallacieuses, les gens du quotidien, les Français ordinaires, ont toujours aujourd'hui les mêmes vertus qui me les firent aimer il y a quarante ans. Ils sont normalement aimables, sensibles, tolérants, compréhensifs, et ils ont appris l'art du bonheur. Il s'agit du plus abouti de tous les arts. Mais le bonheur est-il compatible avec la soi-disant grandeur de cette période difficile ? La France ne doit-elle pas choisir, entre puissance et bonheur ?

Auguste Detœuf, un industriel important, a déclaré avant la guerre que la France n'était plus « *grande,* » au sens de pouvoir imposer sa volonté au monde par la violence, ou par la menace de

4. Bill Sikes est un personnage du roman Oliver Twist de Charles Dickens, vil, meurtier et voleur, NdT

la violence. Les Français sont heureux de vivre sur un sol généreux, sous un climat agréable, aussi confortablement que possible, dans le bref passage qui sépare la naissance de la mort. « *Croyez-moi,* » écrivit-il, (et je cite l'excellent livre *News from France* de Montgomery Belgion :

> *Sur le plan matériel, la France n'est pas un grand pays : elle n'est qu'un pays où les gens sont heureux. . .La France, si nous le souhaitons, peut rester le pays où les gens sont heureux, où le chômage est rare, où la paysannerie reste paisible et saine, où la pensée reste libre, un pays dont l'esprit rayonne sur le monde. . .Nous devons décider si nous voulons être puissants, ou heureux. Nous devons choisir si nous voulons être ceux qui terrifient, ou ceux qui attirent. Si nous décidons d'être puissants, nous devrons vivre sur le pied de guerre. Nous devrons cesser de parler, de rire. . .nous devrons accueillir la guerre et les guerres civiles qui y font suite, ainsi que la pauvreté, et peut-être la famine, dans une Europe tombée en état d'anarchie.*

Volontairement ou non, et je crois que ce ne fut pas volontaire, je pense que la France s'est vue forcée à accueillir la guerre, et les guerres civiles qui y font suite. Elle a subi les privations, la pauvreté, l'anarchie, dans une Europe chaotique. Elle a essayé de jouer un rôle plus important que sa force ne lui permettait. Un bonheur relatif est revenu. Dans mon village, à Paris, dans les villes de province que je connais, malgré le fait que les cicatrices de la guerre restent, l'ancienne gaieté, l'ancien *savoir vivre*[5] sont en train de refaire surface. L'abondance est revenue, et une philosophie souriante a pris le dessus. Que Dieu permette que la France n'ait pas à choisir entre une grandeur insaisissable, et son bonheur contagieux et charmeur !

5. En français dans le texte, NdT

Chapitre 25

La mort du maréchal

Le 23 juillet 1951, Philippe Pétain, le dernier des grands maréchaux de France — peut-être le plus grand et le plus noble de tous —, mourut dans sa quatre-vingt-seizième année. Il était le « *plus vieux prisonnier du monde* » ; malgré une clameur générale et persistante demandant sa remise en liberté, en France et dans tous les cercles éclairés à l'étranger, où l'on comprenait que sa condamnation constituait l'une des injustices les plus flagrantes de notre temps. Il resta prisonnier jusqu'à ce que la mort le libère de ses geôliers.

Maître Isorni, l'un de ses dévoués avocats, a révélé au monde la dureté avec laquelle l'ont traité les hommes de la Quatrième République, dans un ouvrage intitulé *Souffrances et Mort du Maréchal*, qui permettra à la postérité de se faire juge de l'attitude des autorités qui firent preuve du plus complet manque de respect envers l'âge extrêmement avancé de l'un des serviteurs les plus compétents, les plus dévoués et les plus désintéressés de la France. Maître Isorni a marqué de manière indélébile le front de certaines personnalités publiques du sceau de la honte profonde que mérite leur inhumanité.

FIGURE 25.1 – Vue d'avion récente de la forteresse de l'Île d'Yeu

On pourrait imaginer que la forteresse de l'Île d'Yeu fut un lieu de détention assez confortable. Au contraire, ce fut en réalité un lieu d'une rigueur consternante. Difficile d'accès, exposée aux inclémences de l'Atlantique, au large de la côte de Vendée, il s'agissait d'une habitation des plus inappropriées pour un nonagénaire. Il était entièrement coupé de la société, hormis de son épouse âgée, qui finit par se voir autorisée à lui rendre visite quelques minutes chaque jour, ce qui constituait un défi douloureux à ses rhumatismes : se traîner chaque jour du petit hôtel de l'île à la prison insalubre.

Le maréchal était confiné dans une étroite cellule, meublée de manière très sommaire et, pour ses exercices quotidiens, il lui fallait descendre plus de trente marches jusqu'à la cour, toujours accompagné de ses gardiens. Que ce fût depuis sa cellule ou depuis la cour, jamais la mer ni le monde extérieur n'étaient offerts à sa vue. La nourriture qu'on lui servait était tout à fait inappropriée — elle n'était adaptée qu'à l'état de ses jeunes gardiens en bonne santé — jusqu'à ce qu'elle fût complétée par des colis envoyés à Madame la maréchale par des admirateurs restés loyaux à son mari, et ne pouvant oublier ce que la France lui devait — à Verdun, la bataille la

plus vaillamment combattue de la guerre 1914-1918 ; dans l'étouffement de la mutinerie de 1917 ; au Maroc, où il mit en échec la révolte d'Abdelkrim (à qui il fut proposé d'aller habiter la maison privée du maréchal, désormais confisquée, à Villeneuve-Loubet !) ; en Espagne où, déjà âgé, il avait été envoyé par le gouvernement de 1939 pour persuader le général Franco d'observer la plus stricte neutralité ; ainsi, à mon avis, qu'à Vichy, où il fit, en réponse à l'appel du gouvernement et du peuple, le sacrifice de sa personne et de sa renommée, dans l'espoir d'alléger les misères de la France, défaite et égarée, en s'interposant entre l'occupant et la nation. J'avais pensé intégrer dans le présent ouvrage des extraits du procès du maréchal Pétain face à un tribunal spécialement constitué et composé afin que, selon la volonté des nouveaux maîtres de la France, une condamnation fût inévitable, pour *raison d'État*[1]. J'ai devant moi la retranscription de chaque parole qui fut prononcée lors de ce procès. La procédure s'étendit du 23 juillet au 14 août 1945, et le compte-rendu en est publié en intégralité dans le *Journal Officiel*, et remplit 336 pages en petits caractères, sur trois colonnes. J'ai réalisé qu'il ne serait pas possible de résumer ces preuves dans un espace raisonnable, mais j'affirme que le lecteur impartial, à la lumière de ce que j'ai écrit, et à la lumière des révélations qui ont suivi, ne peut entretenir aucun doute sur le fait que le maréchal agit au mieux de ses capacités pendant son investiture à Vichy. La tache était évidemment surhumaine, et il n'est pas surprenant qu'il ait échoué ; mais ce qu'il réussit à accomplir est déjà surprenant.

Il est monstrueux de supposer que le vieux soldat, après une illustre carrière, voulût s'emparer du poste suprême d'un pays vaincu avec l'intention de le trahir au bénéfice de l'ennemi. Aucune personne correctement informée, non empreinte de fanatisme et de haine politique, ne pourrait penser que le maréchal soit devenu un traître entre les âges de 85 et 90 ans ! Supposons que sa politique fût erronée, qu'il commît des erreurs dans le choix de ses ministres et

1. En français dans le texte, NdT

de ses agents, qu'il fût mal conseillé, qu'il fût sujet à d'étranges défaillances attribuables à ses facultés déclinantes — supposons tout ce que l'on voudra, fût-ce non justifié par les preuves et réfuté par les faits et leur convenable interprétation, il reste impossible, pour tout analyste de l'histoire contemporaine, ou même pour tout observateur de la nature humaine, d'imaginer une seconde qu'après un glorieux passé empreint de dévotion absolue et de loyauté, le vieil homme, au seuil de la tombe, pût délibérément enlever toute valeur à une vie de services exceptionnels rendus à son pays. Et pourtant, telle était l'accusation incroyable à laquelle il eut à faire face. Même en supposant que ses capacités mentales avaient fortement décliné — ce qui n'est pas le cas à mon avis —, on aurait certainement dû le traiter avec plus de bienveillance et de compassion. Hélas, la bienveillance et la compassion étaient des qualités qui figuraient également sur la liste des victimes prédestinées de la guerre et de la guerre civile en France !

Il reste encore un aspect des choses : était-il sage, du point de vue national, de faire de la France la risée du monde, et de surprendre le monde entier, en l'exposant comme un pays dans lequel le maréchal, les généraux, les ecclésiastiques, les universitaires, les membres de la chambre et du sénat, les préfets, les fonctionnaires, les ministres, les écrivains, les intellectuels, les artistes, se seraient retrouvés dépourvus d'amour pour leur propre pays, et se seraient montrés prêts, ou auraient dans les faits « *vendu* » la France à l'« *ennemi héréditaire* » ? Était-il sage de faire semblant de croire que des éléments nombreux du peuple français furent des traîtres, ou presque des traîtres, et que seuls les émigrés et un nombre relativement faible de Résistants actifs (et parfois imprudents) restèrent des patriotes ? Face à ces calomniateurs de la France, qui ne sont pas sans intérêts personnels à agir ainsi, je maintiens que la plupart des Français, obéissant aux autorités constituées, qu'ils aient exprimé ou non leurs sentiments sous l'occupation, restèrent tout aussi animés d'émotions patriotiques que les gaullistes et les communistes. Était-il sage de désunir les Français ?

Pétain naquit le 24 avril 1856, et du fait d'une légère amélioration de ses conditions de détention, il eut tout juste la force de prendre connaissance de la célébration de son quatre-vingt-quinzième anniversaire dans la forteresse. Mais il était mourant. Il fut longtemps envisagé de l'enterrer en secret dans la forteresse, pour empêcher tout pèlerinage sur sa tombe. Mais, en fin de compte, les protestations furent si vives que son transfert dans une petite villa, transformée en « *hôpital militaire* », mais toujours une prison sur la même île, fut autorisé. On ne pouvait cependant pas tenir la politique hors du jeu. L'annonce de ce transfert fut reportée à « *après les élections générales* » du 17 juillet 1951. Puis on se demanda s'il était transportable, et plusieurs jours s'écoulèrent encore avant qu'un médecin assumât la responsabilité de le sortir de sa cellule. Il mourut le 23 juillet.

Des mesures strictes furent prises après son décès, mais un point au moins — deux points — furent marqués. On autorisa qu'il fût enterré dans son uniforme de maréchal, et on lui accorda une tombe privée hors de la citadelle. Des messes furent célébrées pour lui dans de nombreuses églises de France, y compris dans la Cathédrale Notre Dame. Sa dernière volonté était d'être enterré à Douaumont, avec les soldats qui tombèrent sous ses ordres à Verdun. Je ne doute pas que la permission sera donnée, en fin de compte, dans des jours plus cléments, aux vétérans survivants de Verdun d'escorter ses cendres à leur dernière demeure, et qu'alors toute la France courbera la tête sur leur passage [2].

« *Un maréchal de France ne demande rien* », disait fièrement le vieil homme ; puis, avec une touchante abnégation : « *Commencez par libérer, avant de penser à moi, les serviteurs loyaux qui obéirent à mes ordres.* » Je pourrais remplir des pages avec les pétitions de Résistants authentiques, à qui je rends le plus profond hommage, demandant l'annulation des verdicts des années tragiques. Qu'il

2. Le lecteur pourra s'intéresser à l'affaire rocambolesque du Vol du cercueil du Maréchal Pétain, en 1973, NdT

me soit permis de citer quelques passages de ces appels, signés par nombre de déportés, de chefs de section de la Résistance, de dirigeants du Maquis, qui ne revendiquent pas d'autre titre que celui de « *combattants.* »

Ils demandent qu'il soit mis fin « *aux divisions entre Français résultant de graves divergences politiques durant les années d'occupation et rendues pires par une soi-disant épuration.* » Ils déclarent qu'une étude des faits, parfois ignorés à la Libération, permet à présent d'établir une vérité plus historique et plus humaine : « *Certains, qui furent désignés comme traîtres, étaient des citoyens qui, ayant opté pour des tâches ingrates et sans gloire, contribuèrent au maintien de la nation pour laquelle ils cultivaient un amour ardent. Leurs noms et leur travail devraient être réhabilités.* »

Les actions menées par d'autres peuvent apparaître comme contraires aux intérêts du pays, mais les erreurs politiques ne devraient pas être confondues avec les crimes de droit commun, et n'affectent en rien l'honneur de ceux qui les commirent : « *Il est du devoir de ceux qui risquèrent leur vie dans la guerre clandestine, et qui ne s'associèrent jamais à une entreprise de vengeance, mais combattirent à la Libération pour le triomphe de la justice (l'idéal de la vraie Résistance !) de protester avec énergie contre la persistance d'un esprit partisan nocif au pays. Nous nous dissocions totalement de l'attitude adoptée par divers groupes, dont les objectifs sont opposés aux buts de la Résistance. Nous espérons une réconciliation et un renouveau de l'unité française (un mot sur lequel le maréchal insistait !) qui, si on la rétablit à présent, amènera à une renaissance du génie français, dans toute sa pureté et sa force, tel qu'il est apparu pendant des siècles. Nous en appelons à tous les Résistants qui ont encore foi dans la cause pour laquelle ils combattirent : rejoignez notre appel.* »

Tel est, je le pense, le vrai sentiment de la vraie Résistance, si différent de l'esprit qui anima les assassins et les profiteurs de la Résistance. Il fait le plus grand honneur à ceux qui le professent, et discrédite ceux qui s'y refusent. Là, et là seulement, est la Résis-

tance que j'admire, une Résistance qui n'attribue pas à elle-seule toute rectitude et toute droiture, qui reconnaît que ses adversaires (ou plutôt, ceux qui, honnêtement, se sentirent obligés de choisir un rôle différent) peuvent également avoir eu raison, et avoir rendu des services précieux, et que même ceux qu'elle considère comme ayant agi dans l'erreur n'en furent pas moins de bons citoyens.

Je ne doute pas que la mémoire du maréchal sera absoute des accusations douloureuses et infondées qui furent proférées à son encontre, qu'il sera reconnu comme l'un des personnages les plus nobles d'une époque tragique, et que surviendra prochainement une réconciliation de tous les bons Français, et de tous ceux qui aiment la France.

Chapitre 26

Annexes

Ce chapitre ne figurait pas dans l'œuvre originale et a été apporté par l'équipe de traduction.

26.1 Lettre de Joachim von Ribbentrop au maréchal Pétain

Lettre du 29 novembre 1943 adressée au Maréchal Pétain par Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich[1]

Après avoir résumé en une page les faits qui avaient abouti à la crise de novembre 1943, la lettre se poursuit dans les termes suivants.

Ces informations, en même temps que l'évolution de la situation en France, m'ont amené à présenter un rapport au Führer. Après quoi, le Führer m'a chargé de vous faire savoir, Monsieur le Maréchal, ce qui suit :

1. Citée dans *Histoire élémentaire de Vichy* – Amiral Auphan (1971)

1. Le projet de révision de la Constitution qui nous a été soumis tend à mettre la désignation future du Chef de l'État français, même pendant la guerre, entre les mains d'un organisme qui a déjà été constitué une fois dans le passé, l'Assemblée Nationale française.

   Il semble, Monsieur le Maréchal, que vous ayez en cela totalement omis de tenir compte du fait que cette Assemblée nationale est la même assemblée qui, en septembre 1939, a déclaré sans le moindre motif la guerre à l'Allemagne. Cela malgré les assurances solennelles de paix échangées entre l'Allemagne et la France encore le 6 décembre 1938.

   Au surplus, une partie non négligeable des membres de cette assemblée, violant encore une fois de manière flagrante l'accord intervenu entre nos deux pays, c'est-à-dire l'armistice, lutte à nouveau contre l'Allemagne [2].

   Le gouvernement du Reich doit repousser avec indignation et comme une prétention impossible l'intention du Chef de l'État français de remettre en fonction une pareille assemblée par l'acte constitutionnel projeté et pour ainsi dire de légaliser par là une nouvelle activité de traîtres et de violateurs de la loi.

2. Aujourd'hui, l'ancienne Assemblée Nationale n'est plus d'aucune manière la représentation légale de la volonté du peuple français. Pendant la guerre les élections sont impossibles ainsi que dans d'autres États, a fortiori dans la France actuelle. Quant à une Assemblée Nationale constituée d'une autre façon, elle ne saurait exprimer légalement la volonté du peuple français. En conséquence, il n'existe en ce moment aucun corps légal susceptible d'exercer la fonction que le discours

2. Note de l'Amiral Auphan : allusion à l'Assemblée consultative instituée trois mois plus tôt par le général de Gaulle à Alger, avec de nombreux anciens parlementaires, dont les communistes réhabilités

à radiodiffuser voudrait lui attribuer et qui, pour cette fin, pourrait être reconnu par l'Allemagne.

3. Cet incident donne au Führer l'occasion de faire en toute clarté sur l'opinion politique en France, pendant ces derniers temps, les constatations suivantes :
   — L'Allemagne pouvait espérer, au moins depuis Montoire, que vous, Monsieur le Maréchal, en répondant à la politique généreuse du Führer, vous consolideriez de plus en plus la situation en France après la guerre perdue et que vous rendriez toujours plus féconde la collaboration, tant de fois promise, avec l'Allemagne.
   — Or, si l'on jette un regard sur les trois dernières années des rapports franco-allemands, on ne peut que constater que cet espoir n'a été réalisé que partiellement et que les mesures que vous avez prises, Monsieur le Maréchal, en votre qualité de chef de l'État français, n'ont eu malheureusement que trop souvent le résultat de rendre plus difficile la collaboration amicale qui était, sans aucun doute, sérieusement désirée par nos deux peuples et certainement poursuivie par le gouvernement français.
   — Le Coup d'État anticonstitutionnel tenté le 13 décembre 1940, par lequel monsieur Laval devait être éliminé comme chef du gouvernement sur le reproche de la collaboration avec l'Allemagne et même sur l'inculpation d'avoir conspiré avec les services allemands contre vous, monsieur le Maréchal, afin de vous attirer dans un guet-apens à l'occasion du transfert de la dépouille mortelle du duc de Reichstadt à Paris et de vous destituer ; plus tard encore la trahison de vos généraux et amiraux en Afrique du Nord et la participation indirecte à cette trahison de certaines personnalités parmi les plus haut-placées à Vichy, la preuve de la violation de nombreuses dispositions militaires du traité d'armistice, et finalement le récent essai

d'une révision constitutionnelle, en fin de compte dirigée contre l'Allemagne et apparemment destinée, par la remise en activité de l'ancienne Assemblée nationale, devenue entièrement illégale, à ménager l'avenir par une prise de contact avec le Comité d'Alger, et par là avec les Anglais et les Américains...tout cela caractérise les étapes d'un chemin qui s'éloigne de plus en plus de Montoire.

— Cette lutte constante contre tout travail positif de reconstruction a eu comme conséquence de rendre impossible, par votre résistance permanente, monsieur le Maréchal, la nomination aux postes décisifs du gouvernement et de l'administration française d'hommes dont l'attitude loyale aurait permis l'exécution d'une politique raisonnable de consolidation intérieure de la France et d'éliminer, à tout le moins, les pires manifestations d'injustice sociale.

Pour toutes ces raisons, vous ne serez pas surpris, Monsieur le Maréchal, si le gouvernement du Reich a observé votre activité comme Chef de l'État avec une réserve toujours croissante.

Les difficultés constantes qui ont été opposées à la mise en œuvre d'une politique de collaboration véritable avec l'Allemagne et qui, ainsi qu'il résulte de mes informations, ont sans cesse provoqué pendant les derniers mois de nouvelles crises intérieures, montrent clairement une prise de position dont les motifs et les buts ne laissent plus guère de doutes.

Toute cette évolution prouve, en tout cas, une chose, à savoir que la politique de la direction suprême de l'État français à Vichy s'est engagée dans une voie que le gouvernement du Reich ne saurait approuver et qu'il n'est pas disposé non plus à accepter dans l'avenir en tant que puissance occupante, responsable du maintien de l'ordre et du calme publics en France.

4. Pour mettre fin à l'état des choses actuel qui est devenu into-

lérable, le gouvernement du Reich se trouve aujourd'hui dans l'obligation de demander à la direction suprême de l'État français :

— que, désormais, toutes les modifications de lois projetées soient soumises à temps à l'approbation du gouvernement du Reich ;
— qu'en outre, monsieur Laval soit chargé de remanier, sans délai, le cabinet dans un sens acceptable pour le gouvernement allemand et garantissant la collaboration. Ce cabinet devra jouir de l'appui sans réserve de la direction suprême de l'État ;
— enfin, la direction suprême de l'État sera responsable des mesures prises en vue d'éliminer immédiatement tous les éléments gênant le travail sérieux de redressement dans les postes de l'administration ainsi que la nomination à ces postes de personnalités sûres.

5. L'exécution rapide de ces demandes est en premier lieu dans l'intérêt du peuple français lui-même, qui souffre aujourd'hui pour une part du manque de stabilité gouvernementale et, pour une autre part, d'une absence grave de justice sociale. À ce sujet, il me suffira de vous signaler la situation intolérable à plus d'un point de vue dans le domaine de la répartition des vivres, le développement du marché noir et de nombreux autres faits fâcheux.

   Le but du nouveau cabinet devra être de faire disparaître cet état de choses par une activité gouvernementale très ferme et par la mise en place dans l'administration de personnalités dignes de confiance. En tant que puissance occupante, l'Allemagne, de son côté, est aussi légitimement intéressée à ce que l'ordre et la justice règnent dans les zones de l'arrière de son armée et elle espère que le gouvernement français prendra toutes les mesures nécessaires pour leur assurer cet ordre et cette justice.

Si le gouvernement français n'était pas en mesure de le faire, le gouvernement du Reich devrait se réserver de prendre d'autres décisions au sujet de la situation intérieure de la France.

Si, après la victoire sur la France, le Führer s'est montré disposé à laisser subsister dans ce pays occupé par l'armée allemande un gouvernement français et à entretenir avec lui des relations, la seule raison en est l'attitude généreuse adoptée par le Führer vis-à-vis de la France dès sa défaite, ce que vous, monsieur le Maréchal ne contesterez pas. L'Allemagne mène aujourd'hui un dur combat contre le bolchevisme et les autres puissances anti-européennes pour l'existence de l'Europe, combat qui servira également, et non en dernier lieu, à la sauvegarde du peuple français. Dans cette lutte, dont les sacrifices sanglants sont presque exclusivement à la charge du peuple allemand, le gouvernement allemand doit exiger catégoriquement que les dirigeants de l'État français engagent activement l'autorité qu'ils ne tiennent que de la générosité allemande, afin que cette lutte de l'Allemagne au profit de l'Europe ne soit pas aggravée par la France, mais soit, au contraire, facilitée à tous points de vue.

À ce sujet, je vous prie, Monsieur le Maréchal, de ne pas perdre de vue ceci : aujourd'hui, le seul et unique garant du maintien du calme et de l'ordre public à l'intérieur de la France et par là aussi de la sécurité du peuple français et de son régime contre la révolution et le chaos bolcheviques, c'est la Wehrmacht allemande.

Elle a assuré cette tâche dans le passé sous le signe de la collaboration franco-allemande. En tout cas, je vous prie de prendre acte de ce que l'Allemagne saura sauvegarder ses intérêts dans toutes les circonstances d'une façon ou d'une autre.

Je ne puis supposer, monsieur le Maréchal, que vous refuserez de reconnaître les nécessités qui s'ensuivent.

Si cependant vous vous jugiez hors d'état de donner suite aux demandes allemandes indiquées plus haut ou si le rejet par nous de votre projet de loi dirigé contre les intérêts allemands vous décidait à vous considérer, après comme avant, comme empêché d'exercer

vos fonctions, je tiens à vous faire savoir, au nom du Führer, qu'il vous laisse entièrement libre d'en tirer les conclusions qui vous paraîtront utiles.

Agréez, Monsieur le Maréchal, l'expression de ma haute considération.

J. von Ribbentrop